# ANNALES PARLEMENTAIRES DE BELGIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1952-1953

# SENAT

# SÉANCES DU II NOVEMBRE 1952 AU 5 NOVEMBRE 1953

# TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES

Note : La table contient l'indication des « Pièces imprimées par ordre du Sénat » ou « Documents parlementaires ». ABRÉVIATIONS : Doc. (Documents parlementaires). Ann. (Annales parlementaires).

Abandon de créances par l'Etat. - V. Finances : Comptabilité de

Absorption et fusion de sociétés. — V. Impôts : Impôts directs : Revenus.

Accidents. - V. Catastrophes et accidents.

Accidents du travail. - V. Sécurité sociale. . aussi : Sécurité sociale : Documents.

Accises (droits d'accises). - V. Affaires étrangères : Douanes et

Accords internationaux. — V. Affaires étrangères.

Actes de commerce. — V. Droit commercial : Commerçants et actes de commerce.

# Administrations publiques.

EMPLOIS.

Projet de loi portant de nouvelles mesures temporaires relatives à l'admission aux emplois dans les administrations de l'Etat. - Nº 474. Projet transmis par la Chambre des représen-

tants.

N° 475. Rapport de M. Ronse.

N° 484. Amendements proposés par MM. Briot et Van Remoortel; amendement proposé par MM. Troclet et Briot. - Transmis par la Chambre des représentants, p. 1958 (16 juillet 1953).

Discussion générale (17 juillet 1953).

Discours de MM. Ronse, rapp. (souligne l'importance du projet qui tend à régler la situation des agents temporaires dans son ensemble), p. 2008; Briot (souligne les lacunes que présente le projet), pp. 2008 à 2009; De Winter (concernant la situation des agents de la seconde catégorie au ministère des finances et celle des agents du ravitaillement ayant été transférés dans d'autres départements), pp. 2009 à 2010; Vermeylen (observations concernant l'article 2), p. 2010; Buisseret (concernant les agents temporaires recrutés en dehors du territoire national), p. 2010; Hoste (concernant le caractère pratique à donner aux examens), p. 2010; Lacroix (concernant : l'exament de substitut-auditeur du Conseil d'Etat, les instituteurs et les diplômes délivrés aux élèves ayant suivi un enseignement du soir ou du dimanche), p. 2010; Yan Houtte, p. m. (répond aux remarques formulées par MM. Buisseret, Hoste et Lacroix), pp. 2010 à 2011.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (17 juillet 1953).

L'article 1er est adopté sans discussion, p. 2017.

SENAT. - TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE 1952-1953.

#### Administrations publiques. — EMPLOIS (suite)

Art. 2.

Intervention de MM. Briot, Behogne, m. t. p. r., Ronse, Van Remoortel, Troclet, Van Houtte, p. m., Vermeylen, pp. 2018 à 2020.

Deux amendements de M. Briot sont rejetés, deux autres amendements de M. Briot sont retirés, p. 2019. L'amendement de M. Troclet est retiré, p. 2020.

L'article 2 est adopté, p. 2020.

L'article 3 est adopté sans discussion, p. 2020. L'amendement de M. Briot tendant à l'insertion d'un article 4 est rejeté.

Intervention de M.M. Briot et Van Houtte, p. m., pp. 2020 à 2021.

Vote (17 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 126 membres présents, p. 2040. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

EXAMENS ET CONCOURS.

Projet de loi relatif aux examens et concours organisés par les administrations de l'Etat.

Doc. — N° 193. Rapport de M. Léon Servais.

 Transmis par la Chambre des représentants, p. 512 (3 février 1953). Dépôt du rapport par M. Léon Servais, p. 831 (4 mars 1953). Pas de discussion générale.

Discussion des articles (25 mars 1953).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans discussion, p. 977.

Vote (26 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 155 voix contre 2 et 1 abstention, p. 1011.
S'est abstenu : M. Ancot, p. 1012.
Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi modifiant la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des

langues en matière administrative.

c. — N° 216. Amendements du gouvernement.

N° 221. Amendement du gouvernement.

N° 407. Rapport de M. Derbaix.

N° 420. Amendement proposé par le comte de la Barre d'Erquelinnes et consorts.

N° 420. Amendement proposé par le comte de la Barre d'Erquelinnes et consorts.
N° 424. Amendements proposés par M. Allard et consorts au texte présenté par la commission.
N° 433. Amendement proposé par MM. Godin et Zurstrassen au texte de la commission.
N° 441. Amendements proposés par M. Leynen au texte de la commission.
N° 448. Amendements proposés par MM. De Man et Sledsens au texte présenté par la commission.
N° 462. Amendement présenté par le gouvernement au texte de la commission et amendement proposé par M. De Man et consorts au texte de la commission.

# Administrations publiques. — LANGUES (suite)

Ann. - Dépôt du rapport par M. Derbaix, p. 1710 (30 juin 1953).

Discussion générale (8 juillet 1953)

Discussion generale (8 Juillet 1953).

Discours de MM. Derbaix (souligne deux modifications importantes apportées par le projet à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative : l'instauration d'un régime linguistique stable et définitif pour chacune des deux régions du pays et le régime linguistique des communes comprises dans l'agglomération bruxelloise), p. 1831; Leynen (concernant : les lacunes que présentent les différentes lois linguistiques actuelles et les principes qu'il convient d'établir en la matière, les articles 3 et 4 du projet de loi, l'application du régime linguistique dans l'agglomération bruxelloise à d'autres communes, le régime linguistique de la région des Fourons), p. 1831 à 1833. communes, le p. 1831 à 1833.

Reprise de la discussion générale (9 juillet 1953).

Discours de MM. Hoste (concernant : la portée générale du projet, auquel il déclare se rallier, les recensements linguistiques, l'esprit d'objectivité nécessaire à la discussion du projet de loi et à l'application pratique de la loi), pp. 1872 à 1873; Vermeylen (concernant la différence entre les conclusions du Centre Harmel et celles de la commission de l'intérieur en ce qui concerne le régime linguistique d'Enghien, de la région des Fourons et de l'agglomération bruxelloise), pp. 1873 à 1874; Rolin (déclare se rallier au principe général et à l'esprit du projet, fait des réserves en ce qui concerne le caractère rétroactif qu'on veut accorder à la loi), p. 1874; Allard (concernant : les origines et la portée du projet de loi, le bilinguisme dans l'agglomération bruxelloise, les localités situées le long de la frontière linguistique, la communication au Sénat des résultats des recensements de 1930 et de 1947, pp. 1874 à 1875; Sledsens (concernant : les amendements qu'il a déposés, les onze communes de la région Plat-Thioise), pp. 1875 à 1877; Nihoul (demande au Sénat de suivre les propositions de la commission de l'intérieur et de rejeter les amendements qu'ont été déposés, sauf celui relatif aux communes d'Aubel), p. 1877.

Reprise de la discussion générale (14 juillet 1953)

Reprise de la discussion générale (14 juillet 1953).

Discours de MM. Hanquet (concernant : les recensements linguistiques, la création d'une frontière linguistique immuable, le régime du bilinguisme, la politique d'apaisement), pp. 1897 à 1898; Moyersoen, m. i. (précise la portée du projet, fait des observations au sujet du régime des administrations dont l'activité s'étend à tout le pays et dont le siège est établi en dehors de Bruxelles et au sujet des communes de la région Plat-Thioise), pp. 1899 à 1902; George (fait l'historique de la question et émet des observations au sujet des recensements), pp. 1904 à 1905; Pontus (fait des observations au sujet des communes de la Voer), p. 1905; Harmegnies (critique le projet de loi), pp. 1905 à 1906; Catteau (concernant : la liberté constitutionnelle en matière de l'emploi des langues, la frontière linguistique et les résultats du recensement de 1947), pp. 1906 à 1907; Godin (concernant le respect de la volonté des citoyens et la volonté d'apaisement en matière linguistique), pp. 1907 à 1908; Buisseret (concernant la publication des résultats du recensement de 1947 et de l'avis de la commission de contrôle linguistique), pp. 1908 à 1909.

La discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (15 juillet 1953).

L'article 1er est adopté sans discussion, p. 1930.

### Art. 2 et 3.

La discussion de ces articles est jointe, p. 1930.
L'amendement du comte de la Barre d'Erquelinnes tendant à supprimer à l'article 3, § 4, le nom de la ville d'Enghien, est adopté, p. 1940.
L'amendement de M. Leynen tendant à supprimer à l'article 3, § 4, les noms des six communes de la Voer, est adopté, p. 1940.
L'amendement de M. L. S. A. L'amendement de M. L

p. 1940.
L'amendement de MM. De Man et Sledsens à l'article 3, § 4, vient à tomber, p. 1941.
Le texte de l'article 3, § 4, tel qu'il est conçu après l'adoption des amendements du comte de la Barre d'Erquelinnes et de M. Leynen, est adopté, p. 1941.
Intervention de MM. Allard, pp. 1931 à 1932, 1939 et 1955; Moyersoen, m. i., pp. 1932 et 1938 à 1939; Leynen, pp. 1932, 1935 et 1940; Hanquet, pp. 1932 à 1933; le comte de la Barre d'Erquelinnes, pp. 1933 à 1934 et 1939; Binot, p. 1934; Vermeylen, pp. 1935 à 1936 et 1937; 1938; Derbaix, p. 1935; George, pp. 1935 à 1936 et 1937; Yernaux, p. 1936 à 1937; Harmegnies, pp. 1937 et 1939; Godin et Catteau, p. 1938; Debaise et Moreau de Melen, p. 1940.
L'article 3, amendé, est adopté, p. 1941.

Suite de la discussion des articles (16 juillet 1953).

Intervention de MM. Derbaix, rapp., Allard, Moyersoen, m. i., et Hanquet, p. 1976.

#### Administrations publiques. — LANGUES (suite)

L'amendement de M. Leynen tendant à ajouter au second alinéa de l'article 2, § 1<sup>er</sup>, les communes des Fourons, est adopté, p. 1977.

p. 1977.
Les amendements proposés par MM. De Man et Sledsens à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, viennent à tomber, le premier relatif aux communes de Marcq et Biévène, à la suite d'un vote antérieur du Sénat, le second relatif aux communes des Fourons à la suite du vote sur l'amendement de M. Leynen, p. 1977.
Intervention de MM. De Man, Vermeylen, Moyersoen, m. i., Gillon, Harmegnies, Schot, pp. 1977 à 1978.
L'amendement de MM. De Man et Sledsens tendant à supprimer à l'alinéa 2, de l'article 2, § 2, le nom de la commune de « Helchin », est rejeté, p. 1978.
L'article 2 amendé est adopté, p. 1978.

Art. 4

Intervention de MM. Allard, Moyersoen, m. i., Buisseret et Hoste, pp. 1979 à 1981.

L'amendement de M. Allard et consorts au § 2 est rejeté.

Intervention de MM. Allard et Moyersoen, m. i.

L'amendement de M. Allard et consorts au § 3 est rejeté,

p. 1981.
Les amendements de M. Allard et consorts au § 3 est rejete, p. 1981.
Les amendements de M. Allard et consorts tendant à l'insertion d'un § 3bis et d'un § 3ter, sont rejetés, p. 1982.
Le § 4 de l'article est adopté, p. 1982.
L'ensemble de l'article 4 est adopté, p. 1982.

L'article 5 est adopté sans discussion, p. 1982.

#### Art. 6.

Les §§ 1 et 2 sont adoptés sans discussion, p. 1982.

Le § 3 est adopté après qu'une correction de forme y a été apportée, p. 1982.

apportee, p. 1982.

§ 4. — Intervention de MM. Allard, Moyersoen, m. i., Vermeylen, Hoste, pp. 1983 à 1984.

L'amendement de M. Allard et consorts est rejeté, p. 1984.

L'amendement de M. De Man et consorts relatif à la ville d'Enghien est adopté, p. 1984.

L'amendement de MM. De Man et Sledsens, relatif aux communes de Bièvène et Marcq vient à tomber, celui relatif aux communes de la Voer est adopté, p. 1984.

Intervention de MM. Godin, Vermeylen, Moyersoen, m. i., pp. 1984 à 1985.

L'amendement du gouvernement relatif à certaines communes

pp. 1984 à 1985.
L'amendement du gouvernement relatif à certaines communes de l'arrondissement de Verviers est adopté. L'amendement de MM. Godin et Zurstrassen, tendant au même objet vient à tomber, p. 1985.
Le § 4 amendé est adopté, p. 1985.
§ 5. — Intervention de MM. Godin, Pontus, Vermeylen, pp. 1985 à 1987.

Le sous-amendement de M. Godin à l'amendement du gou-vernement est rejeté, p. 1987. Intervention de MM. Allard et Baur, p. 1987. Le sous-amendement de M. Allard à l'amendement du gouver-nement est rejeté, p. 1987.

L'amendement du gouvernement relatif à certaines communes de l'arrondissement de Verviers est adopté, p. 1987.
L'ensemble de l'article 6 amendé est adopté, p. 1987.

Les articles 7 et 8 sont adoptés sans discussion, pp. 1987, à 1988.

Le § 1er est adopté, p. 1988.

§ 2. — L'amendement de M. Allard est rejeté. Le § 2 est adopté, p. 1989. Le § 3 est adopté, p. 1989.

§ 4. - L'amendement de M. Allard est retiré.

Le § 4 est adopté, p. 1989. Le § 5 est adopté, p. 1989. § 6. — L'amendement de M. Allard est retiré.

Le § 6 est adopté, p. 1989.

§ 7. - L'amendement de M. Allard est retiré.

Observations de MM. Catteau et le président. Le § 7 est adopté, p. 1990.

§ 8. – L'amendement de M. Allard est rejeté, p. 1990.

L'ensemble de l'article 9 est adopté, p. 1990.

### Art. 10.

L'amendement de M. Allard est retiré. L'article 10 est adopté, p. 1990.

Les articles 11 et 12 sont adoptés sans discussion, p. 1991.

Art. 13.

Intervention de MM. Allard, Moyersoen, m. i., Vermeylen,

p. 1991.
L'amendement de M. Allard au § 4 est rejeté, p. 1991.
Intervention de MM. Allard et Moyersoen, m. i.
L'amendement de M. Allard au § 6 est rejeté.
L'article 13 est adopté, p. 1991.

L'article 14 est adopté sans discussion, p. 1992.

Intervention de MM. Moyersoen, m. i., et Baur relative à une correction à apporter au texte néerlandais, p. 1992.

# Administrations publiques. — LANGUES (suite)

L'article 15 modifié est adopté, p. 1992. Les articles amendés sont successivement remis définitivement adoptés, p. 1992. Intervention de MM. Ronse et le président, p. 1992. essivement remis aux voix et

Observations de MM. Marien, Leynen et Ronse concernant le texte néerlandais, p. 1992.

Vote (16 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 91 voix contre 55 et 2 abstentions, p. 1993. Se sont abstenus : MM. Duvieusart et Machtens.

MM. Van Remoortel, Van Hooveld, Léon Servais, Moreau de Melen, Godin, Duray et Pontus justifient leur vote négatif, p. 1993.
MM. Duvieusart, m. a. e. c. m., et Machtens justifient leur abstention au vote, p. 1994.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

#### ORGANISMES D'INTÉRÊT PUBLIC.

Projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt

Doc. - Nº 159. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 588 (10 février 1953).

#### SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Projet de loi relatif aux sanctions disciplinaires et aux démissions d'office encourues en raison de leur comportement durant l'occupation ennemie par les agents des provinces, des communes, des associations de communes, des commissions d'assistance publique et autres établissements subordonnés aux provinces ou aux communes et par les membres du personnel des établissements d'enseignement privés inspectés par l'Etat, ainsi que par les agents de l'Etat et les membres du personnel scientifique et enseignant des établissements scientifiques et d'enseignement de l'Etat.

Doc. - Nº 464. Projet transmis par la Chambre des représentants. Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1928 (15 juillet 1953).

Projet de loi relatif à la revision des mesures disciplinaires prises en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie à l'égard des personnes visées à l'article 1et, 2et, de l'arrêté-loi du 8 mai 1944 relatif aux fonctions publiques, ainsi qu'à l'égard de certains membres de l'ordre judiciaire, des officiers et agents de la police judiciaire près les parquets et du personnel des parquets et des greffes.

Doc. - Nº 465. Projet transmis par la Chambre des représentants. Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1928 (15 juillet 1953).

# Affaires étrangères.

AGRICULTURE ET HORTICULTURE.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour l'établissement de l'organisation européenne pour la protection des plantes et des annexes, signées à Paris le 18 avril 1951.

Doc. — N° 25. Exposé des motifs et projet de loi. N° 156. Rapport de M. R. Desmedt.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. van Zeeland, m. a. é., p. 27 (12 novembre 1952).

Dépôt du rapport par M. R. Desmedt, p. 585 (5 fevrier 1953). Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (12 février 1953).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 657.

### Vote (19 février 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 155 membres présents, p. 691 (19 février 1953).

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi portant approbation de l'accord portant revision et renouvellement de l'accord international du blé, signé à Washington le 13 avril 1953.

Doc. - Nº 425. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 469. Rapport de M. R. Desmedt.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. van Zeeland, m. a. é., p. 1762 (2 juillet 1953).

Discussion générale (15 juillet 1953).

Discours de MM. R. Desmedt, rapp. (expose la portée du projet de loi), pp. 1929 à 1930; Bouilly (concernant : le vote du groupe socialiste, le prix du froment de la prochaine récolte), p. 1931.

La discussion générale est close.

#### Affaires étrangères. - AGRICULTURE ET HORTICULTURE (suite)

Discussion de l'article unique (15 juillet 1953).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 1930.

Vote (15 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 148 voix contre 1, p. 1953. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

ARTS, SCIENCES ET LETTRES.

Projet de loi portant approbation de la convention instituant le Centre international de calcul et de l'annexe, signées à Paris, le 6 décembre 1951.

Doc. — N° 17. Exposé des motifs et projet de loi. N° 196. Rapport de M. de la Vallée Poussin.

Dépôt du projet de loi par M. van Zeeland, m. a. é., p. 27
 (12 novembre 1952).

Discussion générale (11 mars 1953). Observations de M. de la Vallée Poussin, rapp., p. 866. La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (11 mars 1953).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 866.

Vote (17 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 150 membres présents, p. 893. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi portant approbation de l'accord portant création d'un conseil de représentants d'Etats européens pour l'étude des plans d'un laboratoire international et l'organisation d'autres formes de coopération dans la recherche nucléaire et de l'annexe, signés à Genève, le 15 février 1952.

Doc. - N° 392. Rapport de M. Mulier.

Transmis par la Chambre des représentants, p. 1215 (19 mai 1953).

Dépôt du rapport par M. Mulier, p. 1630 (24 juin 1953).

Depot du rapport par M. Mulier, p. 1630 (24 juin 1953).

Discussion générale (30 juin 1953).

Discours de MM. Marien (concernant : le montant de la contribution belge, les travaux de recherche et leur mise en application, le statut du personnel, la publicité donnée aux travaux), pp. 1703 à 1704; Mulier, rapp. (déclare que la contribution belge est payée par l'Institut interuniversitaire pour la recherche nucléaire, dit que la convention porte sur la constitution d'une commission chargée de désigner les matériaux nécessaires à la construction du laboratoire et qu'un nouvel accord sera nécessaire pour son établissement), p. 1703; Meurice, m. c. e. (déclare qu'il transmettra au ministre des affaires étrangères les question posées par M. Marien), p. 1703.

Reprise de la discussion générale (1st inillet 1053)

Reprise de la discussion générale (1° juillet 1953).

Discours de MM. Marien (demande des précisions quant à la part d'intervention de la Belgique), p. 1718; van Zeeland, m. a. é. (répond aux questions qui lui ont été posées), p. 1718.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (1er juillet 1953). L'article unique est adopté sans discussion, p. 1718.

Vote (2 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 150 voix contre 2, Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Rectification de vote (8 juillet 1953).

M. Van Remoortel ayant omis de signer son bulletin demande qu'il soit tenu compte de son vote.
 M. le président donne acte de cette déclaration, p. 1801.

Projet de loi portant aprpobation de l'accord aérien entre la Belgique et l'Espagne et des annexes, signés à Madrid, le 10 mars 1952.

Doc. — N° 24. Exposé des motifs et projet de loi. N° 93. Rapport de M. De Winter.

n. — Dépôt du projet de loi par M. van Zeeland, m. a. é., p. 27 (12 novembre 1952).
Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (18 décembre 1952).
L'article unique est adopté sans discussion, p. 317.

Vote (23 décembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 116 voix contre 27, Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et Israël relatif aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, et annexe, signés à Hakirya, le 30 juin 1952.

Doc. — N° 191. Exposé des motifs et projet de loi. N° 239. Rapport de M. De Winter.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. van Zeeland, m. a. é,, p. 818 (4 mars 1953).

# Affaires étrangères. — COMMUNICATIONS (suite)

Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (5 mai 1953).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 1159.

Vote (7 mai 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 151 voix contre 1 et 1 abstention, p. 1202.

S'est abstenu : M. Baur.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi portant approbation des actes internationaux sui-

a) Convention internationale pour faciliter le franchissement des frontières aux voyageurs et aux bagages transportés par voie ferrée, et annexe, signées à Genève, le 10 janvier 1952;

b) Convention internationale pour faciliter le franchissement des frontières aux marchandises transportées par voie ferrée, et annexe, signées à Genève, le 10 janvier 1952.

Doc. - Nº 341. Rapport de M. De Winter.

n. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1215 (19 mai 1953). Dépôt du rapport par M. De Winter, p. 1470 (10 juin 1953). Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (30 juin 1953). L'article unique est adopté sans discussion, p. 1703.

Vote (2 juillet 1953).

L'ensemble du projet est adopté à l'unanimité des 152 membres présents, p. 1746. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Rectification de vote (8 juillet 1953). M. Van Remoortel ayant omis de signer son bulletin demande qu'il soit tenu compte de son vote.
 M. le président donne acte de cette déclaration, p. 1801.

Projet de loi portant approbation de l'arrangement concernant les colis postaux, du protocole final, du règlement d'exécution et des annexes, signés à Bruxelles, le 11 juillet 1952.

Doc. — N° 477. Rapport de M. De Winter.

Ann. — Projet transmis par la Chambre des représentants, p. 1764 (7 juillet 1953).

Dépôt du rapport par M. De Winter p. 1007 (16 initial 1052).

Dépôt du rapport par M. De Winter, p. 1997 (16 juillet 1953). Pas de discussion générale.

Discussion des articles (17 juillet 1953).

Les articles 1er et 2 sont adoptés sans discussion, p. 2000. Vote (17 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 1 abstention, p. 2037.

S'est abstenu : le baron de Dorlodot.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE.

Projet de loi portant approbation de l'accord de modification à l'accord de coopération économique entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique et l'annexe, signés à Bruxelles, le 2 juillet 1948, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles, les 11 décembre 1952 et 5 mars 1953.

 N° 288. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 520. Rapport du comte d'Aspremont Lynden.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. van Zeeland, m. a. é., p. 1238 (19 mai 1953).

Commission spéciale de Coopération économique sur l'exécution et les résultats du plan Marshall.

Doc. - Nº 415. Rapport de M. Pierre De Smet.

 Dépôt du rapport par M. Pierre De Smet, p. 1630 (24 juin 1953). Ann.

DÉCÈS.

Projet de loi portant approbation de la convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues et de l'acte final, signés à Lake Success, le 6 avril 1950.

N° 30. Rapport de M. Rolin.
N° 46. Amendement proposé par M. Rolin.
N° 178. Projet amendé par la Chambre des représentants.
N° 333. Rapport de M. Rolin.

Discussion générale (25 novembre 1952).

n. — Discours de MM. Rolin, rapp. (déclare que la convention répond à un besoin incontestable et formule les observations soulevées par le projet), pp. 116 à 117; Lagae, m. j. (marque son accord à l'amendement de M. Rolin), p. 117.
 La discussion générale est close.

Discussion des articles (25 novembre 1952).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 117.

M. Rolin propose d'ajouter un article 2. Cet amendement est adopté.
L'article 2 (nouveau) est adopté, p. 117.
L'article 2 (nouveau) est remis aux voix et définitivement adopté, p. 117.

# Affaires étrangères. — Décès (suite)

Vote (27 novembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 151 membres présents, p. 145. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants. Amendé par la Chambre des représentants, p. 716 (24 février 1953).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (9 juin 1953). Les articles 1er et 2 sont adoptés sans discussion, p. 1437. Vote (11 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 153 voix contre 2, p. 1478.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DOUANES ET ACCISES.

Projet de loi portant approbation du second protocole à la convention, signée à la Haye le 18 février 1950, portant unification des droits d'accises et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le royaume de Belgique, le grand-duché de Luxembourg et le royaume des Pays-Bas, signé à la Haye, le 27 mai 1952.

N° 18. Exposé des motifs et projet de loi.

Nº 95. Rapport de M. Schot.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Van Zeeland, m. a. é., p. 27 (12 novembre 1952).

Discussion générale (18 décembre 1952).

Observations de M. Schot, rapp., p. 317.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (18 décembre 1952).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 317.

Vote (23 décembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 144 membres présents, p. 376.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi portant approbation de l'accord relatif au régime douanier et fiscal du gasoil consommé comme ravitaillement de bord dans la navigation rhénane, adopté à Strasbourg, le 16 mai 1952, par la commission centrale pour la navigation du Dhin

Doc. - Nº 20. Expose des motifs et projet de loi.

Nº 94. Rapport de M. Schot.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Van Zeeland, m. a. é., p. 27 (12 novembre 1952).

Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (18 décembre 1952). L'article unique est adopté sans discussion, p. 316.

Vote (23 décembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix contre 21, p. 376. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :

a) Convention entre la Belgique, le grand-duché de Luxembourg et les Pays-Bas, relative à la coopération en matière de douanes et d'accises, signée à Bruxelles, le 5 septembre 1952;

Convention entre la Belgique, le grand-duché de Luxen-bourg et les Pays-Bas, relative à l'assistance réciproque en matière de recouvrements de créances fiscales, signée à Bru-xelles, le 5 septembre 1952.

N° 23. Exposé des motifs et projet de loi.

Nº 243. Rapport de M. Schot.

- Dépôt du projet de loi par M. van Zeeland, m. a. é., p. 27 (12 novembre 1952).

Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (5 mai 1953).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 1159.

Vote (7 mai 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 146 voix contre 6 et 1 abstention, p. 1202. S'est abstenu : M. Schot.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants. Projet de loi concernant l'application de la convention entre la Belgique, le grand-duché de Luxembourg et les Pays-Bas, relative à la coopération en matière de douanes et d'accises, signée à Bruxelles, le 5 septembre 1952.

Ann. — Projet transmis par la Chambre des représentants, p. 1400 (4 juin 1953).

DROITS DE L'HOMME.

Projet de loi portant approbation de la convention de sauve-garde des droits de l'homme et des libertés fondamentoles, signée à Rome, le 4 novembre 1950, et du protocole addition-nel à cette convention, signé à Paris, le 20 mars 1952.

#### Affaires étrangères (suite)

Doc. - Nº 279. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 502. Rapport de M. Rolin.

Ann. — Dépot du projet de loi par M. Meurice, m. c. e., p. 1192

(6 mai 1953).

# ENSEIGNEMENT.

Projet de loi modifiant en faveur des enfants des chefs et des membres du personnel diplomatique, des consuls de carrière étrangers et des membres étrangers du personnel non diplomatique : 1º la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen, et 2º les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Doc. - Nº 161. Rapport de M. Chot.

— Transmis par la Chambre des représentants, p. 353 (23 décembre 1952).

Discussion générale (11 mars 1953).

Discours de M. Harmel, m. i. p. (expose la portée du projet), p. 866.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (11 mars 1953).

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans discussion, p. 866 à 867. Vote (17 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 148 voix contre 2 et 1 abstention, p. 895. et 1 abstention, p. 895. S'est abstenu : M. Baur.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

#### FORCES ARMÉES.

Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relative à l'établissement d'une base mili-taire britannique en Belgique, signée à Bruxelles, le 12 novembre 1952.

- N° 85. Exposé des motifs et projet de loi.

Nº 190. Rapport de M. Moreau de Melen + erratum.

Ann. — Dépôt du projet de loi par le colonel De Greef, m. d. n., p. 208 (9 décembre 1952).

Dépôt du rapport par M. Moreau de Melen, p. 810 (3 mars 1953) Discussion générale (10 mars 1953).

Discussion générale (10 mars 1953).

Discours de MM. Moreau de Melen, rapp. (analyse les dispositions de la convention, les dépenses qu'elle entraîne et la durée d'application), pp. 841 à 842; Leynen (examine la portée du projet, son interprétation et les dépenses qu'il entraîne; souligne le mauvais état des routes menant à la base, la nécessité de créer une autostrade reliant Anvers et Liège aux autostrades allemandes et d'assurer de meilleures communications ferroviaires avec l'Allemagne; demande d'accorder une indemnisation aux habitants lésés par la création de la base militaire), pp. 842 à 843; le baron de Doriodot (examine l'aspect militaire et politique du projet de loi), pp. 843 à 844; Hoste (observations), p. 844; De Boodt (concernant le retard apporté à l'indemnisation des expropriés et notre participation financière), pp. 844 à 845; Rolin (concernant la coopération avec les pays alliés, l'indemnisation des populations campinoises), p. 845; le baron de Dorlodot, parle du sort des expropriés), p. 845; le baron de Dorlodot (observations), pp. 845 à 846; van Zeeland, m. a. é. (répond aux questions soulevées au cours de la discussion), p. 846.

La discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (10 mars 1953). L'article unique est adopté sans discussion, p. 847.

Vote (17 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 141 voix contre 3 et 7 abstentions, p. 892.

Se sont abstenus: MM. Clynmans, le baron de Dorlodot, Doutrepont, Leysen (Edmond), Sledsens, Van In et Van Loenhout, p. 893.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants. Projet de loi portant approbation de la convention générale entre la Belgique et le Canada, relative au passage et au séjour en Belgique de forces canadiennes, signée à Bruxelles, le 30 mars 1953.

Doc. — N° 289. Exposé des motifs et projet de loi. N° 332. Rapport de M. Moreau de Melen. Ann. — Dépôt du projet de loi par M. van Zeeland, m. a. é., p. 1239 (19 mai 1953).

Discussion générale (9 juin 1953)

Observations de MM. De Boodt, van Zeeland, m. a. é., et Moreau de Melen, p. 1438.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (9 juin 1953). L'article unique est adopté, p. 1438.

#### Affaires étrangères (suite)

Vote (11 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 152 voix contre 2 et 1 abstention, p. 1480.
S'est abstenu : le baron de Dorlodot.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

IMPOTS SUR LE REVENU.

Projet de loi portant approbation et réglementation de l'exécution de la convention entre la Belgique et les Étals-Unis d'Amérique, pour éviter la double imposition et empêcher l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Washington, le 28 octobre 1948, et de la convention complémentaire, signée à Washington, le 9 septembre 1952.

Doc. — N° 219. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 308. Rapport de M. Schot.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Meurice, m. c. e., p. 928 (18 mars 1953).

Dépôt du rapport par M. Schot, p. 1319 (27 mai 1953).

Discussion générale (4 juin 1953).

Observations de MM. Schot et du baron de Dorlodot, pp. 1419 à 1420.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (4 juin 1953).

Les articles 1er et 2 sont adoptés sans discussion, p. 1420. Vote (11 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 152 voix contre 3,

p. 1479. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants. Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la Suède, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les revenus et sur la fortune, signée à Stockholm, le 1er avril 1953.

c — N° 481. Exposé des motifs et projet de loi. N° 513. Rapport de M. Schot.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. van Zeeland, m. a. e., p. 1998 (16 juillet 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, en vue d'éviter la double imposition fiscale en ce qui concerne les impôts sur les revenus, signée à Londres, le 27 mars 1953.

Doc. — N° 482. Exposé des motifs et projet de loi. N° 512. Rapport de M. Schot. Ann. — Dépôt du projet de loi par M. van Zeeland, m. a. é., p. 1998 (16 juillet 1953).

INTÉRÊTS BELGES A L'ÉTRANGER.

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, d'une part, et la république tchécoslovaque, d'autre part, concernant l'indemnisation de certains intérêts belges et luxembourgeois en Tchécoslovaquie et le protocole unnexe, signés à Bruxelles le 30 septembre 1952.

Doc. — N° 393. — Rapport de M. Schot.

Ann. — Projet transmis par la Chambre des représentants, p. 1400
(4 juin 1953).

Dépôt du rapport par M. Schot, p. 1630 (24 juin 1953).

Discussion générale (30 juin 1953).

Discussion générale (30 juin 1953).

Discours de MM. Allard (demande si la Belgique ne pourrait obtenir satisfaction en ce qui concerne les intérêts belges dans d'autres pays, notamment en Roumanie); baron de Dorlodot (demande à quel titre le gouvernement se fait le représentant de ces biens privés); Meurice, m. c. e. (déclare qu'en ce qui concerne la Roumanie les fonds bloqués restent en gage, fait état des efforts faits en vue de la conclusion d'une convention, la plus favorable possible, sur la base fournie par les intéressés), p. 1704.

La discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (30 juin 1953).

Adopté sans discussion, p. 1705.

Vote (2 juillet 1953).
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 151 membres présents, p. 1747.
Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Rectification de vote (8 juillet 1953).

M. Van Remoortel ayant omis de signer son bulletin demande qu'il soit tenu compte de son vote.

M. le président donne acte de cette déclaration, p. 1801.

INTÉRÊTS ÉTRANGERS EN BELGIQUE.

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, au sujet de la garantie d'investissements privés américains en Belgique, conclu par échange de lettres, datées à Washington les 7 et 12 mai 1952.

Doc. — N° 86. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 444. Rapport du comte d'Aspremont Lynden.

Affaires étrangères. — Intérêts étrangers en Belgique (suite)

Dépôt du projet de loi par M. van Zeeland, m. a. é., p. 208 (9 décembre 1952).

Dépôt du rapport par le comte d'Aspremont Lynden, p. 1833 (8 juillet 1953).

Discussion générale (16 juillet 1953).

Observation du baron de Dorlodot, p. 1997.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (16 juillet 1953).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 1997.

Vote (17 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix contre 3 et 1 abstention, p. 2036.
S'est abstenu : le baron de Dorlodot, qui justifie son vote.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

PACTE ATLANTIQUE.

Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, des représentants nationaux du personnel international, et de la déclaration des gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais, signés à Ottowa, le 20 septembre 1951.

Doc. — N° 15. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 181. Rapport du baron Nothomb.

Ann — Dépôt du projet de loi per M. von Zooland.

m. — Dépôt du projet de loi par M. van Zeeland, m. a. é., p. 27 (12 novembre 1952).

Dépôt du rapport par le baron Nothomb, p. 773 (25 février 1953).

Discussion générale (10 mars 1953). La discussion générale du projet de loi est jointe à celle du projet de loi portant approbation de la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York, le 21 novembre 1947, par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations-Unies au cours de sa deuxième session n 847 (10 mars 1952) session, p. 847 (10 mars 1953)

Discussion de l'article unique (11 mars 1953).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 870.

Vote (17 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 133 voix contre 9 et 7 abstentions, p. 895. Se sont abstenus: MM. Dierckx, George, Gillon, Hanquet, Moreau de Melen, baron Nothomb et Struye, p. 895. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi portant approbation du protocole sur le statut des quartiers généraux militaires internationaux créés en vertu du traité de l'Atlantique-Nord, signé à Paris, le 28 août 1952, et de la déclaration entre les gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais, signée à Bruxelles, le 20 juin 1953.

Doc. — N° 483. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. van Zeeland, m. a. é., p. 1998 (16 juillet 1953).

PLAN SCHUMAN.

Nomination des membres du Sénat délégués à l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

— Le nombre de candidats correspondant à celui des mandats à conférer, MM. Dehousse, Pierre De Smet, Motz, Struye et Vermeylen sont désignés en qualité de représentants à l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, p. 1902 (14 juillet 1953).

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS.

Projet de loi portant approbation de la convention sur les pri-vilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée à New-York, le 21 novembre 1947, par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations-Unies, au cours de sa deuxième

Doc. - Nº 182. Rapport du baron Nothomb.

Ann. -- Dépôt du rapport par le baron Nothomb, p. 773 (25 février 1953).

Discussion générale (10 mars 1953).

Discours de MM. le baron Nothomb, rapp. (concernant les immunités fiscales), pp. 847 à 848; van Zeeland, m. a. é. (examine la question des exemptions fiscales), p. 848; Rolin (demande la revision de la question de l'immunité fiscale), p. 849; le baron Nothomb (observations), p. 849.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (11 mars 1953).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans discussion, p. 870. Vote (17 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 96 voix contre 42 et 13 abstentions, p. 894.
Se sont abstenus : MM. Clynmans, George, Gillon, Gribomont, Hanquet, Harmegnies, Moreau de Melen, Neels, Nihoul, baron Nothomb, Rassart, Uselding et Struye.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Affaires étrangères. — PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS (suite)

Projet de loi portant approbation du protocole additionnel à l'accord général sur les privilèges et immunités du Conseil de l'Europe, signé à Strasbourg, le 6 novembre 1952.

Doc. - Nº 331. Rapport du baron Nothomb.

Transmis par la Chambre des représentants, p. 1215 (19 mai 1953). Ann. -

Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (9 juin 1953).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 1438.

Vote (11 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 151 voix contre 4,

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale relative au statut des réfugiés, et des annexes, signées à Genève, le 28 juillet 1951.

Doc. — N° 87. Exposé des motifs et projet de loi. N° 197. Rapport de M. de la Vallée Poussin.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. van Zeeland, m. a. é., p. 208 (9 décembre 1952).

Discussion générale (11 mars 1953).

Discours de M. de la Vallée Poussin, rapp. (déclare que le statut des rétugiés, tel que la convention internationale l'organise, correspond au statut que la Belgique accorde toujours aux étrangères admis sur son territoire, que le ministre des affaires étrangères sera seul compétent pour reconnaître la qualité des réfugiés aux termes de la convention et que le ministre de la justice reste compétent lorsqu'il s'agit de personnes qui ne tombent pas sous l'application de la convention, p. 864 à 865.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (11 mars 1953).

Les articles 1er à 4 sont adoptés sans discussion, p. 865. Art. 5.

L'amendement de la commission est adopté.

L'article 5, amendé, est adopté, p. 865. L'article 6 est adopté sans discussion, p. 865.

L'article 5, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté, p. 865.

Vote (17 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 150 voix contre 1, Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

SÉCURITÉ SOCIALE.

Projet de loi portant approbation de l'accord concernant la sécu-rité sociale des bateliers rhénans et de l'annexe, signés à Paris le 27 juillet 1950.

c. — N° 21. Exposé des motifs et projet de loi. N° 61. Rapport de M. Crommen.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. van Zeeland, m. a. é., p. 27 (12 novembre 1952).

Dépôt du rapport par M. Crommen, p. 146 (27 novembre 1952). Discussion générale (2 décembre 1952).

Discussion generate (2 décembre 1952).

Discours de MM. Crommen, rapp. (demande que le département des affaires étrangères mette plus de promptitude à déposer sur le bureau de l'assemblée les conventions internationales qui ont été signées), pp. 167 à 168; Van Houtte, p. m. (est d'accord pour faire part de cette observation au ministre des affaires étrangères), p. 168.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (2 décembre 1952).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 168.

Vote (3 décembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 157 membres présents, p. 174. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi portant approbation de la convention signée à Bruxelles le 1er août 1952, portant modification de la convention sur les assurances sociales entre la Belgique et l'Italie, signée à Bruxelles, le 30 avril 1948.

Doc. — N° 115. Exposé des motifs et projet de loi. N° 278. Rapport de M. Troclet.

Ann. — Dépôt du projet par M. Meurice, m. c. e., p. 349 (18 décembre 1952).

Dépôt du rapport par M. Troclet, p. 1152 (30 avril 1953).

Discussion générale (20 mai 1953).

Discours de MM. Troclet, rapp. (expose la portée du projet) et van Zeeland, m. a. é. (observations), p. 1256. La discussion générale est close.

#### Affaires étrangères, - SÉCURITÉ SOCIALE (suite)

Discussion de l'article unique (20 mai 1953). L'article unique est adopté sans discussion, p. 1256. Vote (21 mai 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 149 voix et 1 abstention, p. 1268. S'est abstenu : M. Van Loenhout.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique, la France et l'Italie, tendant à étendre et à coordonner l'application aux ressortissants des trois pays des législations belge et française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales, signée à Paris, le 19 janvier 1951.

Doc. — N° 242. Rapport de M. Troclet.

Ajournement (5 mai 1953).

Ann. — M. Troclet ayant demandé l'ajournement de la discussion générale, le Sénat marque son accord, p. 1159.

Discussion générale (6 mai 1953)

Discussion générale (6 mai 1953).

Discussion generale (6 mai 1953).

Discours de MM. Troclet, rapp. (souligne le caractère nouveau de la convention, qui facilite la circulation des travailleurs entre les trois pays signataires, souhaite une convention unilatérale plus large englobant tous les pays d'Europe occidentale ou membres du Conseil de l'Europe, analyse les principes qui sont à la base de la convention), p. 1183 à 1184.

Van den Daele, m. tr. p. s. (observations), p. 1184.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (6 mai 1953)

L'article unique est adopté sans discussion, p. 1184.

Vote (7 mai 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 149 voix contre 2 et 1 abstention, p. 1201.

S'est abstenu : M. Baur.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants. Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la Suisse en matière d'assurances sociales et du protocole général, signés à Berne, le 17 juin 1952.

Doc. — N° 473. Rapport de M. Troclet.

Ann. — Projet transmis par la Chambre des représentants, p. 1400 (4 juin 1953).

Dépôt du rapport par M. Troclet, p. 1955 (15 juillet 1953).

Discussion générale (17 juillet 1953).

Discussion générale (17 juillet 1953).

Discours de MM. Troclet, rapp. (souhaite que les conventions multilatérales conclues entre les pays du Pacte à Cinq soient coordonnées); van Zeeland, m. a. é. (marque son accord avec les réflexions du rapporteur); Mlle Baers (appuie les observations du rapporteur), p. 2001.

La discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (17 juillet 1953). L'article unique est adopté sans discussion, p. 2001.

Vote (17 juillet 1953).

Le baron de Dorlodot justifie son vote, p. 2036. L'ensemble du projet de loi est adopté par 126 voix et 1 abstention, p. 2037. S'est abstenu : le baron de Dorlodot.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 97) concernant les travailleurs migrants et des annexes, revisées à Genève, le 1° juillet 1949, par l'Organisation inter-nationale du Travail ,au cours de sa trente-deuxième session.

Doc. — N° 22. Exposé des motifs et projet de loi. N° 285. Rapport de M. Troclet.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Van Zeeland, m. a. é., p. 27 (12 novembre 1952).

Discussion générale (20 mai 1953). Discussion générale (20 mai 1953).

Discours de MM. Troclet, rapp. (souligne l'importance de la convention, les différents aspects de la protection des travailleurs migrants et la complexité du problème des migrations, le problème de la conformité de notre législation nationale, fait des observations au sujet de l'application de la convention aux territoires non métropolitains), pp. 1252 à 1255; Kluyskens (observations), p. 1255; van Zeeland, m. a. é. (concernant l'adaptation de la législation existante, le régime de la franchise douanière prévue à l'égard des effets personnels, outils et équipements des travailleurs migrants, l'application de conventions différentes au Congo belge et au Ruanda-Urundi, pp. 1255 à 1256.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (20 mai 1953).

Discussion de l'article unique (20 mai 1953). L'article unique est adopté sans discussion, p. 1256.

Vote (21 mai 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 149 voix et 1 abstention, p. 1268.
S'est abstenu M. Van Loenhout.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants. Amnistie. — V. Droit pénal.

#### Affaires étrangères. — TRAVAII. (suite)

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants: a) Convention internationale (nº 82) conzernant la politique sociale dans les territoires non métropolitains, adouptée à Genève, le 11 juillet 1947, par l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trentième session; b) Convention internationale (nº 84) concernant le droit d'association et le règlement des conflits du travail dans les territoires non métropolitains, adoptés à Genève, le 11 juillet 1947, par l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trentième session; c) Convention internationale nº 85) concernant l'inspection du travail dans les territoires non métropolitains, adoptée à Genève, le 11 juillet 1947, par l'Organisation internationale du Travail au cours de sa trentième session. trentième session.

c. — N° 225. Exposé des notifs et projet de loi. N° 519. Rapport de M. Dehousse.

Dépôt du projet par M. Meurice, m. c. e., p. 956 (19 mars 1953).

Projet de loi portant approbation de la convention internationale et de loi portant approporton de la convention internationale (nº 98) concernant l'application des principes du droit d'orga-nisation et de négociation collective, adoptée à Genève, le 1° juillet 1949, par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trente-deuxième session.

Doc. - Nº 299. Rapport de M. Dehousse.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Dehousse, p. 1257 (20 mai 1953).

Discussion générale (4 juin 1953).

Discours de MM. Deltousse, rapp. (fait des observations en ce qui concerne l'extension de la convention aux territoires non métropolitains), p. 1418; Dequae, m. c. (déclare qu'il convient de réserver la décision en attendant un examen plus approfondi de la situation), p. 1418.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (4 juin 1953).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 1418.

Vote (11 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 154 membres présents, p. 1479.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 101) concernant les congés payés dans l'agriculture, adoptée à Genève, le 26 juin 1952, par l'Organisation inter-nationale du Travail ,au cours de sa trente-cinquième session.

.Doc. — N° 426. Exposé des motifs et projet de loi. N° 514. Rapport de M. Troclet.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. van Zeeland, m. a. é., p. 1762 (2 juillet 1953).

UNION EUROPÉENNE DES PAIEMENTS.

UNION EUROPÉENNE DES PAIEMENTS.

Projet de loi portant approbation de l'accord sur l'établissement d'une Union européenne des Paiements et des annexes A et B, du protocole additionnel n° 1, signés à Paris, le 19 septembre 1950, du protocole additionnel n° 2, signé à Paris, le 4 août 1951, et du protocole additionnel n° 3, signé à Paris le 11 juillet 1952.

Doc. — N° 130. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 445. Rapport de M. De Winter.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 448 (27 janvier 1953).

Dépôt du rapport par M. De Winter, p. 1833 (8 juillet 1953).

Dépôt du rapport par M. De Winter, p. 1833 (8 juillet 1953).

Discussion générale (16 juillet 1953). Observations de M. De Winter, rapp., p. 1997.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (16 juillet 1953). L'article unique est adopté sans discussion, p. 1997.

Vote (17 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix contre 3 et 1 abstention. p. 2036.

S'est abstenu : le baron de L'orlodot, qui justifie son vote. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Agents des services publics. — V. Administrations publiques.

Agrégés. - V. Enseignement : Enseignement supérieur.

Agriculture et horticulture. — V. Affaires étrangères.

Proposition de loi de protection contre l'alcoolisme.

Doc. — N° 223. Proposition de M. Buisseret.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Buisseret, p. 956

(19 mars 1953).

Prise en considération, p. 1026 (21 avril 1953).

Allocation spéciale. - V. Caisse générale de Retraite.

Anciens combattants. - V. Guerre.

V. aussi : Pensions,

Archives. - V. Arts, sciences et lettres.

#### Armée.

CHAMPS DE MANŒUVRE.

Proposition de loi tendant à mettre fin à l'application en Belgique du décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvre.

- Nº 255. Amendements présentés par le gouvernement. Nº 269. Rapport du baron Nothomb.

Nº 293. Amendement proposé par le baron Nothomb au texte présenté par la commission et amendement proposé par M. Van Remoortel et consorts au texte présenté par la commission.

— Dépôt du rapport par le baron Nothomb, p. 1152 (30 avril 1952).

Discussion générale (19 mai 1953).

Discours du **baron Nothomb,** rapp. (qui fait l'examen de la proposition), pp. 1129 et 1130. La discussion générale est close.

Discussion des articles (19 mai 1953).

Les articles 1 et 2 sont adoptés, p. 1230.

Art. 3.

Intervention de M. Van Remoortel, pp. 1230 à 1231 et du colonel De Greef, m. d. n., p. 1231. L'amendement de M. Van Remoortel est adopté. L'article 3 amendé est adopté, p. 1231.

Art. 4.

Intervention de M. Van Remoortel et du colonel De Greef. L'article 4 est adopté, p. 1231.

Art. 5.

L'amendement du baron Nothomb est adopté.

L'article 5 amendé est adopté, p. 1231.

Art. 6.

Intervention de MM. Van Remoortel, Rolin, Struye, p. 1231, et Allard, p. 1232. L'article 6 est adopté, p. 1232.

Les articles 3 et 5 amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés, p. 1232.

Vote (21 mai 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix contre 3 et 2 abstentions, p. 1269. Se sont abstenus : MM. de la Vallée Poussin et Van Loenhout.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

### CONTINGENT.

Projet de loi fixant pour l'année 1953, le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale antiaérienne.

Doc. — N° 98. Rapport du baron Nothomb.

n. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 262 (16 décembre 1952).

Dépôt du rapport par le baron Nothomb, p. 274 (16 décembre 1952)

bre 1952).

Discussion générale (18 décembre 1952).

Discours de MM. le baron Nothomb, rapp. (observations), p. 308; Flamme (condamne la politique du gouvernement dans le domaine de la défense nationale, soulève la question des dispenses et des sursis et parle du régime actuel des vingt et un mois, qui ne sont pas nécessaires à l'accomplissement des tâches actuellement dévolues à l'armée belge, parle de l'enrôlement des femmes à l'armée, estime qu'il est déplacé d'astreindre le milicien à des tâches qui, du point de vue militaire, ne sont d'aucune utilité), pp. 308 à 309; Taillard (concernant les charges trop lourdes qui découlent des accords atlantiques et la tutelle étrangère, la suppression des fraudes et la réduction du temps de servica), p. 310; Gillon (observations), p. 310; baron Nothomb (concernant du durée du temps de service et la réduction provisoire, les dispenses et les sursis), pp. 310 à 312; 'Doutrepont (observations), p. 312.

La discussion générale est close, pp. 308 à 313. Discussion générale (18 décembre 1952)

La discussion générale est close, pp. 308 à 313

Discussion des articles (18 décembre 1952).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans discussion, p. 313.

Vote (23 décembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 64,

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

### GARDE TERRITORIALE ANTIAERIENNE.

Projet de loi relatif aux exercices d'ensemble imposés au person-nel non permanent de la garde territoriale antiaérienne au cours des années 1953 et 1954.

Doc. - Nº 348. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 364. Rapport de M. Flamme.

Armée. — GARDE TERRITORIALE ANTIAÉRIENNE (suite)

Ann. — Projet transmis par la Chambre des représentants, p. 1516 (17 juin 1953). Dépôt du rapport par M. Flamme, p. 1553 (18 juin 1953).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (1er juillet 1953).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans discussion, p. 1717.

Vote (2 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 139 voix contre 13, p. 1748

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Rectification de vote (8 juillet 1953). M. Van Remoortel ayant omis de signer son bulletin demande qu'il soit tenu compte de son vote.

M. le président donne acte de cette déclaration, p. 1801.

JURIDICTION MILITAIRE

Proposition de loi concernant l'organisation des conseils de guerre permanents.

Doc. — N° 233. Proposition de M. Lilar.

Ann. — Dépôt de la proposition par MM. Lilar et Verbaet, 1019

(26 mars 1953).

Prise de Carlot.

Prise en considération, p. 1026 (21 avril 1953).

Projet de loi réglant l'exercice du recours en cassation contre les arrêts et jugements de la juridiction militaire.

Doc. — N° 355. Projet amendé par la Chambre des représentants.

Ann. — Projet amendé par la Chambre des représentants, p. 1516 (17 juin 1953).

Proposition de loi tendant à suspendre dans le chef des miliciens punis ou condamnés à la suite des incidents de 1952, les dispositions de l'article 71 de la loi du 15 juin 1951, sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

Doc. — N° 265. Proposition de M. Cornez.
N° 365. Rapport de M. Van Loenhout.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Cornez, p. 1112 (28 avril 1953).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1216 (19 mai 1953).

Dépôt du rapport par M. Van Loenhout, p. 1553 (18 juin 1953). Discussion générale (8 juillet 1953).

Discussion générale (8 juillet 1953).

Discours de MM. Van Loenhout, rapp. (expose le but de la proposition; déclare qu'il n'est pas possible d'accorder aux miliciens condamnés un congé exceptionnel, cette faveur n'étant réservée qu'aux miliciens de bonne conduite; déplore les répercussions sociales des peines infligées, mais estime qu'une discipline très stricte doit être maintenue), pp. 1803 et 1804; Cornez (apporte une rectification au rapport verbal du rapporteur en ce qui concerne la question des congés exceptionnels; rappelle les faits; déclare que les peines prononcées sont sévères et que sa proposition de loi ne vise que l'exemption du service militaire supplémentaire découlant des condamnations ou des peines subies à la suite des incidents de juillet 1952; cite le cas des miliciens de Namur; dit que seule une décision du législateur peut remédier à la situation, que sa proposition s'appuie sur trois considérations : sociale, morale et politique, et que son vote ne portera aucune atteinte à la discipline militaire), pp. 1804 à 1807; Machtens (concernant la situation des miliciens mariés condamnés, et le paiement des indemnités de milice aux miliciens astreints par mesure disciplinaire à rester à l'armée au-delà du terme légal, p. 1807; le colonel De Greef, m. d. n. (répond aux observations faites par MM. Cornez et Machtens, p. 1807.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (8 juillet 1953). Le vote sur l'article unique est réservé, p. 1807.

Vote sur l'article unique (9 juillet 1953).

L'article unique de la proposition est rejeté par 98 voix contre 58, p. 1867.

En conséquence, la proposition de loi vient à tomber.

Proposition de loi modifiant et complétant la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

Doc. — N° 373. Proposition de M. Van Buggenhout.

-- Dépôt de la proposition par M. Van Buggenhout, p. 1553 (18 juin 1953).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1607 (24 juin 1953).

Projet de loi modifiant la toi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

- Nº 492. Projet transmis par la Chambre des représen-Doc.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 33 de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service du 15 juin 1951.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 50

(18 novembre 1952).

#### Armée (suite)

OBLIGATIONS INTERNATIONALES.

Projet de loi instituant une commission mixte chargée de donner un avis sur les modifications à apporter à la législation et vue de permettre à la Belgique de remplir ses obligations internationales tout en fixant au minimum la durée du service militaire.

Doc. - Nº 377. Projet transmis par la Chambre des représen-

Nº 510. Rapport de M. Moreau de Melen.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1564 (23 juin 1953).

OFFICIERS.

Projet de loi autorisant à titre temporaire l'octroi de grades par voie de commission, aux officiers des cadres actifs des forces armées.

Doc. — N° 118. Exposé des motifs et projet de 10i. N° 124. Rapport de M. Van Loenhout.

Ann. — Dépôt du projet par le colonel De Greef, p. 354 (23 décembre 1952).

Dépôt du rapport par M. Van Loenhout, p. 398 (20 janvier 1953).

Discussion générale (5 février 1953).

Discussion generale (5 tevrier 1953).

Discours de MM. Van Loenhout, rapp. (examine la portée du projet; déclare que le projet régularise une situation de fait; insiste sur l'équilibre linguistique dans le cadre des officiers), pp. 575 à 577; Flamme (demande des renseignements supplémentaires; observations concernant le nombre d'officiers et les comités d'armes), p. 576; Rolin (observations concernant le nombre d'officiers supérieurs, le volume des commissionnements, la question linguistique), p. 576; colonel De Greef, m. d. n. (répond aux questions posées), pp. 577 à 578.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (5 février 1953).

Les articles 1er à 4 sont adoptés sans discussion, p. 578.

Vote (12 février 1953).

M. Rolin justifie son vote, p. 644.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 96 voix contre 11 et 36 abstentions.

et 36 abstentions.

Se sont abstenus: MM. Allard, Baur, Beaucarne, Beulers, Bouilly, Chot, Crommen, Debaise, De Block, De Boey, De Bruyne (Victor), Delor, Dhondt, Doutrepont, Duray, Flanme, Francen, Gilis, Goossens, Harmegnies, Lacroix, Laurens, Missiaen, Pincé, Pontus, Remson, Roelandts, Rolin, Mme Spaak, MM. Spreutel, Van Laerhoven, Verbert, Vergeylen, Vermeylen, Versieren et Yernaux.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi modifiant les lois sur la position et l'avancement des officiers et les lois sur le statut des sous-officiers de carrière.

Doc. - Nº 435. Rapport de M. Machtens.

Ann. - Dépôt du projet, p. 10 (11 novembre 1952).

Dépôt du rapport par M. Machtens, p. 1793 (7 juillet 1953). Discussion générale (15 juillet 1953).

A cette discussion générale est jointe la discussion de la proposition de loi modifiant l'article 17 de la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, p. 1924.

Discours de MM. Machtens, rapp. (expose la portée du projet de loi, fait des observations en ce qui concerne les officiers et sous-officiers victimes d'un accident en service), pp. 1924 à 1925; De Greef, m. d. n. (répond aux observations de M. Machtens), p. 1925. La discussion générale est close.

Discussion des articles (15 juillet 1953).

Les articles 1 à 5 sont adoptés sans discussion, pp. 1925 à 1926.

Art. 6.

Intervention de MM. Marien et De Greef, m. d. n. L'article 6 est adopté, p. 1926.

Vote (15 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 147 voix contre 3,

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Proposition de loi modifiant l'article 17 de la loi du 15 sep-tembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers.

Doc. - Nº 435. Rapport de M. Machtens.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Machtens, p. 1793 (7 juil-let 1953).

SÉNAT, - TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE 1952-1953.

#### Armée. - OFFICIERS (suite)

Discussion générale et discussion des articles (15 juillet 1953).

La discussion générale est jointe à celle du projet de loi modi-fiant les lois sur la position et l'avancement des officiers et les lois sur le statut des sous-officiers de carrière, p. 1924.

Le Sénat prenant comme base de la discussion des articles le texte du projet de loi, la proposition de loi devient sans objet, p. 1925 (15 juillet 1953).

Projet de loi sur l'avancement des officiers d'active ayant combattu en territoire étranger, au service de l'Organisation des Nations-Unies.

Doc. — N° 470. Expose des motifs et projet de loi. N° 511. Rapport de M. Van Gerven.

Ann. — Dépôt du projet par le colonel De Greef, m. d. n., p. 1955 (15 juillet 1953).

Art de guérir.

#### MÉDECINS

Projet de loi modifiant la loi du 25 juillet 1938 créant l'Ordre des médecins.

des medecins.

Doc. — N° 211. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 251. Amendements présentés par le gouvernement.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. De Taeye, m. s. p. et f.,
p. 906 (17 mars 1953).

Projet de loi portant prorogation des mandats aux divers conseils de l'Ordre des médecins.

Sens de l'Ordre des medicens.

Doc. — N° 212. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 232. Rapport de M. De Boey.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. De Taeye, m. s. p. et f.,
p. 906 (17 mars 1953).

Discussion générale (26 mars 1953).

Discussion générale (26 mars 1953).

Discours de MM. Sledsens (concernant les conseils d'appel et le manque de coordination dans ce domaine), pp. 997 à 998; Dequae, m. c. (déclare que la question de M. Sledsens dépasse le cadre de ce projet et demande d'apporter éventuellement des améliorations par voie d'amendements); p. 998; Mile Baers (concernant la revision du statut légal de l'Ordre des médecins actuellement à l'étude), p. 998.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (26 mars 1953). L'article unique est adopté sans discussion, p. 998. Vote (26 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 151 voix contre 1 et 1 abstention, p. 1013.

S'est abstenu: M. Ancot, p. 1013.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES.

Projet de loi relatif à l'enregistrement, au contrôle et au com-merce des spécialités pharmaceutiques. Doc. — N° 423. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. De Taeye, m. s. p. f., p. 1762 (2 juillet 1953).

# Arts, sciences et lettres.

# ARCHIVES.

Proposition de loi relative aux archives.

Doc. — N° 48. Amendement proposé par M. Hanquet au texte présenté par la commission.

presenté par la commission.

Discussion générale (26 novembre 1952).

Discours du baron Nothomb, rapp. (concernant l'intérêt administratif et historique de la proposition, l'organisation, la concentration et la protection des archives, le problème du personnel), pp. 120, 121 et 122; MM. Troclet (concernant les échanges d'archives, la nomination de commissions temporaires qui décideraient de l'opportunité de détruire certains documents, le problème du personnel), pp. 121, 122 et 125; Rolland (marque son accord avec l'interprétation donnée par le rapporteur), pp. 122 et 124.

Renvoi en commission (26 novembre 1952).

Renvoi en commission (26 novembre 1952).

Discours de MM. Harquet (demande le renvoi en commission pour l'examen de son amendement), pp. 121 et 123; Derbaix (se rallie à la demande de renvoi en commission), pp. 122 et 123; Rolland (estime que le renvoi en commission ne se justifie pas), p. 123.

La proposition de renvoi en commission est rejetée, p. 123.

Discours de MM. Moreau de Melen (concernant la capacité des locaux et le fait de rendre le dépôt facultatif), p. 123; Hoste (concernant les locaux et la destruction des archives), p. 123; Van Buggenhout (concernant les archives des communes et la conservation des archives nationales; estime que la loi est prématurée et demande qu'elle ne soit pas votée), pp. 123 et 125; Verbert (déclare que certaines archives communales se trouvent dans un état lamentable et que l'Etat est responsable de la bonne garde des documents qui lui seront confiés), p. 124; Harmel, m. i. p. (répond aux questions qui lui ont été posées), pp. 124 à 125.

La discussion générale est close.

# Arts, sciences et lettres. — ARCHIVES (suite)

Discussion des articles (26 novembre 1952). Art. 1er

L'amendement de M. Hanquet est retiré, p. 126. M. Van Buggenhout demande le vote par appel nominal. Celui-ci n'est pas régulièrement appuyé. L'article 1er est adopté, p. 126. Art. 2.

Intervention de M. Troclet. L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 7 sont adoptés sans discussion, p. 126. Vote (27 novembre 1952).

L'ensemble de la proposition est adopté par 144 voix contre 6 et 1 abstention, p. 146.
S'est abstenu : M. Huart.
La proposition de loi sera transmise à la Chambre des repré-

sentants.

#### PRIX NOBEL.

Ann. — Transmission par le parlement norvégien d'un exem-plaire d'une circulaire concernant la distribution du Prix Nobel de la Paix en 1953, p. 10 (11 novembre 1952).

PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES.

Projet de loi relatif à l'application aux belges de certaines dispositions de la convention internationale du 26 juin 1948 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

Doc. — N° 224. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 325. Rapport du baron Nothomb.

10 - 223. Rapport du baron rothonio.
10 - Dépôt du projet par M. Harmel, m. i. p., p. 956
(19 mars 1953).
Dépôt du rapport par le baron Nothomb, p. 1398 (3 juin 1953).
Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (9 juin 1953) L'article unique est adopté sans discussion, p. 1437.

Vote (11 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 153 voix contre 2, p. 1479. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représen-

Arts, sciences et lettres. — V. aussi : Affaires étrangères.

# Assistance publique.

Projet de loi complétant l'article 9 de la loi organique du 10 mars 1925 sur l'assistance publique, modifié par la loi du 8 juin 1945.

Doc. — N° 179. Rapport de M. Van Hooveld.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 588 (10 février 1953).

Dépôt du rapport par M. Van Hooveld, p. 702 (19 février 1953).

Discussion générale (4 mars 1953).

Discours de M. Van Hooveld, rapp. (qui fait des observations), p. 812. La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (4 mars 1953).

L'article unique est adopté, p. 812.

Vote (17 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 151 membres présents, p. 896. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Assistance publique (Fonds communal d'). - V. Provinces · Fonds des provinces.

Assurances sociales. — V. Sécurité sociale. V. aussi : Affaires étrangères : Sécurité sociale.

Assurances-vie (taxation). - V. Impôts: Impôts directs: Revenus.

Aviation. - V. Affaires étrangères : Communications,

Bases militaires. - V. Affaires étrangères : Forces armées.

Bateliers rhénans. - V. Affaires étrangères : Sécurité sociale.

Baux à loyer. - V. Droit civil.

Baux emphytéotiques. - V. Droit civil.

Bénéfices exceptionnels. — V. Impôts : Impôts directs.

Benelux. — V. Affaires étrangères : Douanes et accises.

Billets à ordre. - V. Droit commercial.

### Budgets. - Exercice 1952.

CONGO BELGE : RECETTES ET DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1952. Doc. — N° 55. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 277. Rapport de M. Estienne.

Budgets. — Exercice 1952. — CONGO BELGE: RECETTES ET DÉPENSES EXTRAORDINAIRES (suite)

— Transmis par la Chambre des représentants, p. 156 (2 décembre 1952).

Dépôt du rapport par M. Estienne, p. 1171 (5 mai 1953). Discussion générale jointe à celle du budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953, p. 1377 (2 juin 1953).

Discussion des articles des tableaux (4 juin 1953).

Les articles des tableaux I et II sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1411.

Discussion des articles du projet de loi (4 juin 1953).

Les articles 1 à 11 sont adoptés sans discussion, pp. 1411

Vote (11 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 70, p. 1476. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

CONGO BELGE ET RUANDA-URUNDI. - BUDGET ORDINAIRE.

Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952.

Pexerce 1932.

Doc. — N° 56. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 275. Rapport de M. Estienne.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 156 (2 décembre 1952).

Dépôt du rapport par M. Estienne, p. 1171 (5 mai 1953).

Discussion générale jointe à celle du budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953, p. 1377 (2 juin 1953).

Discussion des articles des tableaux (4 juin 1953).

Les articles des tableaux I à VI sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1409.

Discussion des articles du projet de loi (4 juin 1953).

Les articles 1 à 11 sont adoptés sans discussion, pp. 1409 à 1410.

Vote (11 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 70, p. 1477. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

RUANDA-URUNDI. - RECETTES ET DÉPENSES EXTRAORDINAIRES. Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-

Urundi pour l'exercice 1952.

— N° 54. Projet transmis par la Chambre des représen-

tants.

N° 276. Rapport de M. Estienne.

n. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 156 (2 décembre 1952).

Dépôt du rapport par M. Estienne, p. 1171 (5 mai 1953).

Discussion générale jointe à celle du budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953, p. 1377 (2 juin 1953).

Discussion des articles des tableaux (4 juin 1953). Les articles des tableaux I et II sont succesivement mis aux voix et adoptés, p. 1408.

Discussion des articles du projet de loi (4 juin 1953).

Les articles 1 à 5 sont adoptés sans discussion, pp. 1408 à 1409.

Vote (11 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 70, p. 1478. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

# Budgets. — Exercice 1953.

AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET CLASSES MOYENNES.

Budget du ministère des affaires économiques et des classes moyennes pour l'exercice 1953.

Doc. — N° 5-XIV. Projet du gouvernement et tableaux.

N° 11. Amendement de M. Doutrepont.

N° 63. Amendement du gouvernement. N° 169. Rapport de M. De Winter.

N° 169. Rapport de M. De Winter.

\*\*Discussion générale\* (18 février 1953).

\*\*Ann.\*\*— Discours de MM. De Winter, rapp. (concernant la situation de l'industrie belge devant la concurrence étrangère, la fiscalité excessive, le marché commun du charbon, du minerai et de la ferraille, le problème Benelux, le Conseil central de l'économie, les conseils d'entreprise et la pêche), pp. 674 à 676; Warnant (concernant le maintien et l'expansion de notre position sur les marchés mondiaux, la concurrence étrangère et la liberté des échanges, le problème Benelux, l'équilibre économique, la politique de plein emploi, les adjudications, la taxe à l'exportation, les créances sur l'U. E. P., les investissements, la modification du tarif douanier et du régime fiscal, la taxe de transmission appliquée aux fournitures d'électricité, la création d'industries nouvelles, l'encouragement à la recherche scientifique, la réduction des frais d'études supérieures, les subsides à l'I. R. S. I. A., la séparation entre les institutions économiques et les institutions sociales), pp. 676 à 679; Clynmans (concernant les classes moyennes; les petits artisanats,

Budgets. — Exerc MOYENNES (suite) - Exercice 1953. — AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET CLASSES

l'industrie de la dentelle, la vannerie, les brasseries et mino-teries, l'industrie diamantaire; le commerce de détail et les grands magasins; la concentration des capitaux), pp. 679 à 681.

Reprise de la discussion générale (19 février 1953).

Reprise de la discussion générale (19 février 1953).

Discours de MM. De Block (concernant le chômage, la politique de plein emploi, les bénéfices réalisés, l'organisation de nouvelles industries, la diminution des prix de revient, la politique en matière de crédits, les matières premières, le prix du charbon, la pénurie de dollars, le problème Benelux), pp. 684 à 688; Godin (concernant les subventions en matière de prix, l'industrie charbonnière, le plan Schuman), pp. 691 à 692; Boulanger (concernant la régression de la consommation, les exportations, les classes moyennes, la mécanisation, la construction d'habitations ouvrières, les dépenses de réarmement, le prix normal du pain, le problème Benelux, le plan Schuman, la question des voies d'eau, les adjudications, la création de nouvelles industries, le chômage, l'industrie charbonnière), pp. 692 à 695; Louis Desmet (concernant l'industrie de la faiencerie, les ventes à tempérament, la réforme du registre de commerce, les ventes sans taxes, l'accès à la profession, le Conseil national de la coopération, les classes moyennes, la commission des prix, le problème de la distribution, la crise de consommation, l'échèance de l'accord international du blé, le prix normal du pain, la planification), pp. 695 à 699; Debaise (concernant l'industrie charbonnière et le sort des mineurs), pp. 699 à 700; Delor (concernant l'industrie du pavé et les importations dans ce domaine), pp. 700 à 702.

à 700; Delor (concernant l'industrie du pavé et les importations dans ce domaine), pp. 700 à 702.

Reprise de la discussion générale (24 février 1953).

Discours de MM. Jespers (concernant le chômage, la création d'industries en pays flamand, la réglementation de l'apprentissage; le problème des classes moyennes et l'industrie diamantaire; l'aide à l'industrie belge du film), pp. 717 à 719; Goossens (concernant l'industrie du textile et du cuir et l'étude des nouveaux débouchés; le prix de revient; la non-observance, par nos partenaires, des accords commerciaux conclus; la conclusion tardive d'accords avec des pays offrant encore des débouchés commerciaux; le problème Benelux; la lutte contre le chômage), pp. 719 à 721; Motz (concernant le marché commun du charbon, de l'acier et de la mitraille), pp. 721 à 722; Santens (concernant les classes moyennes, le programme social du gouvernement, la sécurité sociale pour les classes moyennes, la loi d'établissement, la situation concurrentielle avec les grands magasins, la création d'un ministère des classes moyennes), pp. 722 à 723; Duvieusart, m. a. e. c. m. (concernant l'évolution des salaires et des bénéfices, le problème de l'emploi, les primes à la construction, le marché intérieur, les débouchés extérieurs, les prix de revient, le marché commun du charbon et de l'acier, l'équipement des charbonnages, le logement des mineurs, les maisons des repos et de soins pour les mineurs, les maisons des repos et de soins pour les mineurs, les maisons des repos et de soins pour les mineurs, les maisons des repos et de soins pour les mineurs, les conseils el l'électricité, le problème du crédit, le prix et la rémunération des capitaux, le développement des investissements et le maintien du taux de la consommation, les réalisations en ce qui concerna le gaz, le commerce extérieur, les problèmes de Benelux et des intégrations européennes, la politique général d'exportaion, les intégrations européennes, la politique général d'exportaion des classes moyennes, le crédit aux classe Reprise de la discussion générale (24 février 1953).

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (24 février1953).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 743.

ts. — Exercice 1953. — AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET CLASSES MOYENNES (suite) Budgets. .

Discussion des articles du projet de loi (24 février 1953). Les articles 1er à 7 sont adoptés sans discussion, pp. 743 à 744.

Vote (26 février 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 66,

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE EXTÉRIEUR.

Budget du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur pour l'exercice 1953.

- Nº 5-IX. Projet transmis par la Chambre des représenc. — N tants. N° 263.

263. Rapport du comte d'Aspremont Lynden.

— Transmis par la Chambre des représentants, p. 716 (24 février 1953).

Dépôt du rapport par le comte d'Aspremont Lynden, p. 1094 (23 avril 1953).

Discussion générale (28 avril 1953).

Dépôt du rapport par le comte d'Aspremont Lynden, p. 1094 (23 avril 1953).

Discours de MM. Meurice, m. c. e. (déclare que pour maintenir notre politique de salaires et de progrès social, nous devons veiller à ce que nos prix restent compétitifs sur le marché mondial, qu'il est nécessaire d'abandonner les conceptions protectionnistes et les solutions visant à résoudre les difficultés dans le cadre national, afin de réaliser l'intégration européenne; expose la politique de son département en ce qui concerne l'activité de l'O. B. C. E., les missions commerciales, le comité de financement des exportations, la constitution d'un fonds de commerce extérieur, la suppression de la taxe à l'exportation; souligne les difficultés qui s'opposent à ou retardent la constitution d'une union économique européenne : les taris douaniers, les contingents, le mode de délivrance des licences, les mesures de détaxations sociales et fiscales, la politique des subsides et les méthodes de compensation, la politique pratiquée en matière de credits à l'exportation, le contrôle des changes), pp. 1089 à 1999; Mulier (souligne l'importance de la politique commerciale et de nos exportations, étant donné qu'elles que commissent les industries produisant des bie chômage que commissent les industries produisant des bie chômages que commissent les industries produis nouve de la nationalisme continue des industries actuellement sont dues un ationalisme économique, au caractère artificiel du niveau des prix de revient des industries actuellement sont dues un ationalisme économique, au caractè

Budgets. — Exercic EXTÉRIEUR (suite) Exercice 1953. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE

au sujet de nos prix de revient), pp. 1106 à 1109; Warnant (concernant : le renforcement de notre représentation diplomatique et consulaire, le mauvais fonctionnement de Benelux, le financement des exportations, la retenue U. E. P. à l'exportation, les prix de revient trop élevés, le remboursement, pendant un temps limité, des charges patronales incorporées dans le coût des produits exportés; les commandes « off shore » de la part des Etats-Unis, le développement des ventes des produits de nos industries artisanales, le Fonds d'expansion du commerce extérieur, la demande formulée par la Banque internationale de Reconstruction et de Développement en ce qui concerne la conversion de certificats de trésorerie en francs belges), pp. 1109 à 1111; Molter (concernant le problème Benelux et les mesures que le gouvernement compte prendre dans ce domaine), pp. 1111 à 1112.

Reprise de la discussion générale (29 avril 1953)

mesures que le gouvernement compte prendre dans ce domaine), pp. 1111 à 1112.

Reprise de la discussion générale (29 avril 1953).

Discours de MM. Rolin (concernant : le commencement de détente qui se manifeste dans les relations internationales, les causes du revirrement constaté en U. R. S. S., la réponse du président Eisenhower, le principe de la coopération internationale dans le domaine militaire, la Communauté curopéenne de défense et l'objectif russe tendant à y substituer une formule d'unité allemande, le problème de l'Asie, l'aide aux populations économiquement non développées et l'exemple donné par la Norvège à l'égard de l'Inde, dépose une motion contresignée par M. Flamme, disant : « Le Sénat, convaincu de la nécessité d'intensifier l'aide aux pays économiquement sous-développés, inaugurée par les Nations-Unies, exprime le vœu de voir le gouvernement belge examiner, de concert avec les organes compétents des Nations-Unies, la possibilité d'organiser, à l'instar du gouvernement norvégien, une action belge particulière et de soumettre au parlement un projet de loi instituant un fonds d'action populaire belge en faveur des pays économiquement sous-développés »), pp. 1113 à 1118; le président (propose de renvoyer à la commission des affaires étrangères la motion déposée par M. Rolin, fait des réserves quant à sa recevabilité, étant donné qu'elle demande au gouvernement de déposer un projet de loi), pp. 1118 à 1119; Gillon (analyse le développement de la Communauté européenne de défense et de l'inconstitutionnalité de ce traité, demande de préparer une revision de la Constitution), pp. 1119 à 1121; de la Vallée Poussin (concernant : la modification de l'attitude russe, le problème constitutionnel que pose l'organisation de la défense européenne, le problème allemand, le N. A. T. O., l'O. E. C. E. et l'intégration économique européenne; la Communauté européenne et la position des Nations-Unies : le problème des territoires d'outre-mer, la revision de la Charte en 1955, notre politique coloniale internatio

Reprise de la discussion générale (30 avril 1953).

Reprise de la discussion générale (30 avril 1953).

Discours de MM. Hoste (concernant : les difficultés sur le plan Benelux, l'institution d'un organisme en vue de la coordination de la politique économique, sociale et financière des Pays-Bas et de l'Union belgo-luxembourgeoise et d'un conseil interparlementaire consultatif pour les trois pays; l'influence des petits pays et la sauvegarde de leur culture et de leur personnalité, la Communauté charbonacier, la Communauté de défense, le problème de la constitutionnalité des institutions politiques internationales et la revision de la Constitution), pp. 1133 à 1135; comte d'Aspremont Lynden, rapp. (concernant : la sauvegarde de la culture et de la personnalité des pays membres de la Communauté européenne, la situation des pays coloniaux à l'égard de l'O. N. U., la Communauté européenne, la défense, les arguments plaidant en faveur de la solution envisagée et ceux qui incitent à chercher une autre solution; le droit de sécession, la question allemande, le problème de la constitutionnalité et la revision préalable), pp. 1135 à 1138; van Zeeland, m. a. é. (concernant : les aspects politiques de nos relations économiques, le problème Benelux, notre position économique internationale, le commerce extérieur avec la zone dollar, le commerce entre l'est et l'ouest et les produits stratégiques; l'assistance aux pays sous-développés, le siège de la Communauté charbon-acier, les problèmes politiques, la politique de l'Atlantique-Nord, la

Budgets. — Exercice 1953. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE EXTÉRIEUR (suite)

ets. — Exercice 1953. — AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE TÉRIEUR (suite)

révision annuelle, l'intégration économique et financière, la contribution allemande aux frais de la défense de l'Europe; la Communauté européenne de défense, le triple but de ce projet, la possibilité d'une politique de substitution, le problème de l'unification allemande, l'aspect constitutionnel du projet; la Communauté politique européenne, l'évolution de la politique russe), pp. 1138 à 1144; le baron Nothomb (concernant : le problème de la Communauté européenne de défense, la nécessité d'adopter la solution proposée, les imperfections de ce traité, le droit de sécession, le siège de la C. E. D.), pp. 1144 à 1147; Tatifard (concernant : la politique économique, notre commerce avec la zone de l'U. E. P.; les dépenses de réarmement, notre politique étrangère, les échanges de vues entre les États-Unis et l'U. R. S. S., la Communauté européenne de défense), pp. 1147 à 1149; le baron de Dorfodot (justifie son vote, rappelle la question qu'il a posée au ministre des affaires étrangères au sujet d'articles parus dans la presse étrangère et relatifs au chef de l'Etat belge, demande quelle est la suite qui y a été donnée), pp. 1149 à 1150; Motz (concernant : l'efficacité du contrôle parlementaire au sein du plan Schuman, le maintien de l'égalité entre les petites et les grandes puissances, l'intégration économique de l'Europe et le déficit permanent en dollars, le commerce entre l'est et l'ouest), pp. 1150 à 1151; Gillon (fait des observations au sujet de la constitutionnalité de la communauté politique et de la revision de la Constitution), p. 1151; Dehousse (déclare que le ministre des affaires étrangères n'a pas répondu à certaines questions qu'il a posées, fait des observations au sujet de l'inconstitutionnalité de la Communauté politique européenne), p. 1152.

Discussion des articles du tableau (30 avril 1953).

Discussion des articles du tableau (30 avril 1953).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1152.

Discussion des articles du projet de loi (30 avril 1953).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans discussion, p. 1152.

Vote (7 mai 1953). L'ensemble du projet de loi est adopté par 84 voix contre 69,

p. 1203. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

AGRICULTURE.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953.

Budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953.

Doc. — N° 5-XIII. Projet du gouvernement et tableaux + errata.

N° 9. Amendement de M. Doutrepont.

N° 66. Amendement du gouvernement.

N° 83. Rapport de M. Estienne.

N° 84. Amendement de M. Buisseret.

N° 129. Amendement de M. Buisseret.

N° 133. Amendement de M. Bouilly.

N° 151. Sous-amendement de M. Bouilly à l'amendement de M. d'Aspremont Lynden.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Estienne, p. 208 (9 décem-

Dépôt du rapport par M. Estienne, p. 208 (9 décem-1952). bre

Discussion générale (22 janvier 1953).

A la discussion générale est jointe l'interpellation de M. Sledsens à M. le ministre de l'agriculture « sur la situation de la culture des fleurs à couper et sur les mesures qui s'imposent afin de sauver cette culture de la ruine ».

Discours de MM. Sledsens (déclare que les difficultés que connaît la culture des fleurs à couper dans le cadre de Benelux ne date pas de 1952, mais d'avant 1947, souligne l'importance sociale et économique de cette culture, remarque que que les prix de revient de la production hollandaise sont inférieurs de 35 p. c. aux prix belges et excluent toute concurrence, remarque que ni la taxe de 12 p. c. à l'importation ni le contingentement temporaire n'ont pu remédier à cet état de choses, estime qu'il n'existe qu'une solution à ce problème, notamment l'inscription des fleurs à couper sur la liste A du protocole, demande que la taxe de luxe perçue sur la vente des fleurs soit appliquée avec moins de rigueur, demande que des mesures soient prises afin d'assurer l'exécution des règlements existants ou à prendre en matière d'importation), pp. 429 à 431; Sobry (examine la politique agricole et la situation de notre économie agricole, traite des prix du froment, de la culture des betteraves, du lait, de la production de notre économie agriquent agricole et la situation de notre économie agriquent agricole et la réforme structurelle de notre agriculture, la lutte contre les maladies, le développement des installations électriques dans les fermes, l'assèchement des terres, les plants sélectionnés, tant indigènes qu'importés), pp. 431 à 433; Héger, m. a. (examine le problème des fleurs à couper, souligne sa complexité, et les difficultés d'arriver à une solution, fait état des efforts entrepris), pp. 433 à 434; Mondelaers (concernant : la fraude, la répartition des crédits inscrits au budget, le laboratoire pour la préparation des vaccins antiaphteux, le contrôle du lait, les fédérations provinciales des syndicats d'éleveurs, le défrichement des terres

# Budgets. - Exercice 1953. - AGRICULTURE (suite)

incultes, la crise dans l'élevage porcin et la crise dans la incultes, la crise dans l'elevage porcin et la crise dans la culture fruitière, l'assèchement des terres du Groot-Broek, pp. 434 à 436; Van Peteghem (concernant l'élevage porcin, la culture fruitière et les vergers, l'assèchement de la région de la Durme), p. 436; Holvoet (concernant la diminution des crédits inscrits au budget, la concurrence étrangère, la mécanisation de nos entreprises agricoles et leur organisation commerciale, les taxes qui frappent l'élevage), p. 437

Reprise de la discussion générale (29 janvier 1953).

Discours de MM. Bouilly (concernant : la diminution des crédits, le rôle de la recherche scientifique et les progrès qu'elle a permis de réaliser, la rentabilité des exploitations par la rationalisation des méthodes de production et les expériences faites dans ce domaine, l'importation de crème de lait, l'Office du lait, les importations de blé, le remembrement des terres, les fournitures de viandes indigènes à l'armée, le marché de la viande, les wateringues, les engrais, la coopération agricole, la pension de vieillesse des cultivateurs, le fonctionnement du service de la comptabilité agricole, l'achat des terres par ceux qui les cultivent, la culture fruitière, la culture et l'industrie du tabac, la pêche, la lutte contre les maladies, les réalisations de Benelux, la fermeture des frontières l'Union économique européenne), pp. 402 des frontières, l'Union économique européenne), pp. 492 à 496; Adam (concernant : la réduction de certains crédits et l'augmentation de la participation de l'agriculture au Fonds Marshall, la lutte contre les maladies, l'enseignement post-scolaire agricole, horticole et ménager, les stations de recher-ches libres, les films, les fermes démonstratives, l'alimentation des fermes en eau potable, le prix de revient et le prix de vente, le marché international, la politique laitière et les prix de direction, la fraude à la frontière hollando-belge, les sous-produits laitiers, la coopération agricole), p. 504 à 506; Demarneffe (concernant : la désorganisation du marché frui-tier, l'importation de fruits, les exportations, la nécessité de conclure de nouveaux accords commerciaux, l'augmentation de la consommation et l'organisation de la publicité sur une plus grande échelle, l'assainissement de la culture fruitière et l'organisation de concours de vergers, la conservation des fruits), p. 507; Nihoul (concernant : l'index des prix agricoles et les prix de revient, la suppression des droits de douane sur l'importation des machines agricoles, l'exporta-tion de machines belges, le taux normal des prix agricoles, la politique d'exportation, le Plan vert), p. 508; De Stob-beleir (concernant : l'amélioration de la stabulation, l'ensei-gnement agricole, la culture des fleurs à couper), p. 508.

Reprise de la discussion générale (3 février 1953).

Reprise de la discussion générale (3 février 1953).

Discours de M. De Block (concernant: l'absence de politique agricole, la politique de la propriété terrienne, la diminution des terres arables, le morcellement des terres, les allocations familiales des agriculteurs), pp. 515 à 517; Mlle Baers (observations), pp. 516 à 517; MM. De Block (concernant: le problème Benelux, le retard technique de l'agriculture belge et l'intervention gouvernementale devant la concurrence hollandaise, les frais d'exploitation élevées de l'agriculture belge, la politique des prix en général, la propriété de la terre, les dégâts causés par les récentes inondations), pp. 519 à 521; Sobry (qui demande la parole par motion d'ordre afin d'attirer l'attention du ministre de l'agriculture sur les dégâts causés par l'eau salée lors des récentes inondations et sur les mesures de secours à envisager), p. 521; Siedsens (appuie la motion de M. Sobry), p. 521; Héger, m. a. (répond aux observations formulées par MM. Sobry et Sledsens, déclare que les inondations posent de graves problèmes en ce qui concerne les wateringues, les dégâts causés par l'eau salée et les pertes de bétail, déclare que des mesures ont été prises immédiatement d'accord avec les autres départements ministériels; examine les questions soulevées à l'occasion de la discussion du budget et qui concernent la politique agricole dans le cadre européen, l'accroissement de la production agricole étudié par la commission de l'agriculture et du ravitaillement de l'O. E. C. E., l'assainissement et le défrichement des terres, l'amélioration de l'outillage agricole, l'utilisation des engrais, la lutte contre les maladies, la recherche scientifique et la vulgarisation agricole, les fermes démonstratives, les cours postscolaires, l'élevage chevalin, la production laitière, la politique laitjère tendant à augmenter la consommation du lait et la propagande faite dans ce domaine, les prix de direction, la répression de la fraude, l'élevage porcin, les installations d'eau potable, la producti

Budgets. — Exercice 1953. — AGRICULTURE (suite)

Reprise de la discussion générale (4 février 1953).

Reprise de la discussion générale (4 février 1953).

Discours de MM. Boulanger (concernant : le prix du froment, les baux à ferme, l'horticulture, la pêche à la ligne, la diminution des crédits, la F. A. O., la formation professionnelle, la propagande en faveur de la consommation de lait et la distribution de lait, les salaires, le problème Benelux, le Plan vert, le prix des betteraves et le prix du sucre, le remembrement, les mesures fiscales), pp. 537 à 539; René Desmedt (concernant : la politique agricole et les moyens nécessaires à sa réalisation, les primes, les coopératives, la pension des agriculteurs, la mécanisation, la propriété terrienne, l'abandon de la terre, l'assainissement des terres, la culture de la chicorée, les attachés agricoles), pp. 539 à 541; Petit (concernant : la recherche scientifique, la lutte contre les maladies et l'équipement moderne des laboratoires, l'élevage du cheval de trait, l'importation de chevaux de boucherie, la production laitière et les sous-produits laitiers, la fraude à la frontière hollandaise, l'élevage porcin et bovin, la culture du froment et des betteraves sucrières, la voirie communale, les pensions et les allocations familiales, les gardes forestiers, la rentabilité de l'agricuture), pp. 541 à 542; Van Hemelriick (concernant le problème des fleurs à couper), p. 543; Héger, m. a. (répond aux questions qui lui ont été posées), pp. 543 à 544.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (4 février 1953).

Discussion des articles du tableau (4 février 1953). Les articles 1er à 19 du tableau sont successivement s articles 1er à 19 du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 544.

Art. 20.

L'amendement du comte d'Aspremont Lynden et de M. Mullie

est adopté, p. 548. L'amendement du comte d'Aspremont Lynden et de M. Mullie est adopté, p. 548. L'amendement de MM. Bouilly et Moulin est retiré, p. 545. Le sous-amendement de MM. Bouilly et Moulin à l'amendement du comte d'Aspremont Lynden et de M. Mullie est rejeté, p. 547.

Lynden, pp. 545 et 547; Coulonvaux, pp. 545 à 546, 547 à 548; Missiaen, pp. 546 à 547, et De Block, p. 548.

L'article 20, amendé, est adopté, p. 548.

Les articles 21 à 25 du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 548.

Art. 26.

L'amendement de M. Buisseret est retiré, p. 549. Intervention de MM. Buisseret et Héger, m. a.

L'article 20 est remis aux voix et définitivement adopté, p. 549.

Discussion des articles du projet de loi (4 février 1953). L'article 1<sup>er</sup> est adopté sans discussion, p. 549.

Art. 2.

La suppression de cet article est demandée à la fois par le gouvernement, par M. Doutrepont et par la commission unanime.

L'article 2 est rejeté, p. 550.

L'article 2 est rejete, p. 550.

Les articles 3, 4 et 5 sont adoptés sans discussion et deviennent respectivement les articles 2, 3 et 4, p. 550.

Un amendement est déposé par M. De Stobbeleir, tendant à l'insertion d'un nouvel article 5, p. 550.

Intervention de MM. De Stobbeleir, Héger, m. a., Vermeylen et M. le président au sujet de la recevabilité d'un amendement relatif à l'annexe d'un acte international qui n'a pas encore été soumis au parlement, pp. 550 à 551.

La recevabilité de cet amendement n'est pas adoptée.

L'article 2 est remis aux voix et définitivement rejeté, p. 551.

Vote (12 février 1952).

M. Moulin justifie son vote, p. 645.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 60 et 1 abstention.
S'est abstenu · M. Moulin, p. 645.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953.

- Nº 5-XII. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 312. Rapport de M. Ancot.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1154 (5 mai 1953).

Dépôt du rapport par M. Ancot, p. 1367 (28 mai 1953).

A la discussion de ce projet est jointe celle des projets de loi ci-après:

1. Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952;
2. Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952;

3. Approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extra-ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi de l'exer-cice 1951;

# Budgets. - Exercice 1953. - COLONIES (suite)

Portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1952 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951;
 Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1952;
 Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1952;

Pexercice 1953;
7. Du budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953.

Discussion générale (2 juin 1953).

Discours de MM. Dehousse (concernant: la thèse belge en matière de territoires non autonomes et la discordance existant entre cette thèse et les conventions élaborées sous les auspices de l'O. I. T., l'évolution au sein de l'O. I. T., la politique sociale au Congo et au Ruanda-Urundi et les renseignements à fournir à la Conférence internationale du Travail au sujet de l'application des conventions internationales du travail), pp. 1371 à 1373; Estienne, rapp. (expose la portée des projets de loi, fait des observations au sujet du service territorial et de la création d'un service de secrétaires de territoire), pp. 1373 à 1375 et 1377; Van Remoortel (demande de ne plus parler de colonies, mais de territoires d'outre-mer et de modifier le titre du ministre des colonies, fait des observations au sujet de l'administration de la justice au Ruanda-Urundi, du sort futur des habitants européens de ces territoires, des problèmes judiciaires qui se posent au Congo, souhaite que l'administration invite fréquemment des indigènes du Congo à visiter notre pays), pp. 1377 à 1379; Missiaen (concernant : l'envoi annuel d'une délégation de parlementaires au Congo, les problèmes que pose la mise en valeur des richesses du Congo, l'éducation des indigènes, l'organisation du service de santé pour indigènes, l'organisation de l'enseignement officiel et le problème de la population scolaire sans cesse croissante, l'enseignement technique pour blancs et l'enseignement technique pour indigènes), pp. 1379 à 1384.

Reprise de la discussion générale (3 juin 1953).

Discours de MM. Vreven (concernant les organismes charactes

Reprise de la discussion générale (3 juin 1953).

Reprise de la discussion générale (3 juin 1953).

Discours de MM. Vreven (concernant les organismes chargés d'assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois et ordonnances), pp. 1386 à 1387; Buisseret (concernant : la réaction psychologique de la masse noire en présence des mesures prises par l'autorité, l'enseignement technique destiné aux noirs, la recherche scientifique en Afrique, le développement excessif des services administratifs, le problème de la décentralisation et de la simplification administratire, le respect de la Charte coloniale, les libertés constitutionnelles refusées aux Belges dans la colonie, la censure indirecte de la presse, le favoritisme s'exerçant au profit de certaines institutions privées, l'indépendance des magistrats, la politique indigène au Congo : la situation des cités indigènes, la création de paysanats, l'accès à la propriété individuelle, le développement du commerce, le développement d'une classe moyenne noire, l'accroissement de la population, le développement de l'économie privée et la concurrence des missions, la politique du logement, le problème des transports au Kivu et au Ruanda-Urundi), pp. 1387 à 1393; Dequae, m. c. (répond aux questions posées au cours du débat et donne un exposé sur les réalisations et l'exécution du plan décennal), pp. 1393 à 1398.

Reprise de la discussion générale (4 juin 1953).

Reprise de la discussion générale (4 juin 1953).

Reprise de la discussion générale (4 juin 1953).

Discours de MM. Dequae, m. c. (répond aux remarques formulées au cours de la discussion), pp. 1401 à 1403 et 1406 à 1407; Boulanger (concernant : l'exploitation des indigènes, la politique scolaire et le retard dans la construction d'internats), pp. 1403 à 1405; De Stobbeleir (concernant les pensions coloniales), p. 1405; Flamme (concernant le problème de l'habitat indigène), pp. 1405 à 1406; Dehousse (concernant les arguments de l'administration des colonies quant aux réserves qu'elle apporte dans l'application de la législation internationale dans nos territoires d'Afrique), p. 1406; Van In (fait des observations au sujet de la situation linguistique dans le domaine de la radio, de l'édition et de la librairie), p. 1406; Buisseret (fait des observations), p. 1407. La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (4 juin 1953).

Discussion des articles du tableau (4 juin 1953).

es articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1416.

Discussion des articles du projet de loi (4 juin 1953).

Les articles 1er et 2 sont adoptés sans discussion, pp. 1416 à 1417.

Vote (11 juin 1953)

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 70, p. 1478. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

### COMMUNICATIONS.

Budget du ministère des communications pour l'exercice 1953. Nº 5-XV. Projet transmis par la Chambre des représentants.

<sup>o</sup> 368. Rapport de MM. Delport, le comte de la Barre d'Erque-linnes, Uselding et Van den Storme.

### Budgets. - Exercice 1953. - COMMUNICATIONS (suite)

N° 381. Amendement de M. Pontus.
N° 395. Amendement au tableau de M. Louis Desmet et amendement au tableau de M. Buisseret.

n. — Transmis par la Chambre des représentants, 1370 (2 juin 1953).

Dépôt du rapport par le comte de la Barre d'Erquelinnes et par MM. Van den Storme, Delport et Uselding, p. 1553 (18 juin 1953). Ann.

Discussion générale (25 juin 1953) A la discussion générale (25 juin 1953)

A la discussion générale est jointe la discussion de l'interpellation de M. Meunier à M. le ministre des communications « au sujet de la situation administrative qui est faite au personnel de la régie des voies aériennes, et notamment de : 1° l'absence du statut du personnel, qui rend illégales toutes les mesures prises à l'égard de celui-ci; 2° l'illégalité des nominations du 1° juillet 1952; 3° l'illégalité de la réorganisation prégue »

nisation prévue »

les mesures prises à l'égard de celui-ci; 2º l'illégalité des nominations du 1ºr juillet 1952; 3º l'illégalité de la réorganisation prévue ».

Discours de MM. le comte de la Barre d'Erquelinnes, rapp. (concernant : la coordination des transports, les difficultés d'assainissement financier, la réduction progressive de la subvention de l'Etat, la réduction des dépenses, les réformes de structure, l'électrification, le paiement à la S. N. C. F. B. d'une indemnité pour les prestations gratuites ou insuffisamnent rémunérées, le relèvement des tarifs, la question des pensions, l'alimentation du Fonds de renouvellement et l'aggravation des charges financières consécutives aux emprunts de premier établissement), pp. 1632-1635; Delport, rapp. (concernant : la situation financière de la S. N. C. F. B. et le plan d'assainissement, certaines mesures prises à l'égard du personnel de la S. N. C. F. B., le comportement du personnel de la R. T. T. à l'égard du public, l'élaboration des programmes de la télévision et de la T. S. F.), pp. 1635 à 1636; Meunier (concernant : le déficit budgétaire de la S. N. C. F. B., la gestion de la S. A. B. E. N. A., les prévisions de la R. T. T. pour 1953 et la quote-part de la régie dans les redevances l. N. R., les mesures prises à l'égard du personnel, les subsides accordés à la ville d'Anvers pour assurer la gratuité du passage sous l'Escaut, développe son interpellation), pp. 1636 à 1640; De Haeck (concernant la S. N. C. F. B. l'assainissement de la situation financière, le personnel, l'exploitation et la modernisation du réseau, les lignes Bruxelles-Alost et Bruxelles-Zottegem, le remplacement des trains par des autobus, la fermeture de certaines gares de marchandises, les tarifs), pp. 1641 à 1642; Gillon (concernant les avis diffusés par haut-parleur dans les gares), p. 1642; Moulin (concernant l'intervention de l'Etat dans les pertes subies par la S. N. C. F. B. à cause des abonnements, le licenciement de personnel, la concentration du transport des marchandises et la suppression dans

certaines lignes de la S. N. C. F. B.), pp. 1643 à 1644.

Reprise de la discussion générale (25 juin 1953).

Discours de MM. Pontus (concernant : la politique de régression sociale à l'égard du personnel des différents services, le remplacement des trains par des autobus, le pont-route n° 3 à Henri-Chapelle, la liquidation de l'indemnité aux agents qui ont quitté les territoires annexés par l'Allemagne, les mesures disciplinaires qui frappent les agents restés sur place et les retenues faites sur les salaires par la « Deutsche Reichsbahn »), pp. 1645 à 1646; De Block (concernant : la précipitation avec laquelle le budget est discuté, l'importance du transport dans l'économie politique et son influence sur les prix de revient, les conditions auxquelles le transport doit répondre, la coordination du transport, la S. N. C. F. B. : le conseil d'administration, l'augmentation des tarifs, l'assainissement, la direction, le licenciement de personnel, la gestion commerciale, les bâtiments; la poste : l'impression des timbres, les bâtiments, la mécanisation, les chèques postaux, le bilan déficitaire; les imprimeries de l'Etat; la marine s' la ligne Ostende-Douvres, les comptes des ateliers de la marine, l'engagement du personnel nécessaire), pp. 1646 à 1650 et 1654 à 1656; Boulanger (concernant : la subvention pour les frais de l'école pour pilotes, la ligne Bruxelles-New-York; la S. N. C. F. B. : le reius d'admission dans les cadres effectifs d'un ancien combattant, la suppression du chef-garde sur les trains de marchandises, la cogestion, les mesures prises contre les cheminots et contre les préposès à la vente des journaux et des livres dans les aubettes, l'électrification des lignes, l'augmentation des tarifs, les pensions, l'établissement de régies pour l'électricité), pp. 1656 à 1657; Yernaux (concernant : le problème des émissions nationales et des relais), pp. 1657 à 1659; Hanquet (concernant l'électrification du réseau de Louvain, la gare de Liège-Guillemins), p. 1659; Segers, m. c. (répond aux questions et obs Reprise de la discussion générale (25 juin 1953).

# Budgets. — Exercice 1953. — COMMUNICATIONS (suite)

tourisme : la place du tourisme dans les négociations économiques entre les différents pays, la propagande tourisique, le système du pourboire, la durée de la saison et les vacances scolaires; les rémunérations des pilotes de Zeebrugge), p. 1666; Van Peteghem (concernant le tunnel sous l'Escaut, la ligne n° 57, Moerbeke-Lokeren), p. 1667; Moder (concernant : le tourisme social : le projet de loi relatif au camping, le Conseil supérieur du tourisme populaire, l'étalement de la période des vacances, les centres de vacances, les associations de tourisme, les films de propagande, le paiement du pécule de vacances) p. 1667; Briot (concernant : la S. N. C. F. B. : le confede des dépenses, la situation financière, l'adaptation des pensions aux barèmes, la rationalisation dans l'exploitation du réseau, le régime des pensions des cheminots, la majoration de l'indemnité statutaire allouée aux agents blessés en service, la revision des pensions conférées cheminots, la majoration de l'indemnité statutaire allouée aux agents blessés en service, la revision des pensions conférées aux chefs-gardes principaux, la convention de mai 1945 pour les pensions « contrat », les pensionnés ex-Nord-Belge, les relations des pensionnés avec la S. N. C. F. B., le service social, le mess et la suppression de certains avantages), pp. 1668 à 1670; De Stobbeleir (concernant : le problème de la non-reconnaissance des syndicats libéraux par la S. N. C. F. B., l'exploitation de la ligne d'autobus Wavre-Ottignies-Nivelles-Manage, les intérêts des transporteurs par route), pp. 1670 à 1672; Segers, m. c. (répond aux observations et questions de MM. Neeis, Van Peteghem, Molter, Briot et De Stobbeleir), pp. 1672 à 1673.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (25 juin 1953).

Les articles 1 à 21 du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1673.

Art. 22.

Intervention de M. Segers, m. c. Le vote sur l'amendement de MM. Louis Desmet et Spreutel et sur l'article est réservé, p. 1673.

Adopté, p. 1673.

Art. 24.

Intervention de MM. Pontus et Segers, m. c.
Le vote sur l'amendement de M. Pontus et sur l'article est réservé, p. 1674.
Les articles 25 à 28 sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1674.

Art. 29.

Art. 29.

Le vote sur l'amendement de MM. Buisseret et consorts et sur l'article est réservé, p. 1675.

Les articles 3 (section II) à la fin du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1675.

Les articles des comptes de prévision de la R. T. T. pour l'exercice 1953 et des comptes de prévision de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi, sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1675.

Discression des articles du resid de la 1055 into 1053.

Discussion des articles du projet de loi (25 juin 1953).

L'article 1er est réservé, p. 1675. Les articles 2 à 11 sont adoptés sans discussion, pp. 1675 à 1676.

Vole sur les amendements et articles réservés (30 juin 1953). M. Pontus (demande la parole pour un fait personnel relatif au redressement de certaines injustices dont furent victimes les fonctionnaires des régions rédimées), p. 1697.

M. Segers, m. c. (répond aux observations de M. Pontus), p. 1697.

Art. 22 du tableau.

L'amendement de M. Louis Desmet et consorts est retiré. L'article 22 est adopté, p. 1697.

Art. 24 du tableau.

L'amendement de M. Pontus et consorts est rejeté. L'article 24 est adopté, p. 1698.

Art. 29 du tableau.

M. Buisseret demande l'appel nominal sur son amendement. Cet amendement est rejeté par 82 voix contre 58 et 2 abstentions, p. 1698.

Se sont abstenus : MM. Vermeylen et Ancot.

Art. 1er du projet de loi.

Adopté, p. 1699.

Vote (30 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 60,

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

CONGO BELGE ET RUANDA-URUNDI. -- BUDGET ORDINAIRE.

Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953.

Doc. - Nº 96. Projet du gouvernement et tableaux-annexes.

N° 240. Amendements présentés par le gouvernement. N° 302. Amendement présenté par le gouvernement. N° 314. Rapport de M. Estienne.

Budgets. — Exercice 1953. — Congo belge et Ruanda-Urundi. - Budget ordinaire (suite)

— Dépôt du projet de loi par M. Dequae, m. c., p. 274 (16 décembre 1952).

Discussion générale jointe à celle du budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953, p. 1377 (2 juin 1953).

Discussion des articles des tableaux (4 juin 1953).

Les articles des tableaux I à VI sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1413.

Discussion des articles du projet de loi (4 juin 1953).

Les articles 1<sup>er</sup> à 12 sont adoptés sans discussion, pp. 1413 à 1414.

Vote (11 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 70, p. 1478. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

CONGO BELGE ET RUANDA-URUNDI. - RECETTES ET DÉPENSES EXTRA-

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1953.

c. — N° 97. Exposé des motifs et projet de loi. N° 241. Amendements présentés par le gouvernement. N° 306. Rapport de M. Estienne.

— Dépôt du projet de loi par M. Dequae, m. c., p. 274 (16 décembre 1952). Ann.

Discussion générale jointe à celle du budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953, p. 1377 (2 juin 1953).

Discussion des articles des tableaux (4 juin 1953).

Les articles des tableaux 1 à 1V sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1414.

Discussion des articles du projet de loi (4 juin 1953). Les articles 1<sup>er</sup> à 14 sont adoptés sans discussion, pp. 1415 à 1416.

Vote (11 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 70. p. 1476. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

DÉFENSE NATIONALE.

Budget du ministère de la défense nationale pour l'exercice 1953. Doc. — N° 5-X. Projet transmis par la Chambre des représentants.
 N° 342. Rapport de M. Baert.
 N° 346. Amendements au tableau de M. Louis Desmet et de M. Flamme.

- Transmis par la Chambre des représentants, p. 1154 (5 mai 1953).

Discussion générale (16 juin 1953).

Discussion générale (16 juin 1953).

Discours de MM. Flamme (demande de modifier le titre du ministre de la défense nationale et propose l'appellation ministre des forces armées; déclare qu'il est nécessaire de réduire nos dépenses militaires, de reconsidérer tout le problème des forces intérieures et demande si nos engagements ne sont pas dépassés; fait des observations au sujet de la réduction des crédits budgétaires, des bataillons de garde, des forces métropolitaines du Congo et de la base de Kamina, des services administratifs de l'armée et de l'intendance, de la responsabilité des chefs, de l'augmentation des subventions accordées aux officiers et sous-officiers de réserve), pp. 1510 à 1512; Sobry (concernant : le rappel sous les armes des fils d'agriculteurs pendant la moisson, la revision de la loi sur la milice en matière de décisions du conseil de milice), pp. 1512 à 1513; Schot (concernant : le maintien de notre politique économique, sociale et financière, et les possibilités d'exécuter tout le programme militaire; les dépenses et les programmes militaires comparés à ceux des pays voisins), pp. 1513 à 1514.

Reprise de la discussion générale (17 juin 1953).

Reprise de la discussion générale (17 juin 1953).

Reprise de la discussion générale (17 juin 1953).

Discours de MM. Sledsens (concernant : la cession de terrains militaires dans l'agglomération anversoise, l'application des mesures d'épuration, la cote d'appréciation morale pour le candidat officier de réserve, la constitution d'une commission chargée de donner son avis sur l'examen et dans laquelle siègent des membres du parlement, le régime linguistique et l'atmosphère générale à l'armée, les aumôniers militaires et l'organisation de pélerinages pour militaires), pp. 1516 à 1519; Rassart (concernant : l'uniformisation de la durée du temps de service militaire, les exemptions, le personnel féminin, la nécessité de réduire et de répartir les dépenses militaires, le contrôle parlementaire, les adjudications publiques et les propositions de loi relatives à l'équipement des armées, l'organisation des forces intérieures et les rappels, le traité de la Communauté européenne de défense et les problèmes internationaux), pp. 1519 à 1521; le baron Nothomb (concernant : l'interdépendance de notre politique militaire et de notre politique étrangère, la Communauté européenne de défense et l'armée nationale, l'intégration de l'Allemagne dans l'armée

Budgets. - Exercice 1953. - Défense Nationale (suite)

européenne, la main-d'œuvre civile allemande), pp. 1521 à 1523; Vreven (concernant : l'organisation de la défense européenne et le problème constitutionnel, le contrôle des dépenses, l'organisation militaire au Congo belge, l'établissement d'un athènée à la base de Kamina et l'équipement médical de la base, la durée du temps de service militaire, les volontaires de carrière et le volontariat féminin), pp. 1523 à 1525; Taillard (concernant la charge excessive des dépenses militaires et la politique de préparation à la guerre), pp. 1525 à 1526; Mme Vandervelde (concernant : le volontariat féminin dans l'armée, les pèlerinages, les vingt et un mois de service, la liquidation des allocations aux femmes de miliciens), pp. 1526 à 1527; MM. Godin (demande si les sacrifices consentis assurent notre défense, déclare qu'il est nécessaire de ratifier le traité de la C. E. D., examine l'argument de la constitutionnalité et de l'urgence, soulève la question des divisions allemandes), pp. 1527 à 1528; Doutrepont (concernant : l'examen jumelé du budget de la défense nationale et du budget extraordinaire, le retard apporté à voter les budgets et le dépôt d'un projet de loi allouant des crédits provisoires, la Communauté européenne de défense et la revision de la Constitution, la réduction des crédits dans le domaine du personnel et du matériel, le contrôle parlementaire et le dépôt des comptes en temps utile, les subventions et les publications, les allocations et indemnités pour le personnel volontaire de la garde territoriale antiaérienne, les spécialistes militaires, le contrôle exercé par la Belgique sur les dépenses d'infrastructure effectuées à l'étranger pour le compte de l'O. T. A. N., le recrutement des femmes à l'armée), pp. 1528 à 1533; Mlle Baers (observations) p. 1532.

Reprise de la discussion générale (18 juin 1953).

Reprise de la discussion generale (18 juin 1953).

Discours de MM. Baert, rapp. (fait des observations au sujet des dépenses militaires, le recrutement de femmes à l'armée, l'épuration, la commission linguistique, l'accès des Flamands aux cadres supérieurs), p. 1536; Colonel De Greef, m. d. n. (répond aux observations qui lui ont été formulées en ce qui concerne les questions d'organisation et l'administration et les questions financières), pp. 1536 à 1541.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (18 juin 1953). Les articles 1 à 21 sont successivement mis aux voix et adoptés,

Art. 22.

Intervention de M. Louis Desmet et du colonel De Greef, m. d. n., et de M. Dierckx, pp. 1542 à 1543.

L'amendement de MM. Louis Desmet et Flamme tendant à la suppression du point 2 de cet article, est retiré.

L'article 22 est adopté, p. 1543.

L'article 23 est adopté, p. 1543.

Art. 24.

Intervention de MM. Flamme et Harmegnies et du colonel De Greef, m. d. n., pp. 1543 à 1544.

Les amendements, modifiés, de MM. Flamme et consorts sont

sont adoptés. L'article 24, amendé, est adopté, p. 1544.

Les articles 25 à la fin du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1544.

L'article 24 du tableau est remis aux voix et définitivement adopté, p. 1545.

Discussion des articles du projet de loi (18 juin 1953). Les articles 1 à 6 sont adoptés, p. 1545.

Vote (18 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 78 voix contre 63 et 2 abstentions, p. 1545.
Se sont abstenus: MM. R. Desmedt et Van Buggenhout.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

DETTE PUBLIQUE.

Budget de la Dette publique pour l'exercice 1953.

- Nº 5-II. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 176. Rapport de M. Schot.

Ann. - Transmis par la Chambre des représentants, p. 448 (27 jan-

Dépôt du rapport par M. Schot, p. 702 (19 février 1953). La discussion générale du projet de loi est jointe à celle du budget des récettes et des dépenses pour ordre pour l'exer-cice 1953, p. 821 (4 mars 1953).

Discussion des articles du tableau (4 mars 1953).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 830 (4 mars 1953).

Discussion des articles du projet de loi (4 mars 1953). Les articles 1 à 3 sont adoptés sans discussion, p. 830.

Vote (17 mars 1953). L'ensemble du projet de loi est adopté par 88 voix contre 63,

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Budgets. - Exercice 1953. (suite)

DOTATIONS.

Budget des dotations pour l'exercice 1953.

c. — N° 5-IV. Projet du gouvernement et tableaux.

N° 167. Rapport de M. Léon Servais.

N° 168. Amendement de MM. Missiaen et consorts.

N° 170. Amendement du baron Nothomb.

n. — M. le président déclare que dix membres ont demandé que la Haute Assemblée se constitue en comité secret pour discuter ce budget.
 Le Sénat se constitue en comité secret, p. 666.
 La discussion générale a lieu en comité secret, p. 671 (18 février 1953).

Examen des articles du tableau (18 février 1953). Les articles 101 à 104 du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 672.

Art. 105.

Art. 105.

Amendement de M. Missiaen et consorts.
Intervention de MM. Godin, Gillon, Taillard, p. 672; Rolin, pp. 672 et 673; Hanquet, p. 673.

M. Edgard De Bruyne demande le vote par appel nominal sur cet amendement, p. 673.

L'amendement de M. Missiaen et consorts est rejeté par 86 voix contre 66 et 2 abstentions, p. 673.

Se sont abstenus: MM. Allewaert et Broekx, p. 673.

M. le président déclare qu'une commission sera constituée dans le but de suggérer les modalités de modification de l'article 57 de la Constitution lors d'une prochaîne revision constitutionnelle, p. 673.

L'amendement du baron Nothomb est retiré, p. 673.
L'article 105 est adopté, p. 673.
Les articles 106 à la fin du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 673.

Discussion de l'article unique du projet de loi (18 février 1953).

Discussion de l'article unique du projet de loi (18 février 1953). L'article unique est adopté sans discussion, p. 674.

Vote (19 février 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 101 voix contre 54, p. 690. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Budget du ministère des finances pour l'exercice 1953. Doc. — N° 5X-X. Projet transmis par la Chambre des repré-

Doc. - N sentants.

N° 163. Rapport de M. Ronse.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 448

(27 janvier 1953).

Dépœt du rapport par M. Ronse, p. 626 (11 février 1953). Discussion générale (17 février 1953).

Discussion générale (17 février 1953).

Discours de MM. Ronse (concernant l'activité des commissions, la discussion globale des budgets à caractère essentiellement financier, la déclaration tardive des titres, le paicment anticipé des impôts, le contrôle des dépenses de l'Etat, les améliorations nécessaires, notamment en ce qui concerne le contrôle des dépenses faites par les institutions paraétatiques, p. 660 à 661; Doutrepont (analyse la fonction du comptable public, estime que la Cour des comptes doit statuer sur tous les comptes de tous les comptables et sur l'entièreté de la gestion, analyse le système de contrôle des dépenses, les avances du Trésor, les crédits supplémentaires, le comité du budget, le barème des agents des services publics, l'inspection des finances, le régime des parastataux), pp. 661 à 664; Harmegnies (concernant la revision du revenu industriel, le régime fiscal des femmes mariées appointées ou salariées, les retenues faites à la source en ce qui concerne les chômeurs malades, la perception des arriérés, les additionnels communaux et provinciaux sur l'impôt foncier, les bureaux de l'enregistrement), pp. 664 à 665; Janssen, m. f. (répond aux questions qui ont été soulevées), pp. 665 à 666; Harmegnies (fait des observations), pp. 665 et 666.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (17 février 1953).

Discussion des articles du tableau (17 février 1953).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 666.

Discussion des articles du projet de loi (17 février 1953). Les articles 1 à 5 sont adoptés sans discussion, p. 666.

Vote (19 février 1953). L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 69,

p. 690. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

GENDARMERIE.

Budget du corps de la gendarmerie pour l'exercice 1953.

Doc. — N° 5-XI. Projet transmis par la Chambre des représentants.
 N° 187. Rapport de M. Van Loenhout.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 588 (10 février 1953). Dépôt du rapport par M. Van Loenhout, p. 790 (26 février 1953).

### Budgets. - Exercice 1953. - GENDARMERIE (suite)

Discussion générale (11 mars 1953).

Discours de MM. Van Loenhout, rapp. (concernant : le nombre des gendarmes, la tâche de la gendarmerie, le logement des gendarmes et la construction de nouvelles casernes, la police routière, le regroupement des brigades, la situation linguistique parmi les officiers de gendarmerie, le cadre des officiers), pp. 877 à 878; Machtens (concernant : les difficultés dues à la coexistence d'une proposition et d'un projet de loi se rapportant tous deux au statut de la gendarmerie, le traitement des gendarmes et l'indemnité de logement, la réorganisation en fonction de la motorisation, avec comme objectif une diminution des cadres; les tâches de la gendarmerie, les fraternelles de gendarmerie, la mission préventive de la gendarmerie, le « rallye automobile », l'affiliation à une caisse d'entraide et l'abonnement à la Chronique de a gendarmerie], pp. 878 à 879; Vreven (concernant : la mission principale de la gendarmerie qui est d'assurer le maintien de l'ordre et l'exècution des lois et les missions militaires qui constituent une fonction secondaire, les indemnités de bicyclette, d'habillement et de logement, l'insuffisance des bâtiments de la gendarmerie, le régime linguistique des officiers de gendarmerie, a formation et la mission du gendarme), pp. 879 à 881; Taillard (critique l'organisation de la gendarmerie), pp. 881 à 882; Buisseret (concernant le recrutement et le manque d'effectifs, les mutations, l'avancement, les traitements, les allocations et indemnités, le statut), pp. 882 à 883; le colonel De Greef, m. d. n. (répond aux questions soulevées au cours du débat), pp. 883 à 884.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (11 mars 1953).

Discussion des articles du tableau (11 mars 1953). Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 884.

Discussion de l'article unique du projet de loi (11 mars 1953). L'article unique est adopté sans discussion, p. 884.

Vote (17 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 88 voix contre 63, p. 892. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Budget du ministère de l'instruction publique pour l'exercice 1953. Doc. — N° 5-XVIII. Projet transmis par la Chambre des repré-

sentants.

N° 236. Rapport de M. Leynen.

N° 247. Amendement proposé par M. Vandermeulen et consorts et amendements proposés par M. Mazereel.

n. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 840 (10 mars 1953).

Depôt du rapport par M. Leynen, p. 1019 (26 mars 1953).

Discussion générale (21 avril 1953).

Discussion générale (21 avril 1953).

Discours de MM. Missiaen (examine l'utilisation des crédits, la tendance politique donnée à l'exécution du budget et le problème de la paix scolaire, observations concernant le Fonds des mieux doués, la composition des conseils scolaires de l'enseignement moyen, l'insuffisance des locaux scolaires de l'enseignement moyen, l'insuffisance des locaux scolaires de l'enseignement moyen, l'insuffisance des locaux scolaires de l'enseignement moyen de l'Etat, la création d'écoles communales), pp. 1028 à 1032; Hoste (concernant : les subsides à l'enseignement primaire, les bâtiments de l'Université de Gand, les échanges culturels internationaux, l'U. N. E. S. C. O. et le Collège de l'Europe), p. 1033; Hanquet (concernant : les vacances scolaires, la prolongation de la scolarité, l'enseignement primaire et les fournitures classiques, le remboursement des frais de chauffage, la pension des professeurs religieux de l'enseignement primaire, l'U. N. E. S. C. O.), pp. 1033 à 1035; Craeybeckx (concernant la grève du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes et la question des traitements), pp. 1035 à 1039; George (concernant les subventions à l'enseignement libre, l'égalité des deux réseaux d'enseignement, la nomination dans l'enseignement officiel de professeurs sortis de l'enseignement libre, la création d'écoles techniques), pp. 1039 à 1040; Mazereel (concernant : les traitements des instituteurs de l'enseignement primaire, la réforme de l'enseignement moyen, la perception des droits d'auteur), pp. 1040 à 1041; Harmel, m. i. p. (observations), p. 1041.

Reprise de la discussion générale (22 avril 1953). Reprise de la discussion générale (22 avril 1953).

A la discussion générale est jointe l'interpellation de Mme Vandervelde à M. le ministre de l'instruction publique « sur : 1° les mesures qu'il a prises ou compte prendre à la suite des agissements d'un professeur à l'école ménagère libre de Gosselies, soumise à l'inspection de l'Etat, qui, en violation des lois réglementant la matière, a procédé à des expériences de vivisection; 2° les mesures que compte prendre M. le ministre de l'instruction publique pour empêcher que de pareils faits ne se reproduisent ».

Discours de MM Roland (concernant » la entieue l'entient de l'instruction de l'entie de l'instruction de l'instruction publique pour empêcher que de pareils faits ne se reproduisent ».

Discours de MM. Roland (concernant : la rationalisation de l'enseignement technique féminin, l'inspection spéciale de l'enseignement gardien, les constructions scolaires, le cinéma scolaire, l'enseignement normal technique, les bourses d'études, l'orientation scolaire et professionnelle, la réforme de

Budgets. — Exercice 1953. — INSTRUCTION PUBLIQUE (suite)

l'enseignement normal moyen, la suppression des compositions dans l'enseignement moyen et les examens de passage, les écoles commerciales, les écoles d'infirmières, la pénurie d'infirmières diplômées, les gardes-malades), pp. 1064 à 1067; Vandermeulen (déclare que la suppression de la franchise postale a interrompu le prêt entre les bibliothèques et demande au ministre d'intervenir, suggère de publier, à l'intention des bibliothécaires, un bulletin périodique, fait des observations au sujet de l'organisation de l'enseignement primaire, du congé de maternité pour les institutrices de l'enseignement primaire, de l'éducation des enfants anormaux et arrièrés, des revendications formulées par les instituteurs des cantons de l'est, des directrices et des directeurs préfets d'athénée et des membres du personnel des écoles et cours du soir), pp. 1067 à 1069. l'enseignement normal moyen, la suppression des compo-

Reprise de la discussion générale (23 avril 1953).

d'athènée et des membres du personnel des écoles et cours du soir), pp. 1067 à 1080.

Reprise de la discussion générale (23 avril 1953).

Discours de MM. Van Remoortel (analyse la crise que traversent nos théâtres lyriques et déclare que seul l'Etat peut fournir l'effort financier et culturel nécessaire pour insufter une vie nouvelle à nos scènes lyriques et au ballet, suggère les mesures qui pourraient être prises à cet effet), p. 1072 à 1073; Delor (concernant les traitements des instituteurs et les pensionnés de l'enseignement), pp. 1073 à 1074; Mme Vandervelde (émet des observations au sujet de l'égalité entre l'enseignement public et l'enseignement libre et le contrôle des films en ce qui concerne l'enfance et l'adolescence, développe son interpellation et déclare qu'il est inadmissible que la personne en cause continue à faire partie du Conseil supérieur de l'enseignement technique, demande que des mesures de protection soient prises à l'égard des animaux), pp. 1074 à 1076 et 1087; MM. Harmel, m. i. p. (examine le problème de la promotion culturelle et fait part de la reconstitution des conseils culturels, soulève la question de l'enseignement des langues et des langues d'enseignement dans les régions de la frontière linquistique, répond aux questions qui ont été soulevées par les orateurs), pp. 1077 à 1081, 1087 et 1990 à 1093; le baron Nothomb (expose l'activité de l'intergroupe des intérêts intellectuels en ce qui concerne l'association des membres du parlement aux travaux de l'U. N. E. S. C. O., l'extension aux auteurs belges de la convention de Bruxelles, le statut des académies, le Fonds national de la littérature, la politique tendant à favoriser l'édition, la librairie et les bibliothèques, la construction de la Bibliothèque Albertine et la reconstruction de la Bibliothèque Albertine et la reconstruct

Discussion des articles du tableau (23 avril 1953).

Art. 1er

Intervention de MM. Gillon, p. 1093; Struye et Glineur, pp. 1093

Discussion des articles du tableau (suite) (5 mai 1953) Les articles 1 à 21 sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1154.

Art. 22 (chap. II, section I). L'amendement de M. Mazereel est retiré.
Intervention de M. Harmel, m. i. p.
L'article 22 est adopté, p. 1155.
Les articles 23 (section I) à 6 (section II) du chapitre II sont sucessivement mis aux voix et adoptés, p. 1155.

Art. 7 (chap II, section II). L'amendement de M. Vandermeulen est rejeté. Intervention de MM. Vandermeulen et Harmel, m. i. p. L'article 7 est adopté, p. 1156.

# Budgets. — Exercice 1953. — INSTRUCTION PUBLIQUE (suite)

Les articles 8 (section II) à 21 (section VIII) du chapitre II sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1156.

Art. 22.

L'amendement de M. Mazereel est retiré. Intervention de M. Harmel, m. i. p. L'article 22 (section VIII) est adopté, p. 1157.

Les articles 23 (section VIII) à la fin du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1157.

Discussion des articles du projet de loi (5 mai 1953).

Les articles 1 à 7 sont adoptés sans discussion, pp. 1157 à 1158. Vote (7 mai 1953)

L'ensemble du projet de loi est adopté par 84 voix contre 69, p. 1203. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Budget du ministère de l'intérieur pour l'exercice 1953.

Doc. — N° 5-VIII. Projet du gouvernement et tableaux + errata. N° 12. Amendement de M. Doutrepont.

N° 68. Amendement du gouvernement. N° 82. Rapport de M. De Man.

Ann. — Dépôt du rapport par M. De Man, p. 191 (9 décembre 1952).

# Discussion générale (20 janvier 1953).

Discours de MM. Sledsens (concernant : la sécurité civile, la iscours de MM. Sledsens (concernant: la sécurité civile, la radio-distribution, la situation des receveurs régionaux, le Fonds des communes, les traitements des bourgmestres et des échevins, les barèmes du personnel communal, les impôts sur les réjouissances publiques, le reclassement des communes, l'aide aux grandes villes, les centimes additionnels), pp. 393 à 395; Yernaux (concernant: les finances communales et la loi Vermeylen, le produit des centimes additionnels à l'impôt foncier, le problème de la sécurité civile), pp. 395 à 397.

Reprise de la discussion générale (21 janvier 1953).

Reprise de la discussion générale (21 janvier 1953).

Discours de MM. Hoste (concernant : la situation financière de la ville de Bruxelles, la crise du logement, l'autonomie communale et la décentralisation), pp. 399 à 401; Harmegnies (concernant : le reclassement des communes, la nomination des bourgmestres, les indemnités de milice, l'encouragement à l'art musical populaire, la cité administrative du Hainaut, les finances communales, le Fonds d'assistance, le Fonds des communes, l'union des villes, la revision cadastrale, les intercommunales et les travaux communaux), pp. 401 à 404; De Man, rapp. (concernant : le statut du personnel communal, le reclassement des communes, les traitements des députés permanents, la décentralisation, la réforme de la police communale, la sécurité civile), pp. 404 à 406; Rolin (observations concernant la sécurité civile et le corps national de secours), p. 406; Moyersoen, m. i. (donne un exposé de sa politique en matière de sécurité civile, de finances provinciales et communales, de réforme administrative; répondi aux questions qui lui ont été posées), pp. 406 à 412; Victor De Bruyne (concernant : le personnel communal, les finances communales), pp. 412 à 414; Taillard (concernant : la politique de préparation à la guerre poursuivie par le gouvernement, la politique financière communale, l'autonomie des communes, le statut pécuniaire du personnel communal, le paiement des indemnités de milice, la sécurité civile, la construction d'habitations à bon marché), pp. 414 à 416; Coulonvaux (observations) au sujet de la désignation des bourgmestres), pp. 416 è 417; Gillon (observations), pp. 416 et 417; Allard (concernant : l'autonomie communale, les finances communales, le Fonds des communales, le Fonds des provinces, la simplification administrative et la décentralisation, le problème des intercommunales, les traitements des bourgmestres-fonctionnaires), pp. 417 à 421; le baron de Dorlodot (observations), p. 421.

Reprise de la discussion générale (22 janvier 1953).

Reprise de la discussion générale (22 janvier 1953).

Reprise de la discussion générale (22 janvier 1953).

Discours de MM. Allewaert (concernant : la décentralisation, la simplification administrative, le paiement des indemnités de milice, le Fonds des communes, le reclassement des communes), p. 424; De Stobbeleir (concernant : les finances communes), p. 424; De Stobbeleir (concernant : les finances communels, le barème du personnel communal, les charges résultant de la circulation automobile, du corps de police, la signalisation routière et l'éclairage public), pp. 424 à 425; Vermeylen (traite des finances communales et estime que la base de la loi en la matière est bonne mais qu'elle nécessite des réformes; traite du problème des grandes villes, du Fonds d'assistance publique, des impôts sur les réjouissances publiques, de la nomination de bourgmestres, du rapport déposé par le cantre Harmel, du Conseil d'Etat et des traitements des membres du Conseil d'Etat) pp. 425 à 426; Moulin (concernant : les déficits des commissions d'assistance publique, l'élaboration des budgets communaux, l'abus du recrutement effectué parmi le personnel pensionné

# Budgets. - Exercice 1953. - INTÉRIEUR (suite)

de l'armée pour les cadres de la sécurité civile), p. 426; Gabriel (concernant l'hôtel provincial à Gand), p. 426; Moyersoen, m. i. (répond aux questions qui lui ont été posées), pp. 427 à 428.

La discussion générale est close.

Examen des articles du tableau (22 janvier 1953).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 428.

Discussion des articles du projet de loi (22 janvier 1953).

L'article 1er est adopté sans discussion, p. 429.

Art. 2.

La suppression de cet article est demandée, à la fois par le gouvernement, par la commission unanime et par M. Doutrepont, p. 429.

Cet article est rejeté, p. 429.

Art. 3.

L'article 3 est adopté sans discussion et devient l'article 2, p. 429.

Vote (3 février 1953).

L'ensemble du projet est adopté par 83 voix contre 67, p. 519. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Budget du ministère de la justice pour l'exercice 1953.

Doc. — N° 5-VII. Floye. ... tants. N° 290. Rapport de M. Van Hemelrijck. N° 5-VII. Projet transmis par la Chambre des représen-

Ann. -- Transmis par la Chambre des représentants, p. 1024 (21 avril 1953).

Dépôt du rapport par M. Van Hemelrijck, p. 1237 (19 mai 1953).

Discussion générale (26 mai 1953).

Discours de MM. Doutrepont (demande au ministre de produire, article par article, le relevé des réductions de crédits qu'il compte faire, et ce préalablement à l'examen de son budget; déclare que les crédits budgétaires doivent serrer de près la réalité), pp. 1284 à 1285; le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j. (déclare que le gouvernement s'est engagé à une réduction des dépenses qu'il justifiera en fin d'année, dit qu'un crédit voté ne doit pas nécessairement être dépensé), p. 1285; Rolin (appuie les observations formulées par M. Doutrepont), p. 1285; Mme Ciselet (concernant : le régime de la probation et les expériences faites dans ce domaine, les officiers et agents judiciaires féminins près les parquets, la profession d'avocat et les juridictions de discipline d'appel, les lacunes de notre législation pénale notamment en ce qui concerne l'abandon de famille, la réforme de notre droit civil, le paiement de la pension alimentaire, la saisie conservatoire et la conclusion de conventions internationales en cette matière), pp. 1285 à 1287; Chot (déclare que la politique des ministres sociaux-chrétiens en ce qui concerne l'administration de la justice en général et l'ordre judiciaire en parficulier, a mené à l'avilissement de la magistrature belge par le nombre, par la qualité, par la sélection politique et par la rétribution des magistrats; fait des observations au sujet de la répression des crimes et délits), pp. 1287 à 1291; le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j. (analyse les conditions nécessaires à l'exercice d'une justice bonne et rapide, la moins coûteuse possible, sur base d'une législation claire et répondant aux nécessités de l'heure; examine les projets à l'étude), pp. 1291 à 1294); Leynen (concernant la répartition des cadres et effectifs de la police judiciaire dans la partie flamande et française du pays et à Bruxelles), pp. 1294 à 1295.

Discours de MM Rouilly (concernant l'aitente. Discussion générale (26 mai 1953).

Reprise de la discussion générale (27 mai 1953).

Reprise de la discussion générale (27 mai 1953).

Discours de MM. Bouilly (concernant l'injustice dont sont l'objet les magistrats du Hainaut sous prétexte de bilinguisme), p. 1302; Lilar (concernant : la police judiciaire, la délégation des pouvoirs par les juges d'instruction et la formation des officiers de police, la nécessité de légiférer en matière de probation avant et après jugement, le régime pénitentiaire et le problème de l'entretien de la famille du condamné, le rétablissement de l'auditorat militaire d'Anvers, le mode de nomination des juges, le vote négatif du groupe libéral), pp. 1302 à 1304; Taillard (concernant : le traitement des secrétaires et secrétaires adjoints des parquets et l'organisation du travail des greffes, la répression de l'incivisnie, le vote négatif du groupe communiste), pp. 1304 à 1305; Hanquet (concernant : la nécessité de légiférer en matière de probation avant et après le jugement, l'ampleur démesurée donnée à la législation professionnelle et règlementaire, les transactions en matière de contravention de roulage), pp. 1305 à 1306; Doutrepont (fait des observations au sujet de l'emploi des fonds spéciaux de la Sûreté), pp. 1306 à 1307; Lagae (concernant : la distribution tardive du rapport, le projet de loi relatif à la probation; les modifications à apporter à notre droit pénal en matière d'incendie criminel, d'escroquerie, d'avortement, de logements et terrains de camping), pp. 1307 à 1308; Rolin (concernant : le

### Budgets. - Exercice 1953. - JUSTICE (suite)

renforcement des conditions de nomination des magistrats, la justice répressive et les menées néo-nazies, l'élaboration des lois et les projets pendants dont le vote est attendu depuis des années), pp. 1308 à 1309; M. le président (fait état des efforts faits en vue d'une meilleure synchronisation des travaux des Chambres législatives; déclare que, dès l'instant où l'une des deux Chambres a voté un projet de loi, l'autre doit se prononcer sur ce texte et sur les amendements), p. 1309; George (concernant : les difficultés d'application de l'article 315 du Code civil, les actions répressives en matière de pertsion alimentaire, l'appel incident en matière répessive et l'appel en intervention en matière répressive, le Palais de justice de Charleroi), pp. 1309 à 1310; Verbert (concernant : les abus commis par les associations sans but lucratif, l'abandon de famille, la répression de l'ivresse par la police des routes et les mesures préventives à prendre dans ce domaine, la mission du juge des enfants, le logement et le travail rémunéré des détenus et l'extension des avantages de la sécurité sociale aux prisonniers, les établissements de rééducation), pp. 1310 à 1311; De Block (concernant les relations entre la justice et la presse), pp. 1311 à 1312; Chot (concernant la répression des délits commis à l'égard des animaux) pp. 1312 à 1313; Van Hemelrijck, rapp. (concernant : les économies budgétaires, la réforme de l'organisation judiciaire et de la procédure civile, la révision de la loi sur les associations sans but lucratif, le rétablissement de la commission pour la traduction des codes, la commission chargée de l'unification des codes, la probation, la police judiciaire, l'application de la loi, la situation des secrétaires des parquets, les avoués, l'emploi des l'application des codes, la commission chargée de l'unification des codes, la probation, la police judiciaire, l'application de la loi, la situation des secrétaires des parquets, les avoués, l'emploi des l'application des codes, la commission chargée de l'

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (27 mai 1953).

Art. 1er.

M. Doutrepont rappelle qu'il a proposé au Sénat d'inviter le ministre à produire, préalablement à l'examen du budget, et article par article ,un relevé des réductions de crédits envisagées.

Observations de MM. Rolin et Struye.

Le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., est d'accord pour documenter le Sénat d'une façon plus complète sans qu'il y ait toutefois reprise du débat, pp. 1318 à 1319.

Suite de la discussion des articles du tableau (28 mai 1953).

Art. 1er.

Intervention du vicomte du Bus de Warnaffe m. i. qui donne

Art. 1et.

Intervention du vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., qui donne des explications au sujet des diminutions prévues au budget actuel, pp. 1321 à 1323, et de M. Doutrepont, p. 1323.

L'article 1et est adopté, p. 1323.

Les autres articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1323.

Discussion des articles du projet de loi (28 mai 1953).

Les articles 1er à 8 sont successivement adoptés sans discussion, p. 1324.

Vote (2 juin 1953).

M. Rolin justifie le vote du groupe socialiste.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 65 et 1 abstention, p. 1376.

S'est abstenu: M. Duray.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS.

Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exer-cice 1953.

Budget des non-valeurs et des remboursements pour l'exercice 1953.

Doc. — N° 5-V. Projet du gouvernement et tableaux.

N° 43. Rapport de M. Van Laeys.

Discussion générale (27 novembre 1952).

Ann. — Discours de MM. Van Laeys, rapp. (souligne la modification apportée à l'établissement du budget actuellement discuté), pp. 142 à 143; Doutrepont (concernant : le système de comptabilisation des non-valeurs et remboursements en matière d'impôts que le gouvernement a introduit en 1951, le respect des prescriptions constitutionnelles et légales et des prérogatives parlementaires), pp. 143, 144, 148, 149, 150 et 151; Dierckx (déclare que la discussion est anticipée, étant donné que le nouveau budget des non-valeurs et remboursements n'a pas encore été distribué, critique l'expérience fiscale en cours et souligne son caractère politique et illégal), pp. 144, 145, 150 à 152; Janssen, m. f. (répond aux questions posées et examine, tant du point de vue politique et financier qu'administratif, les arguments favorables ou défavorables à la méthode de comptabilité inaugurée l'aznée dernière; demande d'approuver la nouvelle méthode), pp. 146 à 148; Harmegnies (demande des précisions), p. 148; Janssen, m. f. (répond que la loi De Gryse n'a rien de commun avec le présent budget), p. 148; Schot (discute les arguments avancés par M. Doutrepont et par M. Dierckx), pp. 149 à 150; Van Houtte, p. m. (concernant : l'annalité de la loi budgétaire, le caractère du budget des voies et moyens), pp. 151 à 152.

La discussion générale est close.

Budgets. — Exercice 1953. — Non-valeurs et remboursements.

Vote des articles du tableau (27 novembre 1952).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 152.

Discussion de l'article unique du projet de loi (27 novembre 1952).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 152. Vote du projet de loi (3 décembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 71,

p. 174. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Budget des pensions pour l'exercice 1953.

Doc. — N° 5-III. Projet du gouvernement et tableaux. N° 60. Rapport de M. Adam.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Adam, p. 146 (27 novembre 1952). Discussion générale (10 décembre 1952).

Discours de M. Adam, rapp. (examine le régime des différentes catégories de pensions, les modifications qu'il y a lieu d'y apporter et les abus qui doivent être supprimés, déclare que les droits acquis doivent être respectés), pp. 231 à 232.

Reprise de la discussion générale (11 décembre 1952).

les droits acquis doivent être respectés), pp. 231 à 232.

Reprise de la discussion générale (11 décembre 1952).

Discours de MM. Doutrepont (concernant les projets en cours et leur répercussion sur le budget de 1953, l'absence de certaines charges prévisibles, dans le projet actuel, la péréquation des pensions, la simpliifcation des lois de pension), pp. 234 à 236; De Stobbeleir (concernant les irrégularités et les abus en matière de pension, spécialement en ce qui concerne les pensionnés du ministère des communications, la réforme du système des pensions, la péréquation automatique en cas de modification des barèmes et du chiffre de l'index, la pension accordée à la veuve d'un agent déjà pensionné à la date du mariage, les pensions des invalides militaires en temps de paix), pp. 236 à 237; Briot (concernant l'insuffisance du budget des pensions pour 1953, les pensionnés des services publics et la suppression des abus en ce qui concerne les pensionnés prématurés, la péréquation définitive des pensions de retraite et de survie, le financement des réformes en matière de pensions, pp. 237 à 238; Taillard (concernant la péréquation des pensions, les justes revendications des pensions invalides de guerre, des veuves et orphelins, les pensions de réparation, la politique du gouvernement en la matière), pp. 240 à 241; Leysen (concernant la réforme des pensions civiles et militaires), p. 241; Cornez (les pensions de réparation et les pensions militaires, les promesses du gouvernement actuel à ce sujet et l'incidence budgétaire des projets, le rattachement des pensions à l'indice du coût de la vie, la suppression de la dernière revision quinquennale à laquelle sont soumis les invalides de 1940-1945, la mise sur pied d'égalité des diverses pensions d'invalidité accordées aux invalides des deux guerres, la loi De Grijse), pp. 241 à 243; Harmegnies (concernant les invalides de l'evé des pensionnés, les pensions des augerts de l'Etat), p. 243 à 244; Mile Baers (concernant l'établissement et le premier paiement de la pensio La discussion générale est close.

Vote des articles du tableau (11 décembre 1952). Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 245.

Discussion de l'article unique du projet de loi (11 décembre 1952). L'article unique est adopté sans discussion, p. 245.

Vote (23 décembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 64, p. 375. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des repérsentants.

RECETTES ET DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953.

- Nº 5-XXI. Projet transmis par la Chambre des représen-

tants.
N° 366. Rapport de M. Van Buggenhout.
N° 367. Amendements au tableau de M. George et de M. Har-

megnies. N° 379. Amendement de M. Doutrepont. N° 388. Amendement de M. Harmegnies.

m. — Projet transmis par la Chambre des représentants, p. 1400 (4 juin 1953).
Dépôt du rapport par M. Van Buggenhout, p. 1553 (18 juin 1953).
La discussion générale est jointe à celle du budget des travaux publics et de la reconstruction, p. 1577 (23 juin 1953).

Budgets. - Exercice 1953. — RECETTES ET DÉPENSES EXTRAORDI-NAIRES (suite

Discussion des articles du tableau (24 juin 1953).

Les articles 1 à 405 du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1625.

Art. 405bis.

Intervention de MM. Doutrepont, le colonel De Greef, m. d. n., P. De Smet et Van Buggenhout, pp. 1625 à 1627.

Le vote sur l'amendement de M. Doutrepont tendant à la suppression de cet article et sur l'article est réservé, p. 1627.

Les articles 406 à 483 du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1627.

Art. 484.

Intervention de MM. Behogne, m. t. p. r. et Doutrepont. Le vote sur l'amendement de MM. Harmegnies et consorts et sur l'article est réservé, p. 1628.

Les articles 485 à 498 du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1628.

Le vote sur l'amendement de M. George tendant à l'insertion d'un article 498bis (nouveau) est réservé, p. 1628.

Art. 499.

Le vote sur l'amendement de MM. Harmegnies et consorts et sur l'article est réservé, p. 1628.

Les articles 500 à 505 du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1628.

Art. 506.

Le vote sur l'amendement de MM. Harmegnies et consorts et sur l'article est réservé, p. 1628.

Les articles 507 à la fin du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1628.

Discussion des articles du projet de loi (24 juin 1953).

Les articles 1 et 2 sont réservés, p. 1628. Les articles 3 à 6 sont adoptés sans discussion, pp. 1628 à 1629. Art. 7.

Le vote sur les amendements du gouvernement et de M. Doutre-pont et sur l'article est réservé, p. 1629.

Vote sur les amendements et articles réservés (25 juin 1953).

Art. 405bis du tableau.

Art. 40bis du tableau.

M. Doutrepont demande, par motion d'ordre, que l'on vote d'abord sur les articles de la loi budgétaire.

M. le président déclare que, à titre exceptionnel, on votera d'abord sur l'article 7 de la loi budgétaire.

L'article 7 de la loi budgétaire est adopté, p. 1651.

L'amendement de M. Doutrepont tendant à la suppression de l'article 405bis du tableau vient à tomber, p. 1651.

Art. 484 du tableau.

L'amendement de MM. Harmegnies et consorts est rejeté. L'article 484 est adopté, p. 1651. L'amendement de M. George tendant à l'insertion d'un article 498bis (nouveau) est rejeté, p. 1651.

Art. 499 du tableau.

M. Harmegnies demande le vote par appel nominal sur son

Cet amendement est rejeté par 79 voix contre 74 et 1 abstention, p. 1652. S'est abstenu : M. Dierckx.

L'article 499 est adopté, p. 1652.

Art. 506 du tableau.

L'amendement de MM. Harmegnies et consorts est rejeté. L'article 506 est adopté, p. 1653.

Discussion des articles du projet de loi (25 juin 1953).

Les articles 1 et 2 sont adoptés, p. 1653. L'article 7 a été adopté lors de la discussion de l'article 405bis du tableau.

Observations de M. Harmegnies et de M. le président, p. 1653. Vote (30 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 59 et 1 abstention, p. 1700.

S'est abstenu: M. Doutrepont.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

RECETTES ET DÉPENSES POUR ORDRE.

Budget des recettes et dépenses pour ordre pour l'exercice 1953. Doc. — N° 5-XXII. Projet du gouvernement et tableaux.

Doc. — N° 5-XXII. Projet du gouvernement et tableaux.
 N° 171. Amendement du gouvernement.
 N° 175. Rapport de M. Van Loenhout.
 Ann. — Dépôt du rapport par M. Van Loenhout, p. 702 (19 février 1953).

Discussion générale (4 mars 1953).

A la discusion générale du projet est jointe celle du budget de la dette publique pour l'exercice 1953.

Discours de MM. **Doutrepont** (examine le budget pour ordre et soulève la question des nouveaux fonds, des organismes à personnalité juridique, de la présentation des budgets, de la **co**mptabilité et de la reddition des comptes, des fonds destinés

- Exercice 1953. - RECETTES ET DÉPENSES POUR ORDRE Budgets. -(suite)

(suite)

à la création et à l'installation du Centre national de calcul mécanique, du Fonds spécial des prêts pour le ministère des finances, des impôts recouvrés pour le compte des provinces, des sommes transférées du budget des voies et moyens au budget pour ordre, des frais de poursuites, du montant des dégrèvements, de l'Office commercial du ravitaillement; examine le budget de la dette publique, la présentation, les emprunts et les exemptions en matière d'impôts, la gestion du gouvernement et les économies), pp. 820 à 823; Schot (concernant la situation de la dette publique et la présentation de ce budget, le recours aux emprunts et leur placement, le volume des charges et leur répartition), pp. 823 à 824; Janssen, m. f. (répond aux remarques formulées au cours de la discussion, examine les conditions d'une politique financière saine), pp. 825 à 829; Harmegnies (concernant la création de nouveaux impôts et les économies à réaliser), pp. 829 à 830.

a discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (4 mars 1953).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 830.

Discussion de l'article unique du projet de loi (4 mars 1953).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 830.

Vote (17 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 88 voix contre 63, p. 892. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

SANTÉ PUBLIQUE ET FAMILLE.

Budget du ministère de la santé publique et de la famille pour l'exercice 1953.

Doc. — N° 5-XIX. Projet du gouvernement et tableaux.
N° 8. Amendement de M. Doutrepont.
N° 65. Amendement du gouvernement.
N° 135. Rapport de M. Van Hemelrijck.
N° 136. Rapport de M. Nihoul.
N° 147. Amendement du gouvernement.

Ann — Dépôt du rapport par M. Van Hemelrijck, p. 489 (28 jan-

n. — Dépôt du rapport par M. Van Hemelrijck, p. 489 (28 janvier 1953).
 Dépot du rapport par M. Nihoul (Ch. I et II de la section III du livre I et section III du titre II), p. 489 (28 janvier 1953).

Discussion générale (10 février 1953)

Discussion générale (10 février 1953).

Discours de M. Van Hemelrijck, rapp. (concernant la lutte contre les taudis, l'exploitation de la charité publique par l'abus dans la constitution de sociétés sans but lucratif, les jetons de présence aux magistrats siégeant dans les commissions, les suites de la répression en ce qui concerne la législation relative à la santé publique), pp. 588 à 591; Mme Ciselet (concernant l'extension de l'inspection médicale scolaire, la création de centres de santé, l'Œuvre nationale de l'Enfance, la mortalité élevée parmi les enfants illégitimes, les œuvres médico-sociales), pp. 591 à 592 et 595 à 596; M. Moulin (concernant la distribution d'eau, la protection des eaux contre la pollution, la politique du logement et l'existence de taudis, l'inspection médicale scolaire, l'équipement hospitalier), pp. 596 à 599; Mile Baers (concernant la distribution d'eau, les mesures en vue de combattre la pollution des eaux, les hôpitaux, la construction d'habitations et le problème du logement, la politique de l'alimentation et la formation ménagère), pp. 600 à 602; MM. Warnant (concernant la distribution d'eau potable, la lutte contre les taudis, la politique du logement, l'encouragement à la construction d'habitations), pp. 602 à 603; Sledsens (concernant la politique familiale, les allocations familiales, la sécurité sociale, le logement, la représentation des associations familiales au sein du Conseil national de l'enseignement, les vacances et le tourisme), pp. 603 à 605.

Reprise de la discussion générale (11 février 1953).

Reprise de la discussion générale (11 février 1953).

Reprise de la discussion générale (11 février 1953).

Discours de MM. Verbert (concernant le dédommagement des victimes des inondations, la politique familiale, la régression des naissances, la mortalité infantile, le logement, l'aide aux familles, les prêts aux jeunes mariés, l'Œuvre nationale de l'Enfance, l'Œuvre nationale de la lutte contre le cancer, la protection juridique de la mère et de l'enfant; la santé publique; les soins aux malades mentaux, anormaux, aveugles et sourds-muets; les écoles pour infirmières; les installations hospitalières, les cliniques et polycliniques; la politique du logement et les taudis), pp. 607 à 612; De Taeye, m. s. p. f. (concernant le problème du logement et des taudis et la politique gouvernementale en la matière; la politique du logement; la lutte contre la poliomyélite, le cancer et la tuberculose; le problème des associations sans but lucratif; l'Œuvre nationale de l'Enfance; la médecine préventive; les centres de santé et l'inspection médicale scolaire; la distribution d'eau; la politique familiale; le problème démographique; la représentation familiale), pp. 613 à 619; Nihoul, rapp. (concernant les dépenses relatives aux services repris à la reconstruction, l'Œuvre nationale des invalides de guerre,

Budgets. - Exercice 1953. - SANTÉ PUBLIQUE ET FAMILLE (suite)

PUBLIQUE ET FAMILLE (suite)
l'Œuvre nationale des anciens combattants), pp. 619 à 620;
Boulanger (concernant la mortalité infantile et la protection de
l'enfance, la distribution d'eau potable, le problème de la
construction et celui des taudis, la propagande antialcoolique,
la lutte contre le cancer et la tuberculose, la sécurité civile,
l'assistance publique), pp. 620 à 621; Mile Driessen (concernant les maternités, les infirmières et accoucheuses, l'aide
aux familles; les consultations prénatales; l'Œuvre nationale de l'Enfance; l'inspection médicale scolaire; la politique
familiale), pp. 622 à 623; MM. Van Loenhout (concernant la
colonie de l'Etat à Geel, l'école d'infirmières à Geel), p. 623;
Van Hooveld (concernant le problème de l'incinération des
immondices), pp. 623 à 625; Gabriel (concernant le problème
du logement, les pensionnés), pp. 625 à 626.

Reprise de la discussion générale (12 février 1953).
Discours de Mme Vandervelde (concernant la lutte contre les

du logement, les pensionnés), pp. 625 à 626.

Reprise de la discussion générale (12 février 1953).

Discours de Mme Vandervelde (concernant la lutte contre les taudis, l'assurance maladie-invalidité, la médecine préventive, la rééducation des invalides, la mortalité infantile et la qualité insuffisante du lait, l'Œuvre nationale de l'Enfance, les maternités, le contrôle sur les denrées alimentaires, les hôpitaux universitaires, l'assistance publique, la lutte contre la poliomyélite, la liquidation du problème de la répression, la question des pensions et de l'octroi de primes à la construction l'habitations, les abus des associations sans but lucratif, la lutte contre l'alcoolisme), pp. 628 à 631; Mme Lehouck (concernant les distributions d'eau, les associations sans but lucratif, les dommages aux personnes, les subsides aux œuvres, les jetons de présence, les pensions aux victimes civiles de la guerre, les camps douteux, l'Œuvre nationale des anciens combattants), pp. 646 à 647; MM. Harmegnies (concernant les distributions d'eau, les maisons destinées aux vieux ménages, l'amélioration des logements et la lutte contre les taudis, l'assistance publique), pp. 647 à 648; Missiaen (concernant la revision de la loi sur les commissions d'assistance publique, les maternités, les établissements pour vieillards, les orphelinats, la fixation du prix de la journée d'entretien), pp. 648 à 650; Yernaux (concernant les subsides pour les distributions d'eau), p. 650; De Taeye, m. s. p. f. (concernant les dommages aux personnes, l'augmentation du nombre de commissions, la sécurité civile, le contrôle sur la préparation et la vente des denrées alimentaires, l'alimentation, la répression, les pensions aux victimes civiles de la guerre, les jetons de présence pour les magistrats, l'incinération des immondices, les maisons pour vieillards, le logement des orphelins, la mortalité élevée parmi les enfants illégitimes, la lutte contre l'alcoolisme, les distributions d'eau, pp. 650 à 652.

La discussion générale est close.

Examen des

Examen des articles du tableau (12 février 1953). Les articles 1 à 20 du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 652.

Art. 21.

L'amendement de Mme Ciselet et M. Verbert est retiré, p. 654. Intervention de Mlle Baers, p. 653; MM. Verbert, pp. 653 et 654; De Taeye, pp. 653 et 654; Mme Ciselet, p. 654. L'article 21 du tableau est adopté, p. 654.

Les articles 22 à 27 du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 654.

Art. 28.

Amendement du gouvernement.
Sous-amendement de MM. Verbert et consorts.
Intervention de MM. Verbert, pp. 655 et 656; De Taeye, pp. 655 à 656; Doutrepont, p. 656.
Les votes sur l'amendement et l'article 28 sont réservés, p. 656.

Les articles 29 à la fin du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 656.

Discussion des articles du projet de loi (12 février 1953).

L'article 1er est réservé, p. 656.

Art. 2

Intervention de Mile Baers, p. 656.

La suppression de cet article est demandée à la fois par le gouvernement, par M. Doutrepont et par la commission unanime, p. 656.

L'article 2 est rejeté, p. 656.

Les articles 3, 4 et 5 sont successivement mis aux voix et adoptés. Ils deviennent respectivement les articles 2, 3 et 4, pp. 656

L'article 2 est remis aux voix et définitivement supprimé, p. 657. Suite de la discussion des articles du tableau (19 février 1953).

Art. 28.

Sous-amendement de M. Verbert à l'amendement du gouvernement. M. Verbert demande le vote par appel nominal.

Le sous-amendement est rejeté par 86 voix contre 69, p. 689.

L'amendement du gouvernement est adopté, p. 689.

L'article 28, amendé, est adopté, p. 689.

L'article 28 amendé est remis aux voix et définitivement adopté, p. 689.

Suite de la discussion des articles du projet de loi (19 février 1953). L'article 1er, modifié, est adopté, p. 690. L'article 1er, modifié, est remis aux voix et définitivement adopté,

Budgets. - Exercice 1953. - SANTÉ PUBLIQUE ET FAMILLE (Suite)

Vote (19 février 1953). L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 69, p. 690. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

Budget des services du premier ministre pour l'exercice 1953.

Doc. — N° 5-VI. Projet du gouvernement et tableaux. N° 13. Amendement de M. Doutrepont.

N° 67. Amendement du gouvernement. N° 74. Rapport de M. Ronse.

Nº 75. Amendements de M. Doutrepont et consorts.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 188 (3 décembre 1952).

Discussion générale (11 décembre 1952).

Discussion générale (11 décembre 1952).

Discours de MM. Doutrepont (concernant le service d'administration générale; la base organique des traitements; les amendements qu'il a déposés aux articles 2 et 3 et relatifs aux dérogations aux lois organiques et aux adjonctions budgétaires; les adjoints du cabinet; les cotisations de l'Etat-employeur; les dépenses du Secrétariat permanent du recrutement; la commission mixte d'enquête sur le fonctionnement des services de l'État; la désignation de sous-secrétaires d'État; la simplification administrative; la simplification des règlements et des instructions et la coordination des lois, arrêtés, règlements et circulaires; la stabilité d'emploi; l'organisation des services de l'Etat; les organisations syndicales; l'ingérence politique; l'emprise de l'Etat sur certaines activités; la continuité dans le recrutement et le recrutement de hauts fonctionnaires), pp. 245 à 249; Ronse (concernant : la suppression des jetons de présence des magistrats; l'avance de fonds aux comptables extraordinaires des services du premier ministre; la revision de la loi sur la comptabilité de l'Etat et de la loi sur la Cour des comptes, afin de rendre inutiles les dérogations annuelles; les sous-secrétaires d'Etat; la simplification de l'administration; la stabilité de l'emploi), pp. 249 à 250; Gabriel (concernant l'emploi dans l'administration publique d'aveugles, sourds et estropiés), p. 250; Van Houtte, p. m. (concernant : l'évolution de la situation administrative; la réduction du nombre des fonctionnaires des départements ministériels et le blocage du recrutement; le transfert temporaire de personnel d'exécution d'un département à un autre; les barèmes des agents de l'Etat; les services rendus par les syndicats du personnel; la suppression des jetons de présence touchés par des magistrats dans le courant de l'année 1952); p. 252.

La discussion générale est close.

Vote des articles du tableau (11 décembre 1952).

La discussion générale est close.

Vote des articles du tableau (11 décembre 1952). Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 252.

Discussion des articles du projet de loi (11 décembre 1952).

L'article 1er est adopté sans discussion, p. 253.

Art. 2.

La suppression de cet article est demandée par le gouvernement et par M. Doutrepont.

L'article 2 est rejeté, p. 253.

Art. 3.

M. Doutrepont demande que cet article soit également supprimé, p. 253. Le vote sur les articles 3, 4 et 5 est réservé, p. 253.

Observations de MM. Doutrepont et Van Houtte, p. m., p. 368. Les articles 3 à 5 sont adoptés sans discussion, pp. 368 à 369. A la suite de la suppression de l'article 2, les articles 3, 4 et 5 deviennent respectivement les articles 2, 3 et 4 du projet de loi p. 260

l'article 2 est remis aux voix et définitivement supprimé n 369. Les articles réservés sont adoptés par 84 voix contre 66, p. 369.

Vote (23 décembre 1952). L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 64,

p. 375. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE.

Budget du ministère du travail et de la prévoyance sociale pour l'exercice 1953.

Doc. — N° 5-XVII, Projet du gouvernement et tableaux + annexes.

N° 10. Amendement de M. Doutrepont. N° 64. Amendements du gouvernement. N° 131. Amendement du gouvernement. N° 157. Rapport de M. Neels + annexes.

Nº 158. Amendement de M. Pontus et consorts et amendements de M. Glineur.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Neels, p. 585 (5 février 1953).

Exercice 1953. — TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE **Budgets.** (suite)

Discussion générale (25 février 1953).

Discours de MM. Neels, rapp. (concernant la législation sociale, le rajustement des salaires, les allocations familiales, les pensions, l'indemnisation des victimes des accidents du travail et des maladies professionnelles, l'allocation à la veuve d'un accidenté du travail, l'allocation complémentaire de vieillesse, le chômage, le travail de la femme mariée, l'éloignement du lieu du travail, la notion « offre de travail acceptable »), pp. 756 à 758; Moulin (concernant : la réforme de l'assurance maladie-invalidité, les pensions de vieillesse, le sort des assurés libres et des travailleurs indépendants, les frontaliers, les pensionnés mineurs assujettis au régime de la convention franco-belge, les différentes catégories de pensionnés, les estropiés et mutilés, le régime des allocations familiales aux non-salariés, le contrôle des caisses libres, la fixation du taux des cotisations, les lenteurs dans la liquidation des allocations aux orphelins ou aux enfants de concubins, le fonctionnement du front de prévoyance en faveur des victimes de maladies professionnelles), pp. 759 à 763; Coulonyaux (concernant : la réorganisation de la sécurité sociale, les frais d'administration, la simplification de l'organisation par voie de centralisation, le recouvrement des cotisations de l'O. N. S. S.), pp. 763 à 765; Glineur (concernant : les accidents du travail et les estropiés, la rééducation professionnelle, la Fédération nationale des invalides du travail et de la paix, les pensions de vieillesse, les ouvriers mineurs et les accidents de la mine, la lutte contre les poussières dans les mines, les allocations de chômage et les moyens de résorber le chômage, l'assurance maladie-invalidité, la sécurité sociale), pp. 765 à 772.

Reprise de la discussion générale (26 février 1953).

Reprise de la discussion générale (26 février 1953).

Discours de MM. Troclet (concernant : l'orientation générale de la politique sociale, les conditions de travail, les réformes de structure, le rôle de l'entreprise, le problème du salaire et du revenu, le revenu de remplacement, le revenu hebdomadaire garanti, le problème de l'assurance-maladie), pp. 776 à 779; Léon Servais (concernant : la famille, les conséquences économiques, sociales et financières de la dénatalité; les allocations familiales d'orphelins; l'amélioration des allocations familiales; l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité et le contrôle; les dépenses du secteur « mineurs »; la compensation; la gestion des organismes assureurs; la répartition des cotisations), pp. 780 à 786; Warnant (concernant : la complexité de notre législation sociale; la réforme de notre sécurité sociale; les frais d'administration et la politique d'économie; la décentralisation géographique et le regroupement de toutes les tâches sociales concourant au même but; la simplification; le travail de la mère de famille; la scission de la sécurité sociale en deux groupes : les assurances sociales et les allocations familiales; le régime des vacances annuelles; le principe du libre choix du médecin; l'Office national de coordination des allocations familiales; la pension des travailleurs indépendants), pp. 788 et 789; Pontus (examine le problème de la sécurité sociale de la population de la région de l'Est et déclare que ces problèmes doivent trouver une solution dans le cadre d'une convention internationale avec l'Allemagne), pp. 789 à 790.

Reprise de la discussion générale (3 mars 1953).

Reprise de la discussion générale (3 mars 1953).

Reprise de la discussion générale (3 mars 1953).

Discours de MM. Beulers (examine la question des pensions des mineurs), pp. 792 à 793; Duterne (concernant la pension de vieillesse), pp. 793 à 794; Mlle Baers (étudie les dispositions légales relatives à la pension des veuves et souligne la question de la pension de la veuve remariée), pp. 794 à 795; MM. Verbert (concernant : les pensions de vieillesse et les allocations familiales; l'assurance maladie-invalidité; les assurés libres; le problème de la sécurité sociale; la répartition des cotisations; la gestion des mutuelles; les frais d'administration de la sécurité sociale; le recouvrement des cotisations dues par les patrons; les subsides de l'Etat; l'assurance obligatoire; la représentation des mutuelles; lés prestations prioritaires et complémentaires; l'indemnité-invalidité et la suppression du service de rééducation; le contrôle central; les droits des médecins), pp. 795 à 802; Van den Daele, m. t. p. s. (concernant : les améliorations apportées à la législation sociale et le niveau de vie; la réforme de la sécurité sociale; les pensions de vieillesse; la simplification de l'administration par décentralisation; le contrôle; les allocations pour orphelins; les cotisations en matière de maladies professionnelles; les pensions et la sécurité des mineurs; les pensions des veuves; les allocations familiales et la pension des travailleurs indépendants; la situation des organismes assureurs; les prestations complémentaires; la responsabilité des organismes paritaires), pp. 802 à 805; Gabriel (concernant : le Conseil national du travail; le développement des mutuelles; la réforme de l'assurance-maladie; les prestations supplémentaires; la décentralisation, p. 806; Remson (concernant : la délivrance des attestations d'assurabilité, la rééducation professionnelle, les dépenses du secteur « mineurs », l'assurance maladie), pp. 806 à 807; Van Laerhoven (concernant : la pension des mineurs et des veuves, les maladies professionnelles des mineurs, la création de comit

Budgets. — Exercice 1953. — TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE (suite)

pp. 807 à 808; **Glineur** (reproche au ministre de n'avoir pas répondu aux questions qu'il lui a posées et souligne le problème des frais d'hospitalisation), pp. 808 à 809; **Verbert** (observations), p. 809; **Van den Daele**, m. t. p. s. (répond aux questions qui lui ont été posées), pp. 809 à 810. La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (4 mars 1953).

Les articles 1 r à 20 sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 813.

Art. 21. L'amendement de M. Glineur est rejeté, p. 814. Intervention de M. Van den Daele, m. t. p. s., p. 814. L'article 21 est adopté.

Les articles 22 et 23 sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 814. . Art. 24.

L'amendement du gouvernement est adopté.

L'article 24, amendé, est adopté, p. 814.

Art. 25.

Les amendements de M. Pontus sont rejetés, pp. 814 et 815. Intervention de MM. Pontus, Van den Daele, m. t. p. s., pp. 814 à 815.

L'article 25 est adopté.

Les articles 26 et 27 sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 815. Art. 28.

L'amendement de M. Glineur est rejeté, p. 816. Intervention de MM. Glineur et Van den Daele, m. t. p. s., p. 816.

L'article 28 est adopté. Les articles 29 à la fin du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 816.

L'article 24, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté, p. 816.

Discussion des articles du projet de loi (4 mars 1953).

L'article 1er est adopté, p. 816.

Art. 2.

La suppression de cet article est demandée à la fois par le gouvernement, par M. Doutrepont et par la commission unanime. L'article 2 est rejeté, p. 816.

L'article 3 est adopté et devient l'article 2, p. 817.

L'article 2 du projet de loi est remis aux voix et définitivement supprimé, p. 817.

Vote (17 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 88 voix contre 63, p. 892. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION.

Budget du ministère des travaux publics et de la reconstruction pour l'exercice 1953.

- Nº 5-XVI. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 369. Rapport de M. Van den Storme (Crédits relatifs aux

travaux publics).

N° 389. Amendements de M. Cornez.

N° 394. Rapport de M. Custers (Crédits relatifs à la reconstruction).

n. — Projet transmis par la Chambre des représentants, p. 1400 (4 juin 1953). Dépôt du rapport par M. Van den Storme, p. 1553 (18 juin 1953). Dépôt du rapport par M. Custers, p. 1630 (24 juin 1953).

Discussion générale (23 juin 1953).

A cette discussion générale est jointe celle du budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1953, p. 1577.

p. 1577.

Discours de MM. Harmegnies (concernant : le canal de Nimy-Blaton, la traverse de Villerot, la création d'un Fonds des grands travaux, les écluses-bouchons d'Antoing et de Gand, les bâtiments du gouvernement provincial du Hainaut, l'athénée de Binche, les inondations de Quaregnon, le problème routier et l'éclairage des routes, les distributions d'eau), pp. 1577 à 1579; baron Nothomb (concernant : la préparation d'un programme de valorisation du Luxembourg et parties ardennaises des provinces avoisinantes, le problème routier, le problème des barrages et des canaux, la création d'une vaste liaison entre la Meuse et le Rhin), pp. 1579 à 1580; George (souligne la nécessité, pour la région de Charleroi, de développer le canal de Charleroi à Bruxelles et d'améliorer la navigabilité de la Sambre, de Charleroi à Namur, afin de permettre aux industries de cette région d'affronter la concurrence étrangère sur pied d'égalité; demande l'inscription d'un crédit pour la construction d'un nouveau palais de justice à Charleroi), pp. 1580 à 1582; Moulin (concernant : la charge des dépenses militaires; le blocage des travaux communaux, faute de subsides et la réduction des subsides

Budgets.

(suite)

accordés aux communes; le problème du chômage; la mise en service du canal Nimy-Blaton-Escaut; les délais de paiement des entrepreneurs pour les travaux complémentaires réalisés en cours d'exécution; la reprise par l'Etat des chemins de grande communication; la reconstruction du pont Notre-Dame à Tournai), pp. 1582 à 1583; Sobry (concernant : la construction de nouvelles digues; les travaux de désensablement; les routes; les chemins de halage le long de l'Yser et du canal de Lo; les ponts sur l'Yser et le canal de Lo; les chemins ruraux, l'octroi de subsides aux communes et la mise au travail des chômeurs; l'industrie des plants de pommes de terre et la construction de bâtiments à Kaaskerke), pp. 1583 à 1584; Crommen (concernant : l'écluse et le canal de Terneuzen, le port de Gand), pp. 1584 à 1585; Behogne, m. t. p. r. (observations), p. 1585; Sledsens (concernant : les ponts sur le canal Albert, la cession des terrains militaires dans l'agglomération anversoise et les rectifications à exécuter à la route Anvers-Turnhout, la liaison Anvers-Rhin-Rhur, les communications entre Anvers et le Nord du pays, le problème du canal de la Nèthe, l'autostrade Anvers-Bruxelles, l'aménagement de la région du canal Albert en vue de l'établissement de la région du canal Albert en vue de l'établissement de la route et l'institution d'un Fonds des routes pour le réseau de la voirie d'Etat secondaire, le manque de coordination entre les services du département et la complexité de la procédure), pp. 1587 à 1591; Taillard (concernant : le rorressement du réseau routier luxembourgeois et la reconstruction des ponts de cette province), p. 1592; Schot (examine les causes du malaise financier, désapprouve la distinction établie entre les budgets ordinaires, déclare qu'il est nécessaire de prévoir un programme équilibré et de s'y tenir), pp. 1593 à 1594; Yernaux (concernant la modernisation du canal du Hainaut et la création d'un Fonds du canal du Hainaut), pp. 1594 à 1595; Van Hooveld (concernant l'utilité de l'urbanisme, l'h

sement des chaussées le long des voies d'eau, les subventions aux travaux communaux et provinciaux), p. 1595.

Reprise de la discussion générale (24 juin 1953).

Discours de MM. Allewaert (concernant : le canal Roulers-Lys et le pont d'Ingelmunster, l'approbation des travaux communaux et les subsides en la matière, la route Roulers-Harelbeke, p. 1598; Lapaille (concernant : l'amélioration du réseau routier et l'aménagement des accotements, la reconstruction du pont d'Esneux, l'utilisation de la pierre belge), pp. 1598 à 1600; Van den Storme, rapp. (concernant : la politique routière et les voies d'eau; l'élaboration d'un programme en fonction des crédits disponibles; l'importance économique des travaux publics et leur incidence budgétaire; l'étude coordonnée de l'incidence économique, sociale et financière des travaux publics; le lancement d'un emprunt pour les routes; l'utilisation de la taxe sur l'essence pour l'amélioration des routes; la répartition géographique des travaux et le caractère national de certains travaux; les autostrades; l'achèvement des travaux entamés), pp. 1600 à 1602; Goossens (concernant : l'exécution de travaux communaux en vue de la résorption du chômage; le boulevard de ceinture à Termonde; l'ensablement de la Durme; les dégâts causés par le raz-de-marée du 1er février dernier; l'entretien des digues et l'insuffisance des travaux de dragage; la construction de l'école moyenne de Wetteren), p. 1602; Van Peteghem (concernant : le problème de la Durme et du Moervaart; les wateringues, l'entretien des digues et les travaux de dragage; la sécurité de la route), pp. 1603 à 1604; Roelandts (concernant les travaux d'assainissement de la commune de Kessel-Lo); p. 1604; Gabriel (concernant : le port de Gand, le canal Gand-Terneuzen et l'écluse de Terneuzen), p. 1605.

Reprise de la discussion générale (24 juin 1953).

Discours de MM. Behogne, m. t. p. r. (concernant : l'élaboration d'un plan de cinq ans; l'importance économique et sociale des investissements publics; les emprunts spécialisés; la répartition géographique des travaux; répond aux observations formulées en ce qui concerne les voies navigables; les routes, le bâtiment et l'urbanisme), pp. 1607 à 1612; Dierclix (concernant les difficultés de trésorerie et le financement du budget extraordinaire, les recettes réelles des derniers emprunts, les impôts complémentaires, les charges excessives qui rèsent sur nos prix de revient et entravent l'exportation) emprunts, les impôts complémentaires, les charges excessives qui pèsent sur nos prix de revient et entravent l'exportation), pp. 1612 à 1613; Van Buggenhout (concernant : la coopération entre le département et la commission des travaux publics, la discussion tardive du budget, le mode de répartition des crédits. l'intervention de la colonie dans l'établissement des bases militaires sur son territoire, les emprunts sur le marché intérieur, les négociations avec nos alliés en vue de la diminution et de l'ajustement de nos charges militaires), pp. 1613 à 1616; Doutrepont (concernant : le financement des dépenses prévues au budget ordinaire et extraordinaire, l'augmentation du prix de l'essence, la question

- Exercice 1953. — TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION | Budgets. — Exercice 1953. — TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION

(suite)

du paiement exigé par l'armée pour les services qu'elle a rendus à une commune déterminée, le contrôle des subventions que nous payons aux organismes internationaux et le problème constitutionnel qui se pose à ce sujet), pp. 1616 à 1617; colonel De Greef, m. d. n. (concernant : les crédits ordinaires et extraordinaires de la défense nationale et les mesures prises en vue d'adapter les dépenses de la défense aux possibilités financières et économiques du pays, les conséquences de l'étalement des dépenses; les réalisations opérées à l'aide de ces crédits; l'infrastructure de l'O. T. A. N. et la constitution d'unités allemandes), pp. 1617 à 1619; Coulonvaux (examine le problème de l'urbanisme, demande une codification répondant aux normes de l'urmanisme, la reconnaissance du principe de l'indemintée et la décentralisation des services), pp. 1619 à 1620; Janssen, m. f. (concernant : l'exécution du programme militaire établie en 1949; l'équilibre entre tous les secteurs économique, social et militaire; la stabilité financière et l'étalement des dépenses militaires), pp. 1620 à 1623; Buisseret (concernant : la poliitque des investissements publics, le Fonds des routes, la création d'un Fonds spécial et temporaire des voies navigables, l'établissement d'un programme d'ensemble pour l'alimentation en eau du pays, les barrages, le manque d'ingénieurs des ponts et chaussées, la résorption du chômage), pp. 1623 à 1624; Dierckx (déclare que le ministre des finances n'a pas répondu à toutes les questions qu'il lui a posées, demande si l'équilibre financier pourra être assuré par les ressources de trésorerie habituelles), pp. 1624 à 1625; Behogne, m. f. p. r. (répond aux questions qui lui ont été posées), p. 1625.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (24 juin 1953).

L'examen des articles du budget relatifs à la reconstruction est réservé. Les articles du budget relatifs aux travaux publics sont suc-

cessivement mis aux voix et adoptés, p. 1629.

Observations de MM. Van Buggenhout, Struye, Behogne, m. t. p. r., et Pierre De Smet, pp. 1629 à 1630.

Discussion générale (crédits relatifs à la reconstruction) (30 juin 1953).

Discussion générale (crédits relatifs à la reconstruction)
(30 juin 1953).

Discours de MM. Gillon (concernant : la loi de 1947, la durée probable de la période encore nécessaire pour le dédommagement des sinistrés proiritaires et des sinistrés non prioritaires; les mesures à envisager pour l'indemnisation des personnes qui seront payées en dernier lieu; la situation actuelle de la Caisse autonome des dommages de guerre; justifie le vote négatif du groupe libéral), pp. 1678 et 1679; Hanquet (concernant : la suppression de la limite de patrimoine pour les personnes âgées de 65 ans et plus, la situation du monument interallié de Cointe), p. 1679; Meunier (concernant : la mise en application des statuts de reconnaissance nationale, la dislocation des services chargés de la réparation des dommages aux personnes et la procédure des commissions), pp. 1679 à 1680; Jadot (concernant : la liquidation des dommages de guerre et le projet de loi prévoyant le paiement des sinistrés au moyen d'obligations, la réparation des dommages de guerre dans la province de Luxembourg), pp. 1680 et 1681; Nihoul (concernant les réalisations dans le domaine de la réparation des dommages de guerre, le montant des dépenses qui seront effectuées en 1953 pour la réparation des dommages de guerre), pp. 1681 à 1683; Godin (concernant : l'attitude de l'administration des dommages de guerre administration des dommages de guerre au cours des années passées; l'application de la loi du 6 février 1950 et de celle du 10 janvier 1950; la différence d'une direction provinciale à l'autre, dans le nombre de dossiers restant à liquider), p. 1683; Cornez (proteste contre les méthodes de travail imposées au Sénat; commente le rapport de M. Custers en ce qui concerne la réparation des dommages aux sommissions d'agréation; souligne le retard apporté à l'examen de certains projets de loi; critique la non-application de la loi du 24 juillet 1952, le licenciement de certains commissaires de l'Etat et la suppression du ministère de la reconstruction), p. 1687.

Re

Reprise de la discussion générale (30 juin 1953)

Discours de MM. De Man (concernant la rationalisation des méthodes de liquidation des dossiers, les commissions d'appel, le projet de loi prévoyant le paiement des dommages de guerre au moyen d'obligations et les conséquences d'une modification de la loi de 1947 pour les sinistrés), pp. 1691 et 1692; Behogne, m. t. p. r. (répond aux questions qui lui ont

Budgets. — Exercice 1953. —TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION

été posées), pp. 1692 à 1694; Gillon (concernant l'inégalité de traitement existant entre les sinistrés qui seront indemnisés les derniers et ceux qui l'ont été dès le début), pp. 1694 et

La discussion générale est close.

Examen des articles du budget. (Crédits relatifs à la reconstruction) (30 juin 1953).

Les articles 1 à 28 de la section II et 305 à 317 du titre II sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1695.

Art. 324.

Intervention de MM. Cornez et Behogne, m. tr. p. r., p. 1695. Intervention de M. Cornez pour un fait personnel. Observations de MM. le président, Sledsens, De Winter, Moulin et De Coene, pp. 1695 à 1696. Le point 3 de l'article 324 du tableau est adopté. L'article 324 est adopté, p. 1696.

Les articles 325 à la fin du tableau des crédits relatifs à la reconstruction sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1696.

Discussion des articles du projet de loi (30 juin 1953).

Les articles 1 à 3 sont adoptés, p. 1696. L'amendement de M. Cornez, tendant à ajouter un article 4 (nouveau) est retiré, p. 1697.

Vote (30 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 60, p. 1700. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

VOIES ET MOYENS

Budget des voies et moyens pour l'exercice 1953.

Doc. — N° 5-1. Projet de loi.
 N° 80. Projet transmis par la Chambre des représentants.
 N° 89. Rapport de M. P. De Smet.

— Dépôt du rapport par M. P. De Smet, p. 214 (10 décembre 1952).

Discussion générale (16 décembre 1952).

Discussion générale (16 décembre 1952).

A la discussion générale est jointe l'interpellation de M. Dierckx au premier ministre et au ministre des finances « sur la politique financière du gouvernement ».

Discours de MM. Dierckx (concernant la déclaration des recettes et celle des non-valeurs et remboursements, la hausse anormale des trois derniers budgets et son rapport avec les dépenses militaires et les dépenses dans d'autres secteurs, le rapport entre les prévisions budgétaires à l'extraordinaire et les engagements militaires, d'une part, et les recettes extraordinaires possibles en 1953, d'autre part, le décalage entre le rythme des engagements et celui des liquidations, les impôts arriérés, ordinaires et extraordinaires), pp. 263 à 267; P. De Smet, rapp. (concernant le rapport entre les problèmes financiers et les troubles internationaux, la limitation de nos etforts par le maintien de positions saines aux points de vues financier, économique, monétaire et social, l'accroissement des recettes au cours des exercices 1951 et 1952 et les prévisions moins favorables pour le Trésor pour l'exercice 1953, l'accroissement des dépenses de l'Etat et les économies à réaliser, la fiscalité excessive, l'assainissement de la sécurité sociale, la politique des chemins de fer, la coordination de l'activité des différents services publics, le succès de l'emprunt intérieur et la consolidation de la détte flottante), pp. 267 à 269; Harmegnies (concernant les contributions frappant les femmes mariées qui ont une occupation salariée ou autre, les conséquences néfastes qui résulteront du projet de loi en matière de revenu fiscal, déposé par le gouvernement sur le bureau de la Chambre, la solution urgente que nécessite le problème des finances communales) pp. 269 à 271; Allewaert (concernant la simplification des méthodes fiscales, les économies, la décentralisation des méthodes fiscales, les finances communales, les pensions et les allocations familiales, le chômage, l'industrie linière), pp. 271 à 273; Coulonvaux (examine le

Reprise de la discussion générale (17 décembre 1952).

Reprise de la discussion générale (17 décembre 1952).

Discours de MM. Doutrepont (attire l'attention du Sénat sur la résolution adoptée par la 41° conférence interparlementaire, en ce qui concerne le contrôle parlementaire du budget, demande que des mesures draconiennes soient prises pour rentrer dans la légalité, examine la politique financière et la politique générale du gouvernement, déclare que le budget n'est pas en équilibre, étant donné que les recettes sont surévaluées et que certaines dépenses cont sousévaluées et que d'autres ne sont même pas prévues au budget, insiste sur le dépistage de la fraude fiscale et une répression plus efficace, critique la mauvaise méthode des commissions de réforme, déclare qu'il y a moyen de réaliser de sérieuses économies dans l'administration et d'apurer l'arriéré, soulève le problème du contrôle des

Budgets. - Exercice 1953. - VOIES ET MOYENS (suite)

dépenses de réarmement et de défense nationale, condamne la pratique qui tend à considérer certaines recettes extraordinaires comme des recettes ordinaires, demande qu'on limite à cinq ans la réclamation des intérêts sur la réparation des dommages résultant de faits de guerre, pose des questions au sujet des frais d'occupation en Allemagne, de la convention récente avec la Banque Nationale, de l'inconstitutionnalité de la nouvelle méthode en matière de comptabilité budgétaire et ses répercussions, du recouvrement des dommages et intérêts dus par les condamnés pour actes d'incivisme), pp. 275 à 280; Taillard (condamne la politique de préparation à la guerre 1914-1918 et du recouvrement des dommages et intérêts dus par les condamnés pour actes d'incivisme), pp. 275 à 280; Taillard (condamne la politique de préparation à la guerre menée par le gouvernement et fait état des charges considérables qu'elle entraîne pour le pays, estime qu'il est nécessaire de diminuer les dépenses militaires pour revenir à une politique de plein emploi et de progrès social, examine la question du financement du budget extraordinaire et du montant de la dette publique, remarque que parmi les postes en diminution au budget, se trouve celui du travail et de la prévoyance sociale), pp. 280 à 282; Schot (remarque qu'aucun crédit n'est prévu pour l'exécution du Plan Schuman, demande que l'on ne fasse plus la distinction entre budget ordinaire et budget extraordinaire, condamne la fiscalité excessive et examine les moyens d'y remédier, soulève la question des sous-secrétaires d'Etat, des modifications à apporter à l'administration et au statut des fonctionnaires), pp. 282 à 285.

Reprise de la discussion générale (18 décembre 1952).

moyens d'y remédier, soulève la question des sous-secrétaires d'Etat, des modifications à apporter à l'administration et au statut des fonctionnaires), pp. 282 à 285.

Reprise de la discussion générale (18 décembre 1952).

Discours de MM. Bouilly (déclare que le fardeau du réarmement nous contraint à renoncer aux dépenses dites civiles les plus indispensables et demande si nos dépenses militaires assurent notre sécurité nationale, concernant les frais de mise en train du marché commun du charbon et de l'acier, le plafond de la Banque Nationale, le service militaire de vingt-quatre mois, le retournement possible de la conjoncture, la fiscalité écrasante, la simplification fiscale, les crédits supplémentaires, la réforme de la sécurité sociale, l'adaptation des pensions aux conditions de vie actuelles, la taxation des profits extraordinaires, l'enseignement privé, les abus en matière d'allocations familiales, les lenteurs apportées à la liquidation des dossiers de sinistrés, l'octroi aux inciviques de primes pour la construction de maisons « à bon marché », l'équipement de l'hôpital universitaire de Gand), pp. 324 à 326; Vermeylen (concernant les chemins de fer, la conjoncture actuelle, les inexactitudes figurant à certains budgets, l'adaptation de nos prix de charbon, les pensions, la construction d'habitations et la politique du logement), pp. 326 à 328; Van Houtte, p m. (donne un aperçu de la situation budgétaire, de la politique financière en général et de l'évolution de notre politique dans le cadre de nos moyens financieres, expose les caractéristiques du budget pour 1953, la politique suivie et les mesures prises pour la défense de la stabilité de notre monnaie, la façon dont notre politique générale a été adaptée à la situation financière et intégrée dans le programme du gouvernement, répond pas aux graves questions qu'il a soulevées, relève les critiques que le premier ministre ne répond pas aux graves questions qu'il a soulevées, relève les critiques que le premier ministre qui existe en matière fiscale

La discussion générale est close.

Examen des articles du tableau (18 décembre 1952).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 343.

Discussion des articles du projet de loi (18 décembre 1952).

L'article 1er est adopté sans discussion, p. 344.

Art. 2.

M. Doutrepont demande de réserver le vote sur les deux derniers alinéas de cet article, p. 344.
Le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 2 est adopté, p. 344.

Les alinéas 2 et 3 sont réservés, p. 344.

Les articles 3 à 6 sont adoptés sans discussion, p. 344.

Suite de la discussion des articles (23 décembre 1952).

Art. 2.

Intervention de MM. Doutrepont, pp. 367 et 368, Janssen, m. f., Harmegnies, Bouilly, Yernaux, p. 367. L'article 2 est adopté par 84 voix contre 66, p. 369.

# Budgets. - Exercice 1953. - VOIES ET MOYENS (suite)

Vote (23 décembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 64, p. 375. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

### Caisse des Dépôts et Consignations.

Ann. — Transmission du rapport sur les opérations de la Caisse des Dépôts et Consignations pendant l'année 1952, p. 1472 (11 juin 1953).

#### Caisse générale d'Epargne et de Retraite.

Transmission du compte rendu de la situation de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite de Belgique pour l'année 1951, p. 156 (2 décembre 1952).

Transmission du compte rendu de la situation de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite pour l'année 1952, p. 1998 (16 juillet 1953).

Proposition de loi majorant certaines rentes acquises à la Caisse générale de Retraite.

Ann. — Retrait de la proposition par M. Delmotte, p. 510 (29 janvier 1953).

#### ALLOCATION SPÉCIALE.

Projet de loi autorisant la Caisse générale d'Epargne et de Retraite à mettre à la disposition de l'Etat une somme de 100 millions de francs au plus, payable en cinq annuités, en vue de l'attribution d'une allocation spéciale à certains affiliés à la Caisse de Retraite.

Doc. — N° 19. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 49. Rapport de M. Delmotte.
N° 62. Amendement de M. Troclet et consorts.
N° 71. Amendements de MM. De Stobbeleir et Buisseret. Ann. — Projet déposé par M. Janssen, m. f., p. 27 (12 novembre 1952).

Rapport déposé par M. Delmotte, p. 126 (26 novembre 1952).

Discussion générale (2 décembre 1952).

Discussion générale (2 décembre 1952).

Discours de MM. Delmotte, rapp. (concernant la puissance d'achat de la rente, l'aide accordée bénévolement par la Caisse générale de Retraite à ceux qui furent les plus prévoyants, la réparation des métaits des différentes dévaluations de notre monnaie), pp. 156 à 157; baron Nothomb (déclare qu'il est fait face aux besoins les plus urgents, mais que la mesure proposée est insuffisante), p. 157; Buisseret (estime que le projet ne constitue qu'une demi-mesure et est fausse par le fait qu'il se fonde encore sur le partage actuel entre les économiquement faibles et les économiquement forts en classant les petits rentiers parmi ces derniers et que l'Etat devrait garantir aux petits épargnants qu'il leur remboursera la même valeur que ce qu'ils ont déposé), pp. 157, 158 et 163; De Stobbeleir (rend hommage à la compréhension sociale dont a fait preuve la Caisse générale de Retraite, analyse les modifications qui devraient être apportées au présent projet), pp. 158 à 159; Troclet (énumére les propositions socialistes ayant été formulées en la matière, examine la portée du projet et pose la question de la réévaluation), pp. 159, 161 et 163; Moulin (souligne les modifications qui devraient être apportées au présent projet), pp. 162 à 163; Van den Daele, m. t. p. s. (répond aux questions qui lui ont été posées), pp. 162 à 163; Buisseret (demande pourquoi les socialistes veulent assimiler les petits rentiers de la Caisse générale de Retraite aux assurés libres), p. 163; Troclet (déclare que les socialistes assimilent les petits rentiers aux assurés libres dans l'hypothèse où ils ne sont pas d'anciens salariés bénéficiaires de la sécurité sociale, parce que, partant d'un versement idendique, ils veulent leur accorder des avantages identiques), p. 164.

La discussion générale est close. Discussion générale (2 décembre 1952)

La discussion générale est close.

Discussion des articles (2 décembre 1952). Art. 1er.

Intervention de MM. Van den Daele, m. t. p. s., Troclet et De Stobbeleir, p. 164, Moulin, p. 165.

L'amendement de MM. De Stobbeleir et Buisseret est rejeté, p. 165. p. 165. L'article 1er est adopté, p. 165.

Art. 2.

Intervention de MM. De Stobbeleir et Van den Daele, m. t. p. s., p. 165.

p. 105. L'amendement de MM. De Stobbeleir et Buisseret est rejeté, p. 165. L'article 2 est adopté, p. 165.

Les articles 3 à 6 sont adoptés sans discussion, p. 166.

L'amendement de M. Troclet tendant à l'insertion d'un arti-cle 7 nouveau est rejeté par 74 voix contre 55, p. 167. Intervention de MM. Troclet, pp. 166 à 167 et Van den Daele, m. t. p. s., p. 167.

SÉNAT. - TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE 1952-1953.

Caisse générale d'Epargne et de Retraite. — Allocation speciale (suite)

Vote (3 février 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 155 voix et 2 abstentions, p. 173. Se sont abstenus : MM. Troclet et Verbert.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Caisse nationale de crédit professionnel. - V. Commerce et

Capital (Impôt sur le). - V. Impôts.

Casier civil. - V. Droit civil.

### Catastrophes et accidents.

Ann. — Catastrophe minière de Zwartherg. — Le président rend hommage aux victimes; M. Duvieusart, m. a. e. cl. m., s'associe à cet hommage, p. 100 (25 novembre 1952). Catastrophe minière de Framerics. — Le président rend hom-

mage aux victimes, p. 120 (26 novembre 1952). Catastrophe minière de Wasmes. — Le président rend hommage

aux victimes: M. Van Houtte, p. m., s'associe à cet hommage, p. 384 (20 janvier 1953). Inondations du 1er février 1953).

Le président rend hommage aux victimes, p. 513; M. Moyersoen, m. i., s'associe à cet hommage, au nom du gouvernement, pp. 513 et 514 (3 février 1953).

Naufrage du bateau de pêche Z.527-Léopold-Nera. — Le président rend hommage aux victimes; M. Van Houtte, p. m., s'associe à cet hommage, au nom du gouvernement, p. 628 (12 février 1953).

Incendie d'un hangar de l'Otraco à Léopoldville. — Le président rend hommage aux victimes, p. 1422 (9 juin 1953).
 Catastrophe d'aviation de Ekindi. — Le président rend hommage aux victimes, p. 1819 (8 juillet 1953).

# Centre de recherche. — V. Enquêtes.

### Chambres législatives.

Projet de loi tendant à prévenir et réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution. Doc. - Nº 516. Projet transmis par la Chambre des représentants.

# Chambres législatives. - Sénat.

AIOURNEMENT.

Ann. — M. le président propose au Sénat de s'ajourner au 20 janvier 1953, p. 379 (23 décembre 1952).

Le Sénat s'ajourne jusqu'au mardi 21 avril 1953, p. 1019 (26 mars 1953).

(20 mars 1993). Le Sénat s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure, p. 2041 (17 juillet 1953). Discours de MM, le président, Ronse, Van Remoortel et Coulon-vaux, pp. 2041 à 2042. La session législative de 1952-1953 est close à la date du 5 novembre 1953.

# BUREAU DÉFINITIF.

Nomination du bureau définitif (11 novembre 1952).

Nomination du bureau definitif (11 novembre 1932).

'm. — Président : M. Van Remoortel propose la candidature de M. Rolin et déclare qu'une des deux présidences des assemblées législatives devrait être offerte au parti socialiste, p. 4; M. Edgard De Bruyne propose la candidature de M. Struye, p. 5; M. Coulonvaux, déclare que le groupe libéral s'abstiendra au vote pour l'élection du président, p. 5.

M. Struye est réélu président du Sénat, p. 5.

M. Striye est reeiu president du Senat, p. 5.

Vice-présidents: M. Edgard De Bruyne propose de renouveler les mandats des trois vice-présidents, tels qu'ils avaient été conférés lors de la session précédente, p. 5; MM. Van Remoortel et Coulonvaux marquent l'accord du groupe socialiste et du groupe libéral sur cette proposition, p. 5.

M. Van Belle est réélu premier vice-président.

M. Mullie est réélu deuxième vice-président.

M. Catteau est réélu troisième vice-président, p. 5.

Secrétaires: M. Edgard De Bruyne renouvelle, pour l'élection des secrétaires, la proposition qu'il a formulée pour la nomination des vice-présidents, p. 5; MM. Rolin et Coulonvaux déclarent que le groupe socialiste et le groupe libéral sont d'accord sur cette proposition, p. 5.

MM. Hanquet, Bouilly, Mlle Baers, MM. Van Eyndonck, Massonnet et Jespers sont réclus secrétaires du Sénat, p. 5.

Questeurs: M. Edgard De Bruyne renouvelle la proposition qu'il a formulée pour l'élection des vice-présidents, p. 5; M.M. Rolin et Coulonvaux déclarent que le groupe socialiste et le groupe libéral se rallient à cette proposition, p. 5.

Le comte de la Barre d'Erquelinnes, M.M. Doutrepont, Van Buggenhout, De Man et Missiaen sont réélus questeurs du Sénat, p. 5.

#### Chambres législatives. — Sénat. — BUREAU DÉFINITIF (suite)

M. Crommen est nommé secrétaire du Sénat, en remplacement de M. Van Eyndonck, décédé, p. 628 (12 février 1953).
 Mme Ciselet est nommée secrétaire du Sénat, en remplacement de M. Massonnet, démissionnaire, p. 759 (25 février 1953).

#### COMITÉ SECRET.

— Dix membres en ayant formulé la demande, le Sénat se constitue en comité secret pour la discussion du budget des dotations, p. 666 (17 février 1953) et p. 671 (18 février 1953). La séance publique est suspendue, le Sé comité secret, p. 671 (18 février 1953). Sénat se constitue en

#### COMMISSIONS PERMANENTES

OMMISSIONS PERMANENTES.
Ann. — Constitution des bureaux des commissions permanentes, p. 11 (11 novembre 1952).
Maintien de la commission de la reconstruction, p. 12 (11 novembre 1952).
Modifications à la composition des commissions, pp. 14 et 15 (12 novembre 1952).
Modifications à la composition des commissions, p. 63 (19 novembre 1952).

vembre 1952). Modifications à la co (26 novembre 1952). composition des commissions, p. 120

(26 novembre 1952).

Modification à la composition de la commission des finances, p. 253 (11 décembre 1952).

Modification à la composition de la commission des naturalisations, p. 670 (17 février 1953).

Modification à la composition des commissions de la santé publique et des colonies, p. 744 (24 février 1953).

Modification à la composition des commissions des travaux publics et de la santé publique et de la famille, p. 831 (4 mars 1953).

Modification à la composition de la commission des colonies, p. 884 (11 mars 1953).

Modification à la composition de la commission de la santé publique et de la famille, p. 1069 (22 avril 1953).

Modification à la composition de la commission de l'intérieur, p. 1216 (19 mai 1953).

Modification à la composition des commissions du travail et

p. 1210 (19 mai 1953).

Modification à la composition des commissions du travail et de la prémorance sociale et des naturalisations, p. 1630 (24 juin 1953).

Modification à la composition de la commission des affaires économiques, p. 2017 (17 juillet 1953).

Ann. — Modification à la composition de la commission du plan Marshall, p. 353 (23 décembre 1952).

Marshal, p. 353 decembre 1952).

Constitution de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public, p. 670 (17 février 1953).

Constitution d'une commission de 26 membres chargée d'examiner la proposition de déclaration relative à la révision de la Constitution, p. 1449 (10 juin 1953).

### DÉCÈS.

m. — M. le président rend hommage à la mémoire de M. Fernand Demets, gouverneur honoraire de la province de Brabant et ancien sénateur, p. 6 (11 novembre 1952).
M. le président annonce le décès de M. Léonard Leclercq, ancien sénateur, p. 15 (12 novembre 1952).
M. le président rend hommage à la mémoire de M. le sénateur Van Eyndonck, p. 535 (4 février 1953).

Ann. — M. le président annonce la démission de M. le sénateur C. Van Overbergh, p. 8 (11 novembre 1952).
M. le président annonce la démission de M. le sénateur P. De Groote, p. 9 (11 novembre 1952).
M. le président annonce la démission de M. le sénateur Massonnet, p. 717 (24 février 1953).
M. le président annonce la démission de M. le sénateur Broekx, p. 1267 (21 mai 1953).

### MMUNITÉ.

Demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Edmond Leysen en vue d'intenter les poursuites judiciaires du chef d'infraction du règlement de police en matière de roulage.

- Nº 228. Rapport de M. Ancot.

oc. — N° 228. Rapport de M. Ancot.

on. — Demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Leysen, sénateur, p. 840 (10 mars 1953).

M. le président (annonce que le Sénat doit se prononcer sur les conclusions de la commission de la justice tendant à la levée de l'immunité parlementaire de M. Edmond Leysen, en vue d'intenter les poursuites judiciaires du chef d'infraction du règlement de police en matière de roulage, p. 1026; M. Ancot, rapp. (souligne le principe de l'immunité parlementaire, déclare que cette immunité ne constitue pas un privilège, mais une garantie nationale en vue d'assurer le fonctionnement des institutions parlementaires, fait des observations en ce qui concerne l'immunité parlementaire, l'absence de jurisprudence établie en matière d'infractions), pp. 1026 à 1027; M. Kluyskens (estime que le principe de l'immunité

#### Chambres législatives. — Sénat. — IMMUNITÉ (suite)

parlementaire, basé sur une double considération, doit être maintenu intégralement quelle que soit la nature du fait imputé au membre du parlement), pp. 1027 à 1028. Les conclusions du rapport de la commission sont adoptées,

En conséquence, l'immunité parlementaire de M. Leysen est levée (21 avril 1953).

#### INCIDENTS.

— Fait personnel de M. Pholien relatif à la sanction disci-plinaire appliquée à un haut magistrat, p. 27 (12 novem-bre 1952).

Fait personnel de Mme Lambotte relatif à l'ouverture d'une école moyenne à Merksem, Intervention de MM. Yernaux et Crommen. L'incident est clos, p. 197 (9 décembre 1952).

Fait personnel de M. Bouweraerts relatif à l'existence de cer-tains abus dans l'enseignement. Intervention de M. Missiaen. L'incident est clos, p. 200 (9 décembre 1952).

Incident au sujet de l'emploi d'un terme par M. Doutrepont à l'égard du baron Nothomb, pp. 312 à 313 (18 décem-bre 1952).

M. Moulin demande des précisions au ministre des communi-

M. Moulin demande des precisions au ministre des communications au sujet de la suppression de la ligne de chemin de fer entre Renaix et Lessinnes.
 M. Segers, m. c., répond qu'il examinera ce problème en tenant compte de ses incidences financières sur le plan de l'économie générale de la S. N. C. F. B. et en mettant en parallèle les intérêts tant des usagers que du personnel, p. 316.
 L'incident est clos (18 décembre 1952).

Rappel au reglement par M. Gillon, concernant la question d'ajournement prévue à l'article 25, § 2. Observations de M. le président, p. 482 (28 janvier 1953).

Rappel au règlement par M. Rolin au sujet des ordres du jour

amendes.

M. le président déclare qu'en vertu de l'article 96 du règlement, une commission spéciale étudiera la question.

Observations de M. Gillon.

L'incident est clos, p. 515 (3 février 1953).

M. Harmegnies insiste sur le fait que l'urgence a été demandée pour l'interpellation aux ministres des travaux publics et des communications « sur les graves inconvénients résultant des dispositions tendant à enlever à l'administration des routes l'Office de la circulation routière », et demande qu'elle ait lieu avant qu'il ne soit pris d'arrêté en la matière, p. 824. M. Bouilly appuie la demande formulée par M. Harmegnies, p. 825

L'incident est clos, p. 825 (4 mars 1953).

M. Bouilly demande au ministre des affaires économiques et des classes moyennes une mise au point en ce qui concerne le chômage que sévit dans l'industrie charbonnière, chômage que d'aucuns imputent au plan Schuman.

M. Duvieusart, m. a. e. c. m., déclare que nous nous trouvons devant un problème ancien, exprime l'espoir que la Communauté charbon-acier aidera à résoudre les problèmes avec plus de facilité, dit tout l'intérêt que porte le gouvernement à cette question, pp. 1191 à 1192 (6 mai 1953).

Fait personnel de M. Cornez, qui s'estime visé par une affirmation inexacte d'un membre de l'assemblée, p. 1223 (19 mai 1953).

Fait personnel de M. Cornez relatif à une observation faite par le ministre des travaux publics et de la reconstruction, p. 1696 (30 juin 1953).

Fait personnel de M. Pontus relatif au redressement de cer-taines injustices dont furent victimes les fonctionnaires des régions rédimées. Observations de M. Segers, m. c., p. 1697 (30 juin 1953). L'incident est clos.

M. De Boodt fait appel à l'article 23 du règlement et demande que M. Cornez soit rappelé à l'ordre.

Observations de M. le président et de MM. Cornez, Vermeylen, De Boodt, Stedsens, De Winter, Bouilly, René Desmedt, Rolin, le comte de la Barre d'Erquelinnes, le vicomte Cossée de Maulde, Van Buggenhout, pp. 1719 à 1724 (1° juillet 1953).

L'incident est clos.

M. le président ayant proposé un ordre du jour, M. Harmegnies demande que la proposition de loi sur les finances provin-ciales et communales soit discutée en premier lieu et demande

Claies et communales soit discittée en premier neu et de le vote par appel nominal. Observations de M. Vermeylen, Coulonvaux et Schot. La proposition de M. le président est adoptée par 7 contre 72 et 1 abstention, p. 1745 (2 juillet 1953). S'est abstenu : M. Hoste. 79 voix

Rappel au règlement par M. Schot, concernant le droit de justifier son vote.

Observations de M. le président, p. 1903 (14 juillet 1953).

#### Chambres législatives, - Sénat (suite)

LISTES.

Doc. — N° 1. Liste alphabétique des membres du Sénat.
 N° 2. Liste des membres du Sénat et de leurs suppléants.
 N° 3. Liste des projets de loi dont le Sénat est saisi.
 N° 4. Liste des commissions permanentes.

OUVERTURE DE LA SESSION.

Ann. — Mme Spaak, døyenne d'âge, déclare ouverte la session ordinaire 1952-1953, p. 4 (11 novembre 1952).

Doc. — N° 27. Pétitions sur lesquelles la commission a statué. — Feuilleton n° 1.

N° 267. Pétitions sur lesquelles la commission a statué. — Feuilleton n° 2.

N° 480. Pétitions sur lesquelles la commission a statué. — Feuilleton n° 2.

Feuilleton no

RÈGLEMENT.

Revision du règlement : proposition de modification des articles 17, 32 et 34.

Doc. - Nº 229. Proposition du baron Nothomb et consorts.

Dépôt de la proposition par le baron Nothomb, p. 982
 (25 mars 1953).

. VALIDATION DE POUVOIRS.

— Validation des pouvoirs de M. Molter, appelé a rem-placer M. De Groote, sénateur coopté démissionnaire (25 no-membre du Sénat, p. 101. Ann. -

M. Doutrepont donne lecture dans les deux langues nationales du rapport concluant à l'admission de M. Molter comme membre du Sénat, p. 100.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

M. Molter prête serment, p. 100.

Validation des pouvoirs de M. Houben, appelé à remplacer M. Van Overbergh, sénateur provincial du Brabant, démissionnaire (25 novembre 1952).

sionnaire (25 novembre 1952).

M. Jespers donne lecture dans les deux langues nationales du rapport concluant à l'admission de M. Houben comme membre du Sénat, p. 101

Les conclusions du rapport sont adoptées.

M. Houben prête serment, p. 101.

Validation des pouvoirs de M. Somers, appelé à remplacer M. Van Eyndonck, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, décédé (19 février 1953).

MM. Léon Servais et Jespers donnent lecture respectivement en langue française et en langue néerlandaise du rapport concluant à l'admission de M. Somers comme membre du Sénat, p. 684.

cluant à l'admission de M. Somers comme membre du Sénat, p. 684.
Les conclusions du rapport sont adoptées, p. 684.
M. Somers prête serment, p. 719 (24 février 1953).

Validation des pouvoirs de M. Gilson, appelé à remplacer M. Massonnet, sénateur des arrondissements Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton, démissionnaire (25 janvier 1953).

vier 1953).

Mme Lambotte donne lecture, dans les deux langues nationales, de son rapport concluant à l'admission de M. Gilson comme membre du Sénat, p. 756.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

M. Gilson prête serment, p. 756 (25 février 1953).

Validation des pouvoirs de M. Philips, appelé à remplacer M. Broekx, sénateur coopté démissionnaire (3 juin 1953).

Lecture du rapport concluant à l'admission de M. Philips comme membre du Sénat, en langue française par M. Maurice Servais et en langue flamande par M. Jespers.

Les conclusions des rapports sont adoptées, p. 1386.

M. Philips prête serment, p. 1386 (3 juin 1953).

Champs des manœuvre. - V. Armée

Charbon. - V. Commerce et industrie.

Chemins de fer (Transports par). — V. Affaires étrangères : Communications.

Chevrons de front. — V. Guerre.

Cinéma. - V. Enfance.

Classes moyennes. — V. Habitations.

Code de commerce. — V. Droit commercial.

Code pénal. - V. Droit pénal.

Colis postaux. — V. Affaires étrangères : Communications.

Colonies.

CONSEIL COLONIAL.

Ann. — Communication de M. le ministre des colonies concernant la nomination d'un membre au Conseil colonial, p. 170 (3 décembre 1952).

Colonies. — CONSEIL COLONIAL (suite)

L'assemblée unanime renouvelle le mandat de M. Laude, membre sortant du Conseil colonial, p. 214 (10 décembre 1952).

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES. - EXERCICE 1951.

Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémen-taires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépen-ses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951.

Doc. — N° 128. Exposé des motifs et projet de loi. N° 273. Rapport de M. Estienne.

- Dépôt du projet par M. Dequae, m. c., p. 421 (21 jan-Ann. -

vier 1953).

Dépôt du rapport par M. Estienne, p. 1171 (5 mai 1953).

Discussion générale jointe à celle du budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953, p. 1377 (2 juin 1953). Discussion des articles des tableaux (4 juin 1953).

Les articles des tableaux I et II sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1410.

Discussion des articles du projet de loi (4 juin 1953).

Les articles 1 à 6 sont adoptés sans discussion, pp. 1410 à 1411.

Vote (11 juin 1953). L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 70,

p. 1478.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octo-bre 1952 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1951. Doc. — N° 201. Exposé des motifs et projet de loi. N° 274. Rapport de M. Estienne.

N. — Dépôt du projet de loi par M. Dequae, m. c., p. 861 (10 mars 1953).
 Dépôt du rapport par M. Estienne, p. 1171 (5 mai 1953).
 Discussion générale jointe à celle du budget du ministère des colonies pour l'exercice 1953, p. 1377 (2 juin 1953).

Discussion de l'article unique (4 juin 1953).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 1411.

Vote (11 juin 1953).

L'ensemble du projet est adopté par 85 voix contre 70, p. 1478. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représen-

EXERCICE 1952.

Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi de

Pexercice 1952.

Doc. — N° 485. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Dequae, m. c., p. 1998 (16 juillet 1953).

# DÉCRETS.

Proiets de décret :

1° a) Renouvelant et prorogeant pour deux ans les droits exclusifs de recherches minières de la société « Somuki » dans les blocs « Mweri », « Heha » et « Gomvi »;
b) Octroyant un permis d'exploitation à la société Symétain pour le polygone dénommé « Mboku-Sud »;

2° Approuvant trois conventions, conclues le 13 décembre 1951, le 31 janvier 1952 et le 29 juillet 1952, entre la colonie et la Société d'Elevage de la Luilu et octroyant un droit de choix de 200,000 hectares de terres de pacage dans le district du Haut-Lomami;

3° a) Renouvelant pour deux ans les droits exclusifs de recher-ches minières de la société Géornanda dans le bloc dénomme « Kahale »;

b) Octroyant un permis d'exploitation à la société Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) pour le polygone dénommé Olea; c) Octroyant un permis d'exploitation à la Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi (Minétain) pour le polygone dénommé « Mine de Bugambira ».

- Transmis par le ministre des colonies, p. 10 (11 novembre 1952).

Projets de décret :

a) Octroyant deux permis d'exploitation à la Compagnie minière de l'Urega (Minerga), pour les polygones dénommés « Webira A » et « Webira B »;
b) Octroyant un permis d'exploitation à la Compagnie minière du Nord de l'Ituri (Cominor) pour le polygone dénommé « Ituri »;

c) Octroyant deux permis d'exploitation à la Société minière du Lualaba (Miluba) pour les polygones dénommés « Ugugu » et « Otomoli »;

#### Colonies. - DÉCRETS (suite)

d) Octroyant deux permis d'exploitation à la société Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) pour les polygones dénommés « Kisulu 3 » et « Hiatus Watamba Kisulu ».
 Ann. — Transmis par le ministre des colonies, p. 210 (10 décembre 1952).

### Projets de décret :

- Octroyant trois permis d'exploitation à la Société minière du Lualaba (Miluba) pour les polygones dénommés « Kamele », « Mabelu » et « Kanzele »;
- Octroyant un permis d'exploitation à la Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi (Minétain) pour le polygone dénommé « Mine de la Bijojo »;
- 3º Octroyant un permis d'exploitation à la société Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) pour le polygone dénommé « Kalon-
- 4º Octroyant un permis d'exploitation à la société Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) pour le polygone dénommé « Hamma »;
- 5° Octroyant un permis d'exploitation à la Société minière du Lualaba (Miluba) pour le polygone dénommé « Pulubu A »;
- 6° Octroyant deux permis d'exploitation à la Société minière du Lualaba (Miluba) pour les polygones dénommés « Kala-muli » et « Lokalia D »;
- 7º Octroyant un permis d'exploitation à la Compagnie des Mines d'Etain de la Belgika (Belgikaétain) pour le polygone dénommé « Kalulu-Wolfram »;
- 8º Octroyant un permis d'exploitation à la société Les Mines d'Or et d'Etain de Kindu (Kinorétain) pour le polygone dénommé « Bieli »
- Octroyant des permis d'exploitation à la Compagnie minière des Grands Lacs africains pour les polygones dénommés « Luho II », « Luiso I » et « Luiso II »;
- 10° Octroyant deux permis d'exploitation à la Compagnie minière de l'Urega (Minerga) pour les polygones dénommés « Bloc Nord Lugulu III A » et « Bloc Nord Lugulu IV A ».

  Ann. Transmis par le ministre des colonies, p. 512 (3 fé-
- vrier 1953).
- Projet de décret octroyant un permis d'exploitation a la Com-pagnie minière du Nord de l'Ituri (Cominor) pour le poly-gone dénommé « Nduye ».
- Transmis par le ministre des colonies, p. 716 (24 février 1953).
- Projet de décret approuvant la convention conclue le 12 jan-vier 1953 entre le Comité spécial du Katanga et la Société de recherche minière du Sud-Katanga (Sud-Kat).
- Transmis par le ministre des colonies, p. 887 (17 mars 1953).

# Projets de décret :

- 1° Approuvant une convention conclue le 28 octobre 1952, entre la colonie et la Société des Mines d'Or de Kilo-Moto et ayant pour objet de modifier la convention du 26 mai 1931, par laquelle la colonie mettait gratuitement à la disposition de la société un terrain de 250 hectares à usage industriel, situé à Watsa (district du Kibali-Ituri);
- 2° Approuvant une convention conclue le 30 janvier 1953, entre la colonie et la Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga et la Compagnie des Chemins de Fer Katanga-Dilolo-Léopoldville et ayant pour objet de compléter la convention du 13 avril 1927, approuvée par décret du 23 juillet 1927, en vue de la création d'une ligne de chemin de fer entre Kamina et Kabongo.

  Ann. Transmis par le ministre des colonies, p. 1154 (5 mai 1953).
- Ann.
- Projet de décret octroyant un permis d'exploitation à la Com-pagnie des Mines d'Etain de la Belgika iBelgika-Etain) pour le polygone dénommé « Tukombo I ».
- Ann. Transmis par le ministre des colonies, p. 1496 (16 juin 1953).

### Projets de décret :

- a) Renouvelant, pour deux ans, les droits exclusifs de recherches minières de M. F. Van Baelen, dans les blocs dénommés « Kitanga, Tsogo, Runyankezi, Gisitwe et Luvironza »;
  b) Renouvelant, pour deux ans, les droits exclusifs de recherches minières de la Compagnie Minière en Afrique orientale (Minafor), dans les blocs dénommés « Karbona, Bijojo-Sud, Mulambi, Bitsibo et Nuyaga ».
  Ann. Transmis par le ministre des calcules » 1776 (7 initial.
- Transmis par le ministre des colonies, p. 1776 (7 juil-let 1953).

### ). T. R. A. C. O.

Ann. — Transmission des comptes approuvés de prévision des recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires relatifs à l'exercice 1952 de l'Office. — Transmis par le ministre des colonies, p. 156 (2 décembre 1952).

#### Colonies. - O. T. R. A. C. O. (suite)

Transmission des comptes de prévision et d'un amendement aux comptes approuvés de prévision de recettes et de dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires relatifs à l'exer-cice 1953 de l'O. T. R. A. C. O. — Transmis par le minis-tre des colonies, p. 1025 (21 avril 1953).

# PROCÉDURE PÉNALE MILITAIRE.

Projet de loi organisant, en ce qui concerne les bases métropo-litaines d'Afrique, la poursuite et la répression des infrac-tions et modifiant certaines dispositions du titre II, du Code de procédure pénale militaire.

#### Nouvel intitulé.

Projet de loi organisant, en ce qui concerne les bases métropolitaines d'Afrique, la poursuite et la répression des infractions, modifiant certaines dispositions du titre II du Code de procédure pénale militaire et donnant au gouverneur général du Congo belge le droit de réquisitionner les troupes et les moyens des bases.

Doc. — N° 396. Rapport de M. Van Remoortel.

— Dépôt du rapport par M. Van Remoortel, p. 1676 (25 juin 1953).

Discussion générale (30 juin 1953).

Discours de MM. Van Remoortel, rapp. (déclare que les dispositions du projet seront applicables non seulement à la base de Kamina, mais à toutes les bases militaires qui seront aménagées à la colonie, remarque que le titre a trait à la poursuite et à la répression des infractions, alors qu'une disposition additionnelle du projet donne au gouverneur général du Congo un droit de réquisition sur les troupes et les moyens des bases, propose de modifier l'intitulé du projet), p. 1706; le colonel De Greef, m. d. n. (se rallie à la proposition du rapporteur), p. 1706.

Le Sénat marque son accord sur le nouvel intitulé, p. 1706.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (30 juin 1953). Les articles 1er à 21 sont adoptés sans discussion, pp. 1706

à 1702. L'article 22 amendé est adopté, p. 1709. L'article 22 amendé est remis aux voix et définitivement adopté.

Vote (2 juillet 1953). L'ensemble du projet de loi est adopté par 149 voix contre 3,

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants. Rectification de vote (8 juillet 1953).

M. Van Remoortel ayant omis de signer son bulletin, demande qu'il soit tenu compte de son vote.
 M. le président donne acte de cette déclaration, p. 1801.

Colonies. - V. aussi . Affaires étrangères : Travail.

Commerçants. — V. Droit commercial. V. aussi : Pensions : Vieillesse.

Commerce de détail. — V. Impôts: Taxe sur le chiffre d'affaires. V. aussi: Commerce et industrie: Police de commerce. V. aussi: Commerce et industrie: Réglementation du com-

### Commerce et industrie.

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT PROFESSIONNEL.

Ann. — Transmission d'un exemplaire du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 1952 de la Caisse nationale de crédit professionnel, p. 1215 (19 mai 1953).

Proposition de loi portant augmentation du capital de la Caisse national de crédit professionnel.

Doc. - N° 107. Proposition de M. Flamme. N° 497. Rapport de M. Slegten.

- Dépôt de la proposition par M. Flamme, p. 322 (18 décembre 1952). rise en considération. — Renvoi à la commission, p. 385

(20 janvier 1953).

Proposition de loi portant relèvement du plafond des engage-ments de la Caisse nationale de crédit professionnel.

- Nº 234. Proposition de M. Santens.

N° 496. Rapport de M. Slegten.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Santens, p. 1019
(26 mars 1953). Prise en considération, p. 1026 (21 avril 1953).

Projet de loi régularisant le système de péréquation de certains frais, instauré dans l'industrie et le commerce du charbon.

Doc. - Nº 108. Rapport de M. De Winter.

Ann. — Depo. bre 1952). - Dépôt du rapport par M. De Winter, p. 349 (18 décem-

### Commerce et industrie. — CHARBON (suite)

Discussion générale (4 février 1953).

Discours de MM. De Winter, rapp. (examine la portée du projet), p. 551; Duvieusart, m. a. e. cl. m. (observations), p. 551. La discussion générale est close.

Discussion des articles (4 février 1953).

Les articles 1 à 7 sont adoptés sans discussion, pp. 551 à 553. Vote (12 février 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 140 voix contre 3, Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi relative au problème charbonnier.

Discussion générale (25 novembre 1952).

n. — Discussion générale (25 novembre 1952).

Discours de MM. De Winter, rapp, (expose la portée de la proposition et demande de suivre l'avis négatif de la commission), pp. 109 à 110; Vreven (donne les motifs du vote négatif du groupe libéral et insiste sur la nécessité du rééquipement de nos mines et du recrutement de la maind'œuvre), pp. 110 à 111; De Block (examine les points principaux de la proposition et déclare que le groupe socialiste émettra un vote affirmatif), pp. 111 à 113; Boulanger (motive le vote négatif du groupe communiste), p. 113.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (25 novembre 1952).

M. Rolin demande le vote par appel nominal. L'article 1er est rejeté par 84 voix contre 41, p. 113. En conséquence, l'ensemble de la proposition de loi est rejeté,

Projet de loi modifiant la loi du 13 août 1947 instituant le Conseil national des charbonnages ainsi que l'Institut national de l'industrie charbonnière.

Doc. — N° 322. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 362. Rapport de M. Leemans.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Duvieusart, m. a. e. cl. m., p. 1384 (2 juin 1953).

Dépôt du rapport par M. Leemans, p. 1534 (17 juin 1953).

Discussion générale (1er juillet 1953).

Discours de M. Leemans, rapp. (expose la portée du projet), pp. 1714 à 1715.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (1er juillet 1953).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 1715.

Vote (2 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 152 membres présents, p. 1746.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Rectification de vote (8 juillet 1953).

M. Van Remoortel ayant omis de signer son bulletin demande qu'il soit tenu compte de son vote.
M. le président donne acte de cette déclaration, p. 1801.

Projet de loi relatif à la concessibilité des réserves charbon-nières de la Campine.

Doc. — N° 374. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt du projet par M. Duvieusart, m. a. e. c. m., p. 1595
(23 juin 1953).

Proposition de loi portant modification de la loi du 13 août 1947 instituant le conseil national des charbonnages ainsi que l'Institut national de l'industrie charbonnière.

Doc. - Nº 463. Proposition de M. Leemans.

— Dépôt de la proposition par M. Leemans, p. 1956 (15 juillet 1953).

ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET ARTISANALES.

Projet de loi concernant l'aide à la création, à l'extension et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales.

Nouveau titre : Projet de loi concernant l'aide à da création, à l'extension, au rééquipement et à la rationalisation d'entreprises industrielles et artisanales.

N° 261. Rapport de M. Leemans.
N° 305. Amendement de MM. Molter et Goossens au texte adopté par la commission.

Ann. — Dépôt du projet par M. Duvieusart, m. a. e. c. m., p. 12 (11 novembre 1952).
Dépôt du rapport par M. Leemans, p. 1904 (23 avril 1953).

Discussion générale (19 mai 1953).

Discours de MM. Leemans, rapp. (expose la portée du projet), p. 1232; De Block (concernant : l'accroissement du chômage structurel, le crédit aux entreprises, le manque de coordination entre les entreprises, la recherche scientifique), pp. 1232 à 1233; Marien (demande que des mesures plus efficientes soient prises à bref délai, observations relatives au mémoire soumis au gouvernement par la F. I. B.), pp. 1233 à 1234; Duvieusart, m. a. e. c. m. (examine les

Commerce et industrie. — Entreprises industrielles et artisa-NALES (suite)

innovations apportées par le projet : la garantie de l'Etat pour des opérations de crédit consenties en faveur d'indus-tries nouvelles et d'entreprises artisanales, la réduction du taux d'intérêt pour certaines opérations de crédit, répond aux objections formulées au cours du débat), pp. 1234 à 1235 1235

La discussion générale est close.

Discussion des articles. (19 mai 1953).

Les articles 1er et 2 sont adoptés, p. 1235.

Amendement de MM. Molter et Goossens, p. 1235. Intervention de MM. Molter, Duvieusart, m. a. e. c. m., Goossens, Leemans, rapp., p. 1236; Marien et Rolin, p. 1237. Le vote sur l'amendement et sur l'article 3 est réservé.

Les articles 4 à 9 sont adoptés, p. 1237.

Vote sur l'amendement et sur l'article réservé (20 mai 1953).

L'amendement de MM. Molter et Goossens est adopté.
L'article 3 amendé est adopté, p. 1240.
L'article 3 est remis aux voix et définitivement adopté, p. 1240.
Le Sénat approuve le nouvel intitulé proposé par la commission, p. 1240.

Vote (21 mai 1953).

MM. Buisseret et le baron de Dorlodot justifient leur vote.

p. 1268.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 149 voix et 1 abstention, p. 1268.
S'est abstenu : M. Van Loenhout.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

OFFICE NATIONAL DU DUCROIPE.

Ann. — Transmission du rapport sur l'activité de l'Office national du Ducroire pour l'exercice 1951, p. 10 (11 novembre 1952).

ORGANISATION DE L'ÉCONOMIE.

Projet de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Doc. — N° 222. Rapport de M. Leemans.
N° 244. Amendements proposés par MM. Troclet et Moulin au texte présenté par la commission.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Leemans, p. 956 (19 mars 1953).

Discussion générale (25 mars 1953).

Discussion generale (25 mars 1955).

Discours de MM. Leemans, rapp. (concernant les modifications à apporter à la législation relative aux conseils d'entreprises), p. 980; Marien (espère que les modifications envisagées permettront aux conseils d'entreprises de faire œuvre constructive), pp. 980 à 981; De Block (concernant l'introduction d'un règlement obligatoire en matière de fonctionnement des conseils d'entreprises), p. 981.

Ajournement (26 mars 1953).

M. le président (déclare que M. Troclet lui a fait part de son intention de déposer des amendements et qu'il propose en conséquence d'ajourner le projet), p. 998; Duvieusart, m. a. e. c. m. (regrette que ces amendements n'aient pas été déposés plus tôt), p. 998.

La proposition d'ajournement est adoptée.

Discussion générale (6 mai 1953).

Discussion generale (6 mai 1953).

Discours de MM. Troclet (souligne le caractère social du projet, fait des observations au sujet de l'examen en commission, examine le problème des conseils d'entreprises), pp. 1184 à 1186; Boulanger (motive l'abstention du groupe communiste), p. 1186; Leemans, rapp. (répond aux observations formulées par M. Troclet), pp. 1186 à 1187.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (6 mai 1953).

L'article 1er est adopté sans discussion, p. 1187. Art. 2.

Art. 2.

Intervention de MM. Troclet, pp. 1187 et 1189; Duvieusart, m. a. e. c. m., Bouilly, p. 1188.

L'amendement de MM. Troclet et Moulin est rejeté, p. 1189. Intervention de MM. Troclet, Duvieusart, m. a. e. c. m., pp. 1189 et 1190; Van Buggenhout et De Block, p. 1190. Le vote sur le second amendement de M. Troclet et sur l'article 2 est réservé.

Suite de la discussion des articles (7 mai 1953).

Art. 2.

Le second amendement de M. Troclet est rejeté par 84 voix contre 42. Intervention de M. Troclet. L'article 2 est adopté, p. 1194.

Les amendements de M. Troclet au 7°, 8° et 9° (ancien 10°), du § 3, de l'article 3, sont adoptés, p. 1196. Intervention de MM. Troclet et Van den Daele, m. t. p. s., L'amendement de M. Troclet au 10° (ancien 11°) du § 3 est

Commerce et industrie. - ORGANISATION DE L'ÉCONOMIE (suite)

Les amendements de M. Troclet au § 4 de l'article 3 sont

retires.
Intervention de MM. Troclet et Van den Daele.
L'amendement de M. Troclet au § 5 de l'article 3 est adopté.
Intervention de MM. Troclet et Van den Daele, p. 1197.
L'article 3 amendé est remis aux voix et définitivement adopté, p. 1198.

#### Vote (7 mai 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 148 voix contre 1 et 4 abstentions, p. 1204.
Se sont abstenus : MM. Boulanger, le vicomte Cossée de Maulde, Glineur et Taillard.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi créant un Ordre des reviseurs d'entreprises.

Nouveau titre : Projet de loi créant un Institut des reviseurscomptables.

Titre réamendé par la Chambre des représentants : Projet de loi créant un Ordre des reviseurs d'entreprises.

c. — N° 28. Amendement proposé par M. Boulanger au texte présenté par les commissions.
 N° 29. Amendements proposés par M. Van Loenhout au texte présenté par les commissions.
 N° 31. Amendements proposés par M. Schot au texte des commissions.

missions. N° 32

N° 32. Amendement proposé par M. Godin.
N° 33. Amendements proposés par MM. Coulonvaux et Servais (Maurice).
N° 34. Amendement proposé par MM. Buisseret et De Stob-

N° 34. Amendement proposé par MM. Buisseret et Be Stobbeleir.
N° 35. Amendements présentés par le gouvernement.
N° 38. Amendement proposé par MM. Ancot et Coulonvaux.
N° 39. Amendement proposé par MM. De Block et Desniet (L.)
au texte présenté par les commissions.
N° 40. Amendement proposé par M. Vermeylen.
N° 42. Amendement proposé par M. Dierckx.
N° 44. Amendement proposé par M. Van Hemelrijck.
N° 45. Texte adopté par le Sénat au premier vote.
N° 81. Rapport complémentaire de M. Van Hemelrijck.
N° 356. Projet réamendé par la Chambre des représentants.
N° 405. Rapport de M. Van Hemelrijck.
N° 438. Amendement proposé par M. Marien.

Dépôt du rapport par M. Van Hemelrijck, p. 208

Ann. — Dépôt du rapport par M. Van Hemelrijck, p. 208 (9 décembre 1952).

# Discussion générale (18 novembre 1952).

Discours de MM. Van Hemelrijck (concernant : la différence entre la conception de la Chambre des représentants et celle des commissions réunies du Sénat, l'évolution du projet, le titre du projet, la compétence des reviseurs d'entreprises, la vérification et la certification des comptes d'entreprises, le mandant, l'accès à la profession, les incompatibilités, la rémunération, l'administration et l'organisation de l'Institut, les mesures transitoires), pp. 50 à 53; Marien (concernant : les principes à la base du projet, les divergences au sujet de la mission à confier aux reviseurs et des conditions d'admission, la limitation de l'accès à la profession, la situation matérielle des reviseurs, le problème du reviseur unique), pp. 53 à 54; L. Desmet (concernant : les conséquences de la constitution de ce corps, la création d'un institut ou d'un ordre, l'âge d'admission, l'admission de non-universitaires, le programme des cours préparatoires et de l'examen de fin de stage, la période transitoire, les liens qui unissent le projet de loi actuel à la loi sur les conseils d'entreprise de 1948), pp. 55 à 56; Maurice Servais (concernant : l'accès à la profession, l'âge, la formation théorique, le contrôle des connaissances pratiques, des aptitudes et de l'expérience profession nouvelle est inopportune), pp. 56 à 57; Schot concernant : le but et l'utilité de la loi et les modifications nécessaires, la possibilité pour les reviseurs d'entreprises d'être commissaires de sociétés, les honoraires du reviseur d'entreprises, le diplôme requis, le caractère de la profession et la portée des restrictions), pp. 57 à 59; Vermeylen (concernant : la valeur de la certification, l'interprétation de la vérification, les honoraires, le secret professionnel), p. 59; De Block (concernant : l'organisation de la profession, l'importance de ce projet dans le cadre des réformes de structure, l'abolition du terme « ordre » et le maintien du terme « reviseur d'entreprises), pp. 59 à 61; Coulonvaux (estime qu'un examen au sein des commissions réun

# Renvoi en commission (18 novembre 1952).

MM. Servais, Maurice, et Coulonvaux demandent l'ajournement de la discussion des articles et le renvoi de tous les amendements aux commissions réunies. M. Duvieusart, m. a. e. c.\* m. (concernant : l'accueil réservé au projet, les amendements présentés et le renvoi en commission), p. 61.

La proposition de renvoi est retirée, p. 61.

Commerce et industrie. - ORGANISATION DE L'ÉCONOMIE (suite)

Reprise de la discussion générale (19 novembre 1952).

Discours de MM. Duvieusart, m. a. e. c. m. (déclare que les réformes de structure ayant pour base la collaboration sociale dans le domaine économique postulent des bases de renseignements financiers et économiques certaines et claires, répond aux questions qui ont été posées), pp. 64 à 65; Schot (demande des précisions au sujet du secret professionnel), p. 64; Coulonvaux (demande si la conclusion d'un reviseur comptable choisi par la direction de l'entreprise peut être opposée avec la même force probante aux conclusions du reviseur choisi par le conseil d'entreprise, souligne l'importance de la question du secret professionnel), pp. 65 à 66; Schot (estime que la question de la force probante des constatations ou des travaux des reviseurs est étrangère au projet de loi et qu'il y a lieu en cette matière, de compléter la loi de 1948 sur les conseils d'entreprise), p. 66; Van Hemelrijck (concernant la valeur de la certification), p. 66.

La discussion générale est close. Reprise de la discussion générale (19 novembre 1952).

La discussion générale est close.

Discussion des articles (19 novembre 1952).

La question de l'intitulé sera discutée à la fin de l'examen des

Article 1er.

Article 1<sup>cr</sup>.

Les amendements de M. Van Loenhout et l'amendement de MM. De Block et Louis Desmet sont rejetés.

Intervention de MM. Van Loenhout, De Block, Van Hemelrijck, Duvieusart, m. a. e. c. m., Orban, Coulonvaux, Maurice Servais, Schot, pp. 67 et 68.

L'article 1<sup>cr</sup> est adopté, p. 68.

L'article 2 est adopté sans discussion, p. 68.

#### Art. 3.

L'amendement de M. Schot est rejeté, p. 71.
L'amendement de M. Van Loenhout est retiré, p. 70.
L'amendement de M. Coulonvaux est adopté, p. 71.
Intervention de MM. Ancot, Rolin, Van Hemelrijck, Van Loenhout, Dusieusart, m. a. é. c. m., Schot, Coulonvaux, Maurice Servais et Dierickx, pp. 69 et 71.

L'article 3 amendé est adopté, p. 71.

#### Art. 4.

Les amendements de MM. Coulonvaux et Maurice Servais sont rejetés, p. 72 et 74.
Les amendements du gouvernement sont adoptés, pp. 72 et 75.
La modification de forme proposée par le rapporteur est adopté.

L'amendement de M. Boulanger, sous-amendé par M. Schot,

est rejeté, p. 76.
Intervention de MM. Maurice Servais, Van Hemelrijck, Coulonvaux, Vermeylen, Duvieusart, m. a. é. c. m., Marien, Dierckx, Boulanger, Schot et Hoste, pp. 73 à 76.

Renvoi en commission (19 novembre 1952).

La proposition de renvoi en commission formulée par M. Dierckx est rejetée, p. 74. L'article 4 est réservé, p. 76.

Les articles 5 et 6 sont adoptés sans discussion, p. 77.

Discussion des articles (suite) (20 novembre 1952).

### Art. 4.

Amendements de M. Dierckx, de M. Vermeylen et de M. Van Hemelrijck, rapp. Intervention de MM. Dierckx, Schot, Vermeylen, Duvieusart, m. a. é. c. m., Coulonvaux, Van Hemelrijck, Buisseret, Marien, Demarneffe, Rolland, Léon Servais, Pierre De Smet, pp. 80 a

L'amendement de M. Van Hemelrijck, sous-amendé par M. Rolland est adopté, p. 91.
L'article 4 est réservé, p. 91.

Art. 7.

Intervention de MM. Schot, Duvieusart, m. a. é. c. m., p. 83.
L'amendement de M. Schot visant la suppression dans le premier alinéa des mots « ni les stagiaires », est adopté, p. 84.
Intervention de MM. Schot, Buisseret, Hoste, Mulier, Van Hemelrijck, rapp, Bouilly, De Block, Dierckx, Duvieusart, m. a. é. c. m., Orban, Van Hooveld, pp. 84 à 86.
Un second amendement de M. Schot visant la suppression dans le premier alinéa du mot « commissaire » est rejeté, p. 87.
La seconde partie de cet amendement visant la suppression de l'alinéa 3 est adoptée, p. 88.
Intervention de MM. Rolin, Schot, Buisseret, Léon Servais, Mulier, Hoste, Coulonvaux, Van Hooveld, p. 87.
L'amendement de MM. Buisseret et De Stobbeleir, au premier alinéa est rejeté par 123 voix contre 18, p. 88.
Intervention de MM. Buisseret, Coulonvaux, Van Hemelrijck, rapp., Hanquet, Rolin, Dierckx, Duvieusart, m. a. é. c. m., Vermeylen, p. 88.
Alinéa 2 de l'article 7: Intervention de MM. Rolin, Hanquet, Van Hemelrijck, p. 89.
Cet alinéa est rejeté.
L'article 7 ainsi amendé est adopté, p. 89.
L'article 8 est adopté sans discussion, p. 91.

L'article 8 est adopté sans discussion, p. 91.

Commerce et industrie. — ORGANISATION DE L'ÉCONOMIE (suite)

Art. 9.

Arr. 9.

Amendement de M. Schot. Cet amendement n'étant pas appuyé, il est procédé au vote par division.

Intervention de MM. Schot, Duvieusart, m. a. é. c. m., Van Hemelrijck, rapp., p. 91.

L'article 9, 1<sup>re</sup> et 2<sup>r</sup> phrases, est adopté.

Les articles 10 à 15 sont adoptés sans discussion, p. 92 à 93.

Art. 16.

Intervention de MM. Coulonvaux, Van Hemelrijck, Duvieusart, m. a. é. c. m., Rolin, p. 93.

Art. 17.

Amendement du gouvernement, Intervention de MM. Rolland, Van Hemelrijck, Catteau, Pierre De Smet, Rolin, Jespers, Duvieusart, m. a. é. c. m., pp. 93 et 94. L'article 17 est réservé, p. 94.

Les articles 18 à 23 sont adoptés sans discussion, p. 94.

Art. 24.

Intervention de MM. Coulonvaux, Duvieusart, m. a. é. c. m., Van Hemelrijck, Pierre De Smet, Rolin, Leynen, p. 95. L'article 24 amendé est adopté, p. 95. L'article 25 est adopté sans discussion, p. 95.

Art. 26.

Intervention de M. Catteau. L'article 26 est adopté, p. 96.

Art. 27.

Intervention de MM. Rolin, Duvieusart, m. a. é. c. m., Ver-meylen, Van Hemelrijck. L'article 27 est adopté, p. 96.

Discussion des articles (suite) (25 novembre 1952).

Art. 4.

Intervention de MM. Van Hemelrijck, rapp., et Vermeylen,

Intervention de lab. Van Alexandra.
p. 102.
Les auteurs d'amendements sont d'accord avec le nouveau texte du 4° de l'article 4.
Le 4° de l'article 4 est adopté.
L'ensemble de l'article 4 est adopté, p. 102.

Art. 17.

Le texte remanié est adopté sans discussion, p. 102. Les articles 28 à 30 sont adoptés sans discussion, p. 103.

Art. 31. L'amendement de MM. Coulonvaux et Maurice Servais à l'alinéa 1<sup>er</sup> est rejeté, p. 104.

Intervention de MM. Coulonvaux, Duvieusart, m. a. é. c. m., Schot, Leemans, pp. 103 à 104.

L'article 31 est adopté, p. 104.

L'article 31 est adopté, p. 104.

Art. 32.

Amendement de MM. Coulonvaux et Maurice Servais.

L'amendement en ordre principal est retiré, p. 105.

Le premier amendement subsidiaire est rejeté, p. 106.

Intervention de MM. Duvieusart, m. a. é. c. m., Van Hemelrijck, rapp., De Block, Coulonvaux, Maurice Servais, Rolin et Vermeylen, pp. 105 et 106.

Le second amendement subsidiaire est adopté, p. 106.

Intervention de M. Van Hemelrijck, rapp., p. 106.

Le troisième amendement subsidiaire est rejeté, p. 108.

Intervention de MM. Maurice Servais, Van Hemelrijck, rapp., Duvieusart, m. a. é. c. m., Coulonvaux, p. 108.

Les amendements de M. Léon Servais sont retirés, p. 107.

Intervention de MM. Léon Servais, Louis Desmet, Van Hemelrijck, rapp., De Block, Vermeylen, Duvieusart, m. a. é. c. m., pp. 106 à 107.

L'amendement de M. Godin, sous-amendé par M. Coulonvaux, est adopté, p. 108.

Intervention de MM. Godin, Van Hemelrijck, rapp., Schot, Coulonvaux, p. 107.

L'article 32 amendé est adopté, p. 108.

L'article 33 est adopté sans discussion, p. 108.

L'article 33 est adopté sans discussion, p. 103.

Art. 34. L'amendement de MM. Coulonvaux et Maurice Servais tendant à l'insertion d'un article 34 est adopté, p. 109. Intervention de MM. Coulonvaux et Van Hemelrijck, pp. 108

Intitulé du projet. Le Sénat est d'accord pour adopter l'intitulé de la commission. Intervention de MM. Van Hemelrijck et Dierckx, p. 109. Renvoi en commission (25 novembre 1952).

Le projet est renvoyé aux commissions réunies de la justice et des affaires économiques uniquement en vue de l'examen de la concordance des textes, p. 109.

Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés
(10 décembre 1952).
Intervention de MM. Van Hemelrijck, rapp., et Duvieusart,
m. a. é. c. m., p. 229.
Les articles 3 et 4 sont successivement remis aux voix et
définitivement adoptés, p. 229.

Art. 7.
L'amendement de la commission est adopté p. 230.

L'amendement de la commission est adopté, p. 230. L'article 7 amendé est adopté. Les articles 17, 24, 32 et 34 sont remis aux voix et définitivement adoptés, pp. 230 à 231.

Commerce et industrie. — Organisation de l'économie. — Reviseurs d'entreprises (suite)

Vote (11 décembre 1952).

M. De Block justifie le vote du groupe socialiste, p. 238.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 140 voix contre 17 et 2 abstentions, p. 238.
Se sont abstenus: MM. Clynmans et Van Steenberge, p. 238.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet réamendé par la Chambre des représentants, p. 1516 (17 juin 1953). Dépôt du rapport par M. Van Hemelrijck p. 1710 (30 juin 1953).

Discussion des articles (8 juillet 1953).

Discours de MM. Van Hemelrijck, rapp. (souligne les modifications apportées par la Chambre, notamment au titre du projet, demande à l'assemblée de se rallier à l'avis des commissions réunies et d'adon er tel quel le projet réamendé par la Chambre), p. 1809; Marien (déclare que l'esprit de la loi a été assez profondément modifié et dewande de revenir à l'appellation primitive), p. 1809; De Block (appuie les considérations émises par le rapporteur), p. 1810.

Discussion des articles (8 juillet 1953).

Art. 1"

Le vote sur l'amendement de M. Marien et sur l'article est

Les articles 2 à 34 sont adoptés sans discussion, pp. 1810 à 1816.

Vote sur l'amendement de M. Marien et sur l'article 1<sup>-r</sup> réservé (9 juillet 1953).

Art. 1er.

L'amendement de M. Marien est rejeté. L'article 1<sup>er</sup> est adopté, p. 1866.

Vote (9 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 138 voix contre 20 et 1 abstention, p. 1870.
S'est abstenu : M. Godin.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

POLICE DU COMMERCE. — COMMERCE DE DÉTAIL.

Proposition de loi portant protection des prix imposés à la vente

au détail.

Doc. — N° 202. Proposition de M. Clynmans.

Ann. -- Dépôt de la proposition par M. Clynmans, p. 861 (10 mars 1953).

Prise en considération, p. 1026 (21 avril 1953).

POLICE DU COMMERCE. — CONCURRENCE DÉLOYALE.

Proposition de loi tendant à libérer le commerce de la concurrence déloyale que con alluent les systèmes de vente du genre dit « à la boule de naige ».

Prise en considération. - Renvoi en commission. p. 50 (18 novembre 1952).

Proposition de loi relative à la concurrence déloyale.

Doc. — N° 125. Proposition de loi de M. Clynmans.
 Ann. — Dépôt de la proposition par M. Clynmans, p. 398 (20 janvier 1953).

Prise en considération, p. 963 (25 mars 1953).

RÉGLEMENTATION DU COMMERCE. - COMMERCE DE DÉTAIL.

Proposition de loi portant protection de la petite entreprise commerciale.

Proposition de loi tendant à réglementer le commerce de détail. Nouveau titre.

Proposition de loi relative à l'ouverture, à l'agrandissement ou à l'extension de certains établissements de vente au détail.

Doc. - Nº 317. Rapport de M. De Winter.

N° 339. Amendements de M. Maurice Servais et de M. Slegten au texte présenté par la commission.

Demande d'ajournement (18 juin 1953).

- M. Coulonvaux (demande l'ajournement de la discussion

générale), p. 1546.

M. Maurice Servais (fait des observations), p. 1546.

M. le président (propose d'entamer tout de suite le débat), p. 1546.

Discussion générale (18 juin 1953). Discussion générale (18 juin 1953).

Discours de MM. De Winter, rapp. (fait l'historique de la question et expose la portée de la proposition), pp. 1546 à 1547; Marien (souligne le caractère économique et social du problème), p. 1548; Clynmans (déclare qu'il ne s'oppose pas aux méthodes distributives des grands magasins, mais à la concentration exagérée de capitaux qu'ils pratiquent; souligne l'importance sociale et économique des classes moyennes et la nécessité de voter la loi d'établissement; expose la portée de sa proposition), pp. 1548 à 1550; Maurice Servais (déclare que le commerce et l'aritisanat privés désirent une protection plus efficace que celle que préconise le texte de la commission), p. 1550; De Block (déclare que les grands magasins appliquent des méthodes distributives plus évoluées et plus efficaces, qu'il est nécessaire que les petits commerçants et

### Commerce et industrie. - RÉGLEMENTATION DU COMMERCE (suite)

les artisans s'organisent de façon telle qu'ils aient un chiffre de vente plus élevé et moins de frais généraux; déclare que la loi d'établissement est nécessaire; estime que le problème ne peut être résolu si le chômage n'est pas résorbé et de ce fait le pouvoir d'achat augmente), pp. 1550 à 1552; Boulanger (déclare que les classes moyennes doivent concentrer leur pouvoir d'achat), pp. 1552 à 1553; Duvieusart, m. a. é. c. m. (déclare que l'une des propositions de M. Clynmans est une loi de cadenas et estime qu'elle ne résout pas le fond du problème), p. 1553.

Reprise de la discussion générale (23 juin 1953).

Reprise de la discussion générale (23 juin 1953).

Discours de MM. L. Desmet (concernant : les avantages que présente le petit commerce et les difficultés qu'il rencontre, les avantages du système de distribution des grands magasins, l'accès à la profession, la concurrence déloyale et la vente à tempérament, l'organisation des classes moyennes), pp. 1564 à 1566; Coulonvaux (déclare que l'interférence de l'aspect social et économique du problème impose des solutions empiriques, dit qu'il y a moyen de protéger les petits commerçants et les petits artisans en allégeant les charges fiscales et sociales, leur assurant un maximum de liberté, soulève la question des nouvelles conditions de transport en ce qui concerne les achats et celle des concentrations commerciales dont l'Etat prend l'initiative), pp. 1566 à 1567; Duvieusart, m. a. é. c. m. (souligne la complexité du problème, expose les modifications apportées au régime existant et déclare que la proposition constitue un compronis en vue du respect des intérêts sociaux et économiques en présence), p. 1567 à 1569.

La discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (23 juin 1953).

Art. 1er.

Art. 1er.

Intervention de MM. Maurice Servais, De Winter, Santens, De Block et Clynmans, pp. 1570 à 1571.

Le premier alinéa de l'amendement de M. Maurice Servais et consorts est rejeté, le deuxième alinéa tombe, p. 1572.

L'amendement de M. Slegten et consorts est adopté, p. 1572.

L'article 1er amendé est adopté, p. 1572.

L'amendement de M. Maurice Servais tendant à l'insertion d'un article 1bis est retiré, p. 1572.

Art. 2.

Intervention de MM. Coulonvaux et De Winter.

L'article 2 modifié est adopté, p. 1572.

Art. 3

Intervention de M. De Winter.

L'article 3 est adopté, p. 1572.

Art. 4

L'article 4 est adopté, p. 1572.

Art. 5.

Intervention de M. Duvieusart, m. a. é. c. m. L'amendement de M. Maurice Servais et consorts est retiré.

L'article 5 est adopté, p. 1572.

Art. 6.

Intervention de MM. Maurice Servais, Duvieusart, Coulonvaux, De Winter et Bouilly.

L'amendement de M. Maurice Servais est adopté.

L'article 6 amendé est adopté, p. 1573.

Art. 7.

Intervention de MM. Maurice Servais et Duvieusart, m. a. é. c. m., Clynmans et De Winter, p. 1573.

L'amendement de M. Maurice Servais et consorts est rejeté.

L'article 7 est adopté, p. 1574.

Art. 8.

Intervention de MM. Maurice Servais, Duvieusart, m. a. é. c. m., Coulonvaux, Clynmans et Rolin.

L'amendement de M. Maurice Servais et consorts est retiré.

L'article 8 est adopté, p. 1574.

Le Sénat adopte le nouvel intitulé proposé par la commission.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés, p. 1574.

Vote (30 juin 1953).

Vote (30 juin 1953).

M. Maurice Servais justifie son vote, p. 1699.
L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 65 voix contre 6 et 70 abstentions, p. 1699.
Se sont abstenus: MM. Adam, Allard, Beaucarne, Bouilly, Boulanger, Briot, Chot, Clays, Clynmans, Cornez, Craeybeckx, Crommen, Debaise, De Block, De Boey, De Boodt, De Bruyne (Victor), Delmotte, Delor, Demarneffe, Descampe, Desmet (Louis), Devriendt, D'Hondt, Duray, Duterne, Estienne, Flamme, Francen, Gills, Godin, Goossens, Gribomont, Harmegnies, Huart, Knops, Lacroix, Laurens, Mme Lehouck, MM. Machtens, Missiaen, Molter, Moulin, Nihoul, Pincé, Pontus, Rassart, Remson, Santens, Servais (Maurice), Sledsens, Slegten, Somers, Mme Spaak,

Commerce et industrie. - RÉGLEMENTATION DU COMMERCE (suite)

MM. Spreutel, Streel, Taillard, Van Belle, Mme Vandervelde, MM. Van Hooveld, Van In, Van Laerhoven, Van Loenhout, Van Remoortel, Van Steenberge, Vermeylen, Versieren, Yernaux et Zurstrassen.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentante.

RÉGLEMENTATION DU COMMERCE. - PROFESSIONS.

Proposition de loi instituant des conditions en vue de l'exercice d'une profession commerciale ou artisanale sous une dénomination déterminée.

Doc. - Nº 119. - Proposition de M. Warnant.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Warnant, p. 379 (23 décembre 1952).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 514 (3 février 1953).

Projet de loi instituant des conditions d'exercice de la profession dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie.

Doc. - Nº 489. Projet transmis par la Chambre des représentants.

RÉGLEMENTATION DU COMMERCE. - VENTE A TEMPÉRAMENT.

Proposition de loi portant réglementation en matière de vente à tempérament.

Doc. - Nº 36. Proposition de M. Ronse.

Ann. — Prise en considération : Discours : de MM. Bouilly et Rolin (qui font des observations), pp. 190 et 191; Ronse (fait des observations et se déclare d'accord avec les observations de M. Rolin), pp. 190 et 191.

Renvoi à la commission, p. 191 (9 décembre 1952).

RÉGLEMENTATION DU COMMERCE. - VENTE DE SOLDES.

Proposition de loi tendant à réglementer les ventes de soldes et les liquidations dans le commerce de détail.

Doc. — N° 126. Proposition de M. Clynmans.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Clynmans, p. 398 (20 janvier 1953).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 792
3 mars 1953).

Commissions fiscales. - V. Impôts : Impôts directs.

Commissions mixtes. - V. Enseignement.

### Communes.

CRÉDIT COMMUNAL

Projet de loi attachant la garantie de l'Etat au remboursement d'avances de trésorerie à faire par la société anonyme « Crédit communal de Belgique » aux communes à situation obérée.

Doc. — N° 434. Rapport de M. De Man.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1714 (1° juillet 1953).

Dépôt du rapport par M. De Man, p. 1793 (7 juillet 1953).

Discussion générale (16 juillet 1953).

Discours de M. Moyersoen, m. i. (observations), pp. 1996 à 1997. La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (16 juillet 1953).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 1997.

Vote (17 juillet 1953).

Le baron de Dorlodot justifie son vote, p. 2036. L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 2 abstentions, p. 2037. Se sont abstenus le baron de Dorlodot et M. Godin.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi tendant à majorer le nombre des échevins de la ville d'Ostende.

Doc. — N° 399. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 449. Rapport de M. Nihoul.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1678 (30 juin 1953).

Dépôt du rapport par M. Nihoul, p. 1878 (9 juillet 1953).

Discussion générale (16 juillet 1953).

Discours de M. Moyersoen, m. i. (observations), p. 1996. La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (16 juillet 1953). L'article unique est adopté sans discussion, p. 1996.

Vote (17 juillet 1953).

Le baron de Dorlodot justifie son vote, p. 2036.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 110 voix contre 14 et 3 abstentions, p. 2038.

Se sont abstenus : MM. Boulanger, baron de Dorlodot et Taillard.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Communes. - ECHEVINS (suite)

Projet de loi augmentant le nombre des échevins de la ville de

Doc. — N° 400. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 456. Rapport de M. De Man.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1678

(30 juin 1953).

Dépôt du rapport par M. De Man, p. 1878 (9 juillet 1953).

Discussion générale (16 juillet 1953).

Discours de M. Godin (observations), p. 1996. La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (16 juillet 1953).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 1996. Vote (17 juillet 1953).

Le baron de Dorlodot justifie son vote, p. 2036. L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 38 et 3 abstentions, p. 2038. Se sont abstenus: MM. Boulanger, baron de Dorlodot et Taillard.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

TERRITOIRE DES COMMUNES.

Projet de loi tendant à modifier les limites entre la ville de Dix-mude et la commune de Kaaskerke.

Transmis par la Chambre des représentants, p. 588.
 (10 février 1953).

Projet de loi tendant à modifier les limites des communes de Hofstade et de Herdersem (Flandre orientale).

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1928 (15 juillet 1953).

Communes (Fonds des). — V. Provinces: Fonds des provinces. Communications.

CRÉDIT MARITIME

— Transmission, conformément aux lois des 1er février 1939 et 23 août 1948 relatives à l'organisation du crédit maritime, de deux rapports sur les opérations de crédit en cours de l'exercice 1952. — Transmis par le ministre des communications, p. 792 (3 mars 1953).

IONCTION NORD-MIDI.

Ann. — Transmission du rapport sur l'exercice 1952 du conseil d'administration de l'Office national pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi, p. 262 (16 décembre 1952).

RÉGIE DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.

Projet de loi autorisant la régie des télégraphes et des téléphones à émettre, en Belgique ou à l'étranger, sous la garantie de l'Etat, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un montant total de un milliard et demi de francs belges.

Doc. - Nº 173. Rapport de M. Delport.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 588 (10 février 1953).

Dépôt du rapport par M. Delport, p. 681 (18 février 1953).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (25 février 1953).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans discussion, p. 756. Vote (26 février 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 151 voix et 1 abstention, p. 780.
S'est abstenu: M. Ancot.
Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

— Transmission du bilan et du compte de profits et pertes de la régie des télégraphes et des téléphones, pour l'exercice 1952, ainsi que du rapport du comité de surveillance, p. 1302 (27 mai 1953).

S. N. C. F. B.

Ann. — Transmission du bilan et du compte de profits et pertes de la Société nationale des Chemins de Fer belges arrêtés au 31 décembre 1952, ainsi que d'un exemplaire du rapport du conseil d'administration et du collège des commissaires et d'une copie du procès-verbal de l'assemblée générale du 22 mai 1953, p. 1630 (24 juin 1953).

TRANSPORTS INTERCOMMUNAUX.

Projet de loi portant organisation des transports en commun de l'agglomération bruxelloise.

Doc. — N° 210. Projet transmis par la Chambre des représentants.
 N° 309. Rapport de M. Uselding.
 N° 340. Amendement de M. Spreutel.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 887 (17 mars 1953).

Dépôt du rapport par M. Uselding, p. 1319 (27 mai 1953).

SÉNAT, - TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE 1952-1953.

Communications. — TRANSPORTS INTERCOMMUNAUX (suite)

Discussion générale (10 juin 1953).

Discussion générale (10 juin 1953).

Discours de MM. Uselding, rapp. (expose la portée du projet), pp. 1455 à 1456; de la Vallée Poussin (concernant : les conditions nécessaires à la solution du problème des transports dans l'agglomération bruxelloise, le financement, la nomination des administrateurs), pp. 1456 à 1458; De Block (regrette que le projet n'apporte pas de solution nationale au problème des transports intercommunaux, analyse les méthodes d'exploitation de la société chargée des transports intercommunaux), pp. 1458 à 1461; Motz (concernant : l'actif de l'ancienne Société des Tramways bruxellois, le choix des membres du conseil de gestion, les charges et l'avenir de la société, la formule d'économie mixte), pp. 1461 à 1462; Van Remoortel (concernant la modernisation du système des transports dans les grandes villes), pp. 1462 à 1463; Segers, m. c. (répond aux observations et aux critiques formulées au cours du débat), pp. 1463 à 1466; De Block (observations), p. 1466. p. 1466. La discussion générale est close.

Discussion des articles (10 juin 1953).

Art. 1er.

Les alinéas 1° et 2 de l'article sont adoptés, p. 1466. Le vote sur l'amendement de MM. Spreutel et consorts tendant à l'insertion d'un nouvel alinéa entre le premier et le second alinéa est réservé, p. 1466.

Les articles 2 à 12 sont adoptés, pp. 1467 à 1468.

Art. 13.

Intervention de MM. le président, Segers, m. c. et De Block, p. 1468. L'article 13 est adopté, p. 1469.

Les articles 14 à 16 sont adoptés, p. 1469.

Les articles des statuts sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1469.

Vote sur l'amendement et sur l'article 1er réservé (11 juin 1953). M. De Block demande le vote par appel nominal sur l'amendement de M. Spreutel.

L'amendement de M. Spreutel est rejeté par 99 voix contre 55 et 1 abstention, p. 1477.

S'est abstenu : M. Gillon.

Vote (11 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 97 voix contre 55 et 3 abstentions, p. 1482. Se sont abstenus : le baron de Dorlodot, MM. Gillon et Schot.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Communications. — V. aussi Affaires étrangères.

Comptabilité de l'Etat. -- V. Finances.

Concours. - V. Administrations publiques.

Concurrence délovale. - V. Commerce et industrie : Police du com-

Conférence internationale du Travail. - V. Gouvernement.

Congés payés dans l'agriculture. — V. Affaires étrangères :

Conseil colonial. - V. Colonies.

Conseil de guerre. — V. Armée : Juridictions militaires.

Conseil de l'Europe. - V. Affaires étrangères : Privilèges et immunités.

Conseil d'Etat. — V. Droit public.

Conseil interparlementaire.

Proposition de résolution tendant à constituer un conseil inter-parlementaire consultatif beigo-néerlando-luxembourgeois.

Doc. - N° 150. Proposition de résolution de M. Rolin. N° 297. Rapport de M. Crommen.

Ann. -- Dépôt de la proposition par M. Rolin, p. 519 (3 février 1953).

Dépôt du rapport par M. Crommen, p. 1257 (20 mai 1953).

Discussion générale (4 juin 1953).

Discours de M. Ronse (expose la portée de la résolution), p. 1419.

Ajournement (4 juin 1953).

M. van Zeeland, m. a. é. (déclare que le gouvernement à déjà répondu au vœu exprimé et a pris confact avec les gouvernements des Pays-Bas et du grand-duché de Luxembourg, demande d'ajourner le vote sur la proposition de résolution, une solution définitive étant en vue).

MM. Rolin et Ronse appuient la proposition d'ajournement. Le Sénat marque son accord, p. 1419.

Conseils de prud'hommes. — V. Droit commercial : Commer-çants et actes de commerce.

Constitution (Revision de la). - V. Droit public.

Contingent. - V. Armée.

Contrat d'emploi. — V. Travail.

Contrat de travail. - V. Travail.

Contrats à long terme. — V. Droit civil.

Conventions internationales. — V. Affaires étrangères.

Conventions matrimoniales. — V. Droit commercial.

Coopération économique. — V. Affaires étrangères.

Cotisations (Assurances sociales). — V. Sécurité sociale.

Cotisations fiscales. - V. Impôts : Impôts directs.

Cour de cassation (Présentation de candidats). - V. Organisation

#### Cour des comptes.

- Transmission du compte des opérations du Fonds d'amor-tissement de la detre publique pour l'année 1951. Ann.

la commission des finances, p. 10 (11 novembre 1952).

Transmission des délibérations prises par le conseil des ministres les 8, 13, 22 et 29 août, 3, 12 et 26 septembre 1952, sous les n° 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur, du ministère de la défense nationale, du ministère des travaux publics.

Renvoi à la commission des finances, p. 10 (11 novembre 1952).

Transmission de la délibération prise par le conseil des ministres le 27 juin 1952, sous le n° 542, et relative à des dépenses faites sous le régime des crédits provisoires.

la commission des finances, p. 10 (11 novembre 1952).

Transmission des exposés ainsi que d'une ampliation des délibérations prises par le conseil des ministres sous les n°° 543 et 553 en date des 31 juillet et 3 octobre 1952, respectivement en vue d'accorder certaines allocations : a) aux ascendants de victimes de la guerre, ressortissants des cantons rédimés de l'est et incorporés de force dans l'armée allemande; b) à des ascendants de victimes civiles de la guerre déportées pour le travail philagatire. travail obligatoire.

Renvoi à la commission des finances, pp. 10 et 11 (11 novembre 1952).

Transmission du 108° cahier de la Cour des comptes, contenant le compte général de la colonie pour l'année 1944.
Renvoi à la commission des finances, p. 11 (11 novem-

bre 1952).

Transmission des délibérations prises par le conseit des ministres le 24 octobre 1952 : 1" sous les n° 554 et 555 et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des travaux publics et de la reconstruction; 2° sous le n° 556 et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère de la justice.

Renvoi à la commission des finances, p. 14 (12 novembre 1952)

Transmission de la délibération prise par le conseil des ministres, le 3 octobre écoulé, sous le n° 552 et relative à des dépenses faites en marge du budget des différents départements ministétériels pour l'exercice 1952, ainsi qu'un exposé concernant les dépassements de crédits qu'elle autorise.

Renvoi à la commission des finances, p. 120 (26 novembre 1952).

Transmission de la délibération prise par le conseil des ministres le 21 novembre 1952, sous le n° 560, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère de l'instruction publique.

Renvoi à la commission des finances, p. 156 (2 décembre 1952)

Transmission des délibérations prises par le conseil des ministres, le 21 novembre dernier, sous les n° 559, 561 et 562, et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des travaux publics et de la reconstruction, du ministère de l'instruction publique et du ministère des affaires étrangères.

Renvoi à la commission des finances, p. 190 (9 décembre 1952)

Transmission de la délibération prise par le conseil des ministres, le 31 octobre 1952, sous le n° 557, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des travaux publics et de la reconstruction.

Renvoi à la commission des finances, p. 262 (16 décembre 1952).

### Cour des comptes (suite)

Transmission d'un exposé ainsi qu'une ampliation de la délibéra-tion n° 558 du conseil des ministres du 14 novembre 1952, concernant le différend qui a surgi entre ce collège et M. le ministre des finances au sujet de l'octroi de pensions.

Renvoi à la commission des finances, p. 262 (16 décembre 1952).

Transmission des délibérations prises par le conseil des ministres :

a) le 28 novembre 1952, sous le n° 563, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des finances; b) le 5 décembre 1952, sous le n° 564, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère de la défense nationale.

Penvoi à la comprission des finances p. 353 (23 décembre 1952)

Renvoi à la commission des finances, p. 353 (23 décembre 1952).

Transmission des délibérations prises par le conseil des ministres le 5 et le 12 décembre 1952, sous les nºº 565 et 566, et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère du travail et de la prévoyance sociale et du ministère de l'instruction publique.

Renvoi à la commission des finances, p. 384 (20 janvier 1953).

Transmission de la délibération prise par le conseil des ministres le 24 décembre 1952, sous le n° 568, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte des services du premier ministre et des ministères des finances, de la défense nationale, des affaires étrangères et du commerce extérieur, de l'intérieur, de l'agriculture, des colonies, du travail et de la prévoyance sociale, des communications, des affaires économiques et des classes moyennes, de la santé publique et de la famille et de l'instruction publique.

Renvoi à la commission des finances, p. 448 (27 janvier 1953). Transmission des délibérations nºs 569 et 570 prises par le conseil des ministres, en date du 9 janvier 1953, et relatives à l'octroi des allocations prévues à l'article 5, 3°, des lois coordonnées par arrêté royal du 19 août 1921 : 1° aux ascendants de victimes civiles de la guerre déportées pour le travait obligatoire; 2° aux ascendants de victimes de la guerre, ressortissants des cantons rédimés de l'est et incorporés de force dans l'armée ellemente.

allemande.

Renvoi à la commission des finances, p. 448 (27 janvier 1953).

Transmission d'un exposé ainsi que d'une ampliation de la délibération nº 567 du conseil des ministres du 12 décembre 1952, concernant le différend qui a surgi entre son collège et M. le ministre des finances au sujet de l'octroi de pensions. Renvoi à la commission des finances, p. 512 (3 février 1953).

Transmission des délibérations prises par le conseil des ministres, le 6 février 1953, sous les n° 572 et 573, et relatives à des dépenses faites en marge des crédits alloués au ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur et au ministère de l'agriculture par la loi de finances du 29 décembre 1952.

Renvoi à la commission des finances, p. 716 (24 février 1953).

Transmission de la délibération prise par le conseil des ministres, le 20 février 1953, sous le n° 575, et relative à des dépenses faites en marge des crédits alloués au ministère du travail et de la prévoyance sociale par la loi du 29 décembre 1952. Renvoi à la commission des finances, p. 840 (10 mars 1953).

Transmission du 109° cahier d'observations et documents soumis à la législature.

Dépôt aux archives, p. 1024 (21 avril 1953).

Transmission de la délibération prise par le conseil des ministres, le 13 mars 1953, sous le n° 578, et relative à des dépenses faites en marge des crédits alloués au ministère des affaires économiques et des classes moyennes par la loi du 29 décembre 1952

Renvoi à la commission des finances, p. 1024 (21 avril 1953). Transmission d'un exposé ainsi que d'une ampliation de la déli-bération du conseil des ministres au sujet du différend qui a surgi entre ce collège et le ministre des travaux publics et de la reconstruction concernant l'indemnité allouée à un entrepreneur du chef des fluctuations subies par les prix des matériaux.

Renvoi à la commission des finances, p. 1025 (21 avril 1953).

Renvoi à la commission des finances, p. 1025 (21 avril 1953).

Transmission: 1° des délibérations prises par le conseil des ministres les 13 et 27 février 1953, sous les n°s 574 et 576, et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des travaux publics et de la reconstruction, en vue du paicment des dépenses résultant des travaux de réparation des dégâts causés par la récente tempête qui a sévi dans le nord-ouest du pays; 2° d'un exposé complémentaire ainsi que d'une ampliation concernant le différend qui a surgi entre ce collège et le département de l'instruction publique au sujet du Service national de la jeunesse.

Renvoi à la commission des finances. p. 1025 (21 avril 1953). Renvoi à la commission des finances, p. 1025 (21 avril 1953).

Transmission de la délibération prise par le conseil des ministres le 2 avril 1953, sous le n° 579, et relative à des dépenses faites en marge des crédits alloués au ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur par la loi du 29 décembre 1952.

Renvoi à la commission des finances, p. 1096 (28 avril 1953).

#### Cour des comptes (suite)

Transmission des délibérations prises par le conseil des ministres le 17 avril 1953 : 1° sous le n° 581, et relative à des dépenses faites en marge des crédits alloués au ministère des travaux publics par les lois des finances des 29 décembre 1952 et 30 mars 1953; 2° sous le n° 580, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des travaux publics et de la reconstruction, et 3° le 24 avril 1953, sous le n° 582, et relative à des dépenses faites en marge des crédits alloués au ministère de la justice.

Penvoi à la commission des finances n. 1215 (19 mai 1053)

Renvoi à la commission des finances, p. 1215 (19 mai 1953)

Transmission des délibérations prises par le conseil des ministres le 12 juin 1953, sous les n° 584 et 583 : 1° en vue d'accorder aux ascendants de victimes de la guerre, ressortissants des cantons rédimés de l'est et incorporés de force dans l'armée allemande, les allocations prévues par les lois coordonnées par arrêté royal du 19 août 1921, et 2° relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte du ministère des communications.

Renvoi à la commission des finances, p. 1714 (1er juillet 1953) Transmission de la délibération prise par le conseil des ministres le 19 juin 1953, sous le n° 586, et relative à des dépenses faites en marge du budget pour compte des ministères de la justice, des affaires étrangères et du commerce extérieur, des colonies, de l'agriculture, des travaux publics et de la reconstruction, de l'instruction publique et de la santé publique et de la famille.

Renvoi à la commission des finances, p. 1776 (7 juillet 1953).

Transmission de la délibération n° 585, prise par le conseil des ministres, en date du 19 juin 1953, en vue d'accorder aux ascendants de victimes civiles de la guerre déportées pour le travail obligatoire les allocations prévues à l'article 5, 3°, des lois coordonnées par arrêté royal du 19 août 1921.

Renvoi à la commission des finances. p. 1860 (9 juillet 1953). Renvoi à la commission des finances, p. 1860 (9 juillet 1953).

Cours d'eau non navigables. - V. Eaux et forêts.

Créances (Abandon de). - V. Finances : Comptabilité de l'Etat.

Créances fiscales (Recouvrement de). - V. Affaires étrangères : Douanes et accises.

Crédit communal. — V. Communes.

Crédit professionnel. — V. Commerce et industrie : Caisse nationale de crédit professionnel.

Crédits provisoires. - V. Finances : Comptabilité de l'Etat.

Crédits spéciaux. — V. Secours et subsides.

Crédits supplémentaires. — V. Colonies. V. aussi : Finances : Comptabilité de l'Etat.

Cultes.

FABRIQUES D'ÉGLISE.

Projet de loi relevant de la déchéance des subsides, les fabriques d'église qui ont encouru cette sanction.

Doc. — N° 177. Rapport de M. Nihoul.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Nihoul, p. 702 (19 février 1953).

Ajournement, p. 813 (4 mars 1953).

Discussion générale (11 mars 1953)

Discours de MM. Marien (demande des précisions quant à la portée du projet), p. 867; Nihoul, rapp. (commente le projet), pp. 867 à 868; Moyersoen, m. i. (répond aux questions posées par M. Marien), p. 868.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (11 mars 1953). L'article unique est adopté sans discussion, p. 868.

Vote (17 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 93 voix contre 58,

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Débits de boissons. — V. Impôts : Impôts direct.

Décès (Déclaration de). - V. Affaires étrangères.

Décès prématuré. — V. Pensions.

Défense du territoire. — V. Sûreté de l'Etat.

Demandes de naturalisation. — V. Naturalisations.

Déportés. — V. Guerre. V. aussi : Guerre : Résistance. V. aussi : Sécurité sociale : Cotisations.

Dispositions exceptionnelles. — V. Secours et subsides.

Documents. — V. Sécurité sociale.

Dommages-intérêts (Remise de). — V. Droit pénal : Sécurité de l'État.

Douanes. - V. Affaires étrangères.

Droit civil.

BAUX A LOYER.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées du 10 mars 1952, portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

- Nº 92. Projet transmis par la Chambre des représentants. Nº 101. Rapport de M. Derbaix.

 $N^{\circ}$  102. Amendement de M. Coulonvaux.  $N^{\circ}$  109. Projet réamendé par la Chambre des représentants. Nº 113. Amendement proposé par le baron de Dorlodot.

Amendements proposés par MM. Ancot et Van Hemelrijck. Amendement proposé par MM. Clynmans et Van Laeys.

Transmis par la Chambre des représentants, p. 262 (16 décembre 1952).

Discussion générale (17 décembre 1952).

n. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 262

Discussion générale (17 décembre 1952).

Discurs de MM. Derbaix, rapp. (déclare que la crise du logement, bien qu'atténuée, subsiste encore dans certaines régions urbaines et industrielles du pays, remarque que le projet actuel réduit le camp d'application des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, maintient la limitation actuelle du taux de loyer et consacre un retour au droit commun pour les locations d'immeubles auxquels la protection de la loi n'est plus nécessaire, expose le double avantage de la loi, qui assoupit les dispositions des lois coordonnées et prépare le retour complet au droit commun, p. 286 à 287; Chot (concernant : un retour plus rapide au droit commun, le dépôt tardif du projet, qui fausse le fonctionnement de four de gimme parlementaire, critique le projet du point de vue proses parlementaire, critique le projet du point de vue proses suffisamment ets loyers modestere que le consentité est de nature à multiplier les procès), pp. 287 à 289. Harmegnies (déclare que la crise du logement existe dans toutes les régions populeuses et que le moyen le plus simple d'y metre fin consiste dans la construction de maisons modestes, demande la reconduction pure et simple de la loi existante), pp. 289 à 290; Taillard (critique la précipitation avec laquelle se fait la discussion du projet et se déclare partisan de la prorogation pure et simple), p. 290; Vergeylen (déclare qu'il ne peut être question de retourner au droit commun aussi longtemps que la crise du logement existe, non seulement dans les grandes agglomérations, mais également dans les petites localités, estime qu'il faudrait construire par l'entremise de la Société nationale des Habitations à bon marché un grand nombre d'habitations louisées à un taux normal), pp. 290 à 291; baron de Dordodot (déclare que le projet de loi frappe les petits épargnants qui ont consacré leurs économies à l'achat ou à la construction d'une maison), p. 291; comte de la Barre d'Erquelinnes (obs La discussion générale est close.

# Droit civil. - BAUX A LOYER (suite)

Discussion des articles (17 décembre 1952).

Le baron de Dorlodot propose d'ajouter un article nouveau avant l'article 1° du projet. Cet amendement n'est pas régulièrement appuyé, p. 301.

Intervention de MM. Derbaix, Rolin, vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., Coulonvaux, p. 301.

L'article 1° est adopté.

L'amendement de MM. Ancot et Van Hemelrijck est adopté. L'article 2 amendé est adopté, p. 301.

Les articles 3, 4 et 5 sont adoptés sans discussion, p. 302.

Art. 6.

Intervention de MM. Derbaix et Rolin. L'article 6, modifié, est adopté, p. 302.

Art. 7.

Art. 7.

Amendement de M. Coulonvaux. Intervention de MM. Coulonvaux, pp. 302 et 303, vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., Dierckx et Ancot, p. 303.

L'amendement de M. Coulonvaux est rejeté par 117 voix contre 16 et 1 abstention, p. 303.

S'est abstenu: le baron de Dorlodot.

M. Coulonvaux retire son amendement subsidiaire, p. 304.

L'ancendement de MM. Clynmans et Van Laeys est rejeté. Intervention de MM. Clynmans, vicomte du Bus de Warnaffe, Van Laeys et Derbaix, p. 304.

L'article 7 est adopté, p. 304.

L'article 8 est adopté sans discussion, p. 305.

Art. 9.

L'amendement de MM. Ancot et Van Hemelrijck est retiré. L'article 9 est adopté, p. 305.

Art. 10.

Intervention de Mlle Baers.

L'article 10 est adopté, p. 305.

Les articles 11 et 12 sont adoptés sans discussion, p. 305. Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés, p. 305.

Vote (17 décembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 76 voix contre 62 et 1 abstention, p. 305.

S'est abstenu : le baron de Dorlodot.

Le projet sera transmis à la Chambre des représentants.

Discussion générale du projet amendé par la Chambre des représentants (23 décembre 1952).

Discussion générale du projet amendé par la Chambre des représentants (23 décembre 1952).

Discours de MM. Derbaix, rapp. (concernant : les conditions dans lesquelles se présente le problème qui reste à trancher par le Sénat et au sujet duquel un désaccord a surgi entre les deux assemblées parlementaires, la date à partir de laquelle un locataire dont le bien loué va échapper à la protection de la loi devra et pourra payer un « loyer normal » pour s'assurer la prorogation de son occupation jusqu'à la date de 1954 correspondant à celle de l'entrée en jouissance; rappelle que le retour au droit commun n'est pas automatique; suggère une atténuation au texte proposé par la Chambre, constate que le projet de loi reste muet sur un point important, notamment en ce qui concerne le moment auquel le locataire doit se prononcer et notifier à son bailleur qu'il offre tel loyer qu'il considère comme un loyer normal ou qu'il renonce à son bail), pp. 360 à 361, 362; Rolin (souligne deux difficultés qui pourraient surgir lors de l'application de la loi et présente un amendement qui pallierait ces inconvénients), pp. 360 à 362; Van Laeys (pose des questions relatives au « loyer normal »), p. 361; Van Hemelrick (marque son accord sur la première modification proposée par M. Rolin mais estime que la seconde est superflue), p. 362; vicomte du Bus de Warnaffe, m. j. (est d'accord avec le premier amendement de M. Rolin et estime que le second est discutable), p. 362; Verbert (observations concernant le « loyer normal »), p. 362; Ancot (estime qu'il propose, malgré sa complexité apparente, est le mieux à même de sauvegarder les intérêts de chacune des parties), p. 363; vicomte du Bus de Warnaffe, m. j. (demande s'il ne serait pas possible de rencontrer la préoccupation de M. Rolin tout en simplifiant les choses), p. 363.

Renvoi en commission (23 décembre 1952).

M. le président propose d'interrompre la discussion afin de permettre aux membres de la commission de la justice d'examiner les modifications proposées, p. 363.

M. Edgard De Bruyne marque son accord.

M. Rolin marque son accord.

Le projet de loi est renvoyé à la commission de la justice, p. 364.

Reprise de la discussion générale (23 décembre 1952).

Discours de M. Derbaix (expose la portée des modifications apportées), p. 372.

La discussion générale est close.

### Droit civil. - BAUX A LOYER (suite)

Discussion des articles (23 décembre 1952).

Art. 1er

Les amendements de la commission sont adoptés. L'article 1° amendé est adopté, p. 373. Les articles 2 et 3 sont adoptés sans discussion, p. 373.

Les amendements de la commission sont adoptés. L'article 4 amendé est adopté, p. 374. Les articles 5 à 12 sont adoptés sans discussion, pp. 374 à 375. Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés, p. 375.

Vote (23 décembre 1952).

Vote (23 decembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 84 voix contre 17 et 43 abstentions, p. 378.

Se sont abstenus: MM. Baur, Beaucarne, Beulers, Bouilly, Briot, Chot, Clays, Cornez, Craeybeckx, Crommen, De Block, De Bruyne (Victor), Dehousse, Delmotte, Delor, Dhondt, Duray, Flamme, Francen, Gilis, Harmegnies, Huart, Lapaille, Machtens, Mazereel, Moulin, Nihoul, Pincé, Pontus, Rassart, Rolin, Rolland, Mme Spaak, MM. Troclet, Vandermeulen, Van Hooveld, Van Laerhoven, Verbert, Vergeylen, Vermeylen, Versieren, Wijn et Yernaux.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi complétant les lois coordonnées du 10 mars 1952 portant des dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer, modifiées par la loi du 29 décembre 1952.

Doc. — N° 401. Projet transmis par la Chambre des représentants, N° 411. Rapport de M. Van Hemelrijck.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1678 (30 juin 1953).

Dépôt du rapport par M. Van Hemelrijck, p. 1710 (30 juin 1953).

Discussion générale (9 juillet 1953).

Discours de MM. Van Hemelrijck, rapp. (analyse les améliorations et les nouvelles dispositions apportées à la législation existante), pp. 1847 à 1848; Gabriel (demande si la nouvelle législation n'aura pas pour conséquence une augmentation exagérée du prix du loyer), p. 1848; Van Hemelrijck, rapp. (déclare que le législateur peut toujours intervenir au cas où l'application de la loi aurait des conséquences désastreuses pour certaines catégories), p. 1848.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (9 juillet 1953).

L'article 1er est adopté, p. 1848.

Intervention de M. Van Hemelrijck. L'article 2 est adopté, p. 1848. L'article 3 est adopté, p. 1848.

Art. 4.

L'article 4, dont le texte néerlandais a été mis en concordance avec le texte français, est adopté, p. 1849. Les articles 5 à 8 sont adoptés, p. 1849.

Vote (9 juillet 1953).

Vote (9 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 12 et 62 abstentions, p. 1869.

Se sont abstenus : MM. Allard, Allewaert, Mile Baers, MM. Beaucarne, Beulers, Bouilly, Briot, Chot, Clays, Cornez, Craeybeckx, Crommen, Debaise, De Block, De Boey, De Bruyne (Victor), Dehousse, Deior, De Man, Desmet (Louis), Dhondt, Doutrepont, Mile Driessen, MM. Duray, Duterne, Flamme, Francen, Gabriel, Goossens, Jespers, Mme Lambotte, MM. Lapaille, Laurens, Ledoux, Leysen (Edmond), Machtens, Meunier, Missiaen, Molter, Neels (Gérard), Pincé, Pontus, Rassart, Roelandts, Rolin, Rolland, Ronse, Servais (Léon), Somers, Mme Spaak, MM. Spreutel, Vandermeulen, Mme Vandervelde, MM. Van Hooveld, Van Peteghem, Van Remoortel, Verbert, Vergeylen, Vermeylen, Versieren, Wallays et Wijn.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

BAUX EMPHYTÉOTIQUES.

Projet de loi relatif aux baux emphytéotiques.

Doc. -- N° 347. Rapport de M. Ancot. Ann. -- Dépôt du rapport par M. Ancot, p. 1534 (17 juin 1953). Pas de discussion générale.

Discussion des articles (8 juillet 1953).

Article 1er.

Intervention de MM. Marien, Ancot, rapp., et de M. le président, pp. 1799 à 1800. L'article 1<sup>er</sup> modifié est adopté, p. 1800.

Les articles 2 et 3 sont adoptés sans discussion, p. 1800.

Art. 4.

Intervention du vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., de M. le président et de M. Ancot, pp. 1800 à 1801. L'amendement du gouvernement est retiré.

Droit civil. - BAUX EMPHYTÉOTIQUES (suite)

L'article 4 est adopté, p. 1801.

L'article 5 est adopté sans discussion, p. 1801.

Vote (9 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 158 voix contre 2, p. 1868.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

CASIER CIVIL.

Proposition de loi instaurant le casier civil et organisant la publi-cité de l'incapacité de disposer.

Doc. - Nº 41. Rapport de M. Derbaix.

n. — Dépôt du rapport par M. Derbaix, p. 97 (20 novembre 1952).
 Renvoi en commission, p. 813 (4 mars 1953).

CONTRATS A LONG TERME.

Projet de loi relatif à certains contrats à long terme.

Doc. - Nº 313. Rapport de M. Ancot.

Ann. - Pas de discussion générale.

Discussion des articles (8 juillet 1953).

Art. 1er

Intervention du vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., de M. le président et de M. Ancot, rapp. L'article 1er rectifié est adopté, p. 1797. Les articles 2 à 12 sont adoptés sans discussion, pp. 1797 à 1798.

Vote (9 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 157 voix contre 2,

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

#### PATERNITÉ ET FILIATION.

Proposition de loi abrogeant l'article 315 du Code civil.

Doc, - Nº 303. Proposition du baron de Dorlodot.

Ann. — Depot ue ia (21 mai 1953). - Dépôt de la proposition par le baron de Dorlodot, p. 1281

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1325 (28 mai 1953).

Proposition de loi complétant l'article 315 du Code civil, Doc. — N° 422. Proposition du baron de Dorlodot.

Ann. — Dépôt de la proposition par le baron de Dorlodot Dépôt de la proposition par le baron de Dorlodot, p. 1731 (2 juillet 1953)

Prise en considération, p. 1731 (2 juillet 1953). Le baron de Dorlodot (demande qu'exceptionnellement la pro-position soit immédiatement renvoyée à la commission de la iustice).

Observations de M. le président et de M. Harmegnies, p. 1731 (2 juillet 1953).

## PENSION ALIMENTAIRE.

Projet de loi modifiant la compétence d'attribution et la compétence territoriale en matière alimentaire.

Discussion générale (25 novembre 1952).

Discours de MM. Kluyskens, rapp. (souligne les modifica-tions apportées par le projet aux dispositions légales en vigueur), p. 114 à 115; Lagae, m. j. (se déclare d'accord avec la commission), p. 115.

Discussion des articles (25 novembre 1952)

L'article 1er est adopté sans discussion, p. 115.

Art. 2.

L'amendement de la commission est adopté, p. 115. L'amendement de la commission est adopté.

Art. 3.

L'amendement de la commission est adopté. L'article 3 amendé est adopté, p. 115.

Art. 4.

L'amendement de la commission est adopté. L'article 4 amendé est adopté, p. 115.

L'article 5 est adopté sans discussion, p. 116.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés, p. 116.

Vote (27 novembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 151 membres présents, p. 145.

.e projet de loi sera soumis à la Chambre des représentants.

# PRIVILÈGE ET HYPOTHÈQUES.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.

Ann. - Prise en considération. (18 novembre 1952). Renvoi en commission, p. 50 Droit civil. - PRIVILÈGE ET HYPOTHÉQUES (suite)

PUISSANCE PATERNELLE.

Projet de loi modifiant les chapitres l'1 et III du Titre V du Livre l'1 du Code civil.

- Nº 328. Projet réamendé par la Chambre des représen-

tants. N° 386. Rapport de M. Van Remoortel.

Ann. — Projet réamendé par la Chambre des représentants, p. 1400 (4 juin 1953).

Dépôt du rapport par M. Van Remoortel, p. 1596 (23 juin 1953). Discussion générale (30 juin 1953).

Dscours de M. Van Remoortel, rapp. (fait des observations en ce qui concerne les conséouences du projet en mat'ère de contrat de mariage), p. 1705; le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., (est d'accord avec l'interprétation de la commission), p. 1705.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (30 juin 1953).

Les articles 1er à 3 sont adoptés sans discussion, p. 1705. Vote (2 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 150 voix et 2 abstentions, p. 1748.
Se sont abstenus : MM. Ancot et Van Laeys.
Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Rectification de vote (8 juillet 1953).

M. Van Remoortel ayant omis de signer son bulletin demande qu'il soit tenu compte de son vote. M. le président donne acte de cette déclaration, p. 1801.

#### Droit commercial.

COMMERÇANTS ET ACTES DE COMMERCE.

Projet de loi portant modification du titre let, du livre let, du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes.

Poc. — N° 141. Exposé des motifs et projet de loi. N° 324. Rapport de M. Maurice Servais.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Duvieusart, p. 509 (29 jan-vier 1953).

CONVENTIONS MATRIMONIALES.

Projet de loi portant modification du titre II, du livre I<sup>er</sup> du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872).

Doc. — N° 140. Exposé des motifs et projet de loi. N° 323. Rapport de M. Maurice Servais.

Ann. - Dépôt du projet de loi par M. Duvieusart, p. 509 (29 janvier 1953).

LETTRES DE CHANGE ET BILLETS A ORDRE.

Projet de loi concernant l'introduction dans la législation natio-nale de la loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre et sa mise en vigueur.

Doc. — N° 378. Projet réamendé par la Chambre des repré-

sentants. N° 431. Rapport de M. Ronse.

Ann. - Projet réamendé par la Chambre des représentants, p. 1564 (23 juin 1953). Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 1762 (2 juillet 1953).

Discussion générale (17 juillet 1953).

Discussion générale (17 juillet 1953).

Discours de MM. Ronse, rapp. (demande au Sénat d'adopter les modifications apportées au projet par la Chambre, notamment en ce qui concerne les garanties attachées à la lettre de change), p. 2003; Van Remoortel (appuie les observations du rapporteur et remarque que la présente loi sera en même temps une loi congolaise spéciale), pp. 2003 à 2004.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (17 juillet 1953). Les articles 1er à 23 sont adoptés sans discussion, pp. 2004 à

Vote (17 juillet 1953).

Le baron de Dorlodot justifie son vote, p. 2036. L'ensemble du projet de loi est adopté par 126 voix et 1 abstention, p. 2037. S'est abstenu : le baron de Dorlodot. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

REGISTRE DU COMMERCE.

Projet de loi sur le registre du commerce.

Doc. — N° 142. Exposé des motifs et projet de loi.
 N° 503. Rapport de M. Maurice Servais.
 Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Duvieusart, p. 509 (29 jan-

vier 1953).

# SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

Projet de loi complétant l'article 1° des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Doc. — N° 91. Amendement de M. Motz.
 Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 9 (11 novembre 1952).

Droit commercial. — Sociétés commerciales (suite)

Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les sociétés

N° 376. Projet transmis par la Chambre des représentants.
N° 408. Rapport de M. Van Hemelrijck.
N° 437. Amendement proposé par M. Marien et consorts au texte de la commission.
N° 455. Amendements proposés par M. Van Hemelrijck au texte présenté par la commission et amendement proposé par M. Schot au texte présenté par la commission.

Transmis par la Chambre des représentants, p. 1564 i. — Transmis (23 juin 1953).

Dépôt du rapport par M. Van Hemelrijck, p. 1710 (30 juin 1953). Discussion générale (9 juillet 1953).

Discussion générale (9 juillet 1953).

Discours de MM. Schot (concernant la notion d'appel public à l'épargne, les commissaires-reviseurs), pp. 1849 à 1850; Marien (approuve le principe de la loi, déclare que les nouvelles dispositions bouleversent complètement le statut des commissaires de sociétés, propose que les dispositions de la loi ne s'appliquent qu'aux commissaires-reviseurs dont la présence est reconnue souhaitable dans les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne), pp. 1850 à 1851; Van Hemelrijck, rapp. (répond aux observations qui ont été formulées), pp. 1851 à 1852.

Observations de MM. Schot, Van Hemelrijck, Marien, De Block, Adam, le président, p. 1852.

M. Duvieusart, m. a. é. c. m. (expose la portée du projet et fait des observations au sujet du rôle des commissaires-reviseurs), pp. 1853 à 1854.

Observations de MM. Schot et Marien, p. 1854.

La discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (9 juillet 1953). Le vote sur l'article 1er est réservé, p. 1855.

Art. 2.

Intervention de MM. Schot et le président. Le vote sur l'amendement de M. Marien et sur l'article 2 est réservé, p. 1855.

Art. 3.

Intervention de MM. Adam, Van Hemelrijck, Schot, Duvieusart, m. a. é. c. m., le président, De Block, pp. 1855 à 1857.

Le vote sur l'article 3 est réservé, p. 1857.

Les articles 4 à 9 sont adoptés sans discussion, p. 1857.

Art. 10.

Intervention de M. Schot et M. Duvieusart, m. a. é. c. m. L'article 10 est adopté, p. 1858. Les articles 11 à 13 sont adoptés sans discussion, p. 1858.

Art. 14.

Intervention de MM. Schot et Duvieusart. L'article 14 est adopté, p. 1858.

Vote sur les amendements et articles réservés (15 juillet 1953),

Art. 1er.

L'amendement de M. Van Hemelrijck est adopté. L'article 1er, amendé, est adopté, p. 1948.

Art. 2.

L'amendement de M. Marien et celui de M. Schot sont rejetés. L'article 2 est adopté, p. 1948.

Art. 3.

Observations de MM. le président, Duvieusart, m. a. é. c. m.,

Van Remoortel.

Le dernier membre de phrase du 3° alinéa de l'article 3 est supprimé, p. 1948;

Observations de MM. Marien, le président, Duvieusart, m. a. é.

cl. m., Adam. Le quatrième alinéa de l'article 3 est adopté, p. 1948. L'ensemble de l'article 3 est adopté, p. 1949.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés, p. 1949.

Vote (15 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 149 membres présents, p. 1951.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants. Projet de loi relatif à l'administration, en temps de guerre, des sociétés commerciales ou à forme commerciale. Ann. — Dépôt du projet, p. 10 (11 novembre 1952).

Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales coordonnées par l'arrêté royat du 30 novembre 1935 et complétant l'arrêté-loi du 6 octobre 1944, relatif aux titres belges et étrangers et proposition de loi réglant la faculté pour les sociétés anonymes de modifier les droits respectifs des différentes catégories de titres.

Doc. — N° 458. Rapport de M. Lilar.

N° 486. Amendement proposé par M. Buisseret au texte de la commission.

commission.

 Dépôt du rapport par M. Lilar, p. 1909 (14 juillet 1953). Pas de discussion générale.

Droit commercial. — Sociétés commerciales (suite)

Discussion des articles (17 juillet 1953).

L'assemblée adopte comme base de discussion le texte présenté par la commission, la proposition de M. Ronse devient sans objet.

L'article 1er est adopté sans discussion, p. 2031.
L'amendement de M. Buisseret tendant à l'insertion d'un article 1bis est retiré, p. 2003.

Les articles 2 à 13 sont adoptés sans discussion, pp. 2031 à 2036. Vote (17 juillet 1953).

Le baron de Dorlodot justifie son vote, p. 2036.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 125 voix et 1 abstention, p. 2039.S'est abstenu : le baron de Dorlodot.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi relatif à la constitution de sociétés commerciales créées pour reprendre l'activité des sièges d'opérations en Belgique de banques de droit étranger ou de banques appar-tenant à des particuliers et à la transformation des banques, constituées sous la forme de sociétés en nom collectif, en sociétés commerciales de droit belge de forme juridique différente.

Doc. — tants. - Nº 459. - Projet transmis par la Chambre des représen-

N° 466. Rapport de M. Léon Servais.

n. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1928 (15 juillet 1953). Ann.

Dépœt du rapport par M. Léon Servais, p. 1955 (15 juillet 1953). Pas de discussion générale.

Discussion des articles (16 juillet 1953).

Les articles 1 à 5 sont adoptés sans discussion, pp. 1970 à 1971. Vote (16 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 142 voix contre 7, p. 1995.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Droit d'association. - V. Affaires étrangères : Travail.

Droit de timbre. - V. Impôts : Impôts indirects.

Droit d'organisation et de négociation collective. — V. Affaires étrangères : Travail.

Droit pénal.

AMNISTIE.

Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 20 septembre 1945 accordant amnistie pour certaines infractions.

Ann. — Retrait de la proposition par M. De Stobbeleir, p. 9 (11 novembre 1952).

INTERDICTION.

Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi du 31 mai 1888 et des articles 22 et 23 du Code pénal concernant l'interdiction légale.

Doc. — N° 329. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 451. Rapport de M. Custers.

Ann. — Projet transmis par la Chambre des représentants, p. 1400 (4 juin 1953).

Discussion générale (15 juillet 1953).

Discours de M. Custers, rapp. (expose la portée du projet de loi), pp. 1922 à 1923; le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j. (observations), p. 1923.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (15 juillet 1953).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans discussion, pp. 1923 à 1924. Vote (15 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 148 voix contre 1 et 1 abstention, p. 1952.
S'est abstenu : M. Clynmans.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon et de la falsification des billets émis par le Trésor public ou par un Etat étranger.

Doc. - Nº 106. - Rapport de M. Ronse.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 306 (17 décembre 1952). Pas de discussion générale.

Discussion des articles (5 février 1953).

Les articles 1 à 7 sont adoptés sans discussion, pp. 579 à 580.

Vote (12 février 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 144 membres présents, p. 643.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

#### Droit pénal (suite)

PENSIONS ALIMENTAIRES.

Proposition de loi portant modification de l'article 391 bis du Code pénal relatif aux pensions alimentaires.

- Nº 203. Proposition de loi de M. Verbaet.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Verbaet, p. 861 (10 mars 1953).

Prise en considération, p. 963 (25 mars 1953).

## RÉHABILITATION.

Proposition de loi tendant à compléter l'article 4 de la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation des condamnés.

Doc. — N° 258. Proposition de M. Ronse.

Dépôt de la proposition par M. Ronse, p. 1069 (22 avril 1953).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1113 (29 avril 1953).

Projet de loi modifiant la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation

en matière pénale.

Doc. - N° 351. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Nº 450. Rapport de M. Custers.

N° 472. — Amendements du gouvernement au texte adopté par la commission.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1516 (17 juin 1953).

Dépôt du rapport par M. Custers, p. 1878 (9 juillet 1953).

Ajournement (15 juillet 1953) L'examen du projet de loi est ajourné, p. 1924.

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (17 juillet 1953).

Art. 1er.

Intervention du vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., et de M. Custers, rapp.

L'amendement du gouvernement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article est adopté.

L'article 1° amendé est adopté, p. 2002.

Ari. 2 (nouveau).

Le nouvel article proposé par le gouvernement est adopté, p. 2002.

L'article 2 du projet transmis par la Chambre des représentants est adopté sans discussion et devient l'article 3, p. 2002. Art. 4.

L'amendement de la commission est adopté. L'article 3 amendé du projet transmis par la Chambre des représentants est adopté et devient l'article 4, p. 2002.

Art. 5.

L'article 4 du projet transmis par la Chambre des représentants est adopté sans discussion et devient l'article 5, p. 2003.

Les articles amendés sans successivement remis aux voix et définitivement adoptés, p. 2003.

Vote (17 juillet 1953).

Le baron de Dorlodot justifie son vote, p. 2036.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 124 voix contre 2 et 1 abstention, p. 2039.

S'est abstenu: le baron de Dorlodot.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

## SURETÉ DE L'ÉTAT.

Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder, en certains cas, remise partielle du montant des dommages-intérêts dus à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions du chapitre II, titre I, Livre II, du Code pénal.

Doc. — N° 359. Rapport de M. Ancot. N° 391. — Amendements proposés par M. Rolin. N° 403. Amendement proposé par M. Kluyskens. N° 442. Amendement proposé par M. Rolin.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants. — Renvoi en commission, p. 9 (11 novembre 1952).
 Dépôt du rapport par M. Ancot, p. 1534 (17 juin 1953).

Discussion générale (7 juillet 1953)

Discussion générale (7 juillet 1953).

Discours de MM. Ancot, rapp. (expose la portée du projet, souligne les différences existant entre le présent projet et la proposition initiale, fait état des travaux de la commission), pp. 1776 et 1777; Gillon (critique le projet), p. 1777; le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j. (fait l'historique de la question; déclare que dans la législation actuelle la sanction pécuniaire de la collaboration économique avec l'ennemi est triple : pénale, civile, fiscale, et qu'elle dépasse, dans la majorité des cas, la confiscation totale du patrimoine du condamné; expose la portée du projet qui tend à la remise partielle des dommages-intérêts dus à l'Etat, après avis d'une commission spéciale; déclare que le projet est nécessaire et

Droit pénal. — SURETÉ DE L'ÉTAT (suite)

équitable étant donné que la réparation due à l'Etat se fera, et ce dans les limites pratiquement possibles et équitables; examine le problème de la composition de la commission spéciale et des critères dont elle devra s'inspirer), pp. 1778 à 1784; Yernaux (demande des précisions quant à l'application du projet déclare que le projet constitue une mesure inopportune en faveur des collaborateurs alors que les victimes de la guerre sont méconnues, estime que toute décision favorable du ministre devrait être subordonnée à l'avis conforme de la commission spéciale, demande l'ajournement de la discussion), pp. 1786 à 1787; Kluyskens (se déclare d'accord avec le principe du projet de loi, mais est d'avis qu'il faut insérer dans la loi des critères d'ordre social et d'équité garantissant une juste application du projet, estime qu'il faut tixer en matière de dommages-intérèrs un montant forfaitaire, demande que des mesures soient prises au profit des victimes de la guerre), p. 1788; Clays (concernant l'opinion flamande au sujet du projet de loi en discussion; les mesures à prendre en faveur de ceux qui, au moment de leur condamnation, n'avaient pas encore atteint la majorité et de ceux qui, par nécessité, ont été obligés à travailler volontairement en Allemagne ou à se livrer à la fraude), pp. 1788 et 1789; Hanquet (constate que la défense des prévenus sur le plan civil a été mal assurée, que certains ont été condamnes à des dommages-intérêts énormes et que des pénalisations effectives ont été accumulées; estime que la loi est saine, malgré les risques qu'elle comporte; demande que des mesures plus larges soient prises en faveur des victimes de la guerre que la collaboration avec l'ennemi a été le fait d'une certaine partie de la bourgeoisie du pays agissant pour des intérêts matériels, condamne la politique de réhabilitation de l'incivisme et de la trahison, déclare que le projet de loi fait partie d'un plan d'ensemble et que le groupe communiste ne le votera pas), pp. 1791 et 1792.

Reprise de la discussion générale (8 juillet 1953)

Reprise de la discussion générale (8 juillet 1953).

Discours de MM. Coulonvaux (concernant : la nature politique, l'origine et le processus du projet, la confiscation, la non-existence de commune mesure entre le préjudice résulté d'un crime de droit commun et le dommage résulté d'un crime de guerre, la responsabilité des exagérations qui ont pu être commises par la justice en matière d'établissement des dommages-intérêts à accorder à l'Etat, l'impossibilité de fixer une moyenne en matière de dommages-intérêts, les critères que certains désirent inclure dans la loi, l'atteinte portée au prestige de l'Etat par l'application éventuelle du projet), pp. 1820 à 1823; Vermeylen (déclare que rien ne justifie l'urgence de l'examen du projet de loi, regrette que certains considérent le vote du projet comme une victoire d'une partie de l'opinion publique, désire que les critères selon lesquels les ministres pourront agir soient clairement indiqués dans la loi), pp. 1823 à 1825.

Demande d'ajournement (8 juillet 1953).

Demande d'ajournement (8 juillet 1953).

Demande d'ajournement (8 juillet 1953).

M. Vermeylen (demande la remise de la discussion et du vote du projet et déclare que seul le pouvoir judiciaire peut actuellement opérer la revision), p. 1825; Lilar (appuie la demande d'ajournement formulée par M. Vermeylen), pp. 1825 et 1826; baron de Dorlodot (justifie son abstention au vote), p. 1826; baron de Dorlodot (justifie son abstention au vote), p. 1826; baron de mandé les dommages-intérêts, que les tribunaux n'ont pas accordés ultra petita et que le ministre en défendant le projet se fait l'avocat de ceux contre qui il s'était constitué partie civile; déclare qu'en Flandre, aussi bien qu'en Wallonie, une grande partie de la population y est hostile et qu'il constitue, en conséquence, un danger pour l'unité nationale), pp. 1826 et 1827; le vicomte du Bus de Warnaffe (regrette les discours passionnés tenus au cours du débat, rappelle l'origine du projet, explique les variations et la jurisprudence en matière de dommages-intérêts, répond aux observations formulées par les différents orateurs), pp. 1827 à 1830; Coulonvaux (déclare que le ministre n'a pas répondu à ses arguments), p. 1830. La discussion générale est close.

Discussion des articles (8 juillet 1953).

Discussion des articles (8 juillet 1953).

M. Rolin demande de reporter la discussion des articles à la

M. Rolin demande de repertier prochaine séance observations de MM. le président, Rolin, Dierckx et Vermeylen. Le vote sur la demande d'ajournement de M. Vermeylen et la discussion des articles sont reportés à la prochaine séance,

Ajournement (9 juillet 1953).

Discours de MM. Ancot, rapp. (demande de rejeter la proposition d'ajournement), pp. 1860 à 1861; Vermeylen (demande d'ajourner le projet), p. 1861; le baron de Dorlodot (estime que le projet doit être mis au point, appuie la demande d'ajournement), p. 1861.

La proposition d'ajournement est adoptée par 82 voix contre 79 et 1 abstention, p. 1861.

S'est abstenu : M. Kluyskens.

## Droit public.

CONSEIL D'ÉTAT. - TRAITEMENTS.

Projet de loi relatif aux traitements des titulaires d'une fonc-tion au Conseil d'Etat.

- Nº 375. Projet transmis par la Chambre des représentants. - Transmis par la Chambre des représentants, p. 1564 (23 juin 1953).

REVISION DE LA CONSTITUTION.

Proposition de déclaration de revision de la Constitution.

Doc. — N° 281. Proposition de M. Coulonvaux.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Coulonvaux, p. 1198

(7 mai 1953).

(19 mai 1953). — Renvoi en commission, p. 1216 (19 mai 1953).

Projets de déclarations relatives à la revision de la Constitution. Doc. - Nº 500. Transmis par la Chambre des représentants.

Droits d'accises. — Métaux précieux. — V. Affaires étrangères : Douanes et accises.

Droits de l'homme. - V. Affaires étrangères.

Droits d'entrée. - V. Impôts : Impôts indirects - Douanes et

Droits de succession. - V. Impôts indirects.

## Eaux et forêts.

Projet de loi modifiant la loi du 15 mars 1950 relative aux cours d'eau non navigables.

- Nº 494. Exposé des motifs et projet de loi.

Echevins. - V. Communes.

Economie (Organisation de l'). — V. Commerce et industrie.

Emploi (Contrat d'). - V. Travail.

Emploi des langues. -- V. Administrations publiques : Langues.

Emplois. — V. Administrations publiques.

CINÉMA.

Proposition de loi tendant à remplacer la loi du 1° septem-bre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinémato-graphique aux mineurs âgés de moins de 16 ans.

graphique aux mineurs ages de moins de 16 ans.

Doc. — N° 72. Sous-amendement de M. Rolin à l'amendement du gouvernement.

N° 204. Rapport de M. Kluyskens.

N° 248. Amendements proposés par Mile Baers et consorts au texte présenté par la commission.

N° 250. Amendement proposé par M. Yernaux.

N° 252. Amendement proposé par M. Yernaux.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Kluyskens, p. 861 (10 mars 1953). Discussion générale (26 mars 1953).

Discours de M. Kluyskens, rapp. (analyse les améliorations apportées à la législation en vigueur par le texte de la commission, qui est plus large que la proposition de M. Jespers, déclare que le projet constitue une mesure de protection de la jeunesse et non pas une mesure de censure), pp. 995 à 996.

Ajournement (26 mars 1953).

M. Coulonvaux (propose l'ajournement de la discussion), p. 997. M. Jespers (s'oppose à l'ajournement). MM. Vermeylen et Vergeylen (appuient la proposition d'ajour-

nement).

Le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j. (fait des observations).

Le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j. (fait des observations).

La proposition d'ajournement est adoptée, p. 997.

Reprise de la discussion générale (5 mai 1953).

Discours de MM. Coulonvaux (concernant : le danger que présentent les exagérations du projet sur le plan répressif, les commissions de contrôle et le critère qu'elles adoptent), pp. 1159 à 1161; Vergeylen (déclare que la proposition est exagérée, que l'extension de la loi de 1920 aux jeunes gens de 16 à 18 ans ne se justifie pas, que de nombreux facteurs autres que le cinéma peuvent exercer une influence néfaste sur la jeunesse, fait des observations au sujet des commissions de contrôle, des émissions de télévision, des dispositions répressives de la proposition), pp. 1161 à 1162; Yernaux (déclare que le problème de la protection morale de la jeunesse doit recevoir une solution d'ensemble, que l'attaque contre le cinéma n'est pas justifiée, cite l'exemple de la législation anglaise en la matière, qui constitue la vraie solution, fait des observations au sujet des bandes de lancement), pp. 1162 à 1164; Kluyskens, rapp. (expose la portée des modifications apportées à la loi du 1<sup>err</sup> septembre 1920), pp. 1164 à 1165; Vermeylen (estime qu'il vaudrait mieux examiner la possibilité de sélectionner les films qui conviennent Reprise de la discussion générale (5 mai 1953).

Enfance. — CINÉMA (suite)

particulit rement aux enfants, examine les dispositions de la proposition, les critères de nomination des membres de la commission de contrôle et le renouvellement de ces commissions, déclare qu'il est plus logique de fixer la limite d'âge à 18 ans, souhaite que l'on crée une série de salles spécialisées pour enfants et que de ce fait la loi de contrainte puisse se desserrer), pp. 1165 à 1168; Molter (remarque que l'éducation des enfants est une tâche qui est confiée aux parents et que la proposition leur enlève leur responsabilité, déclare que la proposition actuelle introduit une censure qui n'est pas clairement définie, estime que comparativement le cinéma ne constitue qu'un danger mineur), pp. 1168 à 1169; Marien (admet le principe de la proposition de loi, mais dit qu'elle est présentée de façon telle qu'elle pourrait être inapplicable dans la pratique), p. 1169; Hanquet (souligne l'importance du cinéma, fait des observations au sujet des bandes de lancement, de la commission de contrôle, de l'action des parquets), pp. 1169 à 1170.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (5 mai 1953).

Discussion des articles (5 mai 1953).

Article 1er.

M. le président demande d'apporter une modification d'ordre purement matériel.

Amendement de M. Yernaux.

Intervention de MM. Yernaux, Vermeylen, le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., p. 1171.

Suite de la discussion des articles (6 mai 1953).

Article 1er.

L'amendement de M. Yernaux est rejeté, p. 1174.
Intervention de MM. le président et Kluyskens, pp. 1174 et 1175; Harmegnies, le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., Baur, Mlle Baers, p. 1174.
L'amendement du gouvernement est adopté, p. 1175.
L'article 1° amende est adopté, p. 1175.

Art. 2.

Observations de M. le président. L'article 2 modifié est adopté, p. 1175. L'article 3 est adopté sans discussion, p. 1175.

Art. 4.

L'amendement de M. Yernaux, sous-amendé par lui, est adopté, p. 1176.
Intervention de MM. Kluyskens, pp. 1175 et 1176; Yernaux, Marien, p. 1176; Vermeylen, Molter, pp. 1176 et 1177; Van Remoortel, le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., p. 1177.

Les trois premiers paragraphes de l'article 4 sont adoptés. Le 4° paragraphe de l'article 4 est adopté. L'ensemble de l'article 4 amendé est adopté, p. 1177. Les articles 5 à 8 sont adoptés sans discussion, pp. 1177

Art. 9.

Amendement de M. Kluyskeus, p. 1178.

Amendement de Mme Vandervelde, tendant au vote par division, p. 1178.

Intervention de Mme Vandervelde et de MM. Vermeylen, p. 1178, et Jespers, pp. 1178 et 1179.

La première partie du première alinéa de l'article 9 est adoptée.

La dernière phrase de l'alinéa 1° est rejetée et l'amendement de M. Kluyskens vient à tomber.

Le Sénat est d'accord pour supprimer le second alinéa de l'article 9. L'article 9 amendé est adopté, p. 1179.

Art. 10.

Art. 10.

Amendements de Mile Baers.
Intervention de Mile Baers, MM. Kluyskens, pp. 1180 et 1181;
Vermeylen, vicomte du Bus de Warnaffe, m. i., p. 1181.
Les §§ 1 et 2 de l'article 10 sont adoptés, p. 1181.
Les alinéas 1", "2 et 3 de l'amendement de Mile Baers au § 3 de l'article 10 sont adoptés, p. 1181.
L'ensemble du § 3 de l'article 10 est adopté, p. 1181.
L'amendement de Mile Baers au § 4 de l'article 10 est adopté et devient le § 4 de cet article, p. 1182.
Les §§ 5 et 6 de l'article 10 sont adoptés, p. 1182.
L'ensemble de l'article 10 amendé est adopté, p. 1182.
Les articles 11 et 12 sont adoptés sans discussion, p. 1182.

Les articles 11 et 12 sont adoptés sans discussion, p. 1182.

Les articles amendés sont remis aux voix et définitivement adoptés, p. 1182.

Vote (7 mai 1953).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 88 voix contre 62 et 3 abstentions, p. 1203. Se sont abstenus : MM. Craeybeckx; V. De Bruyne et Van Remoortel.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Enfants des membres du personnel diplomatique. - V. Affaires étrangères : Enseignement.

#### Enquêtes.

CENTRE DE RECHERCHE.

Projet de loi prorogeant l'existence du Centre de Recherche pour la solution nationale des problèmes sociaux, politiques et juridiques des diverses régions du pays.

Doc. -- N° 220. Exposé des motifs et projet de loi. N° 380. Rapport de M. De Man.

... — Dépôt du projet de loi par M. Moyersoen, m. i., p. 928 (18 mars 1953).

Dépôt du rapport par M. De Man, p. 1596 (23 juin 1953).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (30 juin 1953). Art. 1ºr

L'amendement de la commission est adopté. L'article 1er amendé est adopté, p. 1710.

Art. 2.

Adopté sans discussion, p. 1710.

L'article 1er, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté,

Vote (2 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 139 voix contre 11, p. 1747. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Rectification de vote (8 juillet 1953).

M. Van Remoortel ayant omis de signer son bulletin, demande qu'il soit tenu compte de son vote.
M. le président donne acte de cette déclaration, p. 1801.

#### Enseignement.

COMMISSIONS MIXTES.

Projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseignement et une commission mixte des litiges.

c. - N° 51. Rapport de M. Jespers. N° 69. Amendements de M. Craeybeckx et consorts. n. - Dépôt du rapport par M. Jespers, p. 140 (27 novem-

La discussion générale du projet de loi a été jointe à celle du projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, p. 170 (3 décembre 1952).

Discussion des articles (10 décembre 1952).

L'article 1er est adopté sans discussion, p. 223.

Art. 2.

L'amendement de M. Craeybeckx tendant à la suppression du premier alinéa est rejeté, p. 224.
Intervention de MM. Craeybeckx, pp. 223 et 224, Harmel, m. i. p., Gillon et Missiaen, p. 224.
Les alinéas 2 et 3 de l'article 2 sont également adoptés, p. 224.
L'ensemble de l'article 2 est adopté, p. 224.

Art. 3. L'amendement de M. Craeybeckx tendant à la suppression du cinquième alinéa de l'article 3 est rejeté, p. 225.
Intervention de MM. Craeybeckx, Harmel, m. i. p.
Les autres alinéas sont également adoptés, p. 225.
L'ensemble de l'article 3 est adopté, p. 225.

L'article 4 est adopté sans discussion, p. 225.

Art. 5.

L'amendement de M. Craeybeckx, tendant à la suppression du cinquième alinéa est rejeté, p. 226.
Intervention de MM. Craeybeckx, Harmel, m. i. p., Crommen, Buisseret, p. 226.
L'ensemble de l'article 5 est adopté, p. 226.

Les articles 6 à 8 sont adoptés sans discussion, p. 226.

Vote (11 décembre 1952). L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 75, p. 239. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE.

Projet de loi sur l'enseignement artistique.

Doc. — N° 398. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 499. Rapport de M. Jespers.

Ann. — Dépôt du projet par M. Harmel, m. i. p., p. 1676
(25 juin 1953).
Dépôt du rapport par M. Jespers, p. 2041 (17 juillet 1953).

ENSEIGNEMENT MOYEN.

Projet de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen coor-données par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949. Nº 57. Rapport de M. Edgard De Bruyne.

n. — Nº 57, Rapport de M. Edgard De Bruyne.
Nº 58, Amendements proposés par le baron de Dorlodot,
Nº 59, Amendements proposés par M. Mazereel.
Nº 70, Amendement proposé par M. Rolland et consoris,
n. — Projet transmis par la Chambre des représentants. —
Renvoi en commission, p. 9 (11 novembre 1952).
Dépôt du rapport par M. De Bruyne, p. 146 (27 novembre 1952).

#### Enseignement. — ENSEIGNEMENT MOVEN (suite)

Discussion générale (3 décembre 1952).

M. le président propose de joindre la discussion générale du projet de loi créant des commissions mixtes de l'enseigne-ment et une commission mixte des litiges à celle du présent

M. Harmel, m. i. p., marque son accord.

M. Missiaen déclare qu'il s'agit de deux projets bien différents, L'assemblée marque son accord, p. 170.

M. Missiaen déclare qu'il s'agit de deux projets bien différents, L'assemblée marque son accord, p. 170.

Discours de MM. Harmel, m. i. p. (expose les buts de la loi sur les commissions mixtes, la conciliation des points de vue, l'entente des représentants de l'enseignement public et de l'enseignement libre sur les problèmes de structure de l'enseignement, la neutralité politique de l'enseignement, souligne l'organisation des différentes commissions et les écueils à éviter en ce qui concerne leur composition, la démission de sa responsabilité par le ministre et les chances égales à accorder à chaque enseignement, expose également les buts sociaux de la loi sur l'enseignement moyen, la possibilité d'une option entièrement libre, indépendante des impératifs économiques, l'octroi aux professeurs laïcs de l'enseignement moyen libre d'un standing décent, la garantie de la qualité de l'enseignement moyen libre subventionné), pp. 170 à 178; Mazereel (estime que le projet est inopportun et contraire à la lettre et à l'esprit de l'article 17 de la Constitution), p. 173; George (reproche au projet d'être conçu selon l'idéal d'un seul parti et conteste la légitimité des subventions, oppose ses arguments à l'exposé du ministre de l'instruction publique), pp. 175 à 178; Vandermeulen (concernant : la constitutionnalité du projet, l'inspection dans l'enseignement libre, les diplômes exigés dans l'enseignement libre et les dispenses accordées, la critique de l'égalité entre les deux enseignements en ce qui concerne le minerval, l'emploi des langues, les titres requis, la stabilité d'emploi des professeurs laïcs, les rapports avec les provinces et les communes, pp. 178 à 180; Missiaen (concernant : le fait que l'enseignement libre ne tolère pas d'immixtion de la part de l'enseignement à accorder des subsides à l'enseignement moyen libre, le fait que la loi liera également les futurs ministres, la paix scolaire, les conseils scolaires, le nombre de nouvelles écoles, l'examen des conditions préalables à l'octroi de subsides, la c

Ajournement de la discussion du projet de loi (9 décembre 1952).

La demande d'ajournement formulée par M. Crommen est rejetée, p. 192.

Reprise de la discussion générale (9 décembre 1952).

Reprise de la discussion générale (9 décembre 1952).

Discours de MM Hanquet (demande si l'on ne peut considérer la constitutionnalité des subsides comme une chose acquise, reprend quelques arguments relatifs à la doctrine et à la jurisprudence, souligne les dissentiments quant à l'interprétation à donner au Fonds Vanderpoorten, demande l'établissement d'un fonds de construction auquel les établissement d'un fonds de construction auquel les établissements d'enseignement moyen pourraient emprunter l'argent nécessaire à un taux réduit, examine l'organisation et le rôle des commissions mixtes), pp. 192 à 195; Crommen (concernant les commissions mixtes), les commissions temporaires, les divergences manifestées sur la plupart des points de l'agenda), pp. 195 à 197; Mme Lambotte (prend la parole au sujet d'un fait personnel relatif à l'ouverture d'une école moyenne à Merksem), p. 197; MM. Edgard De Bruyne, rapp. (demande que de part et d'autre, un effort soit fait pour mettre fin aux malentendus au sujet de l'existence de deux réseaux scolaires, souligne les principes de liberté, d'égalité et de fraternite qui se trouvent à la base du projet de loi; souligne le pouvoir d'appréciation et la responsabilité du ministre en ce qui concerne l'avis des commissions), pp. 197 à 200; Bouweraerts (prend la parole au sujet d'un ait personnel concernant l'existence de certains abus dans l'enseignement), p. 200; Catteau (concernant l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement privé dans lesquels le ministre de l'instruction publique n'a aucune part de responsabilité, la base sur laquelle sont calculées les subventions à l'enseignement privé, l'absence d'identité de régime entre les deux enseignements, notamment en matière d'inspection et de diplômes requis, laquelle sont calculées les subventions à l'enseignement privé, l'absence d'identité de régime entre les deux enseignements, notamment en matière d'inspection et de diplômes requis, la création d'écoles libres non subsidiées, la politique d'apaisement basée sur le monopole pour chacun des enseignements de nommer les éléments formés par lui, pp. 200 à 203; Rolland, concernant la liberté des parents en matière scolaire, les résultats de la politique menée par les commissions temporaires, le rôle et la composition des commissions mixtes, les dispositions pénales reprises à la loi organique de l'enseignement primaire, le critère auquel est soumis la création des établissements officiels, les principes à la base des différents projets relatifs à l'enseignement, pp. 203 à 206; Coulonvaux (examine les considérations développées par

## Enseignement. — ENSEIGNEMENT MOYEN (suite)

le rapporteur, se déclare partisan de l'école dite nationale, déclare que le projet n'apporte pas la paix scolaire et qu'il tend à accorder de gros avantages à l'enseignement libre), pp. 206 à 208.

Reprise de la discussion générale (10 décembre 1952).

Reprise de la discussion générale (10 décembre 1952).

Discours de MM. Gillon (concernant la nécessité de créer un climat de compréhension et de trouver une solution nationale, l'opportunité du projet), pp. 210 à 211; Hoste (analyse les dispositions des projets de loi, insiste sur la liberté dans le choix du régime scolaire et sur l'insuffisance des crédits pour la construction d'établissements scolaires), pp. 211 à 212; De Stobbeleir (concernant les bâtiments scolaires), pp. 212; Saron de Dorlodot (concernant l'égalité des Belges en matière d'enseignement; l'entrée en vigueur de la loi, non pas en 1954, mais à la date du 1es janvier 1953), pp. 212 à 213; Harmel, m. i. p. (répond aux réflexions faites par MM. Gillon et Hoste), pp. 213 à 214.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (10 décembre 1952).

Art. 1er.

Art. 1er.

Amendements de M. Mazerecl.

L'amendement en ordre principal est rejeté, p. 215.

L'amendement en ordre subsidiaire est retiré, p. 215.

L'amendement en ordre subsidiaire est retiré, p. 215.

Intervention de MM. Rolland, p. 215; Harmel. m. i. p., pp. 215 à 217; Missiaen, pp. 215 et 216; Buisseret, Edgard De Bruyne, Yernaux, p. 216.

L'article 1er est adopté, p. 217.

Les articles 2 à 4 sont adoptés sans discussion, p. 217.

L'amendement de MM. Rolland et Mazereel, tendant à l'insertion d'un article 4bis (nouveau) est rejeté, p. 218.

Intervention de MM. Rolland, pp. 217 et 218; Harmel, m. i. p.; Hoste et Crommen, p. 218.

Les articles 5 à 11 sont adoptés sans discussion, pp. 218 à 219.

Art. 12.

Art. 12.

L'amendement de M. Mazereel est retiré, p. 222. L'amendement du baron de Dorlodot n'est pas régulièrement appuyé, p. 222. Intervention de M. Harmel, m. i. p.

L'article 12 est adopté, p. 222. Les articles 13 à 16 sont adoptés sans discussion, pp. 222 à 223.

Art. 17.

L'amendement du baron de Dorlodot n'est pas régulièrement appuyé. L'article 17 est adopté, p. 223.

Vote (11 décembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 75,

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi sur le statut des professeurs belges de l'enseigne-ment moyen à l'étranger

Renvoi en commission (19 mars 1953).

un. — M. le président (rappelle que ce projet a été soumis à l'examen du Sénat en séance publique il y a un an et que le le ministre en avait demandé l'ajournement afin de pouvoir y présenter des amendements), pp. 955 à 956; M. Harmel, m. i. p. (déclare que ce retard est imputable au fait que des renseignements ont dû être demandés à l'étranger), p. 956. Le Sénat est d'accord pour renvoyer le projet en commission, p. 956

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Projet de loi modifiant l'article 31 de la loi organique de l'ensei-gnement primaire relatif aux services admissibles pour le calcul du traitement des instituteurs.

Calcul du traitement des instituteurs.

Doc. — N° 50. Amendement proposé par M. Yernaux et consorts.

N° 77. Amendement proposé par M. Buisseret.

N° 315. Rapport de M. Leysen.

N° 316. Amendements de M. Mazereel.

N° 321. Amendement du gouvernement.

N° 337. Amendement de M. George.

N° 343. Amendements de M. Yernaux et de M. Vandermeulen.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Leysen, p. 1367 (28 mai 1953).

Discussion générale (9 juin 1953). Discussion générale (9 juin 1953).

Discours de MM. Leysen, rapp. (expose la portée du projet), p. 1438; Vandermeulen (estime que le projet est insuffisant et qu'il est nécessaire d'intervenir en faveur des instituteurs qui n'ont pu obtenir ou occuper leur emploi par le fait de la mobilisation antérieure à 1940), pp. 1438 à 1439; Buisseret (déclare que le projet de loi ne tient pas compte des services patriotiques des instituteurs), pp. 1439 à 1440; Harmel, m. i. p. (déclare que le but du présent projet est d'étendre aux instituteurs le bénéfice des avantages accordés déjà aux autres agents de l'Etat), p. 1440; Crommen (estime que le projet est insuffisant, p. 1440.

La discussion générale est close

La discussion générale est close.

Discussion des articles (9 juin 1953).

Les articles 1er et 2 sont adoptés, pp. 1440 à 1441.

Enseignement. — ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (suite)

Intervention de MM. Vandermeulen, p. 1444, Harmel, m. i. p., et George, pp. 1445 et 1446, et Mazereel, p. 1446.

Suite de la discussion des articles (10 juin 1953).

Art. 3.

Intervention de MM. Yernaux, pp. 1451 à 1452, et Harmel, m. i. p., pp. 1453 à 1454.

Les §§ 1° à 3 sont adoptés, p. 1452.
§ 4 : L'amendement de MM. Mazereel et Vandermeulen est

rejeté.

rejeté.
L'amendement de M. George est rejeté.
Le § 4 est adopté, p. 1452.
Le § 5 est adopté, p. 1453.
§ 6 : L'amendement de M. Yernaux est rejeté.
L'amendement de M. Mazereel est rejeté.
Le § 6 est adopté, p. 1454.
Le § 7 est adopté, p. 1454.
§ 8 (nouveau) : L'amendement du gouvernement tendant à introduire un § 8 est adopté, p. 1454.
L'amendement de MM. Vandermeulen et Mazereel, tendant à introduire un § 9 est retiré, p. 1454.
L'article 3 amendé est adopté, p. 1454.
L'article 4 est adopté, p. 1455.

L'article 4 est adopté, p. 1455.

Art. 5.

L'amendement de MM. Vandermeulen et Mazereel est retiré, p. 1455. L'article 5 est adopté, p. 1455.

L'article 3 amendé est remis aux voix et définitivement adopté. p. 1455.

Vote (11 juin 1953).

Vote (11 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 122 voix et 33 abstentions, p. 1481.

Se sont abstenus : MM. Allard, Beaucarne, Beulers, Chot, Clays, Cornez, Debaise, Delor, De Smet (Louis), Dhondt, Doutrepont, Duterne, Francen, Goossens, Harmegnies, Lacroix, Laurens, Ledoux, Mazereel, Molter, Moulin, Pontus, Remson, Roelandts, Somers, Spreutel, Vandermeulen, Mme Vandervelde, MM. Van Hooveld, Van Laerhoven, Verbert, Versieren et Yernaux.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Doc. - Nº 52. Rapport de M. Rolland.

Dépôt du rapport par M. Rolland, p. 140 (27 novembre 1952).

Discussion générale (10 décembre 1952).

Discours de MM. Rolland, rapp. (expose le but du projet qui modifie en plusieurs points les lois coordonnées sur la collation des grades académiques), p. 227; Catteau (demande des précisions), p. 227; Harmel, m. i. p. (répond aux questions posées), p. 227.

La discussion générale est close.

Les articles 1<sup>er</sup> à 5 du projet de loi sont adoptés sans discussion, p. 228.

Vote (11 décembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 160 membres présents, p. 239.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat.

Doc. — N° 199. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 245. Rapport de M. Hanquet.

N° 246. Amendements proposés par M. Mazereel et consorts. N° 253. Amendements proposés par M. Buisseret.

— Transmis par la Chambre des représentants, p. 840 (10 mars 1953).

(10 mars 1953).

Discussion générale (22 avril 1953).

Discours de MM. Hanquet (concernant : la déconcentration, le choix de professeurs, la hiérarchie existant dans le corps professoral, la tâche comptable confiée au Conseil du patrimoine universitaire, les bibliothèques universitaires), pp 1044 à 1945; Rolland (concernant : l'autonomie de gestion, l'équilibre entre les deux universités, les attributions du conseil d'administration, les écoles et les instituts annexés aux facultés, le secrétaire du conseil académique, le secrétaire d'administration, le patrimoine des universités, le plafond des avances de fonds), pp. 1045 à 1046; Buisseret (concernant : Le monopole des professeurs ordinaires, la déconcentration, les nominations de professeurs, l'autonomie), pp. 1046 à 1047; Harmel, m. i. p. (concernant : la création du conseil d'administration de l'université, la distinction entre les professeurs ordinaires et extraordinaires, les nominations de professeurs, le recours contre les délibérations du conseil d'administration

3/2

## Enseignement. - Enseignement supérieur (suite)

et du conseil académique), p. 1047 à 1048; Kluyskens (concernant la décentralisation, la distinction entre professeurs ordinaires et extraordinaires), p. 1048. La discussion générale est close.

Discussion des articles (22 avril 1953).

Les articles 1 à 5 sont adoptés sans discussion, pp. 1048 à 1049.

Art. 6.

Intervention de MM. Buisseret, Harmel, m. i. p., pp. 1049 et 1050; Rolin, p. 1050 et Kluyskens, pp. 1050 à 1051.

Amendement de M. Buisseret, p. 1051.

M. Buisseret demande le vote par appel nominal sur son amendement, p. 1051.

L'amendement est roieté ann 60.

L'amendement est rejeté par 66 voix contre 60, p. 1051.

L'article 6 est adopté, p. 1051. L'article 7 est adopté sans discussion, p. 1051.

Art. 8.

L'amendement de M. Buisseret est retiré, p. 1051. L'article 8 est adopté, p. 1051.

Les articles 9 à 11 sont adoptés sans discussion, p. 1051.

Intervention de M. Harmel, m. i. p. L'article 12 est adopté, p. 1051. Les articles 13 à 24 sont adoptés sans discussion, pp. 1051 à 1053.

Art. 25.

Intervention de M. Harmel, m. i. p., pp. 1053 à 1054. L'article 25 est adopté, p. 1054. Les articles 26 à 35 sont adoptés sans discussion, pp. 1054 à 1055.

Art. 36.

L'amendement de M. Mazereel est rejeté, p. 1056. L'intervention de MM. Mazereel, p. 1055, et Harmel, m. i. p., pp. 1055 à 1056.

L'article 36 est adopté, p. 1056.

Art. 37.

L'amendement de M. Mazereel est retiré. L'article 37 est adopté, p. 1056.

Les articles 38 à 51 sont adoptés sans discussion, pp. 1056 à

Art. 52.

Intervention de MM. Rolland, Harmel, m. i. p. L'article 52 est adopté, p. 1058.

Les articles 53 à 62 sont adoptés sans discussion, pp. 1058 à 1060. Art. 63.

Intervention de MM. Buisseret, pp. 1060 à 1062; Hanquet, p. 1061; Harmel, m. i. p., pp. 1061 à 1062. L'amendement de M. Buisseret est retiré, p. 1062. L'article 63 est adopté, p. 1062.

Les articles 64 à 69 sont adoptés sans discussion, pp. 1062 à 1063.

Art. 70. L'amendement de MM. Mazereel et cs. est retiré.

L'article 70 est adopté, p. 1063.

L'article 71 est adopté sans discussion, p. 1063.

M. Harmel, m. i. p., demande d'apporter une correction d'ordre purement matériel à l'article 17, p. 1063.

Le Sénat marque son accord.

Vote (23 avril 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 137 voix et 10 abstentions, p. 1076.

Vote (23 April 1953).

Se sont abstenus: MM. Vreven, Warnant, Baur, Binot, Buisseret, Coulonvaux, George, Gillon, Gilson et Marien, p. 1076.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi tendant à l'établissement d'un jury central pour la collation du grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur pour les sciences commerciales.

Doc. — N° 357. Proposition de M. Rolland. N° 402. Rapport de M. Vandermeulen. N° 490. Projet amendé par la Chambre des représentants. N° 521. Rapport de M. Vandermeulen.

m. — Dépôt de la proposition par M. Rolland, p. 1534 (17 juin 1953).
Prise en considération. — Renvoi à la commission, p. 1597 (24 juin 1953).

Dépôt du rapport par M. Vandermeulen, p. 1676 (25 juin 1953) Discussion générale (2 juillet 1953).

Discours de MM. Vandermeulen, rapp. (précise la portée de la proposition), p. 1738.

Harmel, m. i. p. (observations), pp. 1738 et 1739.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (2 juillet 1953),

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans discussion, p. 1739.

Enseignement. — ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (suite)

Vote (2 juillet 1953).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 152 membres présents, p. 1746. Le projet sera transmis à la Chambre des représentants.

Rectification de vote (8 juillet 1953).

M. Van Remoortel ayant omis de signer son bulletin demande qu'il soit tenu compte de son vote.

M. le président donne acte de cette déclaration, p. 1801.

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

Projet de loi organique de l'enseignement technique.

Doc. — N° 112. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 194. Rapport de M. Jespers + annexe.

N° 195. Amendements de M. Rolland et consorts au texte de la commission.

Nº 205. Amendements de M. Rolland au texte de la commission. Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Harmel, m. i. p., p. 349 (18 décembre 1952).

Dépôt du rapport par M. Jespers, p. 831 (4 mars 1953).

Discussion générale (17 mars 1953).

Discussion générale (17 mars 1953).

Discours de MM. Jespers, rapp. (commente le projet), pp. 887 à 889; Rolland (expose le problème de la formation et de la spécialisation professionnelle, de l'organisation de l'enseignement technique et du rôle de l'Etat en la matière, critique les dispositions visant l'inspection de l'enseignement technique libre, le conseil supérieur, les méthodes tendant à la normalisation de cet enseignement technique, fait des observations au sujet de la paix scolaire), pp. 889 à 892 et 897 à 898; George (concernant : le problème du conseil supérieur de l'enseignement technique, le rôle de l'Etat dans l'organisation de l'enseignement technique, l'enseignement obligatoire de la seconde langue nationale), pp. 899 à 900; Leysen (souligne le but économique du présent projet et commente ses dispositions), pp. 900 à 901; Hoste (observations concernant l'organisation de l'enseignement technique et l'enseignement de la seconde langue nationale), pp. 901 à 902.

Reprise de la discussion générale (18 mars 1953).

Reprise de la discussion générale (18 mars 1953).

Reprise de la discussion générale (18 mars 1953).

Discours de MM. Missiaen (déclare que le projet consacre une situation existante et entrave la paix scolaire, souligne les lacunes que présente le projet), pp. 908 à 911; Hanquet (concernant la tutelle exercée par le comité supérieur du conseil supérieur de l'enseignement technique), pp. 911 à 912; Rolland (observations), p. 912; Hanquet (souligne l'aspect social du projet, fait des observations au sujet du programme des cours et de l'enseignement de la seconde langue nationale, demande la simplification de la pratique administrative), pp. 912 à 914; Vandermeulen (concernant : les buts de l'enseignement technique, la disproportion existant entre le nombre des établissements officiels et celui des établissements libres, le pouvoir d'initiative de l'Etat, le pouvoir des communes et des provinces en la matière), pp. 914 à 915; Mme Lambotte (concernant la formation familiale et ménagère des jeunes filles); pp. 915 à 916; M. Remson (critique l'importance des subsides accordés à l'enseignement libre, l'enseignement obligatoire de la religion et de la seconde langue nationale, la création de laboratoires communs, analyse la position de l'Etat, des provinces et des communes, en ce qui concerne l'enseignement technique), pp. 916 à 918.

Reprise de la discussion générale (19 mars 1953).

Reprise de la discussion générale (19 mars 1953).

Discours de MM. Glineur (concernant l'importance de la formation professionnelle, l'insuffisance du matériel didactique, les subventions, l'autonomie, les prestations du personnel enseignant), pp. 934 à 935; Harmel, m. i. p. (fait l'historique de la loi et expose les innovations apportées par le présent projet, répond aux critiques formulées au cours du débat), pp. 936 à 938. Reprise de la discussion générale (19 mars 1953).

La discussion générale est close.

Discussion des articles (19 mars 1953).

Les articles 1er à 6 sont adoptés sans discussion, pp. 938 à 939. Art. 7.

L'amendement de M. Rolland est adopté, p. 940. Intervention de MM. Rolland, Harmel, m. i. p., Jespers, rapp., p. 939. L'article 7 amendé est adopté, p. 940.

L'article 8 est adopté sans discussion, p. 940.

Art. 9.

Intervention de M.M. Harmel, m. i. p., Rolland, Jespers. L'article 9 est adopté, p. 940.

Les articles 10 à 14 sont adoptés sans discussion, pp. 940 à 941. Art. 15.

L'amendement de MM. Rolland et consorts est adopté, p. 941. Intervention de MM. Rolland et Harmel, m. i. p. L'article 15, amendé, est adopté, p. 941.

Les articles 16 à 20 sont adoptés sans discussion, p. 942.

M. Rolland propose l'insertion d'un article 20bis nouveau.

Intervention de MM. Rolland et Harmel, m. i. p., pp. 942 et 943, et Jespers, p. 943.

L'amendement de M. Rolland est rejeté, p. 943.

## Enseignement. - Enseignement technique (suite)

Art. 21.

Intervention de MM. Missiaen, Harmel, m. i. p.

L'article 21 est adopté, p. 944. Les articles 22 à 27 sont adoptés sans discussion, pp. 944 à 945. Art. 28.

Amendement de MM. George et Catteau, p. 945.
Intervention de MM. Gillon, pp. 945 à 946, Baur, p. 946, Harmel, m. i. p., pp. 946 à 947, Missiaen et Hoste, p. 947, Jespers, pp. 947 à 948.
M. Catteau demande l'ajournement du vote sur son amendement,

L'amendement de M. Catteau et l'article 28 sont réservés, p. 948. L'article 29 est adopté sans discussion, p. 948.

Art. 30.

Amendement de M. Rolland, p. 948. Intervention de MM. Rolland et Harmel, m. i. p., pp. 948 et 949. Le vote sur l'amendement et sur l'article 30 est réservé, p. 949. Les articles 31 à 35 sont adoptés sans discussion, pp. 949 à 950. Art. 36.

Intervention de MM. Harmel, m. i. p., et Rolland, p. 950. L'article 36 est adopté, p. 950.

Les articles 37 à 41 sont adoptés sans discussion, pp. 950 à 951. Art. 42.

Amendement de MM. Rolland et consorts, p. 951. Intervention de MM. Rolland, Harmel, m. i. p., Jespers. Le vote sur l'amendement et sur l'article 42 est réservé, p. 951. Les articles 43 à 72 sont adoptés sans discussion, pp. 951 à 955. M. Rolland propose l'insertion d'un article 72bis, p. 955. Intervention de MM. Rolland, Harmel, m. i. p. Le vote sur cet amendement est réservé, p. 955.

Les articles 73 et 74 sont adoptés sans discussion, p. 955.

Vote sur les amendements et articles réservés (26 mars 1953).

Art. 28.

L'amendement de MM. George et Catteau est rejeté par 109 voix contre 45 et 5 abstentions, p. 1004.

Se sont abstenus: MM. Missiaen, Van Remoortel, Vermeylen, De Block et Mazereel, p. 1005.

L'article 28 est adopté, p. 1005.

Art. 30.

L'amendement de M. Rolland est rejeté. L'article 30 est adopté, p. 1005.

Art. 42.

L'amendement de M. Rolland est adopté, p. 1006. Intervention de M. Rolland. L'article 42, amendé, est adopté, p. 1006.

L'article 42 est remis aux voix et définitivement adopté, p. 1006. Vote (26 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 71 et 1 abstention, p. 1013.

S'est abstenu: M. Buisseret, p. 1014.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Rectification de vote (16 juin 1953). Le vote émis par M. Van Laerhoven sur l'amendement à l'arti-cle 28 est affirmatif et non négatif, p. 1496.

# FONDS DES CONSTRUCTIONS.

Projet de loi portant création d'un Fonds des constructions sco-laires et universitaires de l'Etat.

c. — N° 198. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 272. Rapport de M. Rolland. N° 304. Amendement proposé par M. Missiaen et consorts.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 840 (10 mars 1953).

Dépôt du rapport par M. Rolland, p. 1171 (5 mai 1953).

Discussion générale (21 mai 1953).

Discussion générale (21 mai 1953).

Discours de MM. Rolland, rapp. (expose la portée du projet et fait des observations au sujet du recrutement du personnel technique temporaire et du logement des chefs d'établissement), pp. 1265 à 1266 et 1273; Missiaen (examine l'activité du Fonds et la répartition des crédits consentis), pp. 1266 à 1267; Hoste (concernant : la responsabilité partagée par le ministre de l'instruction publique et le ministre des travaux publics en matière de bâtiments scolaires, le recrutement d'employés temporaires), pp. 1271 et 1273; Harmel, m. i. p. (concernant les formules techniques et financières les plus adéquates aux besoins actuels et les avantages que présente la création d'un Fonds de construction englobant tous les secteurs de l'enseignement; répond aux remarques formulées au cours du débat), pp. 1272 à 1273.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 mai 1953).

Discussion des articles (21 mai 1953).

Les articles 1er à 4 sont adoptés sans discussion, pp. 1273 à 1274.

Art. 5.

Intervention de M. Rolland. L'article 5 est adopté, p. 1274.

Enseignement. — FONDS DES CONSTRUCTIONS (suite)

Art. 6.

L'amendement de M. Missiaen est rejeté. Intervention de MM. Missiaen, Harmel, m. i. p. L'article 6 est adopté, p. 1274. Les articles 7 à 12 sont adoptés, p. 1275.

Vote (2 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix contre 1 et 2 abstentions, p. 1376.

Se sont abstenus: M. Ancot et le baron de Dorlodot.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

PERSONNEL ENSEIGNANT.

Projet de loi modifiant le règlement relatif à la mise en disponi-bilité du personnel enseignant.

c. — N° 446. Exposé des motifs et projet de loi. N° 495. Rapport de M. Leysen.

- Dépôt du projet par M. Harmel, m. i. p., p. 1877 (9 juil-Ann. let 1953).

Enseignement moyen. - V. aussi : Affaires étrangères : Enseignement.

Enseignement (Personnel de l'). - V. Administrations publiques : Sanctions disciplinaires.

Enseignement primaire. - V. aussi : Affaires étrangères : Ensei-

Enseignement supérieur. - V. aussi : Affaires étrangères : Ensei-

Entreprises industrielles et artisanales. - V. Commerce et Industrie.

Examens. — V. Administrations publiques.

Examens universitaires. — V. Affaires étrangères : Enseignement.

Exploitations de commerce de détail. - V. Impôts : Impôts directs : Taxe sur le chiffre d'affaires.

Fabriques d'église. - V. Cultes.

Ann. — M. le président annonce que S. M. le roi Léopold III a consenti au mariage de S. A. R. la princesse Joséphine-Charlotte de Belgique avec S. A. R. le grand-duc héritier Jean de Luxembourg. Il demandera audience à S. M. le roi Léopold III et à S. M. le Roi pour leur exprimer les vœux que le Sénat forme pour le bonheur de la Princesse et de son auguste fiancé. Il donne lecture du télégramme qu'il propose d'envoyer au président de la Chambre des députés du grand-duché de Luxembourg, p. 9 (11 novembre 1952).

Filiation. - V. Droit civil : Paternité et filiation.

# Finances.

COMPTABILITÉ DE L'ETAT.

Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les bud-gets de l'exercice 1953.

Doc. — N° 100. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 105. Rapport de M. Van Laeys.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 275 (17 décembre 1952).

Dépôt du rapport par M. Van Laeys, p. 306 (17 décembre 1952).

Discussion générale (18 décembre 1952).

Discussion générale (18 décembre 1952).

Discours de MM. Doutrepont (concernant : les mesures permettant de voter les budgets avant la date de l'ouverture de l'exercice, la défense d'affecter des crédits provisoires à des dépenses nouvelles non autorisées antérieurement par la législature et les dérogations à ce principe pour certaines dépenses de la défense nationale, la présence aux réunions de commissions, le vote négatif du groupe socialiste), pp. 313 à 314; Taillard (justifie le vote négatif du groupe comministe), p. 314; Gillon (déclare que le groupe libéral ne peut voter le budget), p. 314; Van Houtte, p. m. (concernant la recherche d'une formule permettant de réduire au minimum les inconvénients du vote traditionnel des crédits provisoires), p. 314; Van Loenhout (concernant la réunion de la commission), p. 314.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (18 décembre 1952).

Discussion des articles (18 décembre 1952).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans discussion, pp. 315 à 316. Vote (23 décembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 64, p. 375. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Finances. - COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT (suite)

Projet de loi relatif à la comptabilité de l'Etat.

Doc. — N° 134. Rapport de M. Van Laeys. N° 137. Amendement de M. Doutrepont.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Van Laeys, p. 489 (28 janvier 1953).

Discussion générale (5 février 1953).

Discurs de MM. Doutrepont (concernant les sommes encaissées indûment par les comptables du département des finances ou de celui des communications, remboursées aux ayants droit par les mêmes comptables, à charge du budget des non-valeurs et remboursements, sans recours au visa préalable de la Cour des comptes, insiste sur la nécessité du contrôle parlementaire), pp. 580 à 584; Van Laeys, rapp. (observations), pp. 581 et 582; Janssen, m. f. (précise la portée du projet), pp. 582 à 583. La discussion générale est close.

Discussion des articles (5 février 1953).

Art. 1er

Le vote sur l'amendement de M. Doutrepont est réservé, p. 584. L'article 1er est réservé, p. 584.

L'article 2 est adopté sans discussion, p. 584.

Suite de la discussion des articles (10 février 1953).

M. Doutrepont demande le vote par appel nominal sur l'amendement présenté à l'article 1er, p. 595.

L'amendement de MM. Doutrepont et Harmegnies est rejeté par 79 voix contre 64 et 1 abstention, p. 595.

S'est abstenu : M. Gillon.

L'article 1er est adopté, p. 595.

Vote (12 février 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 97 voix contre 46 et 1 abstention, p. 642.

S'est abstenu : M. Doutrepont.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi abolissant, en faveur de certains créanciers de l'Elat, les prescriptions ou déchéances accomplies entre le 1<sup>et</sup> janvier 1943 et le 31 décembre 1948, par application des articles 34 et 36 de la loi sur la complabilité de l'Etat.

Doc. - Nº 138. Rapport complémentaire de M. Van Loenhout. Ann. — Dépôt du rapport par M. Van Loenhout, p. 489 (28 janvier 1953).

Discussion générale (5 février 1953).

Discours de MM. Janssen, m. f. (déclare que le gouvernement se rallie au texte proposé par la commission), p. 585; Van Loenhout, rapp. (observations), p. 585.

La discussion générale est close. Discussion des articles (5 février 1953).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans discussion, p. 585.

Vote (12 février 1953).

L'ensemble de la proposition est adoptée par 138 voix contre 3 et 2 abstentions, p. 642.

Se sont abstenus : MM. Harmegnies et Van Laerhoven.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants. Projet de loi postposant la clôture d'opérations relatives à l'exercice 1952.

Doc. - Nº 218. Rapport de M. Van Laeys.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 887 (17 mars 1953).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (25 mars 1953).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans discussion, p. 978.

Vote (26 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 144 voix contre 15, p. 1012. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1953.

Doc. - Nº 227. Rapport de M. Van Laeys.

Transmis par la Chambre des représentants, p. 962 (25 mars 1953).

Discussion générale (25 mars 1953).

Discours de M. Taillard (expose les raisons pour lesquelles le groupe communiste ne votera pas le projet), p. 963.
La discussion générale est close.

Discussion des articles (25 mars 1953).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans discussion, pp. 963 à 964. Vote (26 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 72 et 1 abstention, p. 1013, S'est abstenu : M. Buisseret.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Finances. - COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT (suite)

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et rédui-sant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs.

 $\it Doc. --- N^{\circ}$  238. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 283. Rapport de M. Clynmans.

Transmis par la Chambre des représentants, p. 1024 (21 avril 1953).

Discussion générale (28 mai 1953).

A la discussion générale de ce projet est jointe celle du projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordi-naire de l'exercice 1953.

A la discussion générale de ce projet est jointe celle du projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordinaire de l'exercice 1953.

Discours de MM. Clynmans, rapp. (concernant les abus en matière de crédits supplémentaires et la nécessité du contrôle de la Cour des comptes), pp. 1326 à 1327; Leemans, rapp. (concernant notre situation économique et financière et la politique d'économies du gouvernement), pp. 1327 à 1328; Doutrepont (concernant : l'apurement des créances qui se forment en l'absence de contrôle de la Cour des comptes, les dépassements de crédits, la préparation des projets de budgets, l'appareil administratif de contrôle des finances et la commission des économies, les dérogations aux lois organiques, le relèvement de la prescription quinquennale, la complexité des régimes successifs de rémunération des agents de l'État, le caractère politique des crédits supplémentaires sollicités en faveur de la S. N. C. B. et le redressement financier de la société, la nouvelle comptabilité adoptée en matière de non-valeurs et de remboursements, l'octroi du franc symbolique destiné à régulariser l'absence d'un fonctionnaire en matière de calcul de pension, le crédit en faveur des sinistrés du 1°r février, le crédit destiné à la Communauté du charbon et de l'acier, la situation financière et économique du pays, les difficultés dans le domaine Benelux et l'instauration des taxes compensatoires sans autorisation législative), pp. 1328 à 1333; Vreven (concernant : l'accroissement continu des dépenses de l'Etat et les dépassements de crédits, la commission des économies, la situation économique du pays, la concurrence de nos partenaires Benelux, la fiscalité excessive, la lourde charge des cotisations pour la sécurité sociale, la création de nouvelles industries et les investissements, le vote négatif du groupe libéral), pp. 1334 à 1336; Taillard (justifie le vote du groupe communiste), p. 1336 à 1337; lanssen, m. f. (concernant les abus des crédits supplémentaires, le recours à l'emprunt, les dépen

La discussion générale est close,

Discussion des articles du lableau (28 mai 1953).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés, p. 1340.

Discussion des articles du projet de loi (28 mai 1953). Les articles 1 à 20 sont adoptés sans discussion, pp. 1340 à 1366.

Vote (2 juin 1953).

M. Rolin justifie le vote du groupe socialiste, p. 1376. L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 65 et 1 abstention, p. 1376.
S'est abstenu : M. Duray.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi ouvrant des crédits supplémentaires au budget ordi-naire de l'exercice 1953.

Doc. - N° 292. Rapport de M. Leemans.

- Transmis par la Chambre des représentants, p. 1215 (19 mai 1953).

(19 mai 1953).
Dépôt du rapport par M. Leemans, p. 1257 (20 mai 1953).
La discussion générale est jointe à celle du projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1952 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1951 et antérieurs, p. 1326 (28 mai 1953).

Discussion des articles (2 juin 1953).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans discussion, p. 1367.

Vote (28 mai 1953).

M. Rolin justifie le vote du groupe socialiste, p. 1376. L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 65 et 1 abstention, p. 1376.
S'est abtenu : M. Duray.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Finances. — COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT (suite)

Projet de loi relatif à l'abandon par l'Etat de certaines créances nées en raison de circonstances se rattachant à la guerre.

Doc. — N° 382. Exposé des motifs et projet de loi. N° 443. Rapport de M. Ronse.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Janssen, m. f., p. 1595 (23 juin 1953). Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 1833 (8 juillet 1953).

Discussion générale (16 juillet 1953).

Discours de MM. Cornez (lait des observations au sujet du recouvrement des créances), pp. 1966 à 1967; Janssen, m. f. (répond aux observations formulées par M. Cornez), p. 1967. La discussion générale est close.

Discussion des articles (16 juillet 1953).

Les articles 1 à 8 sont adoptés sans discussion, pp. 1967 à 1970. Vote (16 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 144 voix contre 5 p. 1994. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1941-1942.

Doc. - Nº 509. Rapport de M. Clynmans.

— Transmis par la Chambre des représentants, p. 1564 (23 juin 1953).

(23 juin 1953).

— Transmission, conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi du 14 juillet 1951 portant liquidation des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944, du deuxième rapport du comité de liquidation sur l'état d'avancement de ses travaux, p. 10 (11 novembre 1952).

— Transmission, conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi du 14 juillet 1951 portant liquidation des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944, du troisième rapport du comité de liquidation sur l'état d'avancement de ses travaux, p. 716 (24 février 1953).

— Transmission des résultats apparaissant dans le compte général de l'administration des finances établi pour l'année 1945, p. 384 (20 janvier 1953).

— Transmission des résultats apparaissant dans le compte général de l'administration des finances établi pour l'année 1946, p. 1215 (19 mai 1953).

MONNAIE.

Projet de loi fixant la limite assignée à l'émission de monnaies divisionnaires.

Doc. — N° 468. Rapport de M. Allewaert.
 Ann. — Projet transmis par la Chambre des représentants, p. 1764 (7 juillet 1953).
 Dépôt du rapport par M. Allewaert, p. 1955 (15 juillet 1953).

Discussion générale (16 juillet 1953). Discours de MM. Allewaert, rapp. (expose la portée du projet), p. 1970; Troclet (déclare que le présent projet camoufle une mesure inflatoire), p. 1970; Janssen, m. f. (observations), p. 1970.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (16 juillet 1953).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans discussion, p. 1970. Vote (16 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 64,

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

OFFICE DES SÉQUESTRES.

Ann. — Transmission du rapport sur l'activité de l'Office des séquestres au 31 décembre 1951, par M. le ministre des finances, p. 80 (20 novembre 1952).

Finances communales. — V. Provinces: Finances provinciales.

Finances provinciales. - V. Provinces.

Fonctions publiques. — V. Pensions : Vieillesse.
V. aussi : Administrations publiques : Sanctions disciplinaires

Fonds communal d'assistance publique. — V. Provinces : Fonds des

Fonds de pension réservé. — V. Pensions : Vieillesse.

Fonds des communes. - V. Provinces : Fonds des provinces.

Fonds des constructions scolaires de l'Etat. — V. Enseignement.

Fonds des constructions universitaires de l'Etat. - V. Enseignement.

Fonds de sécurité d'existence. — V. Sécurité sociale.

Fonds des provinces. - V. Provinces.

Forces armées. — V. Affaires étrangères. V. aussi : Affaires étrangères : Pacte atlantique.

Forces armées canadiennes. — V. Affaires étrangères.

Forces au service des Nations-Unies. - V. Armée : Officiers.

Fusion de sociétés. - V. Impôts : Impôts directs : Revenus.

Garde territoriale antiaérienne. - V. Armée.

Gasoil. - V. Affaires étrangères . Douanes et accises.

Gendarmerie.

Projet de loi sur la gendarmerie.

Doc. — N° 14. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. le colonel De Greef, m. d. n.,
p. 27 (12 novembre 1952).

PERSONNEL SUBALTERNE

Projet de loi portant statut du personnel subalterne de la gendarmerie.

Doc. — N° 47. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. le colonel De Greef, m. d. n.,
p. 101 (25 novembre 1952).

Gens de mer. - V. Travail : Accidents du travail.

Gouvernement.

Ann. — Transmission des arrêtés royaux en date des 9 août et 3 septembre 1952 modifiant la composition du gouvernement et de l'arrêté royal en date du 14 août 1952 portant suppression du département de la reconstruction et transfert de ses attributions au ministère des travaux publics et au ministère de la santé publique et de la famille, p. 8 (11 novembre 1952).

de Ses attributions au ministère des travaux publics et au ministère de la santé publique et de la famille, p. 8 (11 novembre 1952).

Suite aux interpellations jointes de MM. Buisseret et Rolin, un ordre du jour est déposé par MM. Gillon, Rolin, Buisseret, Van Remoortel, Coulonvaux et Vermeylen désavouant la politique du gouvernement, p. 26 (12 novembre 1952). Suite aux interpellations jointes de MM. Buisseret et Rolin, un ordre du jour est déposé par MM. De Bruyne et Huart, exprimant la confiance au gouvernement, p. 27 (12 novembre 1952). L'ordre du jour de confiance est adopté par 90 voix contre 76, p. 47 (13 novembre 1952).

Transmission d'une copie de l'arrêté royal en date du 5 décembre 1952 acceptant la démission de M. Lagae de ses fonctions de ministre de la justice, p. 190 (9 décembre 1952).

Transmission d'une copie de l'arrêté royal en date du 13 décembre 1952 portant nomination du vicomte du Bus de Warnaffe en qualité de ministre de la justice, p. 262 (16 décembre 1952).

Transmission des textes des conventions et recommandations adoptées au cours des 33°, 34° et 35° sessions de la Conférence internationale du Travail, tenues à Genève, en juin 1950, 1951 et 1952, p. 308 (18 décembre 1952), et p. 353 (23 décembre 1952).

Suite à l'interpellation de M. Rolin, un ordre du jour est déposé par MM. Edgard De Bruyne et Derbaix, exprimant la confiance au gouvernement, p. 487 (28 janvier 1953). — Cet ordre du jour est adopté, p. 504 (29 janvier 1953). — Suite à l'interpellation de M. Rolin, un ordre du jour est déposé par MM. Rolin, Coulonvaux, Mme Ciselet, MM. De Block et Moulin, un ordre du jour de confiance au gouvernement, p. 487 (28 janvier 1953). — Suite à l'interpellation de MM. Harmegnies, Bouilly, De Block et Moulin, un ordre du jour de confiance au fét déposé par MM. Rolin, Coulonvaux, de l'interpellation de MM. Harmegnies, Bouilly, De Block et Moulin, un ordre du jour de confiance a été déposé par MM. Roline et Morten de Melen est adoptée, p. 370 (11 mars 1953). — L'ordre du jour pur et simple prop

Grades académiques. — V. Affaires étrangères : Enseignement. V. aussi : Enseignement : Enseignement supérieur.

Guerre.

CHEVRONS DE FRONT.

Proposition de loi tendant, en matière d'octroi de rentes de chevrons de front, à permettre la liquidation d'arrièrés dus aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 des régions de l'est.

Doc. — Nº 192. Rapport de M. Léon Servais.

Ann. — Dépôt du rapport par M. Léon Servais, p. 831

(4 mars 1953).

#### Guerre. — CHEVRONS DE FRONT (suite)

Discussion générale (11 mars 1953).

Discussion generale (11 mais 1955).

Discours de MM. Pontus (regrette que sa proposition ne soit pas agréée ni par le gouvernement, ni par la commission des finances), p. 875; Allard (souligne l'aspect moral de la question et propose au Sénat de renvoyer la proposition à la commission des finances), p. 875; Léon Servais, rapp. (précise la portée de la proposition), pp. 875 à 876.

Renvoi en commission (11 mars 1953).

M. Léon Servais (déclare que rien ne justifie le renvoi de cette proposition de loi en commission), p. 876.
M. Allard fait des observations.
M. Janssen, m. f., fait des observations.
La proposition de renvoi est rejetée, p. 876.
La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (11 mars 1953).

L'amendement de M. Allard est rejeté. Observations de M. Léon Servais, p. 876. L'article unique est rejeté, p. 877.

Proposition de loi tendant, en matière d'octroi de rentes de chevrons de front aux anciens combattants de la guerre 1914-1918, à lever la forclusion et permettre la liquidation des

1918, a lever la forclusion et permettre la liquidation des arrièrés.

Doc. — N° 254. Proposition de M. Cornez.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Cornez, p. 1041 (21 avril 1953).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1216 (19 mai 1953).

DÉPORTÉS.

Projet de loi organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946.

Doc. — N° 116. Rapport complémentaire de M. Meunier.

N° 139. Amendements présentés par le gouvernement au texte de la commission.

N° 149. Amendements presentes par le gouvernement au texte de la commission.

N° 149. Amendements proposés par M. De Stobbeleir et consorts au texte présenté par la commission et amendement proposé par M. Lacroix et consorts au texte présenté par la commission.

N° 160. Amendement présenté par le gouvernement au texte de la commission.

Ann. Dépôt du rapport complémentaire par M. Meunier, p. 253 (11 décembre 1952).

Discussion générale (5 février 1953).

Discours de MM. Meunier, rapp. (expose la portée du projet), pp. 564 à 565; De Stobbeleir (déclare que le statut doit être basé sur la reconnaissance du mérite et qu'une distinction doit être faite entre travailleurs volontaires et travailleurs obligatoires), pp. 565 à 566; Custers (fait état de la confusion existant en ce qui concerne l'origine et la rortée des statuts en matière des dommages aux personnes, donne un aperçu du projet dans ses grandes lignes, examine la mise en application, donne un aperçu des droits et avantages accordés par le projet aux personnes considérées comme déportées et de la nouvelle différenciation qu'il inaugure), pp. 566 à 571; Behogne, m. t. p. r. (précise la portée du statut), p. 571.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (5 février 1953). Discussion générale (5 février 1953).

Discussion des articles (5 février 1953). Les articles 1er et 2 sont adoptés sans discussion, p. 572.

Art. 3. Intervention de MM. Behogne et Meunier. L'article 3, modifié, est adopté, p. 572.

Les articles 4 et 5 sont adoptés sans discussion, p. 572.

Art. 6

Art. 6.

L'amendement de MM. De Stobbeleir, Godin et Lacroix est retiré, p. 573.

L'amendement de M. Lacroix et consorts est retiré, p. 573.

Intervention de MM. Behogne, De Stobbeleir, Custers, Lacroix et De Block, pp. 572 à 573.

L'article 6 est adopté, p. 573.

Les articles 7 à 11 sont adoptés sans discussion, pp. 573 à 574.

Amendement du gouvernement. Amendement de M. Lacroix et consorts. Intervention de MM. Lacroix, Custers, Behogne et Harmegnies,

p. 574.

Le vote sur ces amendements et sur l'article 12 est réservé, p. 574.

M. De Stobbeleir et consorts proposent l'insertion d'un article 12bis. — Le vote sur cet amendement est réservé, p. 575.

Le vote sur cet amendement est réservé, p. 575.

Le vote sur cet amendement est réservé, p. 575.

Le vote sur cet amendement est réservé, p. 575.

Intervention de MM. De Stobbeleir, Behogne, Meunier, p. 575. L'article 13 est réservé, p. 575.

Suite de la discussion des articles (10 février 1953).

Art. 12 (nouveau).

L'amendement de M. Lacroix et consorts est retiré, p. 593. L'amendement du gouvernement est adopté, p. 593. Intervention de M. Behogne.

#### Guerre. — DÉPORTÉS (suite)

L'article 12, amendé, est adopté, p. 593. M. De Stobbeleir et consorts retirent l'amendement tendant à l'insertion d'un article 12bis nouveau, p. 593. Intervention de MM. Behogne et De Stobbeleir.

Art. 13 (nouveau).

L'amendement du gouvernement est adopté. L'article 13, amendé, est adopté, p. 593.

Art. 14.

'amendement du gouvernement est adopté. L'article 14, amendé, est adopté, p. 594.

Art. 15.

L'article 15, modifié, est adopté.

Les articles 16 et 17 sont adoptés sans discussion, p. 594. Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés, p. 594.

Vote (12 février 1953).

M. Gillon justifie son vote, p. 643.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 135 voix contre 4 et 5 abstentions, p. 643.

Se sont abstenus: MM. Baur, Boulanger, Glineur, Taillard, Van Belle.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

DOMMAGES DE GUERRE.

Proposition de loi accordant des avances et prêts aux sinistres. Doc. - Nº 418. Rapport de M. Nihoul.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Nihoul, p. 1727 (1er juillet 1953).

Discussion générale (8 juillet 1953).

Discours de MM. Nihoul, rapp. (déclare que la proposition ne tient compte, ni de la loi, ni des réalités, ni des possibilités financières), p. 1808; Baron de Dorlodot (concernant : la liquidation des dommages de guerre et l'expertise de la demande faite par le sinistré), p. 1808.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (8 juillet 1953).

L'article unique de la proposition est rejeté, p. 1808. En conséquence la proposition de loi vient à tomber.

Projet de loi modifiant la loi du 1et octobre 1947 et la loi du 1et août 1952 relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, et la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés.

c. — N° 476. Projet transmis par la Chambre des représentants, N° 478. Rapport de M. Ronse.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1958 (16 juillet 1953).

Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 1997 (16 juillet 1953).

Discussion générale (17 juillet 1953).

Discussion générale (17 juillet 1953).

Discours de MM. Gillon (qui demande la parole par motion d'ordre et propose d'ajourner le débat à la prochaine séance), p. 2011; le président (répond aux observations de M. Gillon), p. 2011; Ronse, rapp. (donne un aperçu de la nouvelle législation en ce qui concerne l'abattement sur les réparations et le financement de celles-ci, souligne le caractère rétroactif de la loi), pp. 2011 à 2012; Godin (estime que toutes les catégories de sinistrés devraient être traitées sur le même pied), pp. 2012 à 2013; De Boodt (observations); p. 2013; Hanquet (critique le système des abattements tel qu'il est présenté, appuie le point de vue de M. Godin), pp. 2013 à 1014; Lacroix (déplore la modification apportée au mode de paiement en vigueur, demande que l'on mette fin aux revisions continuelles et déclare que le projet est imparfaitement étudié), p. 2014; Gribomont (déclare que la présente loi est limitée à certaines catégories et est insuffisante, critique la hâte excessive apportée à l'examen du projet), pp. 2014 à 2015; Ronse (observations), p. 2015.

Reprise de la discussion générale (17 juillet 1953).

Discours de MM. De Man (fait des observations au sujet de la réunion de la commission de la reconstruction), p. 2021; Gillon (déplore que le projet soit discuté en fin de session, déclare qu'il n'est pas possible d'examiner le présent projet en connaissance de cause et d'y apporter des amendements), pp. 2021 à 2022; De Boodt (concernant les abattements, l'octroi d'obligations, l'évaluation des dommages de guerre aux arbres, bois et vergers), pp. 2022 à 2023.

Demande d'ajournement (17 juillet 1953).

M. Gillon demande d'ajourner la discussion du projet, p. 2024. Observations de MM. Van Remoortel, Godin, De Winter, p. 2025. M. Behogne, m. t. p. r., demande de ne pas suivre la proposition d'ajournement.

M. Coulonyaux demande le vote par appel nominal.

La proposition d'ajournement est rejetée par 96 voix contre 29 et 4 abstentions, p. 2025. Se sont abstenus : MM. Gribomont, Lacroix, Vermeylen et Chot.

Guerre. - DOMMAGES DE GUERRE (suite)

Reprise de la discussion générale (17 juillet 1953).

Discours de MM. Behogne, m. t. p. r. (répond aux questions posées par MM. De Boodt et Godin), p. 2025; De Boodt (observations), p. 2025.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (17 juillet 1953). L'article 1er est adopté sans discussion, p. 2026.

Art. 2

Art. 2.

Intervention de MM. Gillon, Behogne, m. t. p. r., Schot, De Stobbeleir, Van Houtte, p. m., De Boodt, pp. 2027 à 2028.

M. Coulonvaux demande le vote par appel nominal.

Les huit premières lignes de l'article sont adoptées.

L'amendement de M. Gillon tendant à la suppression de la suite du texte de l'article est rejeté par 91 voix contre 34 et 1 abstention, p. 2028.

S'est abstenu: M. Chot.

L'article 2 est adopté, p. 2028.

Les articles 3 à 7 sont adoptés sans discussion, pp. 2028 à 2029

Vote (17 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 91 voix contre 3 et 32 abstentions, p. 2040.

L'ensemble du projet de loi est adopte par 91 voix contre 3 et 32 abstentions, p. 2040.

Se sont abstenus : MM. Beulers, Boulanger, Catteau, Chot, Coulonvaux, De Block, De Boey, le baron de Dorlodot, Dehousse, De Stobbeleir, Dhondt, George, Gillon, Gilson, Hoste, Jadot, Lacroix, Laurens, Lilar, Marien, Molter, Motz, Pontus, Roelandts, Taillard, Van Belle, Vandermeulen, Mme Vandervelde, MM. Van Hooveld, Van Remoortel, Vermeylen et velde, MM. Van Hooveld, Van Remoortel Warnant. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

PRISONNIERS POLITIQUES.

Proposition de loi interprétant et modifiant les articles 8 et 34 de la loi organisant le statut des prisonniers politiques et leurs ayants droit.

Ana. — Retrait de la proposition par le baron de Dorlodot, p. 510 (29 janvier 1953).

Projet de loi interprétant et modifiant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949 et abrogeant l'article 23, § 1°t, des lois sur les pensions de réparation, coordonnées par l'arrêté du Régent du 5 octobre 1948 et complétées par la loi du 22 décembre 1949. Nouveau titre : « Projet de loi interprétant la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, et apportant des modifications aux statuts des prisonniers politiques et de leurs et de leurs ayants droit, des prisonniers politiques étrangers, des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire et des prisonniers de la guerre 1940-1945. » 1945. »

Doc. — N° 53. Amendement proposé par MM. Goossens et Cornez.
 N° 307. Rapport de M. Derbaix.
 N° 336. Amendement du gouvernement au texte de la com-

338. Amendements de M. Cornez au texte de la commis-

N° 338. Amendement subsidiaire de M. Kluyskens à l'amendement de M. Cornez.
N° 345. Sous-amendement de M. Cornez à l'amendement subsidiaire de M. Kluyskens.
N° 419. Rapport complémentaire de M. Derbaix.
N° 440. Amendement proposé par M. Kluyksens et sous-amendement proposé par M. Cornez à l'amendement de M. Kluyskens.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Derbaix, p. 1300 (26 mai 1953). Discussion générale (11 juin 1953).

Discussion générale (11 juin 1953).

Discours de MM. Derbaix, rapp. (examine le double régime que le projet prévoit en faveur des intéressés, estime que le projet facilitera la tâche des commissions d'agréation et accélérera la liquidation de ce secteur de la réparation des dommages aux personnes), pp. 1472 à 1473 et 1476; Cornez (concernant : le maintien des pouvoirs attribués aux commissions d'agréation, la revision qu'entraînent les dispositions nouvelles, les camps à régime d'internement au sens légal du terme, la question des « otages choisis », l'octroi du bénéfice des avantages matériels et l'octroi du titre de prisonnier politique aux personnes arrêtées en Allemagne, les camps de concentration, les ayants droit des disparus), pp. 1473 à 1477 et 1482 à 1483; Taillard (concernant : les dispositions nouvelles du projet, la question des récupérations, les camps douteux, la priorité en matière d'habitations à bon marché), pp. 1483 à 1484; Mme Lehouck (concernant les modifications et les améliorations apportées au statut des prisonniers politiques), pp. 1484 à 1485; MM. Behogne, m. t. p. r. (concernant : le caractère interprétatif du projet, les points sur lesquels porteront les revisions, les camps douteux, les pouvoirs des commissions d'agréation), pp. 1485; Cornez (observations), pp. 1485 à 1486.

Guerre. -- PRISONNIERS POLITIQUES (suite)

Discussion des articles (11 juin 1953).

L'article 1° est adopté, p. 1486.

Art. 2.

Intervention de MM. Cornez, Behogne, m. t. p. r., pp. 1487 à

1488. L'amendement de MM. Cornez et Lacroix est rejeté.

L'article 2 est adopté, p. 1488.

L'article 3 est adopté, p. 1488.

Art. 4.

Intervention de M. Cornez. L'article 4 est adopté, p. 1488.

Art. 5.

Intervention de MM. Cornez, Behogne, m. t. p. r., Kluyskens et

Le vote sur l'article 5 et l'amendement de MM. Cornez et Lacroix sous-amendé par M. Kluyskens est réservé, p. 1490. L'article 6 est adopté, p. 1490.

Intervention de M. Derbaix. L'article 7 est adopté, p. 1490.

Les articles 8 et 9 sont adoptés, p. 1491.

Art. 10.

Intervention de MM. Behogne, m. t. p. r., et Derbaix. L'article 10 est adopté, p. 1491.

Les articles 11 à 13 sont adoptés, pp. 1491 à 1492.

Art. 14.

Intervention de MM. le président, Behogne, m. t. p. r., et Der-

L'article 14 est adopté, p. 1492.

Les articles 15 et 16 sont adoptés, p. 1492.

Art. 17.

Intervention de MM. Cornez et Behogne. Le vote sur l'article 17 et sur l'amendement de MM. Cornez et Lacroix est réservé, p. 1494.

Suite de la discussion des articles (16 juin 1953).

Les articles 18 à 20 sont adoptés, p. 1496.

L'amendement de MM. Cornez et Lacroix tendant à l'Insertion d'un article 20bis (nouveau) est rejeté, p. 1497.
L'article 21 est adopté, p. 1497.

Art. 22.

Intervention de M. Behogne, m. t. p. r. L'amendement du gouvernement est adopté. L'article 22 amendé est adopté, p. 1497.

Art. 23.

Intervention de MM. Cornez, Behogne, m. t. p. r., Buisseret et Derbaix.

L'amendement de MM. Cornez et Lacroix est rejeté.

L'article 23 est adopté, p. 1499. Les articles 24 à 27 sont adoptés, pp. 1499 à 1500. Intervention de MM. Cornez et Behogne, m. t. p. r., pp. 1500

à 1501.
L'amendement de MM. Cornez et Lacroix tendant à l'insertion d'un article 27bis (nouveau) est rejeté, p. 1501.
Intervention de MM. Cornez et Behogne, m. t. p. r., pp. 1501

L'amendement de MM. Cornez et Lacroix tendant à l'insertion d'un article 27ter est rejeté, p. 1502.

Les articles 28 à 34 sont adoptés, pp. 1502 à 1503.

Art. 5.

Art. 5.

Intervention de MM. Cornez, Derbaix et Kluyskens.
L'amendement de MM. Cornez et Lacroix est rejeté par
76 voix contre 62, p. 1504.
Intervention de MM. Kluyskens, Behogne, m. t. p. r., et Cornez.
L'amendement subsidiaire de M. Kluyskens est adopté par
70 voix contre 63, p. 1505.
Le sous-amendement de M. Cornez à l'amendement subsidiaire
de M. Kluyskens est retiré, p. 1505.
L'article 5 amendé est adopté, p. 1505.

Art. 17.

L'amendement de MM. Cornèz et Lacroix est rejeté. L'article 17 est adopté, p. 1507.

Nouveau titre.

Le Sénat est d'accord pour approuver le nouvel intitulé pro-

posé par la commission.

Le projet est renvoyé en commission, avant le vote en seconde lecture, afin de faire la toilette du texte amendé.

Dépôt du rapport par M. Derbaix, p. 1727 (1er juillet 1953).

Ajournement du vote en seconde lecture (7 juillet 1953.) Un nouvel amendement ayant été déposé, le président propose d'ajourner le vote. Le Sénat marque son accord, p. 1785.

## Guerre. - PRISONNIERS POLITIQUES (suite)

Demande de renvoi en commission (9 juillet 1953).

Demande de renvoi en commission (9 juillet 1953).

Discours de M. Derbaix, rapp. (demande le renvoi du projet à la commission de la reconstruction), p. 1862.

Observations de MM. Moulin et Kluyskens.

M. Behogne, m. tr. p. r. (demande au Sénat de ne pas renvoyer le projet à la commission), p. 1862.

M. Derbaix (retire sa proposition).

M. Cornez (demande à son tour de renvoyer le projet à la commission), pp. 1862 à 1863.

Observations de M. le président.

La proposition de renvoi à la commission est rejetée, p. 1863.

Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés (9 juillet 1953). Art. 5.

Art. 5.
L'amendement de M. Kluyskens, sous-amendé par M. Cornez, est rejeté, p. 1866.
Intervention de Mme Lehouck, p. 1865, et de MM. Derbaix, rapp., pp. 1863 et 1865; Kluyskens, pp. 1864 et 1865; Behogne, m. tr. p. r., p. 1865; M. le président, pp. 1864 et 1865.
Le texte additionnel, adopté en première lecture, est rejeté.
L'article 5, dans son texte primitif, est remis aux voix et définivement adopté, p. 1866.

Art. 22.

Le texte présenté par la commission est adopté. L'article 22, ainsi rédigé, est remis aux voix et définitivement adopté, p. 1866.

Vote (9 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 159 membres présents, p. 1871.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

#### RÉSISTANCE.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 établis-sant le statut de la résistance armée.

Doc. — N° 76. Projet transmis par la Chambre des représentants.
N° 231. Rapport de M. Baert.
N° 256. Amendements proposés par M. Buisseret.
N° 294. Sous-amendement de M. Craeybeckx à l'amendement proposé par M. Buisseret; sous-amendement de M. Cornez à l'amendement proposé par M. Buisseret et amendement du baron de Dorlodot.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 190 (9 décembre 1952).
 Dépôt du rapport par M. Baert, p. 982 (25 mars 1953).

Proposition de renvoi en commission (6 mai 1953).

M. Craeybeckx (propose de renvoyer le projet aux commissions réunies de la justice et de la défense nationale, afin d'en étudier les conséquences juridiques).

M. Vermeylen (appuie la demande de M. Craeybeckx).

M. le président (fait des observations).

M. Baert (s'oppose au renvoi en commission).

La proposition de renvoi en commission est rejetée, p. 1183.

Discourse de MM. Buisseret (examine les problèmes relatifs à

Discours de MM. Buisseret (examine les problèmes relatifs à la reconnaissance des groupements, la composition des commissions, le titre de résistant, l'organisation des recours en général et le recours au Conseil d'Etat, le Conseil national de la résistance et rend hommage au président de ce Conseil), pp. 1199 à 1200; Vermeylen (appuie l'argumentation de M. Buisseret), pp. 1200 à 1201; Baert, rapp. (expose la portée du projet), p. 1201 à Briot (concernant le critère de base imposé par l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 et les commissions de revision), pp. 1205 à 1206; Van Gerven (demande des précisions au sujet des délais de revision et des commissions de revision), p. 1206 à 1207; Cornez (fait des observations au sujet du système qui permet de procéder à la revision de certains dossiers et de corriger les erreurs commises), p. 1207; Buisseret (précise certains aspects du problème), pp. 1207 à 1210; le colonel De Greef, m. d. n. (rend hommage à la résistance armée et au président du Conseil national de la résistance, fait des observations au sujet du Conseil national de la résistance, la commission supérieure de la résistance armée, les commissions de revision et le délai d'appel), pp. 1210 à 1211.

Reprise de la discussion générale (19 mai 1953).

Reprise de la discussion générale (19 mai 1953).

Reprise de la discussion générale (19 mai 1953).

Discours de MM. Taillard (déclare que le statut actuel permet la revision des dossiers, appuie les amendements de M. Buisseret), pp. 1216 à 1217; Buisseret (concernant : les décisions partisanes qui auraient été prises par le Conseil national de la résistance et les dissensions qui s'y seraient manifestées, l'existence légale de ce Conseil, les scissions qui se sont produite parmi les groupements de résistance, la composition du Conseil national de la résistance, les petits groupements de résistance), pp. 1217 à 1218; le colonel De Greet, m. d. n. (répond aux observations formulées au cours du débat), pp. 1218 à 1220; Baert, rapp. (observations), p. 1220; le baron de Dorlodot (observations), pp. 1220 à 1221.

Guerre. — RÉSISTANCE (suite)

Proposition de renvoi en commission.

M. Coulonvaux (demande que le projet soit renvoyé en commission), p. 1221.

Sa proposition est appuyée par MM. Cornez et Vermeylen (qui demande le renvoi à la commission de la justice), p. 1221.

M. Baert, rapp., et Mme Lehouck (s'opposent au renvoi en commission), pp. 1221 à 1222.

La proposition de renvoi en commission est rejetée, p. 1222.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (19 mai 1953).

L'article 1er est adopté, p. 1222.

L'amendement de M. Buisseret est rejeté.
M. Cornez demande la parole pour un fait personnel.
Intervention du colonel De Greef, m. d. n., et de M. Vermeylen.
L'article 2 est adopté, p. 1223. L'article 3 est adopté, p. 1223.

Art. 4.

Intervention de MM. Vermeylen, Craeybeckx, Baert, p. 1224, et Rolin, p. 1225.

Le sous-amendement de M. Craeybeckx et l'amendement de M. Buisseret sont rejetés, p. 1225.

L'article 4 est adopté, p. 1225.

L'amendement de M. Buisseret tombe en raison du vote précédent.

Intervention de M. Cornez, le colonel De Greef, m. d. n., MM. Coulonvaux, Vermeylen, Baert, Kluyskens, pp. 1225 à 1227.

L'amendement de M. Cornez est retiré. L'article 5 est adopté, p. 1227.

Art. 6.

'amendement de M. Buisseret est retiré.

L'article 6 est adopté, p. 1227.

L'article 7 est adopté, p. 1228.

Art. 8.

L'amendement du baron de Dorlodot n'est pas appuyé. Intervention du baron de Dorlodot, MM. Craeybeckx, le colonel De Greef, m. d. n., Vermeylen, Rolin, p. 1228.

L'article 8 est adopté, p. 1228.

Art. 9.

M. Buisseret propose la suppression de cet article. Intervention de M. Allard. L'article 9 est adopté, p. 1229.

L'amendement de M. Buisseret est retiré.

Intervention de M. Cornez et du colonel De Greef, m. d. n. L'article 10 est adopté, p. 1229.

Vote (21 mai 1953).

MM. Coulonvaux et le baron de Dorlodot justifient leur vote, p. 1269.

p. 1269.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 123 voix contre 1 et 24 abstentions, p. 1269.
Se sont abstenus : MM. Allard, Boulanger, Buisseret, Chot, Clays, Cornez, Dehousse, Delmotte, Glineur, Harmegnies, Lapaille, Meunier, Rassart, Remson, Rolin, Rolland, Mme Spaak, MM. Taillard, Troclet, Mme Vandervelde, MM. Van Laerhoven, Van Loenhout, Vermeylen et Yernaux, Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Le projet de loi sera soums à la sanction royale.

Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 24 juillet 1952 relative à la procédure en matière des statuts des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, des étrangers prisonniers politiques, des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et des résistants par la presse clandestine.

Doc. — N° 372. Proposition de M. Cornez.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Cornez, p. 1553 (18 juin 1953).

Prise en considération, p. 1631 (25 juin 1953).

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918.

Nº 200. Rapport complémentaire de M. Godin.

N° 257. Amendements proposés au texte de la commission par : 1" MM. Cornez et Lacroix; 2" M. Glineur, et 3" MM. Lacroix et Cornez.
 N° 259. Amendement présenté par le gouvernement.
 N° 284. Second rapport complémentaire de M. Godin.
 N° 287. Amende lema proposés par M. Cornez.
 N° 298. Amende lema du gouvernement au texte présenté par la compusse on

la commission N° 300. Texte adopté au premier vote. N° 335. Troisième rapport complémentaire de M. Godin.

Guerre. - VICTIMES CIVILES (suite)

Discussion générale (25 mars 1953.)

— Discours de MM. Godin, rapp. (expose la portée du projet, déclare qu'il est logique que les victimes civiles de la guerre 1914-1918 bénéficient du même avantage que celui accordé aux militaires de la guerre 1914-1918), p. 967; Hanquet (demande si les modifications envisagées intéressent uniquement les victimes civiles de la guerre 1914-1918), p. 968; Meunier (déclare que les avantages prévus par le projet sont insuffisants et demande des précisions au sujet de certaines dispositions du projet), pp. 968 à 969; Cornez (déclare que nonobstant certaines améliorations, le projet, dans son ensemble, est insuffisant, demande le rattachement du taux des pensions à l'index du coût de la vie, fait des observations au sujet de l'introduction des demandes en revision pour aggravation, de la rétroactivité, du remboursement des salaires retenus par l'Allemagne), pp. 969 à 972; Glineur (concernant : l'insuffisance du projet, la mobilité du taux des pensions, l'incessibilité de la pension), pp. 972 à 973; Mme Lehouck (concernant la situation des veuves des victimes civiles de la guerre et l'insuffisance des allocations qui leur sont octroyées), p. 973; MM. Hanquet (concernant : la notion de soutien, la compétence de l'Office médico-légal), p. 973; Coulonvaux (concernant : l'insuffisance du projet gouvernemental, l'amélioration du sort des veuves, le caractère privilégié de la créance des veuves de guerre), pp. 973 à 974; Gabriel (concernant la situation des veuves de victimes civiles qui se sont remariées), p. 974; Janssen, m. f. (déclare que le gouvernement est d'accord sur le texte adopté à l'unanimité par la commission, mais qu'il ne peut suivre les auteurs d'amendements), pp. 974 à 975.

a discussion générale est close.

Discussion des articles (25 mars 1953). La discussion générale est close.

Discussion des articles (25 mars 1953). Les articles 1er et 2 sont adoptés sans discussion, p. 975.

Art. 3. Amendement de MM. Cornez et Lacroix.

Intervention de MM. Cornez et Godin, pp. 976 et 977. Le vote sur cet amendement est réservé, p. 977.

Suite de la discussion des articles (26 mars 1953).

Art. 3.

M. Cornez demande l'appel nominal sur l'amendement qu'il a déposé à cet article, p. 1000.

Intervention de MM. Dequae, m. c., Meunier, MIle Baers, M. Cornez, p. 1000.

L'amendement de M. Cornez est rejeté par 85 voix contre 74 et 2 aptentions p. 1000. et 2 abstentions, p. 1000. Se sont abstenus : M. Van Laeys et Mile Baers, p. 1001. L'article 3 est adopté, p. 1001.

Art. 4.

M. Glineur retire son amendement. Celui-ci est reporté à l'article 10. L'article 4 est adopté, p. 1001.

Les articles 5 et 6 sont adoptés sans discussion, p. 1001.

Art. 7.

Amendement de MM. Cornez et Lacroix.

Intervention de MM. Cornez, pp. 1002 à 1003; Godin, p. 1003. Ajournement (26 mars 1953).

M. Jespers demande la parole par motion d'ordre et propose d'ajourner la discussion à une séance ultérieure, pp. 1003 à 1004.

La proposition d'ajournement de M. Jespers est adoptée, p. 1004.

Intervention du comte de la Barre d'Erquelinnes, p. 1014, et M. Dequae, m. c., pp. 1014 à 1015.

M. Dequae, m. c., pp. 1014 a 1015.

Discussion sur la procédure (20 mai 1953).

L'assemblée ayant adopté les articles 1er à 6 du projet avant de le renvoyer en commission, M. le président déclare que le problème est de savoir si la commission devait examiner l'ensemble du projet ou seulement les articles 7 et suivants.

Observations de MM. Cornez, Godin, Gillon, Missiaen et Edg. De Bruyne, pp. 1240 à 1241.

L'assemblée marque son accord sur la proposition du président, tendant à considérer que le Sénat a adopté définitivement les six premiers articles et que seuls l'article 7 et les suivants ont été renvoyés en commission, p. 1241.

Suite de la discussion des articles (20 mai 1953).

Art. 7.

Art. 7.

Intervention de MM. Cornez, pp. 1242 à 1245 et 1247; Meunier, p. 1245; De Taeye, m. s. p. f., pp. 1245 à 1247; le comte de la Barre d'Erquelinnes, p. 1247.

L'amendement de M. Cornez est rejeté.

Les § 8 1 et 2 de l'article 7 sont adoptés, p. 1248.

L'amendement de M. Cornez au § 3 de l'article 7 est adopté.

Le § 3 amendé est adopté, p. 1248.

L'ensemble de l'article 7 est adopté, p. 1248.

Observations du comte de la Barre d'Erquelinnes et de MM. le président, Orban et Rolin, au sujet de la rédaction du texte, p. 1248.

Les articles 8 et 9 sont adoptés, pp. 1248 et 1249.

Guerre. - VICTIMES CIVILES (suite)

Art. 10.

Art. 10.

Intervention de MM. Maurice Servais, Glineur, De Taeye, m. s. p. f., Lacroix, p. 1249, et Troclet, p. 1250.

Le premier alinéa de l'article 10 est adopté.

L'amendement de la commission au deuxième alinéa de l'article 10 est adopté par 74 voix contre 60 et 1 abstention, p. 1250.

S'est abstenu : le comte de la Barre d'Erquelinnes.

L'article 10 amendé est adopté, p. 1250.

Les articles 11 et 12 sont adoptés, p. 1251.

Art. 13.

Intervention de MM. Godin, Maurice Servais, Cornez et Mlle Baers, p. 1252.
L'amendement du gouvernement est adopté, celui de la commission vient à tomber.
L'article 13 amendé est adopté, p. 1252.

Le projet est renvoyé en commission préalablement au vote en seconde lecture, en vue de refaire la toilette de quelques

Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés (16 juin 1953).

Art. 3.
Intervention de MM. Godin, De Taeye, m. s. p. f. L'article 3 modifié est définitivement adopté, p. 1508. Les articles 7 et 10 modifiés sont définitivement adoptés, p. 1510. Vote (18 juin 1953).

M. Cornez justifie le vote du groupe socialiste, p. 1541. L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 151 membres présents, p. 1542. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi relatif aux pensions de dédommagement des vic-times civils de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit.

Doc. — N° 427. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Ann. — Projet transmis par la Chambre des représentants,
p. 1764 (7 juillet 1953).

#### Habitations.

Proposition de loi tendant à favoriser la construction en faveur des classes moyennes.

Proposition de loi en vue de favoriser la construction d'habi-tations moyennes.

Nouveau titre.

Proposition de loi tendant à favoriser la construction, l'acquisition et la transformation d'habitations moyennes.

Doc. — N° 416. Rapport de M. Clynmans.
N° 461. Amendement proposé par MM. Schot et Clynmans au texte présenté par la commission.
N° 479. Amendement proposé par M. Troclet et consorts au texte présenté par la commission et amendement présenté par MM. Maurice Servais et Derbaix au texte présenté par la commission. la commission.

 Dépôt du rapport par M. Clynmans, p. 1727 (1er juil-let 1953). Ann.

Discussion générale (16 juillet 1953). Discussion générale (16 juillet 1953).

Discours de MM. Schot (expose la portée de la proposition, fait des observations au sujet du critère auquel doit répondre l'habitation moyenne), pp. 1959 à 1960 et 1961 à 1962; Janssen, m. f. et Clynmans, rapp. (observations), p. 1959; Derbaix et Duvieusart, m. a. e. c, m. (demandent pourquoi la Caisse nationale de crédit professionnel a été écartée), pp. 1959 et 1960; Troclet (émet des critiques au sujet de la politique suivie en matière d'habitations à bon marché et déclare qu'elle manque de cohérence), pp. 1960, 1961 et 1962.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (16 juillet 1953).

Art. 1er.

Art. 1<sup>ee</sup>.

Intervention de MM. Clynmans, rapp., Schot, Derbaix, Troclet, P. De Smet, Janssen, m. f., pp. 1962 à 1965.

L'amendement de M. Troclet à l'alinéa 2 est retiré, p. 1965.

Le vote sur l'amendement de M. Troclet à l'alinéa 1<sup>ee</sup>, sur l'amendement de M. Maurice Servais et sur l'article est réservé, p. 1965.

Les articles 2 et 3 sont adoptés sans discussion, p. 1965.

Art. 4.

Intervention de MM. Troclet, le président, Clynmans, Molter et Schot, p. 1965. Le nouveau texte de l'article 4 est adopté, p. 1966. Les articles 5 et 6 sont adoptés sans discussion, p. 1966.

Vote sur les articles et les amendements réservés (16 juillet 1953). Art. 1º

Intervention de M. Ronse, p. 1992. L'amendement de M. Troclet tendant à ajouter in fine de l'alinea 1er « et habitations à bon marché » est adopté,

## Habitations (suite)

p. 1993. L'amendement de M. Maurice Servais à l'alinéa 2 est reieté. p. 1993. L'article 1<sup>er</sup> amendé est adopté, p. 1993. L'article 1<sup>er</sup> amendé est remis aux voix et définitivement adopté,

p. 1993.

Vote (16 juillet 1953). L'ensemble de la proposition est adopté à l'unanimité des voix des 149 membres présents, p. 1995. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

— Dépôt du projet par le colonel De Greef, m. d. n., p. 1955 (15 juillet 1953).

Projet de loi réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant à cette fin la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché et la Société nationale de la petite propriété terrienne à étendre l'objet de leur activité.

Doc. — N° 493. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 515. Rapport de M. Uselding.

Ann. — Transmission du bilan de la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché et du rapport du conseil d'administration faisant connaître la situation des affaires pour l'exercice social 1951, p. 10 (11 novembre 1952).

Transmission du bilan de la Société nationale de la Petite pro-priété terrienne et le rapport du conseil d'administration fai-sant connaître la situation des affaires pour l'exercice 1952, p. 1370 (2 juin 1953).

Habitations du personnel de l'entreprise. — V. Impôts : Impôts directs : Revenus.

Horticulture. - V. Affaires étrangères : Agriculture et horticulture.

Hypothèques. - V. Droit civil.

smmunité parlementaire. — V. Chambres législatives : Sénat.

Immunités. — V. Affaires étrangères : Privilèges et immunités. V. aussi . Interpellations : Rolin.

## Impôts.

IMPOTS DIRECTS: BÉNÉFICES EXCEPTIONNELS.

IMPOTS DIRECTS: BÉNÉFICES EXCEPTIONNELS.
 Projet de loi modifiant la loi du 15 octobre 1945 établissant un impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi et celles des 16 actobre 1945 et 30 mai 1949 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.
 Doc. — N° 143. Projet amendé par la Chambre des représentants. N° 186. Rapport de M. Van Loenhout.
 Ann. — Projet amendé par la Chambre des représentants, p. 512 (3 février 1953).
 Dépôt du rapport par M. Van Loenhout, p. 790 (26 février 1953).

Discussion générale (4 mars 1953).

Discussion générale (4 mars 1953).

Discuss de MM. Van Loenhout, rapp. (expose la portée du projet et demande au ministre des précisions au sujet de l'application des dispositions prévues au projet), pp. 817 à 818; Janssen, m. f. (répond à la question qui lui a été posée par le rapporteur), p. 818.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (4 mars 1953).

Les articles 1er à 7 sont adoptés sans discussion, pp. 818 à 820.

Vote (17 mars 1953).
L'ensemble du projet de loi est adopté par 149 voix contre 1,

p. 897. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi modifiant la loi du 16 octobre 1945 établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

Ann. — Retrait de la proposition par M. Buisseret, p. 308 (18 décembre 1952).

Proposition de loi relative au calcul des frais de ménage pour les impôts extraordinaires.

Ann. — Retrait de la proposition par le baron de Dorlodot, p. 423 (22 janvier 1953).

IMPOTS DIRECTS: COMMISSIONS FISCALES.

Proposition de loi portant réorganisation des commissions

fiscales.

Doc. — N° 127. Proposition de M. Clynmans.

n. — Dépôt de la proposition par M. Clynmans, p. 398 (20 janvier 1953).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 660 (17 février 1953).

#### Impôts (suite)

IMPOTS DIRECTS: DÉBITS DE BOISSONS.

Proposition de loi abrogeant l'effet rétroactif de la loi du 26 juillet 1952, abrogeant partiellement la taxe d'ouverture des débits de boissons.

Doc. - Nº 358. Proposition de M. George.

n. — Dépôt de la proposition par M. George, p. 1553 (18 juin 1953). Prise en considération, p. 1631 (25 juin 1953).

IMPOTS DIRECTS: MESURES EXCEPTIONNELLES.

Proposition de loi instaurant une mesure exceptionnelle en matière d'impôts directs.

Retrait de la proposition par M. Doutrepont, p. 448
 (27 janvier 1953).

IMPOTS DIRECTS: PROCÉDURE DE CONCILIATION.

Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exerciecs (chapitre l°).

Nouveau titre : Projet de loi instaurant temporairement une pro-cédure de conciliation en matière d'impôts directs pour cer-tains impôts et certains exercices.

Doc. — N° 78. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 90. Amendement présenté par le gouvernement.

fi° 103. Rapport de M. Ronse.

N° 114. Amendements présentés par le gouvernement.

N° 120. Amendements proposés par M. Ronse; sous-amendements présentés par le gouvernement aux amendements de la commission

la commission.

N° 146. Rapport complémentaire de M. Ronse.

N° 172. Amendement du gouvernement au texte présenté par la

commission.

180. Amendements de M. Verbaet aux textes présentés par la commission. N° 183. Amendements de M. Ronse au texte présenté par la

commission.

N° 188. Amendements du gouvernement au texte présenté par

la commission.

N° 350. Projet amendé par la Chambre des représentants.

Nº 410. Rapport de M. Ronse.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 274 (16 décembre 1952).

Renvoi en commission (23 décembre 1952).

Observations de MM. Ronse et Rolin, p. 354.

Le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., propose de renvoyer le projet en commission.

Le projet de loi est renvoyé à la commission aux fins d'examen des amendements du gouvernement, p. 354.

Ajournement, p. 817 (4 mars 1953).

Discussion générale (11 mars 1953).

Discussion generale (11 mars 1953).

A cette discussion générale est jointe celle du projet de loi portant modification du second alinéa de l'article 9 de la loi du du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs, p. 869.

Discours de M. Ronse, rapp. (souligne l'importance du projet ayant pour but d'apurer l'arrière en matière de recours fiscal), p. 869.

Renvoi en commission (11 mars 1953).

M. Moyersoen, m. i., propose le renvoi en commission du chapitre II du projet de loi (articles disjoints) et du projet de loi dont la discussion est jointe, p. 870.

M. Ronse demande de continuer la discussion générale des deux projets, p. 871.

Le Sénat marque son accord sur la proposition du ministre de l'intérieur, p. 871. La discussion générale portant sur les projets joints est close.

Discussion des articles (11 mars 1953).

L'article 1er est adopté sans discussion, p. 871.

L'amendement du gouvernement est adopté, p. 872. Observations de MM. Ronse, pp. 871 à 872. Moyersoen, m. i., p. 872.

Les amendements du gouvernement sont adoptés, pp. 872 à 873. Observations de MM. Moyersoen, m. i., et Clynmans, pp. 872 à

L'article 2, amendé, est adopté, p. 873.

Les articles 3 et 4 sont adoptés sans discussion, p. 873.

Art. 5.

L'amendement de M. Verbaet est adopté, p. 874. Intervention de MM. Ronse, pp. 873 et 874, Moyersoen, m. i., pp. 873 à 874. L'article 5, amendé, est adopté, p. 874.

Les articles 6 et 7 sont adoptés sans discussion, p. 874.

## Nouveau titre.

e nouvel intitulé proposé par la commission est adopté, p. 874. Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés, p. 874.

Impôts. - IMPOTS DIRECTS: PROCÉDURE DE CONCILIATION (suite)

Renvoi en commission (11 mars 1953).

M. Lagae demande que le vote sur l'ensemble du projet de loi ait lieu en même temps que celui sur le projet de loi relatif à l'organisation judiciaire, renvoyé en commission, p. 874.

M. Ronse demande de ne pas renvoyer le projet en commission,

M. Ronse demande de ne pas renvoyer le projet en commission, p. 874.

M. le président déclare que la demande de renvoi d'un vote est de droit, mais fait remarquer que tous les articles du projet de loi ayant été adoptés, l'ajournement du vote par appel nominal ne paraît pas fondé, p. 874.

Observations de M. Rolin, pp. 874 et 875.

La proposition d'ajournement est rejetée, p. 875.

Vote (17 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 149 voix et 2 abstentions, p. 896.
Se sont abstenus : MM. Ancot et Lagae, p. 896.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet amendé par la Chambre des représentants, p. 1516

(17 juin 1953). Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 1710 (30 juin 1953). Pas de discussion générale.

Discussion des articles (8 juillet 1953).

Les articles 1er à 7 son adoptés sans discussion, pp. 1817 à 1818.

Vote (9 juillet 1953).
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 160 membres présents, p. 1869.
Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

IMPOTS DIRECTS: RECOURS.

Projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices (chapitre II, articles disjoints].

Nouveau titre: Projet de loi relatif aux recours devant la Cour d'appel et la Cour de cassation en matière d'impôts directs.

c. — Nº 78. Exposé des motifs et projet de loi. Nº 164. Rapport de M. Ronse. Nº 180. Amendements de M. Verbaet aux textes de la commission

N° 215. Rapport complémentaire de M. Ronse. N° 354. Projet amendé par la Chambre des représentants. N° 409. Rapport de M. Ronse.

- Dépôt du rapport complémentaire par M. Ronse, p. 906 (17 mars 1953).

Renvoi en commission (23 décembre 1952).

Commission (23 decembre 1952).

Observations de MM. Ronse et Rolin, p. 354.

Le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., propose de renvoyer le projet en commission, p. 354.

Le projet de loi est renvoyé à la commission aux fins d'examen des amendements du gouvernement, p. 354.

Ajournement, p. 817 (4 mars 1953).

Discussion générale (11 mars 1953).

A cette discussion générale sont jointes celle du chapitre 1er du projet de loi et celle du projet de loi portant modification du second alinéa de l'article 9 de la loi du 6 septembre 1895, relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs. Discours de M. Ronse, rapp. (souligne l'importance du projet ayant pour but d'apurer l'arriéré en matière de recours fiscal), p. 869.

Renvoi en commission (11 mars 1953).

M. Moyersoen, m. i., propose le renvoi en commission ainsi que du projet de loi dont la discussion est jointe, p. 870.

M. Ronse demande de continuer la discussion générale des deux projets, p. 871.

Le Sénat marque son accord sur la proposition du ministre de l'intérieur, p. 871.

La discussion générale portant sur les projets joints est close.

Discussion générale (25 mars 1953).

Discours de M. Ronse, rapp. (expose les modifications apportées au projet gouvernemental et les problèmes qui ont surgi à l'occasion de l'examen du projet en commission), pp. 964 à 965.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (25 mars 1953).

Art. 1er.

Intervention de M. Ronse. Les modifications au texte de cet article sont adoptées. L'article 1°, modifié, est adopté, p. 967.

Art. 2.

Intervention de M. Ronse, p. 967.
L'article 2, modifié, est adopté, p. 967.
Les deux projets de loi sont réunis sous un seul et nouveau titre : « Projet de loi relatif aux recours devant la Cour d'appel et la Cour de cassation en matière d'impôts directs », (26 mars 1953).

Impôts. - IMPOTS DIRECTS: RECOURS (suite)

Vote (26 mars 1953).

Le nouveau titre, proposé par la commission, est adopté. L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix contre 3,

p. 1010. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants. Projet amendé par la Chambre des représentants, p. 1516 (17 juin 1953). Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 1710 (30 juin 1953). Pas de discussion générale.

Discussion des articles (8 juillet 1953).

Les articles 1er et 2 sont adoptés sans discussion, pp. 1816 à 1817.

Vote (9 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 159 membres présents, p. 1868. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant modification du second alinéa de l'article 9 de la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs.

Nouveau titre : Projet de loi relatif aux recours devant la Cour d'appel et la Cour de cassation en matière d'impôts directs.

Doc. — N° 164. Rapport de M. Ronse. N° 180. Amendement de M. Verbaet aux textes de la com-

N° 180. Amendement de M. Verbael aux textes de la commission.

N° 215. Rapport complémentaire de M. Ronse.

N° 354. Projet amendé par la Chambre des représentants.

N° 409. Rapport de M. Ronse.

Ann. — Dépôt du rapport complémentaire par M. Ronse, p. 906 (17 mars 1953).

Ajournement, p. 817 (4 mars 1953).

Discussion générale (11 mars 1953).

La discussion générale de ce projet est jointe à celle du projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices,

Discours de M. Ronse, rapp. (souligne l'importance du projet ayant pour but d'apurer l'arrièré en matière de recours fiscal), p. 869.

Renvoi en commission (11 mars 1953).

Renvoi en commission (11 mars 1953).

M. Moyersoen, m. i., propose le renvoi en commission, p. 870.

M. Ronse, rapp., insiste pour qu'on poursuive l'examen des deux projets, p. 871.

La proposition de renvoi en commission est adoptée, p. 871.

La discussion générale portant sur les projets joints est close.

La discussion générale, la discussion des articles et le vote de ce projet sont joints à ceux du projet de loi modifiant la loi du 6 septembre 1895 relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs et la complétant temporairement pour certains impôts et exercices (chapitre II, articles disjoints), p. 964 (25 mars 1953).

Les deux projets de loi sont réunis sous un seul et nouveau titre : « Projet de loi relatif aux recours devant la Cour d'appel et la Cour de cassation en matière d'impôts directs » (26 mars 1953).

IMPOTS DIRECTS: RECOUVREMENT DES IMPOTS.

Projet de loi instaurant des mesures en vue d'activer le recouvrement des impôts directs.

Doc. — N° 349. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 453. Rapport de M. Van Laeys.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1516 (17 juin 1953).

Dépôt du rapport par M. Van Laeys, p. 1878 (9 juillet 1953).

Discussion générale (15 juillet 1953).

Discussion générale (15 juillet 1953).

Discours de MM. Van Laeys, rapp. (expose la portée du projet, p. 1912; Schot (conteste l'utilité du projet, fait des observations au sujet des retards dans l'examen et le contrôle des rectifications à faire dans le paiement des impôts et dans l'examen des recours), pp. 1912 à 1914; Clynmans (déclare que le projet est en contradiction avec le droit de défense du contribuable), pp. 1914 à 1915; Van Laeys, rapp. (observations), pp. 1915 et 1918; Dierckx (critique la sévérité excessive témoignée aux contribuables et les facilités accordées à l'administration), pp. 1915 à 1917 et 1918; Janssen, m. f. (concernant : l'importance de l'arrièré fiscal, le renforcement du contrôle et l'augmentation du personnel), pp. 1917 à 1918; Molter (approuve le projet, demande d'augmenter le personnel, afin de traiter plus rapidement les dossiers), p. 1918.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (15 juillet 1953).

Discussion des articles (15 juillet 1953).

L'article 1" est adopté sans discussion, p. 1919.

Art. 2.

Intervention de MM. Marien, Schot, Van Laeys, Dierckx, Janssen, m. f., et M. le président. L'article 2 est adopté, p. 1920.

Les articles 3 à 9 sont adoptés sans discussion, pp. 1920 à 1922.

Impôts. - IMPOTS DIRECTS: RECOUVREMENT DES IMPOTS (suite)

Vote (15 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 120 voix contre 28 et 1 abstention, p. 1951.
S'est abstenu : M. Boulanger.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

IMPOTS DIRECTS: REVENUS.

Projet de loi modifiant les lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise, coordonnés par les arrêtés du Régent des 15 et 16 janvier 1948.

Doc. — N° 37. Rapport de M. Van Laeys.

Discussion générale (27 novembre 1952).

Ann. — Discours de MM. Van Laeys, rapp. (souligne les lacunes que présente la loi adoptée à l'unanimité en 1951), p. 140;

Ronse (fait certaines observations quant à l'interprétation du texte), p. 141; Janssen, m. f. (est d'accord avec le mode d'interprétation de M. Ronse), p. 141.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (27 novembre 1952). Les articles 1er à 5 sont adoptés sans discussion, p. 141. Vote (27 novembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 151 membres présents, p. 145. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi relative à la taxation des assurances vie.

Doc. — N° 154. Proposition de M. Adam.
 N° 319. Amendements du gouvernement.
 N° 454. Rapport de M. Schot.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Adam, p. 585 (5 février 1953).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 792 (3 mars 1953).

Dépôt du rapport par M. Schot, p. 1878 (9 juillet 1953).

Discussion générale (16 juillet 1953).

Discours de MM. Adam (expose la portée de la proposition de loi), pp. 1971 à 1972; Troclet (déclare que la présente proposition constitue la solution partielle d'un problème général, critique le système inauguré par la loi du 8 mars 1951), pp. 1972 à 1974; Schot, rapp. (répond aux observations formulées par M. Troclet), p. 1974.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (17 juillet 1953).

Les articles 1er à 5 sont adoptés sans discussion, p. 2000. Vote (17 juillet 1953).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté par 125 voix contre 1, p. 2040.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Proposition de loi étendant l'immunisation partielle, au point de vue de la taxe professionnelle, des bénéfices affectés à la construction d'habitations en faveur du personnel de l'entre-

Doc. — N° 235. Proposition de M. Ronse. N° 295. Rapport de M. Allewaert.

m. — Dépôt de la proposition par M. Ronse, p. 1019 (26 mars 1953).

Prise en considération, p. 1026 (21 avril 1953).

Dépôt du rapport par M. Allewaert, p. 1257 (20 mai 1953). Ann.

Discussion générale (4 juin 1953).

Discours de MM. Buisseret (fait des observations), p. 1417; Vreven (fait des observations au sujet de la portée du projet), p. 1417; Verbert (demande des précisions au sujet de la distinction faite entre l'habitation achetée et l'habitation construite par l'intéressé), p. 1417; Ronse (déclare qu'il est question d'habitation unique construite ou achetée dans le but de l'habiter), p. 1418.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (4 juin 1953).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 1418.

Vote (11 juin 1953).

L'ensemble de la proposition est adopté par 148 voix contre 5 et 2 abstentions, p. 1481.

Se sont abstenus: MM. Doutrepont et Harmegnies, p. 1481.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en ce qui concerne les arriérés de certaines rémunérations.

Doc. — N° 353. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 397. Rapport de M. Van Laeys.

Transmis par la Chambre des représentants, p. 1516 (17 juin 1953).

Dépôt du rapport par M. Van Laeys ,p. 1676 (25 juin 1953).

Discussion générale (2 juillet 1953).

Discours de M. Schot (critique le projet et déclare que l'exception établie doit être stric ment limitée aux matières de rémunerations), pp. 1737 et 1738.

La discussion générale est close.

Impôts. — IMPOTS DIRECTS: REVENUS (suite)

Discussion des articles (2 juillet 1953).

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans discussion, p. 1738.

Vote (2 juillet 1953).
L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 152 membres présents, p. 1746.
Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Rectification de vote (8 juillet 1953). M. Van Remoortel ayant omis de signer son bulletin demande qu'il soit tenu compte de son vote.
M. le président donne acte de cette déclaration, p. 1801.

Projet de loi tendant à favoriser l'absorption ou la fusion de sociétés. r. — N° 491. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 505. Rapport de M. Van Laeys.

Proposition de loi modifiant l'article 13 de l'arrêté du Régent du 15 janvier 1948 portant coordination des lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus.

Ann. — Retrait de la proposition par le baron de Dorlodot, p. 423 (22 janvier 1953).

IMPOTS DIRECTS: TAXE DE CIRCULATION.

Proposition de loi relative à la taxe de circulation sur les tracteurs agricoles.

c. — N° 88. Proposition de M. Sobry. N° 153. Rapport de M. Mullie. N° 162. Amendement proposé par M. Bouilly au texte de la commission.

Dépôt de la proposition par M. Sobry, p. 228 (10 dé-cembre 1952).

Prise en considération. — Renvoi à la commission, p. 286 (17 décembre 1953). Dépôt du rapport par M. Mullie, p. 551 (4 février 1953).

Discussion générale (12 février 1953).

Discours de MM. Sobry (demande qu'il soit fait une application très souple des dispositions relatives à l'autorisation accordant le libre transport sur une distance supérieure aux 10 kilomètres prévus, p. 654; Janssen, m. f. (se rallie aux considérations développées par M. Sobry), p. 645. La discussion générale est close.

Discussion des articles (12 février1953).

Art. 1er.

M. Bouilly retire son amendement, p. 646. L'article 1 er est adopté, p. 646.

L'article 2 est adopté sans discussion, p. 646.

Vote (19 février 1953).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 155 membres présents, p. 691. La proposition de loi sera transmise à la Chambre des repré-

sentants.

Projet de loi modifiant les lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, coordonnées le 10 avril 1951.

Doc. — N° 429. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Nº 467. Rapport de M. Léon Servais.

Ann. — Projet transmis par la Chambre des représentants, p. 1764
(7 juillet 1953).

Dans du rapport par M. Léon Servais, p. 1955 (15 juillet 1953).

Discussion générale (16 juillet 1953).

Discours de MM. Léon Servais, rapp. (expose la portée du projet et demande que l'article 1er du projet soit disjoint et renvoyé à la commission), p. 1958; Gabriel (demande des précisions quant à l'application du projet), p. 1958.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (texte de la commission) (16 juillet 1953). Des articles 1 et 2 sont adoptés sans discussion, p. 1959.

Vote (16 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 147 voix contre 2,

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

IMPOTS DIRECTS: TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES.

Proposition de loi établissant une taxe sur le chiffre d'affaires des exploitations de commerce de détail à rayons multiples ou succursales.

Doc. - Nº 148. Proposition de M. Clynmans.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Clynmans, p. 530 (3 février 1953).

Prise en considération, p. 1026 (21 avril 1953).

IMPOTS INDIRECTS: DOUANES ET ACCISES.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 19 mars 1953 relatif au tarif des droits d'entrée,

Doc. — N° 506. Rapport de M. Mullie.

Ann. — Transmis par le Ch

- Transmis par la Chambre des représentants, p. 1678 (30 juin 1953).

Impôts. - IMPOTS INDIRECTS: DOUANES ET ACCISES (suite)

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif ou tarif des droits d'entrée. N° 507. Rapport de M. Mullie. Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1678 (30 juin 1953).

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal relatif au tarif des droits d'entrée.

Doc. — N° 508. Rapport de M. Mullie.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1678 (30 juin 1953).

IMPOTS INDIRECTS. - DROITS DE SUCCESSION.

Proposition de loi portant modification de l'article 48 du Code des droits de succession et de l'article 54, 1°, du même Code, modifié par la loi du 14 août 1947.

Nouvel intitulé :

Nouvel intitulé:

Projet de loi modifiant les articles 48 et 54 du Code des droits de succession ainsi que l'article 131 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Doc. — N° 213. Proposition de M. Derbaix.
N° 360. Rapport de M. Ronse.
N° 414. Amendement présenté par le gouvernement.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Derbaix, p. 906 (17 mars 1953).

Prise en considération, p. 1026 (21 avril 1953).

Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 1534 (17 juin 1953).

Ajournement (1er juillet 1953).

M. Ronse, rapp. (déclare que le gouvernement a déposé des amendements au projet; demande l'ajournement de la discussion). Le Sénat adopte la proposition d'ajournement, p. 1717.

Discussion générale (2 juillet 1953)

Discussion générale (2 juillet 1953).

Discours de MM. Ronse, rapp. (expose la portée de la proposition : diminuer les droits de succession en ligne directe et augmenter les droits en ligne collatérale; souligne le caractère social de la proposition), p. 1732; Schot (approuve la réduction des droits de succession en ligne directe, n'admet pas la majoration des droits en ligne collatérale et entre étrangers, déclare que ces dispositions rompent l'équilibre existant, examine l'incidence des droits de succession sur les investissements), p. 1733; Derbaix (expose la portée sociale de la proposition, déclare qu'il est nécessaire de faire une distinction absolue entre les successions en ligne directe et celles en ligne indirecte et entre étrangers et justifie la tarification), pp. 1733 et 1734; Nihoul (déclare que pour diminuer ou exonèrer les droits de succession en ligne directe, on majore tous les autres droits de succession sans aucune considération d'ordre social ou familial), pp. 1734 et 1735.

La discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (2 juillet 1953).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans discussion, pp. 1735 à 1737. L'amendement du gouvernement proposant un nouvel intitulé est adopté, p. 1737.

Vote (2 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 130 voix contre 21 et 1 abstention, p. 1749.
S'est abstenu : M. Van In.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Rectification de vote (8 juillet 1953).

M. Van Remoortel ayant omis de signer son bulletin demande qu'il soit tenu compte de son vote.

M. le président donne acte de cette déclaration, p. 1801.

IMPOTS INDIRECTS : DROITS DE TIMBRE.

Projet de loi modifiant l'article 82-1, 17°, du Code des droits de timbre, concernant l'incorporation des plus-values de réévaluation au capital des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions et des sociétés de personnes à responsabilité limitée.

Doc. — N° 207. Projet transmis par la Chambre des représentants.
N° 260. Rapport de M. Clynmans.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 887 (17 mars 1953).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (21 mai 1953).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans discussion, p. 1265.

Vote (21 mai 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 146 voix contre 3 et 1 abstention, p. 1271.
S'est abstenu : M. Van Loenhout.
Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi relative au droit de timbre sur les fournitures de papier destiné aux journaux.

Ann. — Retrait de la proposition par le baron de Dorlodot, p. 423 (22 janvier 1953).

Impôts. - IMPOTS INDIRETS: TAXES ASSIMILÉES AU TIMBRE (suite)

IMPOTS INDIRECTS: TAXES ASSIMILÉES AU TIMBRE.

Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre. - Nº 352. Projet transmis par la Chambre des repré-

c. — N° 352. Projet transmis par la Chambre des representants.

N° 452. Rapport de M. Van Loenhout.

N° 460. Amendement proposé par M. Slegten; amendement proposé par M. Marien; amendements proposés par M. Schot.

n. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 1516 (17 juin 1953).

Dépôt du rapport par M. Van Loenhout, p. 1878 (9 juillet 1953).

Discussion générale (14 juillet 1953).

Discussion générale (14 juillet 1953).

Discours de MM. Van Loenhout, rapp. (concernant : le contrôle pour la perception de la taxe de transmission, la saisie de la comptabilité et les perquisitions, les experts comptables et les conseillers fiscaux), p. 1883; Janssen, m. f. (concernant : le renforcement du contrôle et l'amélioration des méthodes de contrôle, la remise des amendes infligées à ceux qui déclareront spontanément les irrégularités commises), pp. 1883 à 1884; Schot (concernant : la complexité des lois fiscales, l'insuffisance du contrôle, l'extension de la matière imposable), pp. 1884 à 1888; Clynmans (demande des précisions, fait des observations au suiet des perquisitions, de l'organisation d'un contrôle éducatif et du calcul de l'impôt forfaitaire), pp. 1898 à 1889; Molter (concernant : le problème social que constitue la fraude fiscale, le contrôle préventif et le contrôle répressif), p. 1889; Janssen, m. f. (répond aux critiques formulées au cours du débat), p. 1889 à 1890.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (14 juillet 1953).

Art. 1er.

Intervention de MM. Marien, Janssen, m. f., Van Loenhout. Le vote sur l'amendement de M. Marien et sur l'article est réservé, p. 1890. Les articles 2 et 3 sont adoptés, p. 1890.

Art. 4.

Intervention de MM. Schot et Van Loenhout. Le vote sur l'amendement de M. Schot et sur l'article est réservé, p. 1891. Les articles 5 et 6 sont adoptés, pp. 1891 et 1892.

Art. 7.

M. Schot ayant demandé la disjonction de cet article, le vote sur l'article 7 est réservé, p. 1892.

Art. 8.

L'amendement de la commission est adopté. L'article 8, amendé, est adopté, p. 1892. Les articles 9 et 10 sont adoptés, p. 1892.

Art. 11.

Le vote sur l'amendement de la commission, sur l'amendement de M. Slegten, sous-amendé par M. Schot, et sur l'article est réservé, p. 1893.

Art. 12.

Le vote sur les amendements de M. Schot et sur l'article est réservé, p. 1893. Les articles 13 à 17 sont adoptés, p. 1894.

Art. 18.

L'amendement de la commission est adopté. L'article 18, amendé, est adopté, p. 1895.

Vote sur les amendements et articles réservés (14 juillet 1953).

Art. 1er.

L'amendement de M. Marien est adopté. L'article 1er, amendé, est adopté, p. 1903.

L'amendement de M. Schot est adopté. L'article 4, amendé, est adopté, p. 1903.

Art. 7.

Intervention de M. Schot et de M. le président. L'article 7 est adopté, p. 1903.

Art. 11.

Observations de M. Schot, qui demande la parole pour un rappel au règlement, et de M. le président, p. 1903. Le sous-amendement de M. Schot est rejeté, p. 1904. L'amendement de M. Slegten est adopté; cet amendement devient l'article 11, la commission ayant supprimé l'article 11 du projet initial, p. 1904.

Art. 12.

L'article 12, mis aux voix dans la rédaction proposée par la commission, est adopté, p. 1904.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés, p. 1904.

Vote (15 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 116 voix contre 33 et 1 abstention, p. 1950.
S'est abstenu : M. Boulanger.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Impôts (suite)

IMPOTS INDIRECTS : TAXES DE RÉSIDENCE.

Projet de loi relatif à la taxe de résidence applicable à certains étrangers.

Doc. — N° 326. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 385. Rapport de Mme Lambotte.

Ann. — Projet transmis par la Chambre des représentants, p. 1400 (4 juin 1953). Dépôt du rapport par Mme Lambotte, p. 1596 (23 juin 1953).

Discussion générale (30 juin 1953).

Discours de Mme Lambotte, rapp. (déclare que le projet tend à donner satisfaction aux gouvernements étrangers ayant demandé l'abaissement, à titre de réciprocité, de la taxe de résidence, à modifier les critères à l'égard de certains étrangers et à coordonner la législation relative aux étrangers), p. 1701; M. Bouilly (déclare que le projet est insuffisant, mais qu'il constitue un pas vers la réciprocité), p. 1701.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (30 juin 1953). Les articles 1 à 5 sont adoptés sans discussion, pp. 1701 à 1703.

Vote (2 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 152 membres présents, p. 1746.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Rectification de vote (8 juillet 1953). M. Remoortel ayant omis de signer son bulletin, demande qu'il soit tenu compte de son vote.
 M. le président donne acte de cette déclaration, p. 1801.

IMPOTS INDIRECTS : TAXES DE SÉJOUR.

Projet de loi relatif aux taxes communales sur les « maisons de logement » ou « taxes de séjour ».

Doc. — N° 384. Rapport de M. Allard.

Ann. — Projet transmis par la Chambre des représentants, p. 1400 (4 juin 1953).

Dépôt du rapport par M. Allard, p. 1596 (23 juin 1953).

Pas de discussion générale.

Observations de MM. Sledsens et Harmegnies, p. 1716.

Discussion des articles (1er juillet 1953).

Les articles 1 à 5 sont adoptés sans discussion, pp. 1716 à 1717.

Vote (2 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 152 membres présents, p. 1746.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Rectification de vote (8 juillet 1953).

M. Van Remoortel ayant omis de signer son bulletin demande qu'il soit tenu compte de son vote.

M. le président donne acte de cette déclaration, p. 1801.

IMPOT SUR LE CAPITAL.

Proposition de loi tendant à modifier et compléter le § 2 de l'arti-cle 3 de la loi du 2 décembre 1950, modifiant les articles 4, 17 et 28 de la loi du 17 octobre 1945 établissant un impôt sur

le capital.

Doc. — N° 26. Amendement du gouvernement.

N° 73. Rapport de M. Leemans. Dépôt du rapport par M. Leemans, p. 188 (3 décembre 1952).

Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (11 décembre 1952).

L'article unique est adopté, p. 234.

Vote (11 décembre 1952).

L'ensemble de la proposition est adopté à l'unanimité des 160 membres présents, p. 239. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Impôts. - V. aussi : Affaires étrangères : Douanes et accises.

Impôts sur les revenus. - V. aussi : Affaires étrangères.

Inondations. — V. Secours et subsides.

Interdiction. - V. Droit pénal.

Intérêts belges à l'étranger. - V. Affaires étrangères.

Intérêts étrangers en Belgique. — V. Affaires étrangères.

Interpellations.

BOUILLY.

Interpellation à M. le ministre des travaux publics et à M. le ministre des communications « sur les graves inconvénients résul-tant des dispositions tendant à enlever à l'administration des routes l'Office de la circulation routière ».

Ann. — V. Interpellation Harmegnies, Bouilly, De Block et Moulin.

BUISSERET.

Interpellation d'urgence au gouvernement « sur les conclusions à tirer des élections du 12 octobre et la nécessité de dissoudre les Chambres législatives ».

Interpellations. - Buisseret (suite)

Ann. — Demande d'interpellation, p. 11 (11 novembre 1952).
M. Gillon demande qu'il ne soit pas fait application de l'article 33 du règlement et que le temps de parole ne soit pas limité, p. 11 (11 novembre 1952).
Discussion (12 novembre 1952).

(Jointe à celle de l'interpellation de M. Rolin.)

(Jointe à celle de l'interpellation de M. Rolin.)

Discours de MM. Buisseret (qui développe son interpellation, reproche au gouvernement sa politique en matière de répression, estime que le gouvernement n'est plus investi de l'autorité morale nécessaire et déclare que les élections communales peuvent avoir des effets de politique générale), pp. 15 à 18 (12 novembre 1952); Rolin (qui développe son interpellation et analyse les résultats des élections communales), pp. 18 à 20; Gillon (qui souligne la position délicate dans laquelle se trouve le gouvernement, tant du point de vue international que du point de vue national), pp. 20 à 22; Van Houtte, p. m. (qui déclare que donner une signification générale et nationale aux élections communales constitue une erreur en droit comme en fait, répond aux objections formulées par les interpellateurs), pp. 22 à 26.

A la suite de ces interpellations un ordre du jour est déposé

A la suite de ces interpellations un ordre du jour est déposé par MM. Gillon, Rolin, Buisseret, Van Remoortel, Coulonvaux et Vermeylen désavouant la politique du gouvernement, et un second ordre du jour est déposé par MM. Edgard De Bruyne et Huart, exprimant la confiance au gouvernement, pp. 26 et 27 (12 novembre 1952).

Reprise de la discussion (13 novembre 1952).

Reprise de la discussion (13 novembre 1952).

Discours de MM. Coulonvaux (examine les causes de dissolution possibles, déclare que le désaveu infligé au gouvernement par les élections communales constitue un motif de dissolution, critique la politique du gouvernement en matière de répression), pp. 30 à 34; le comte d'Aspremont Lynden (demande qu'à l'avenir on prononce la clôture annuelle de la session, souligne le rôle de l'opposition, répond aux arguments soulevés dans cette discussion, demande au gouvernement d'assurer définitivement l'équilibre budgétaire et d'ajuster sa politique en matière d'armement), pp. 34 à 38; Glineur (déclare que la majorité du pays a désavoué la politique gouvernementale tant en matière sociale qu'en ce qui concerne le réarmement et la répression, réclame la dissolution des Chembres), pp. 38 à 39; Edgard De Bruyne (justifie l'ordre du jour de la majorité; dit pourquoi celle-ci continuera à appuyer le gouvernement, résume les arguments du gouvernement, souligne la divergence de vues existant parmi les membres de tous les partis, à l'égard de la peine de mort et de son application), pp. 39 à 40; Vermeylen (déclare que le parti majoritaire a subi une défaite généralisée, qu'il ne représente plus l'opinion de la nation, soulève la question de la sanction prise à l'égard d'un haut magistrat), pp. 40 à 43; Lilar (concernant la nécessité pour le gouvernement de représenter la majorité varient suivant les élections et les principes de la majorité varient suivant les élections et les principes de la majorité varient suivant les élections et les principes de la majorité varient suivant les élections et les principes de la majorité varient suivant les élections et les années), p. 45; Harmegnies (répond au comte d'Aspremont Lynden), p. 45; Coulonvaux (se défend d'ètre sorti de l'objet des interpellations), p. 45; Pholien (affirme que la déclaration qu'il a faite au sujet de l'a mesure disciplinaire prise à l'égard d'un haut magistrat correspond exactement à la réalité), p. 46; Rolin (reproche à

L'incident est clos.

L'ordre du jour de confiance est adopté par 90 voix contre 76, p. 47 (13 novembre 1952).

Interpellation à M. le ministre des colonies « sur le maintien de l'ordre et de la sécurité dans les territoires belges d'outre-

Discussion (17 mars 1953).

Discussion (17 mars 1953).

Discussion (17 mars 1953).

Discussion (17 mars 1953).

Discussion (18 mars 1953).

Discussion (19 mars 1953).

Discussion (19 mars 1953).

Discussion (19 mars 1953).

Discussion (19 mars 1953).

Discussion dans l'Uganda, zone voisine de notre colonie, de l'insécurité régnant aux alentours d'Usumbura, de la politique indigène dans l'Urundi et des préoccupations auxquelles elle donne lieu), pp. 903 à 904; Dequae, m. c. (déclare que l'ordre et la sécurité sont assurés à Usumbura, insiste sur l'existence d'un système féodal dans le Ruanda-Urundi et de luttes traditionnelles entre clans, déclare que la situation qui a été commentée par M. Buisseret n'existe que sur une infime partie du territoire du Congo belge), pp. 904 à 905.

L'incident est clas

L'incident est clos.

Interpellation au gouvernement « sur son inertie en présence de l'activité déployée en Belgique par des organisations subver-sives néo-nazies ».

Ann. - Demande d'interpellation, p. 1025 (21 avril 1953).

Interpellation à M. le ministre de l'intérieur « sur la désignation en qualité de bourgmestre de Senzeille d'un membre de la minorité du conseil communal malgré la volonté écrite de la

majorité ».

— V. Interpellation Coulonvaux-Chot-Mennier.

#### Interpellations (suite)

CORNEZ

Interpellation à M. le ministre de la défense nationale « sur les décisions qu'il compte prendre à l'égard des miliciens con-damnés à la suite des incidents survenus, en 1952, au camp de Casteau ».

Ann. - Demande d'interpellation, p. 1025 (21 avril 1953).

Discussion (26 mai 1953).

Discussion (26 mai 1953).

Discurs de MM. Cornez (développe son interpellation et demande au ministre d'user des prérogatives qui lui sont accordées par la loi du 15 juin 1951), pp. 1295 à 1298; le colonel De Greef, m. d. n. (déclare que le dépôt d'une proposition de loi en cette matière ne peut dispenser le gouvernement d'appliquer les dispositions légales existantes, que l'article 72 de la loi sur la milice relatif au congé exceptionnel n'est applicable qu'aux miliciens de bonne conduite), pp. 1298 à 1299; le vicomte Cossée de Maulde (expose les motifs pour lesquels il ne peut approuver l'argumentation de M. Cornez), p. 1299; Cornez (demande au ministre de revoir le problème, fait des observations au sujet de l'interprétation des lois et de la réponse donnée par le ministre à la question qu'il lui avait posée), p. 1299; Rolin (émet des considérations d'ordre juridique), p. 1300.

L'incident est clos. L'incident est clos.

COULONVAUX, CHOT ET MEUNIER.

Interpellation de MM. Coulonvaux, Chot et Meunier à M. le ministre de l'intérieur « sur la désignation, en qualité de bourgmestre de Senzeille, d'un membre de la minorité du conseil communal malgré la volonté écrite de la majorité ». Demande d'interpellation, p. 810 (3 mars 1953).

Discussion (18 mars 1953).

Discussion (18 mars 1953).

In. — Discours de MM. Coulonvaux (fait des observations au sujet de la désignation des bourgmestres et des échevins en général et développe son interpellation), pp. 918 à 922; M. Chot (souligne la nécessité de respecter le verdict des électeurs dans le choix des bourgmestres et expose les faits), pp. 922 à 924 et 927 à 928; Moyersoen, m. i. (remarque qu'il est de règle de nommer le bourgmestre dans la majorité ,mais qu'aucune disposition légale n'empêche la nomination dans la minorité, fait état de la politique sage et active du bourgmestre actuel, de ses qualités personnelles et déclare que le gouvernement lui fait confiance), pp. 924 à 926; Coulonvaux (déclare que le ministre n'a pas répondu à son argument), p. 926; Huart (approuve la nomination faite par le ministre de l'intérieur), p. 927; Buisseret (déclare que la nomination faite par le ministre est arbitraire et constitue un abus d'autorité), p. 927; baron de Dorlodot (observations), p. 928.

BLOCK

Interpellation à M. le ministre des travaux publics et à M. le ministre des communications « sur les graves inconvénients résultant des dispositions tendant à-enlever à l'administration des routes l'Office de la circulation routière ».

Ann. - V. Interpellation Harmegnies-Bouilly-De Block et Moulin.

DE STORRELEIR.

Interpellation à M. le ministre de l'agriculture « sur l'empoisonne-ment des porcs ou la peste porcine dans la région de Wetteren et de Lokeren ».

- Demande d'interpellation, p. 1192 (6 mai 1953).

Discussion (21 mai 1953).

Discours de MM. De Stobbeleir (développe son interpellation et examine les causes du mal), pp. 1279 à 1280; Héger, m. a. (répond aux arguments avancés, déclare que ses services sont intervenus avec toute la diligence voulue et que les mesures appliquées actuellement en matière de circulation des animaux seront levées dès que les examens en cours prouveront qu'il ne s'agit pas de peste porcine), pp. 1280 à 1281.

L'incident est clos.

DIERCKY.

Interpellation à M. le premier ministre et à M. le ministre des finances « sur la politique financière du gouvernement ».

Ann. — Demande d'interpellation, p. 128 (26 novembre 1952).

Discussion de l'interpellation jointe à la discussion générale du hudget des voies et moyens pour l'exercice 1953, p. 263 (16 décembre 1952).

Interpellation de M. Flamme à M. le ministre des affaires économiques et des classes moyennes « sur les nombreuses ferme-tures d'entreprises industrielles qui frappent le Tournaisis ».

Ann. - Demande d'interpellation, p. 902 (17 mars 1953). Discussion (26 mars 1953).

M. Flamme (développe son interpellation, analyse les causes du mal, fait des observations au sujet du plan gouvernemental visant la création de nouvelles entreprises et l'extension des industries situées dans les régions économiquement faibles),

Interpellations. - FLAMME (suite)

pp. 1015 à 1016; Moulin (appuie les considérations émises par M. Flamme, déclare que l'initiative privée sera impuissante à sauver cette région; pp. 1016 à 1017; Duvieusart, m. a. é. c. m. (déclare que l'on se trouve devant un phénomène de rationalisation et de regroupement qui ne justifie pas d'intervention gouvernementale et que la région de Tournai n'est pas défavorisée eu égard à la situation existant dans d'autres régions du pays, fait des observations au sujet du prix de revient), pp. 1017 à 1018; Flamme (précise ses arguments), p. 1018 à 1019. 'incident est clos

L'incident est clos.

Interpellation de M. George à M. le ministre des communications « sur les conséquences regretlables de la suppression de la ligne 109 et la carence gouvernementale en ce domaine ».

Demande d'interpellation, p. 792 (3 mars 1953).

Interpellation à M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale « sur la politique du gouvernement à l'égard des chômeurs et des chômeuses et en particulier sur l'application des récentes instructions insérées au Moniteur belge du 5 décembre 1952 ».

- Demande d'interpellation, p. 214 (10 décembre 1952).

Discussion (17 février 1953).

Discours de MM. Glineur (développe son interpellation, analyse la notion de l'emploi convenable et les sanctions prévues), pp. 667 à 669; Van den Daele, m t. p. s. (répond aux remarques de M. Glineur), pp. 669 à 670. L'incident est clos.

Interpellation de M. Glineur à M. le ministre des affaires écono-miques et des classes moyennes « sur les conséquences et les insuffisances de son arrêté du 14 février 1953 réglemen-tant les prix des spécialités pharmaceutiques.

Demande d'interpellation, p. 810 (3 mars 1953).

HARMEGNIES. BOUILLY, DE BLOCK, MOULIN.

Interpellation à M. le ministre des travaux publics et à M. le ministre des communications « sur les graves inconvénients résultant des dispositions tendant à enlever à l'administration des routes l'Office de la circulation routière ».

- Demande d'interpellation, p. 744 (24 février 1953).

Ann. — Demande d'interpellation, p. 744 (24 février 1953).

Discussion (10 mars 1953).

MM. Harmegnies (développe son interpellation), pp. 849 à 851; Moulin (examine la coordination des transports et le transfert de l'Office de la circulation routière et de l'administration de la navigation intérieure), pp. 851 à 853; De Block (critique les réformes envisagées), pp. 853 à 854; Buisseret (déclare qu'une coordination rationnelle est nécessaire mais qu'elle ne peut être confondue avec la gestion, analyse la situation des transports en Belgique), pp. 854 à 856; Warnant (souligne l'incohérence de la solution proposée), pp. 856 à 857; Behogne, m. t. p. r. (déclare que les transferts d'attributions prévus rentrent dans le cadre d'une réforme plus large destinée à mettre plus de logique dans les attributions des différents départements et souligne les avantages qui résulteront sur le plan national et international du rattachement deces organismes au département des communications, répond aux remarques qui ont été formulées), pp. 857 à 858; Harmegnies (observations concernant l'Office de la circulation routière et la sécurité routière), pp. 858 à 859; Van Buggenhout (examine le problème des transports), pp. 859 à 860; Van den Storme (déclare que les mesures envisagées sont nécessaires pour assurer la coordination des transports), p. 860; le président (déclare que les mesures envisagées sont nécessaires pour assurer la coordination des transports), p. 860; le président (déclare que les mesures envisagées sont nécessaires pour assurer la coordination des transports), p. 861; (et qu'un second ordre du jour a été déposé par MM. Van Belle et Molter disant que « Le Sénat, apvant entendu les explications du gouvernement, passe à l'ordre du jour o), p. 861; (et qu'un second ordre du jour a été déposé par MM. Van Belle et Molter disant que « Le Sénat, après avoir entendu l'interpellation, souhaite que le gouvernement ne désorganise pas l'administration des routes et de la navigation intérieure, en transférant au département des Discussion (10 mars 1953)

L'incident est clos. L'ordre du jour pur et simple proposé par MM. Ronse et Moreau de Melen est adopté, p. 870 (11 mars 1953).

Interpellation à M. le ministre des communications « au sujet de la situation administrative qui est faite au personnel de la régie des voies aériennes et notamment de : 1º l'absence de statut du personnel qui rend illégales toutes les mesures prises à l'égard de celu-ci; 2º de l'illégalité des nominations du 1º juillet 1952; 3º de l'illégalité de la réorganisation pré-

n. — Demande d'interpellation, p. 208 (9 décembre 1952).
 Discussion jointe à la discussion générale du budget des communications, p. 1632 (25 juin 1953).

## Interpellations. - MEUNIER (suite)

Interpellation à M. le ministre de l'intérieur « sur la désignation en qualité de bourgmestre de Senzeille d'un membre de la minorité du conseil communal, malgré la volonté écrite de la majorité »

- Voir interpellation Coulonvaux-Chot-Meunier.

Interpellation à M. le ministre des travaux publics et à M. le ministre des communications « sur les graves inconvénients résultant des dispositions tendant à enlever à l'administration des routes l'office de la circulation routière ».

Voir interpellation Harmegnies-Bouilly-De Block et Moulin.

#### ROLIN.

Interpellation au gouvernement « sur sa décision de demeurer au pouvoir au mépris de la volonté clairement manifestée par le corps électoral à l'occasion des élections communales ».

Ann. — Demande d'interpellation, p. 11 (11 novembre 1952).

Discussion jointe à la discussion de l'interpellation de M. Buisseret, pp. 15 à 27 (12 novembre 1952), et 30 et 46 (13 novembre 1952).

Interpellation à M. le premier ministre et, pour autant que de besoin, à M. le ministre de la justice « sur la faiblesse et l'arbitraire dont le gouvernement a fait preuve dans la répression de l'incivisme et sur la politique qu'il compte suivre en la matière »

- Demande d'interpellation, p. 96 (20 novembre 1952). Ann.

répression de l'incivisme et sur la politique qu'il compte sature en la matière ».

Discussion (27 janvier 1953).

Discours de MM. Rolin (dit qu'eu égard à la façon dont la répression fut conduite à l'échelon exécutif, en 1951 et en 1952, il est important de savoir quelle attitude le ministre de la justice actuel a l'intention de prendre et quelles sont les garanties qu'il peut donner au pays pour que les erreurs et les abus qui se sont commis ne se reproduisent plus, se déclare en principe adversaire de la peine de mort, dit qu'il existe toutefois des « cas hors limite » et examine le cas De Bodt; commente le procédé des mesures de grâce successives; déclare qu'il avait été dit que les arrêtés motivés seraient un signe, pour les gouvernements ultérieurs, qu'il y avait lieu d'écarter l'application de la loi Lejeune et analyse entre autres cas celui de Van Coppenolle; soulève la question de la libération conditionnelle, de la libération provisoire, de la consultation du comité consultatif; de la condamnation par contumace et des extraditions; des promesses au comité d'appel au pays et des difficultés qui ont surgi à cet égard; commente l'affaire Van Hille; déclare que la justice s'oppose à ce qu'à la notion de clémence, le gouvernement substitue la pratique de la complaisance et de l'arbitraire), pp. 459 à 458; le président (dit qu'il faut écarter du débat tout ce qui pourrait être interprété comme découvrant la Couronne et que seule la responsabilité du ministre de la justice peut être mise en cause ou, éventuellement, celle du gouvernement), p. 458; Mme Ciselet (déclare que lors de la discussion du budget de la justice, en novembre 1950, elle a traité la question des exécutions capitales, que certains passages de ce discours ont été reproduits, isolés de leur contexte, dans la presse; confirme et précise son point de vue; estime que les condamnés pour incivisme ne peuvent être exclus du bénéfice de la loi doit être respecté; déclare que donner à la libération conditionnelle une forme d'automatisme équi-vaut à

Suite du débat (28 janvier 1953).

Discours de MM. Flamme (condamne les mesures de faveur prises à l'égard de De Bodt et Van Coppenolle), pp. 472 à 473; Lilar (concernant : la revision des dossiers, les exécutions capitales, l'exercice du droit de grâce par réduction de peine, le cas Van Coppenolle), pp. 473 à 475; Cornez (analyse la politique générale de mansuétude et de faveur au

## Interpellations. -- ROLIN (suite)

profit des traîtres et ses répercussions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays; rappelle les massacres accomplis sous l'occupation), pp. 475 à 479; Buisseret (souligne la responsabilité du gouvernement et demande qu'il fasse une déclaration donnant satisfaction aux milieux patriotiques), p. 479; Rolin (analyse les réponses données par M. Van Houtte, p. m., et le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j.; déclare qu'il est impossible au gouvernement de rétablir la confiance indispensable pour poursuivre l'œuvre difficile de la liquidation de la répression de l'incivisme), pp. 479 à 481; le président (déclare que deux ordres du jour ont été déposés et que M. Coulonvaux lui a transmis une motion d'ordre invitant le gouvernement à répondre clairement aux questions posées avant qu'il soit passé à la discussion et au vote sur les ordres du jour déposés; déclare que, en vertu de l'article 25 du règlement, cette communication écrite ne constitue pas une motion d'ordre et que sa mise en discussion reviendrait à rouvrir un débat pratiquement clos; invite M. Coulonvaux à déposer éventuellement un troisième ordre du jour), pp. 481, 482 et 487. 482 et 487.

Rappel au règlement.

Rappel au règlement.

Discours de MM. Gillon (déclare que la motion déposée par M. Coulonvaux est en tout cas une motion d'ajournement; estime qu'il est nécessaire que le gouvernement prenne position sur la question précise qui lui a été posée; critique le dépôt par la majorité d'un ordre du jour de confiance, avant même qu'elle sache si l'opposition désire clôturer le débât par le dépôt d'un ordre du jour), p. 482; le président (est d'accord pour dire que la motion de M. Coulonvaux constitue une demande d'ajournement d'un vote), p. 482; Moyersoen, m. i. (répond aux remarques formulées par M. Rolin et qui le mettent personnellement en cause), pp. 482 à 484; le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j. (répond aux observations qui ont été formulées), pp. 484 à 486; Rolin (fait des observations à MM. Moyersoen, m. i., et Pholien et au vicomte du Bus de Warnaffe, m. j.), pp. 486 à 487; Edgard De Bruyne et Derbaix (déposent un ordre du jour exprimant la confiance au gouvernement et demandent à p. sser à l'ordre du jour), p. 487; Rolin, Coulonvaux, Mme Ciselet, MM. De Block, Gillon et Flamme (déposent un ordre du jour exprimant la méfiance au gouvernement du vote des ordres du jour

Demande d'ajournement du vote des ordres du jour (28 janvier 1953).

Coulonvaux demande l'ajournement du vote des ordres du jour, pp. 487 à 488; Edgard De Bruyne demande quelle est la portée de la réouverture du débat sollicité par M. Coulonvaux; critique la non-observation de l'article 22 du règlement, pp. 488 à 489; Coulonvaux retire sa demande d'ajournement et demande le vote par appel nominal sur les ordres du jour, p. 489; le président déclare que, sous réserve du vote, l'incident est clos, p. 489.

Suite de la discussion générale (29 janvier 1953).

Suite de la discussion générale (29 janvier 1953).

Discours de MM. Gillon et Rolin (qui demandent d'amender l'ordre du jour de M. Edgard De Bruyne et c. s.), p. 497; Gillon (justifie sa proposition), p. 497; le baron de Dorlodo (fait des observations), p. 497; Edgard De Bruyne (déclare qu'un ordre du jour ne peut être modifié sans l'assentiment des cosignataires; estime que les déclarations du ministre étaient claires et nuancées, qu'il n'existe donc aucune raison de modifier le texte qu'il a déposé et pour lequel il demande la priorité), pp. 497 à 498 et 501; le président (déclare que l'ordre du jour primitif subsiste comme tel, si les auteurs n'acceptent pas d'adjonction et que l'amendement présenté par MM. Gillon, Rolin et c. s. peut être considéré comme étant un troisième ordre du jour), pp. 497 à 498; Rolin (demande de se prononcer sur la recevabilité de l'amendement, dit que la division est applicable en vertu' de l'article 26 du règlement), pp. 498 à 500.

Demande d'ajournement (29 janvier 1953).

Demande d'ajournement (29 janvier 1953).

Discours de MM. Vermeylen (qui demande le renvoi de la question à la commission du règlement), pp. 498 et 499 à 500; Edgard De Bruyne (déclare qu'une distinction doit être faite entre une division de texte et une adjonction), pp. 498 à 499; le président (déclare qu'en matière d'amendements, il existe une différence essentielle entre le domaine législatif et celui d'une interpellation donnant lieu au dépôt d'ordres du jour et propose de saisir la commission du règlement de la question), pp. 499 et 500; Moreau de Melen (fait des observations), pp. 499 et 500; Buisseret (appuie la demande d'ajournement), p. 500.

La proposition d'ajournement du vote est rejetée, p. 500.

MM. le président (déclare que se pose la question de priorité), p. 501; Lilar (fait des observations au sujet de la recevabilité de l'amendement), p. 501; Schot (fait des observations au sujet de la priorité du vote), pp. 501 à 502; Coulonvaux (dit que la majorité refuse de déclarer devant la nation si elle qui que la majorite reiuse de déclarer devant la nation si elle approuve ou réprouve la politique du gouvernement), p. 502; Rolin (déclare qu'étant donné que l'ordre du jour de confiance n'est pas un ordre du jour pur et simple, l'amendement est recevable et qu'en vertu de l'article 26 du règlement il a la priorité), pp. 502 à 503. Interpellations. — ROLIN (suite)

La priorité sur l'ordre du jour de MM. Edgard De Bruyne et Derbaix est adoptée, p. 503. Cet ordre du jour est adopté, p. 504. M. Baur (fait des observations), pp. 503 à 504.

Interpellation à M. le ministre des affaires étrangères « sur la nécessité d'intervenir au sein de l'assemblée générale pour assurer un meilleur respect des privilèges et immunités garantis aux fonctionnaires de l'Organisation des Nations unies, ainsi que des droits de la défense ».

Ann. - Demande d'interpellation, p. 190 (9 décembre 1952).

unies, ainsi que des droits de la défense ».

nn. — Demande d'interpellation, p. 190 (9 décembre 1952).

Discussion (20 janvier 1953).

Discours de MM. Rolin (souligne le caractère exclusivement international des fonctions du secrétaire général et du personnel des Nations unies, les privilèges et immunités dont jouissent les fonctionnaires internationaux pour exercer en toute indépendance leurs fonctions, déclare que les principes fondamentaux de l'indépendance du secrétaire général et de ses fonctionnaires, de l'innviolabilité des bâtiments et des archives, de l'immunité de juridiction ne font l'objet d'aucune contestation et sont inscrits dans la charte ou précisés par la convention relative aux privilèges et immunités de 1946 et par le statut du personnel entré en vigueur au début de l'année 1952, que depuis la guerre de Corée les Américains ont cherché à se garantir contre les agissements des agents étrangers par l' « Internal Security Act » de 1950 et examine les répercussions de l'application de ces dispositions aux fonctionnaires américains des Nations unies, analyse l'avis donné par la commission de juristes convoqués par le secrétaire général des Nations unies et regrette qu'aucun des trois membres ne soit un spécialiste du droit international, déclare qu'il est temps de revenir à l'observation de nos principes de liberté et forme le vœu que les délégués belges à l'assemblée des Nations unies défendront avec indépendance et fermeté au cours du débat qui s'ouvrira à ce sujet non seulement les principes sur lesquels l'organisation avait été basée, mais leur application loyale et complète), pp. 385 à 389; Dehousse (appuie l'argumentation de M. Rolin, remarque que l'avis de la commission de juristes ignore, en ce qui concerne les fonctionnaires internationaux, certains principes consacrés par les traités et la pratique; demande de donner à la délégation belge les instructions qui s'imposent), pp. 389 à 390; van Zeeland, m. a. é. (souligne le principe de l'indépendance du secrétariat, est d'accord avec l'in

SLEDSENS.

Interpellation à M. le ministre de l'agriculture « sur la situation de la culture des fleurs à couper et sur les mesures qui s'imposent afin de sauver cette culture de la ruine ».

Ann. — Demande d'interpellation, p. 228 (10 décembre 1952).

Discussion jointe à la discussion du budget du ministère de l'agriculture pour l'exercice 1953 (22 janvier 1953).

VANDERVELDE (MME).

Interpetation à M. le ministre de l'instruction publique « sur : 1º les mesures qu'il a prises ou compte prendre à la suite des agissements d'un professeur à l'école ménagère libre de Gosselies, soumise à l'inspection de l'Etat, qui, en violation des lois réglementant la matière, a procédé à des expériences de vivisection sur des animaux vivants; 2º les mesures que compte prendre M. le ministre de l'instruction publique pour empêcher que de pareils faits ne se reproduisent ».

Ann. — Demande d'interpellation, p. 469 (27 janvier 1953).

La discussion de l'interpellation est jointe à la discussion du budget du ministère de l'instruction publique, pp. 1074 à 1075 et p. 1081 (23 avril 1953).

Invalides de guerre. - V. Pensions.

Inventions. - V. Sûreté de l'Etat.

1

Ionction Nord-Midi. - V. Communications.

Proposition de loi tendant à diminuer le prix du papier-journal. Ann. — Retrait de la proposition par M. Taillard, p. 448 (27 janvier 1953).

Proposition de loi tendant à limiter le nombre de pages des journaux.

Retrait de la proposition par le baron de Dorlodot, p. 448 (27 janvier 1953).

Juridiction militaire. — V. Armée.

Laboratoire international de recherche nucléaire. — V. Affaires étrangères : Arts, sciences et lettres.

Langues. - V. Administrations publiques.

Législation allemande. — V. Occupation allemande.

Lettres de change. - V. Droit commercial.

Levée de l'immunité parlementaire. — V. Chambres législatives : Sénat.

Libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution.
— V. Chambres législatives.

Liquidations dans le commerce de détail. — V. Commerce et indus-trie : Réglementation du commerce.

Listes électorales. - V. Lois électorales

Listes (Sénat). - V. Chambres législatives.

Logements (militaires). - V. Habitations.

ois électorales.

LISTES ÉLECTORALES.

Projet de loi modifiant certains articles du Code électoral. - Nº 330. Projet transmis par la Chambre des représentants. Nº 370. Rapport de M. Sledsens.

Ann. — Projet transmis par la Chambre des représentants,
 p. 1400 (4 juin 1953).
 Dépôt du rapport par M. Sledsens, p. 1553 (18 juin 1953).

Discussion générale (23 juin 1953).

Discours de M. **Sledsens**, rapp. (expose la portée du projet), pp. 1575 à 1576. La discussion générale est close.

Discussion des articles (23 juin 1953). Les articles 1 à 3 sont adoptés sans discussion, pp. 1576 à 1577.

Vote (30 juin 1953) L'ensemble du projet de loi a été adopté à l'unanimité, p. 1701. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Maladies professionnelles. - V. Sécurité sociale.

Médecins. - V. Art de guérir.

Médecins (Ordre des). - V. Art de guérir : Médecins.

Mesures disciplinaires. — V. Administrations publiques: Sanctions

Mesures exceptionnelles. — V. Impôts : Impôts directs.

Mesures temporaires. - V. Administrations publiques : Emplois.

Métaux précieux. - V. Affaires étrangères : Douanes et accises.

Milice. - V. Armée.

Mise en disponibilité. - V. Enseignement : Personnel enseignant.

Monnaie. — V. Droit pénal. V. aussi : Finances.

Motions d'ordre.

ADAM ET GILLON.

Ann. — Motion d'ordre de M. Adam qui insiste pour que l'on hâte la liquidation des indemnités de dommages de guerre, p. 759 (25 février 1953), et de M. Gillon qui demande des précisions quant au mode de financement de la remise en état des régions sinistrées et d'utilisation éventuelle des crédits destinés à la réparation des dommages de guerre, p. 758 (25 février 1953).

Voir discours de M. Janssen, m. f., concernant la motion d'ordre de M. Gillon, p. 759 (25 février 1953).

#### Motions d'ordre (suite)

BAUR.

— Motion d'ordre de M. Baur, qui déclare que la grève qui a éclaté parmi les étudiants de l'Université de Gand est due au retard apporté à la construction de l'hôpital universitaire, demande au premier ministre et au ministre de l'instruction publique une déclaration concernant la solution rapide et raisonnable de cette question, p. 262 (16 décembre 1952).

raisonnable de cette question, p. 202 (16 décembre 1952). Discours de M. Harmel, m. i. p., qui déclare qu'il ne reste plus que le parachèvement à faire et que l'hôpital pourra fonctionner au cours de l'année 1953, déclare que plusieurs problèmes ont surgi en ce qui concerne l'utilisation de l'hôpital et sa gestion autonome avec le concours d'un certain nombre d'organismes, pp. 262 et 263 (16 décembre 1952). L'incident est clos.

#### BOUILLY.

— Motion d'ordre de M. Bouilly, qui demande que des moyens de transport soient mis à la disposition des membres du Sénat désireux d'accompagner les membres de la commission des travaux publics dans la visite des régions sinistrées, pp. 536 à 537 (4 février 1953).

#### COULONVAUX.

Ann. — Motion d'ordre de M. Coulonvaux, qui invite le gouvernement à répondre clairement aux questions posées, avant
qu'il soit passé à la discussion et au vote sur les ordres du
jour déposés à la suite de l'interpellation de M. Rolin à
M. le premier ministre et à M. le ministre de la justice
« sur la faiblesse et l'arbitraire dont le gouvernement a fait
preuve dans la répression de l'incivisme et sur la politique
qu'il compte suivre en la matière ».

M. le président déclare en vertu de l'article 25 du règlement

M. le président déclare, en vertu de l'article 25 du règlement, que cette motion doit être considérée comme une demande d'ajournement, pp. 481 à 482 (28 janvier 1953).

#### CROMMEN.

— Motion d'ordre de M. Crommen, qui déclare que tout membre du parlement a le droit de poser des questions écrites et que les ministres sont tenus d'y répondre endéans un certain laps de temps; regrette que le ministre de l'instruction publique ait répondu de façon incomplète aux questions qui lui ont été posées, il y a cinq mois, par le député Tielemans et qui avaient trait à l'enseignement moyen; propose l'ajournement du projet de loi sur l'enseignement jusqu'au moment où le ministre aura répondu à ces questions, pp. 191 et 192.

M. Harmel, m. i. p., déclare que la réponse n'a pu être fournie étant donné les statistiques détaillées qu'elle exige; dit que les questions posées n'ont rien de commun avec le projet actuel, p. 192.

M. Edgard De Bruyne propose de continuer la discussion, p. 192.

La demande d'ajournement de la discussion du projet de loi sur l'enseignement moyen est rejetée, p. 192 (9 décembre 1952).

DE BRUYNE (EDGARD).

Ann. — Demande d'ajourner les votes prévus à l'ordre du jour. Le Sénat marque son accord, p. 504 (29 janvier 1953).

# DOUTREPONT.

Ann. — Déclare qu'il ne prendra la parole que si le gouvernement est représenté.

M. Coulonvaux demande une suspension de séance.

M. Janssen, m. f., regrette son retard.

L'incident est clos, p. 140 (27 novembre 1952).

Intervient dans la discussion des articles du tableau du budget extraordinaire et demande, par motion d'ordre, que l'on vote d'abord sur les articles de la loi budgétaire.

Observations de M. le président, p. 1651 (25 juin 1953).

Ann. — Motion d'ordre de M. Gillon, qui demande des précisions quant au mode de financement de la remise en état des régions sinistrées et d'utilisation éventuelle des crédits destinés à la réparation des dommages de guerre, p. 758 (25 février 1953), et de M. Adam, qui insiste pour que l'on hâte la liquidation des indemnités de dommages de guerre, p. 759 (25 février 1953).

Discours de M. Janssen, m. f. (qui déclare qu'il n'est pas question de modifier la législation sur les dommages de guerre ni de réduire les indemnités auxquelles les sinistrés de la guerre 1940-1945 ont légitimement droit, p. 759 (25 février 1953).

# GILLON.

m. — Motion d'ordre de M. Gillon, qui démande l'ajournement de la discussion générale relative au projet de loi concernant la réparation des dommages de guerre.
 M. le président répond aux observations de M. Gillon, p. 2011 (17 juillet 1953).

### Motions d'ordre (suite)

HARMEGNIES

AMEGNIES.

III. — Motion d'ordre de M. Harmegnies, qui demande l'urgence pour la discussion de la proposition de loi relative aux finances provinciales et communales.

M. le président déclare que la proposition sera discutée avant les vacances, p. 1546 (18 juin 1953).

Motion d'ordre de M. Harmegnies, qui proteste contre l'examen précipité des budgets déposés à la Chambre depuis plusieurs mois; déplore que le gouvernement n'ait pas fait le nécessaire pour faire avancer les travaux.

M. le président déplore la transmission tardive des budgets.

L'incident est clos, p. 1650 (25 juin 1953).

— Motion d'ordre de M. Jespers qui demande d'ajourner la discussion des articles du projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918, p. 1004 (26 mars 1953).

Ann. — Motion d'ordre de M. Leynen qui demande que le résultat des votes soit repris au Compte rendu analytique, p. 908 (18 mars 1953).

M. le président répond que les résultats des votes sont toujours publiés aux *Annales parlementaires* et qu'ils sont toujours repris au *Compte rendu analytique* s'il y a un motif déterminé, p. 908 (18 mars 1953).

de la nécessité d'intensifier l'aide aux pays économiquement sous-développés, inaugurée par les Nations Unies, exprime le vœu de voir le gouvernement belge examiner, de concert avec les organes compétents des Nations Unies, la possibilité d'organiser, à l'instar du gouvernement norvégien, une action belge particulière et de soumettre au parlement un projet de loi instituant un fonds d'action populaire belge en faveur des pays économiquement sous-développés », p. 1118 (29 avril 1953).

Demande, par motion d'ordre, s'il conviendrait au Sénat d'entendre son interpellation au ministre des affaires étrangères, le 20 janvier 1953, p. 375.

L'assemblée et le ministre des affaires étrangères marquent leur accord, p. 375 (12 décembre 1952).

m. — Motion d'ordre de M. Sobry, attirant l'attention du ministre de l'agriculture sur les dégâts causés par l'eau de mer aux terres cultivées lors des récentes inondations et sur les mesures de secours qui doivent être envisagées, p. 521 (3 février 1953).
 M. Sledsens appuie la demande de M. Sobry, p. 521 (3 février 1953).

## VERMEYLEN.

n. — Demande d'ajourner le scrutin sur la prise en considéraion des demandes de naturalisation.
 Le Sénat marque son accord, p. 504 (29 janvier 1953).

## Naturalisations.

DEMANDES DE NATURALISATION.

Demandes de naturalisation.

c. — N° 121. Rapport du comte de la Barre d'Erquelinnes, Mme Lambotte, MM. Allard, Lilar et Slegten. N° 122. Projets de loi présentés par la commission des natura-lisations (feuilletons).

- Dépôt du rapport par le comte de la Barre d'Erquelinnes, Mme Lambotte, MM. Allard, Lilar et Slegten, p. 349 (18 décembre 1952).

Scrutin sur la prise en considération (3 février 1953).

Discours de M. Vermeylen (qui demande que le cas de M. Kamp soit renvoyé à la commission), pp. 517 et 518.

Observations du comte de la Barre d'Erquelinnes, pp. 517 et 518; de Mme Lambotte, pp. 517 et 518; de M. Hanquet (qui appuie la demande de M. Vermeylen), p. 518.

appuie la demande de M. Vermeylen), p. 518.

Toutes les demandes de naturalisation reprises au document S. nº 122 (S. 1952-1953) ont été prises en considération, sauf celles de : Aron, Ernest, né à Berlin (Allemagne) le 28 novembre 1886, industriel, à Woluwe-Saint-Lambert (Brabant); Englert, leyk, né à Lodz (Pologne) le 13 janvier 1891, directeur de société, à Woluwe-Saint-Lambert (Brabant); Hvozdansky, Ivan, né à Bedevla (Tchécoslovaquie) le 24 avril 1919, tailleur d'habits, à Péronnes-lez-Binche (Hainaut); Kamp, Paul, né à Krefeld (Allemagne) le 15 juin 1896, industriel, à Ixelles (Brabant).

Pas de discussion générale.

## Naturalisations. — DEMANDES DE NATURALISATION (suite)

Discussion de l'article unique des 10 projets de loi (12 février 1953).

Les articles uniques des 10 projets de loi sont adoptés sans discussion, pp. 637 à 641.

Les articles des projets relatifs aux feuilletons n° 9 et 10 sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés, Votes (12 février 1953).

Les projets de loi sont adoptés par 138 voix contre 2 et 2 abstentions, p. 641.

Se sont abstenus : MM. Ancot et Baur.

Les projets de loi relatifs aux feuilletons n° 1 à 8 seront sou-mis à la sanction royale.

Les projets de loi relatifs aux feuilletons n°s 9 et 10 sont transmis à la Chambre des représentants.

Demandes de naturalisation.

Doc. — N° 184. Rapport du comte de la Barre d'Erquelinnes, Mme Lambotte, MM. Allard, Lilar et Slegten.
 N° 185. Projets de loi présentés par la commission des naturalisations (feuilletons).

Ann. — Dépôt du rapport par le comte de la Barre d'Erquelinnes, p. 790 (26 février 1953).

Scrutin sur la prise en considération (19 mars 1953).

Les demandes de naturalisation reprises au document S. n° 185 sont prises en considération, sauf celles faisant l'objet du feuilleton n° 8, p. 956.

Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique des 7 projets de loi (26 mars 1953). Les articles uniques des 7 projets de loi sont adoptés sans discussion, pp. 1006 à 1010.

L'article du projet relatif au feuilleton n° 7 est remis aux voix et définitivement adopté, p. 1010.

Vote (26 mars 1953).

L'ensemble des projets de loi est adopté par 147 voix contre 6 et 3 abstentions, p. 1010.

Se sont abstenus: MM. Ancot, Edg. De Bruyne et Gribomont, p. 1010.

Les projets de loi relatifs aux feuilletons n° 1 à 6 seront soumis à la sanction royale.

Le projet de loi relatif au feuilleton n° 7 sera transmis à la Chambre des représentants.

Demandes de naturalisation.

Demandes de naturalisation.

De N° 363. Rapport du comte de la Barre d'Erquelinnes, Mme Lambotte, MM. Allard, Lilar et Slegten.

N° 390. Projets de loi présentés par la commission des naturalisations (feuilletons).

Dépôt du rapport par le comte de la Barre d'Erquelines, p. 1534 (17 juin 1953).

Scrutin sur la prise en considération (14 juillet 1953).

Observation de M. Slegten, p. 1902.
Toutes les demandes de naturalisation reprises au document n° 390, session de 1952-1953 du Sénat, sont prises en considération, sauf celles de : Deuel, Wolf, né à Kharkoff (Russie) le 15 juillet 1903, et Reisman, Samu, né à Nagyszöllös (Hongrie) le 29 juin 1903, p. 1909.
Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique des projets de loi (15 juillet 1953).

L'article unique des projets de loi est adopté sans discussion, p. 1954.

Vote (15 juillet 1953).

L'ensemble des projets de loi est adopté par 136 voix contre 8 et 1 abstention, p. 1954.
S'est abstenu: M. Van Steenberge.

Les projets de loi seront soumis à la sanction royale.

Navigation rhénane. — V. Affaires étrangères : Douanes et

Négociation collective. — V. Affaires étrangères · Travail.

# Obligations internationales. — V. Armée : Milice

## Occupation allemande.

Proposition de loi relative aux ventes forcées pendant l'occupation.

- Retrait de la proposition par M. Ronse, p. 1238 (19 mai 1953).

Projet de loi déterminant les effets de l'application de la loi allemande dans la partie du territoire belge annexée abusi-vement à l'Allemagne en mai 1940.

Doc. — N° 145. Projet réamendé par la Chambre des représentants.

N° 387. Rapport de M. Rolin. Ann. — Dépôt du rapport par M. Rolin, p. 1596 (23 juin 1953). Pas de discussion générale.

## Occupation allemande (suite)

Discussion des articles (2 juillet 1953).

Les articles 1 à 10 sont adoptés sans discussion, pp. 1739 à 1741.

L'article 11 modifié est adopté, p. 1741.

Les articles 12 à 15 sont adoptés sans discussion, pp. 1741 à 1742.

Vote (2 juillet 1953). L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 151 membres présents, p. 1750. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Rectification de vote (8 juillet 1953). M. Van Remoortel ayant omis de signer son bulletin demande qu'il soit tenu compte de son vote.

M. le président donne acte de cette déclaration, p. 1801.

Œuvres littéraires et artistiques (Protection des). — V. Arts, sciences et lettres.

Office d'exploitation des transports coloniaux. — V. Colonies.

Office des séquestres. — V. Finances.

Officiers. - V. Armée.

Ordre des médecins. - V. Art de guérir: Médecins.

Ordre judiciaire (Membres de l'). — V. Administrations publiques : Mesures disciplinaires.

Organisation de l'économie. - V. Commerce et industrie.

Organisation internationale du travail. - V. Affaires étrangères :

## Organisation judiciaire.

Projet de loi d'organisation judiciaire.

Doc. — N° 79. Exposé des motifs et projet de loi + erratum.
 N° 174. Rapport de M. Van Hemelrijck.
 N° 189. Amendement du gouvernement au texte de la commis-

sion. N° 226. Rapport complémentaire de M. Van Hemelrijck.

Ann. — Dépôt du rapport par M Van Hemelrijck, p. 702 (18 fé-vrier 1953).

Renvoi en commission (4 mars 1953).

Discours de M. Van Hemelrijck (qui demande le renvoi en commission), p. 812.

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (25 mars 1953).

Les articles 1 à 8 sont adoptés sans discussion, pp. 978 à 979. L'article 9, modifié, est adopté, p. 979. L'article 10 est adopté sans discussion, p. 980.

Vote (26 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 157 voix contre 2,

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants. Projet de loi modifiant l'article 56 de la loi du 18 juin 1869 sur

rojet de loi modifiant l'article 56 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

N° 208. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 266. Rapport de M. Van Hemelrijck.

ui. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 886 (17 mars 1953).

Dépôt du rapport par M. Van Hemelrijck, p. 1112 (28 avril 1953). Ann.

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (21 mai 1953).

Les articles 1 à 5 sont adoptés sans discussion, pp. 1261 à 1262. Vote (21 mai 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix contre 4 et 1 abstention, p. 1270. S'est abstenu : M. Van Loenhout. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Proposition de loi complétant la loi du 18 juin 1869 sur l'orga-nisation judiciaire.

Doc. — N° 383. Proposition de M. Bouilly.

N° 501. Rapport de M. Rolin.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Bouilly, p. 1595

(23 juin 1953).

Prise en considération Prise en considération, renvoi à la commission, p. 1796 (8 juillet 1953).

Projet de loi modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

Doc. — N° 436. Exposé des motifs et projet de loi.

Projet de loi modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. du Bus de Warnaffe, p. 1793 (7 juillet 1953).

## Organisation judiciaire (suite)

COUR DE CASSATION : PRÉSENTATION DE CANDIDATS.

 N° 6. Liste des candidats présentés par la Cour de cassation, le 23 octobre 1952, pour la place de conseiller vacante à la dite Cour, à la suite du décès de M. le conseiller Simon.
 Transmission de la liste des candidats à une place de conseiller, p. 11 (11 novembre 1952). Ann.

Scrutin (19 novembre 1952).

M. Huybrechts ayant obtenu la majorité absolue des suffrages est proclamé premier candidat.

M. Rutsaert ayant obtenu la majorité absolue des suffrages est proclamé second candidat, p. 69.

c. — N° 249. Liste des candidats présentés par la Cour de cassation, le 21 mars 1953, pour la place de conseiller vacante à la dite Cour, à la suite du décès de M. le conseiller Smetryns.

m. — Transmission de la liste des candidats à une place de conseiller vacante, p. 1025 (21 avril 1953).

Ann.

Scrutin (6 mai 1953).

M. Louveaux ayant obtenu la majorité absolue des suffrages est proclamé premier candidat, p. 1182.

M. Delahaye, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, est proclamé second candidat, p. 1183.

## PERSONNEL JUDICIAIRE.

Projet de loi relatif au personnel de la Cour de cassation, des Cours d'appel, des tribunaux de première instance et des tribunaux de commerce.

Doc. — N° 301. Amendements présentés par le gouvernement. N° 504. Rapport de M. Van Hemelryck.

Projet de loi portant revision du statut des greffiers de l'Ordre judiciaire et du personnel des greffes des cours et tribunaux.

Doc. — N° 406. Rapport de M. Van Hemelrijck.

N° 432. Amendement proposé par M. Kluyskens au texte de la compilseion.

commission.

 Dépôt du rapport par M. Van Hemelrijck, p. 1710
 (30 juin 1953). Ann.

Discussion générale (9 juillet 1953).

Discours de MM. Van Hemelrijck, rapp. (souligne l'utilité du projet), p. 1836; vicomte du Bus de Warnaffe, m. j. (analyse les dispositions du projei), p. 1836.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (9 juillet 1953).

Art. 1er

Intervention de M. Van Hemelrijck.
Le vote sur le premier amendement de M. Kluyskens est réservé, p. 1838.
Intervention de M. Van Hemelrijck.
Le vote sur le deuxième amendement de M. Kluyskens et sur l'article 1er est réservé, p. 1838.

Art. 2

Le vote sur l'amendement de M. Kluyskens et sur l'article 2 est réservé, p. 1839. Art. 3.

Intervention de M. Van Buggenhout et de M. le président. Le vote sur l'amendement de M. Kluyskens et sur l'article 3 est réservé, p. 1840. Art. 4.

L'article 4 est adopté, p. 1840.

Art. 5

Le vote sur l'amendement de M. Kluyskens et sur l'article 5 est réservé, p. 1841. L'article 6 est adopté, p. 1841.

Art. 7.

Le vote sur l'amendement de M. Kluyskens et sur l'article 7 est réservé, p. 1842.

Intervention de MM. le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j., Van Hemelrijck et le président. l'article corrigé est adopté, p. 1843.

Art. 9. Le vote sur l'amendement de M. Kluyskens et sur l'article 9 est réservé, p. 1844.

Art. 10. Le vote sur l'amendement de M. Kluyskens et sur l'article 10 est réservé, p. 1845. Les articles 11 et 12 sont adoptés, p. 1846.

Art. 13. Intervention de MM. le vicomte du Bus de Warnaffe, le président et Van Hemetrijck.
L'article corrigé est adopté, p. 1847.
Les articles 14 et 15 sont adoptés, p. 1847.

Art. 16. Intervention de MM. le président, Van Hemelrijck et le vicomte du Bus de Warnaffe, m. j. L'article 16 est supprimé, p. 1847. Organisation judiciaire. — PERSONNEL JUDICIAIRE (suite)

Vote sur les amendements et articles réservés (15 juillet 1953). Art. 1".

amendement de M. Kluyskens est adopté. L'article 1er, amendé, est adopté, p. 1942.

L'amendement de M. Kluyskens est adopté. L'article 2, amendé, est adopté, p. 1943.

Art. 3.

L'amendement de M. Kluyskens est adopté. L'article 3, amendé, est adopté, p. 1944.

Art. 5.

L'amendement de M. Kluyskens est adopté. L'article 5, amendé, est adopté, p. 1945.

Art. 7

amendement de M. Kluyskens est adopté. L'article 7, amendé, est adopté, p. 1946.

Art. 9.

L'amendement de M. Kluyskens est adopté, p. 1946. L'article 9, amendé, est adopté, p. 1947.

Art. 10.

L'amendement de M. Kluyskens est adopté. L'article 10, amendé, est adopté, p. 1947. Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés, p. 1947.

Vote (15 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 150 membres présents, p. 1951. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

RÉGIE DU TRAVAIL PÉNITENTIAIRE.

— Transmission par le ministre de la justice, pour l'exercice 1951 : 1° du bilan général et du compte de profits et pertes général de la régie du 'ravail pénitentiaire; 2° des bilans et des comptes de profits et pertes particuliers des ateliers de la régie disposant de ?5,000 francs et plus de capital immobilisé en machines et outils; 3° du rapport sur l'activité de la régie, p. 448 (27 janvier 1953).

## TRIBUNAUX DE POLICE.

Proposition de loi tendant à l'abrogation : 1° de la loi du 16 mai 1925 accordant une indemnité aux officiers de police qui remplissent les fonctions de ministère public auprès des tribunaux de simple police; 2° de la loi du 12 juin 1937 portant règlement des frais de greffe et de parquet près les tribunaux de police, chargés de desservir plusieurs cantons; 3° de l'article 131, 8°, de la loi communale.

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 50 (18 novembre 1952).

Organismes d'intérêt public. - V. Administrations publiques.

Orientation et sélection scolaires et professionnelles. - V. Profes-

O. T. R. A. C. O. — V. Colonies.

Ouvriers. - V. Pensions.

Pacte Atlantique. - V. Affaires étrangères.

Paternité. — V. Droit civil.

Paternité et filiation. — V. Droit civil.

Pêche fluviale.

Projet de loi sur la pêche fluviale.

Doc. — N° 123. Exposé des motifs et projet de loi.
 N° 271. Rapport de M. Streel.
 N° 291. Amendements proposés par M. Buisseret, par M. Coulonvaux et par MM. Boulanger et consorts au texte présenté par la commission.
 N° 320. Sous-amendement de M. Buisseret à ses amendements

au texte de la commission.

Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Héger, m. a., p. 397 (20 janvier 1953).

Dépôt du rapport par M. Streel, p. 1152 (30 avril 1953). Discussion générale (21 mai 1953).

Discours de MM. Streel, rapp. (concernant les buts du projet, la répression des délits relatifs à la pollution des eaux, le fonds piscicole, la compétence du comité central et des commissions provinciales), p. 1275; Buisseret (concernant les arrêtés d'exécution, la nécessité de traiter l'ensemble du problème de l'eau par une seule administration, les affermages et les licences, les pêches privées, les barrages, la pollution des eaux, le braconnage, les catégories de pêcheurs, l'intérêt économique, touristique et social de la pêche fluviale, pp. 1275 à 1277; Boulanger (concernant la modification de certaines

#### Pêche fluviale (suite)

restrictions en matière d'affermage et de circulation des bicyclettes, le permis de pêche et l'application de peines pour infraction après avertissement, la nomination de suppléants pour les délégués effectifs aux conseils provinciaux), p. 1277 à 1278; Van Peteghem (concernant la pollution des eaux), p. 1278; Héger, m. a. (concernant les arrêtés d'exécution donnant les modalités d'application, le problème de l'affermage et celui des licences), p. 1278.

La discussion générale est close,

Art. 1er.

Intervention de MM. Buisseret et Héger, m. a. L'amendement de M. Buisseret est retiré.

L'article 1er est adopté, p. 1422.

L'article 2 est adopté p. 1422.

Art. 3.

Intervention de MM. Buisseret et Héger, m. a. L'amendement de M. Buisseret est rejeté. L'article 3 est adopté, p. 1423.

Art. 4.

Intervention de MM. Buisseret et Héger, m. a. L'amendement de M. Buisseret est rejeté. L'article 4 est adopté, p. 1424.

Art. 5.

Intervention de MM. Buisseret, Héger, m. a., et Allard. L'amendement de M. Buisseret est retiré. L'article 5 est adopté, p. 1425.

Art. 6.

Intervention de M. Buisseret. L'article 6 est adopté, p. 1425. L'article 7 est adopté, p. 1425.

Art. 8.

Intervention de MM. Buisseret et Héger, m. a. L'amendement de M. Buisseret est retiré.

L'article 8 est adopté, p. 1426. L'article 9 est adopté, p. 1426.

Art. 10.

Intervention de MM. Lacroix, Héger, m. a., et Goossens, pp. 1426 à 1427.

L'amendement de MM. Troclet et consorts est rejeté par 74 voix

contre 59 p. 1427.

M. Boulanger et M. Buisseret retirent leurs amendements.

L'article 10 est adopté, p. 1427.

Les articles 11 à 14 sont adoptés, pp. 1427 à 1428.

Art. 15.

Intervention de MM. Boulanger et Héger, m. a. L'amendement de M. Boulanger est rejeté. L'article 15 est adopté, p. 1428.

L'amendement de M. Buisseret est retiré. L'article 16 est adopté p. 1428.

L'article 17 est adopté, p. 1428. Art. 18.

Intervention de MM. Allard et Héger, m. a., p. 1429. L'amendement de M. Allard est adopté. L'article 18 amendé est adopté, p. 1429. Les articles 19 à 23 sont adoptés, p. 1429.

Art. 24.

Intervention de MM. Buisseret, Héger, m. a., et Coulonvaux,

p. 1430. L'amendement de M. Buisseret est retiré. L'amendement de M. Coulonvaux est adopté. L'article 24, amendé, est adopté, p. 1431. Les articles 25 à 28 sont adoptés, p. 1431.

Art. 29

Intervention de M. Héger, m. a.

M. Coulonvaux en ayant demandé la suppression, le 2° alinéa de cet article est rejeté.

L'article 29, modifié, est adopté, p. 1431.

L'article 30 est adopté, p. 1431.

Art. 31.

L'amendement de M. Buisseret est rejeté. L'article 31 est adopté, p. 1431.

Art. 32.

Intervention de MM. Buisseret et Héger, m. a. L'amendement de M. Buisseret est rejeté. L'article 32 est adopté, p. 1432.

Art. 33.

L'amendement de M. Buisseret est retiré. L'article 33 est adopté, p. 1432.

Art. 34.

L'amendement de M. Buisseret, sous-amendé par lui, est retiré. L'article 34 est adopté, p. 1432.

Les articles 35 à 37 sont adoptés, pp. 1432 à 1433.

#### Pêche fluviale (suite)

Art. 38.

Intervention de MM. Buisseret et Héger, m. a., p. 1433 à 1434. La seconde partie de l'amendement de M. Buisseret est rejetée,

p. 1434.
Le vote sur la première partie de l'amendement de M. Buisseret et sur l'article 38 est réservé, p. 1434.
L'article 39 est adopté, p. 1434.

Art. 40. Intervention de MM. Buisseret, Héger, m. a., et Boulanger. Le premier amendement de M. Buisseret à cet article est rejeté, le second est retiré. L'amendement de M. Boulanger est adopté.

L'article 40, amendé, est adopté, p. 1435.

Art. 41.

Intervention de MM. Héger, m. a., Buisseret et Allard. L'amendement de M. Boulanger est adopté, L'amendement de M. Buisseret est rejeté. L'article 41, amendé, est adopté, p. 1436. L'article 42 est adopté, p. 1436.

Art. 38 réservé.

L'amendement de M. Buisseret est retiré. L'article 38 est adopté, p. 1436. Les articles amendés sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés, p. 1436.

Vote (11 juin 1953).

M. Buisseret justifie son vote, p. 1481.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 146 voix contre 8 et 1 abstention, p. 1482.
S'est abstenue: Mme Vandervelde.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Proposition de loi revisant la législation sur la pêche fluviale. Ann. — Retrait de la proposition par M. Allard, p. 585 (5 fé-vrier 1953).

#### Pensions.

INVALIDES DE GUERRE ET ANCIENS COMBATTANTS.

Proposition de loi sur l'abaissement de prise de cours de l'âge des pensions de retraite des invalides de guerre et anciens combattants occupés dans l'industrie privée ou le commerce et l'immunisation de certaines ressources pour l'octroi de la majoration de pension de vieillesse aux non-salariés.

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 50 (18 novembre 1952).

OUVRIERS.

Projet de loi relatif aux pensions des ouvriers.

Doc. — N° 428. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Ann. — Projet transmis par la Chambre des représentants, p. 1764

(7 juillet 1953).

PENSIONS MILITAIRES.

Projet de loi portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation (art. 6 disjoint).

Doc. — N° 361. Rapport de M. Ronse.

Ann. - Dépôt du rapport par M. Ronse, p. 1534 (17 juin 1953). Discussion générale (1er juillet 1953).

M. Cornez (propose de remettre la discussion afin de permettre aux membres d'examiner l'erratum); M. le président (estime que l'erratum n'apporte pas d'élément nouveau); MM. De Boodt (observations); Harmegnies (appuie la demande de M. Cornez)

M. Cornez). Le Sénat est d'accord pour remettre la discussion, p. 1715.

Reprise de la discussion générale (1es juillet 1953).

Discours de MM. Cornez (déclare que le présent projet maintient le principe de la restitution aux inciviques des pensions militaires et des pensions de réparation et qu'elle étend cette réintégration à d'autres pensions, rentes et allocations militaires et même aux pensions accordées aux victimes civiles de la guerre), pp. 1718 à 1719 et 1721 à 1723; De Winter (observations), p. 1719; De Boodt (fait appel à l'article 23 du règlement et demande le rappel à l'ordre), p. 1719.

Observations de M. le président et MM. Cornez, Vermeylen, De Boodt, Sledsens, De Winter, Bouilly, R. Desmedt, Rolin, le comte de la Barre d'Erquelinnes, le vicomte Cossée de Maulde, Van Buggenhout, pp. 1719 à 1724.

L'incident est clos.

Discours de MM. Ronse, rapp. (expose la portée du projet et déclare qu'il tend à permettre aux personnes, qui, en vertu d'une décision judiciaire, se sont vu restituer l'entièreté de leurs droits civils de profiter de leurs droits acquis à la pension), p. 1724: Rolin (confirme la déclaration du rapporteur), pp. 1725 et 1726; Rolin (observations), p. 1726.

La discussion de l'article unique (1es juillet 1953). Reprise de la discussion générale (1er juillet 1953).

Discussion de l'article unique (1er juillet 1953). L'article unique est adopté sans discussion, p. 1726.

#### Pensions. - PENSIONS MILITAIRES (suite)

Vote (2 juillet 1953).

voic (2 juinet 1933).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 100 voix contre 43 et 8 abstentions, p. 1749.

e sont abstenus : MM. Allard, Flamme, Goossens, Knops, Machtens, Meunier, Missiaen, Rolland.

M. Van Remoortel justifie son vote.

Le projet sera transmis à la Chambre des représentants.

Rectification de vote (8 juillet 1953).

M. Van Remoortel ayant omis de signer son bulletin demande qu'il soit tenu compte de son vote.
M. le président donne acte de cette déclaration, p. 1801.

PENSIONS SPÉCIALES.

Projet de loi portant majoration de certaines pensions spéciales à charge du Trésor et accordant une pension annuelle et viagère à la dame Ficher, Alix-Catherine, veuve de M. Pau-wels, Henri, ancien ministre, ainsi qu'à la dame Thijs, Anna-Johanna-Maria, veuve de M. Vanderpoorten, Arthur, ancien

Doc. - Nº 270. Rapport de M. Léon Servais.

— Transmis par la Chambre des représentants, p. 840 (10 mars 1953).

Dépôt du rapport par M. Léon Servais, p. 1192 (6 mai 1953). Discussion générale (21 mai 1953).

Discours de MM. Taillard (expose les motifs pour lesquels son groupe désapprouve ce projet), p. 1262; Troclet, Coulonvaux, Jespers (approuvent, au nom de leur groupe, la mesure de gratitude que constitue l'octroi de ces pensions), p. 1262. La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 mai 1953).

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans discussion, p. 1263.

Vote (21 mai 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix et 5 abstentions, p. 1271.

Se sont abstenus : MM. Boulanger, Cornez, Glineur, Taillard et Van Loenhout.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

#### PÉRÉQUATION.

Proposition de loi portant péréquation des pensions annuelles acquises antérieurement au 25 octobre 1926 auprès de la Caisse générale de Retraite.

- Retrait de la proposition par M. Buisseret, p. 308 (18 décembre 1952).

## VIEILLESSE.

Proposition de loi tendant à relever, à titre transitoire, la pension de vieillesse des anciens agriculteurs, commerçants, travailleurs indépendants et, en général, toutes les catégories d'assurés libres (modifiant et complétant les lois relatives à l'assurance en vue de la vicillesse et du décès prématuré, coordonnées par l'arrêté du Régent du 12 septembre 1946 et modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1° inillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951).

Doc. - Nº 16. Rapport de M. Maurice Servais.

Ajournement de la proposition (26 novembre 1952).

Ajournement de la proposition (26 novembre 1952).

Ann. — Discours de MM. Van den Daele, m. t. p. s. (demande l'ajournement de la proposition, étant donné qu'un projet instaurant un régime définitif pour les assurés libres est en discussion à la Chambre), p. 128; Troclet (déclare qu'une proposition transitoire doit être votée pour prendre les mesures provisoires majorant la pension), pp. 128 à 129; Maurice Servais (appuie la motion de M. Van den Daele, insiste sur les répercussions financières de la proposition), p. 129; Clynmans (se déclare d'accord avec la demande d'ajournement), p. 129; Warnant (déclare que le groupe libéral s'oppose à la demande d'ajournement), p. 129; Moulin (demande que la proposition soit discutée sans tarder), pp. 129 à 130; Duray (déclare que les crédits nécessaires à la majoration des pensions des assurés libres se trouveraient aisément en réduisant les dépenses d'ordre militaire, demande de discuter la proposition Troclet), p. 130; Troclet (expose ce qui a été fait depuis 1946 en matière de pensions de vieillesse et le progrès réalisé du point de vue social, se déclare d'accord avec le gouvernement, à condition que le ministre des finances garantisse l'entrée en vigueur du nouveau régime des pensions des assurés libres à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1953, compare le sort fait à la loi en faveur des petits rentiers de la Caisse d'Epargne et celui fait à la présente proposition de loi, s'oppose à l'ajournement de la discussion), pp. 130 à 131; Glineur (déclare que le groupe communiste s'oppose à la motion d'ajournement), pp. 131 à 132; Maurice Servais, déclare que, de 1946 à 1949, M. Troclet n'a rien fait pour les classes moyennes, demande qu'en 1953 des mesures soient prises au profit des assurés libres), p. 132; Delmotte (souligne le caractère d'urgence de la proposition de M. Troclet demande une suspension de séance, au cours de laquelle les différents groupes reveraient le problème), pp. 132 à 133;

Pensions. - VIEILLESSE (suite)

Harmegnies (demande à M. le ministre des finances si réellement il a déclaré qu'il fallait la contrepartie des 600 millions de francs qu'exigerait le rajustement des pensions), p. 133; Janssen, m. f. (répond à M. Harmegnies que l'observation qu'il a faite au sujet des 600 millions nécessaires au rajustement des pensions a été faite au sujet des pensions civiles et militaires), p. 133; Buisseret (déclare que la proposition Troc'et lui paraît une bonne base, mais provisoire), p. 133; Verbert (déclare que la question ne peut être résolue rapidement qu'en adoptant la proposition Troclet), pp. 13à 134; Machens (attire l'attention sur la situation difficile dans laquelle se trouvent les communes qui assument des charges qui incombent à l'Etat), p. 134; Rolin (demande au ministre si le proiet déposé à la Chambre sera rétroactif au 1° janvier 1953), p. 134; Van den Daele, m. t. p. s. (répond aux questions posées), pp. 134 à 135; Troclet (demande que l'on se prononce sur l'ajournement au cours d'une séance ultérieure, ménageant ainsi l'opportunité d'examiner la question entretemps), p. 135.

Vote sur l'ajournement (26 novembre 1952).

Vote sur l'ajournement (26 novembre 1952).

La proposition de M. Delmotte tendant à remettre le vote sur l'ajournement à une séance ultérieure est rejetée, p. 136.
La demande d'ajournement de la proposition de loi est adoptée par 84 voix contre 61 et 1 abstention, p. 136.
S'est abstenu : M. Maurice Servais, p. 136.

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse.

Doc. — Nº 99. Projet transmis par la Chambre des représentants. N. 104. Rapport de M. Servais, Léon.

n. -- Transmis par la Chambre des représentants, p. 275 (17 décembre 1952).
 Dépôt du rapport par M. Léon Servais, p. 285 (17 décembre 1952).

Dépôt du rapport par M. Léon Servais, p. 285 (17 décembre 1952).

Discours de MM. Léon Servais, rapp. (concernant la portée transitoire du projet et les améliorations qu'il apporte, les moyens de financement, la majora'ion de la retenue à titre de cotisation sociale sur le salaire ron plafonné), pp. 317 à 318; Schot (observations), pp. 317 et 318; Troclet (observations, p. 317; Moulin (déclare que le projet actuel n'est qu'un nouvel expédient et constitue simplement une adaptation des pensions au coût de la vie, regrette que le projet vise la seule catégorie des pensionnés assurés obligatoires et déclare qu'il est nécessaire d'assurer une pension décente aux assurés libres, pp. 317 et 318 à 319; Gabriel (donne un aperçu des améliorations apportées par le gouvernement actuel aux pensions sociales et envisage les mesures qui devront encore être prises), p. 319; Troclet (reproche au projet trois vices cajitaux : la gabegie, le désordre et une politique déplorable, déclare que le régime de la sécurité sociale est commun aux ouvriers et aux employés, sauf en ce qui concerne les ouvriers mineurs, étant donné qu'il existe pour eux une base légale différente, estime que les pensions des ouvriers mineurs doivent être péréquatées dans la même proportion que celle dont vont bénéficier les ouvriers du régime général, remarque que le projet ignore complètement les assurés libres, prétend qu'il est impossible de défendre la politique incohérente et contradictoire du gouvernement, remarque que le gouvernement reprend dans son projet les principes de la proposition socialiste, dit que le crédit voté au budget est inférieur à la dépense actuelle en matière de pension de vieillesse, rappelle la promesse d'augmentation des pensions faite à la suite des réunions du conseil paritaire général, examine le financement de l'augmentation de la pension dans lequel l'Etat n'intervient pas, souligne l'injustice commise à l'égard de certains assurés libres et commente la suppression du plafonnement pour les pensions de vieillesse), pp. 319

certains assurés libres et commente la suppression du plafonnement pour les pensions de vieillesse), pp. 319 à 322.

Reprise de la discussion générale (18 décembre 1952).

Discours de MM. Glineur (concernant l'augmentation de la
cotisation et la suppression du plafond, le taux de pension,
l'influence de l'augmentation de la cotisation sur les prix
de revient et sur les frais généraux de l'industrie et la
réduction des exportations, l'octroi de la pension à 60 ans,
le minimum vital pour les pensionnés, le rattachement des
pensions à l'indice du coût de la vie, la date d'entrée en
vigueur de la loi, l'intervention de l'Etat en la matière,
déclare que M. Troclet s'est inspiré de certains principes de
la proposition communiste, pp. 344 à 345, 346; Warnant
(observations), p. 345; Doutrepont (observations), p. 345;
Schot (demande si les ouvriers et les patrons acceptent de
payer cette contribution supplémentaire), pp. 346 à 347;
Van den Daele, m. t. p. s. (répond aux questions qui lui ont
été posées, déclare que le projet d'ensemble visant la réforme
du système des pensions des salariés prévoit une augmentation sensible de la contribution de l'Etat), pp. 347 à 348;
Glineur (réitère les questions essentielles qu'il a posées et
qu'il estime être restées sans réponse), p. 348; Taillard
(observations), pp. 348 et 349; Van den Daele, m. t. p. s.
(répond aux objections formulées par M. Taillard et souligne la nécessité de constituer une réserve afin de parer aux
charges croissantes résultant du vieillissement de la population), pp. 348 à 349.

La discussion générale est close.

## Pensions. - VIEILLESSE (suite)

Discussion des articles (23 décembre 1952).

Art. 1er.

L'amendement de M. Troclet est rejeté, p. 356.

L'amendement de M. Glineur est rejeté, p. 356.

L'amendement de M. Harmegnies, baron de Dorlodot, p. 355;

Troclet, pp. 355 et 356, Van den Daele, m. t. p. s., Glineur, p. 356.

L'article 1er est adopté, p. 356.

Art. 2.

Art. 2.

L'amendement de M. Troclet est retiré, p. 357.

L'article 2 est adopté, p. 357.

M. Troclet propose un nouvel article 2bis.

Cet amendement est rejeté, p. 357.

Intervention de MM. Troclet, Van den Daele, m. t. p. s., et Moulin, p. 357.

Art. 3.

Intervention de MM. Hoste et Van den Daele, m. t. p. s., p. 357. L'article 3 est adopté, p. 357.

Art. 4.

Art. 4.

L'article 4 est adopté sans observations, p. 357.

M. Troclet propose un nouvel article 4bis.
Cet amendement est rejeté, p. 358.
Intervention de MM. Troclet, Van den Daele, m. t. p. s., Moulin et Verbert, p. 358.

M. Troclet propose un nouvel article 4ter.
Cet amendement est rejeté, p. 358.
Intervention de MM. Troclet, pp. 358 et 359; Van den Daele, m. t. p. s., p. 359; Moulin, pp. 359 à 360, et Verbert, p. 360.
M. Maurice Servais justifie son vote, p. 364.
M. Troclet propose un nouvel article 4quater.
Cet amendement est rejeté, p. 365.
Intervention de MM. Troclet, pp. 364 et 365; Van den Daele, m. t. p. s., p. 364; Glineur, et Moulin, pp. 364 et 365; Yernaux et Maurice Servais, p. 365.
M. Troclet propose un nouvel article 4quinquies.
Cet amendement est rejeté par 79 voix contre 62 et 2 abstentions, p. 365.

tions, p. 365. Se sont abstenus : MM. Catteau et Hoste. Intervention de MM. Troclet, pp. 365 à 366, et Van den Daele,

Un amendement de M. Glineur est rejeté, p. 366. L'article 5 est adopté, p. 366. M. Warnant justifie le vote du groupe libéral, pp. 366 à 367. Vote (23 décembre 1952).

Voie (25 decembre 1952).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 132 voix et 12 abstentions, p. 377.

Se sont abstenus : MM. Ancot, Baur, Boulanger, Glineur, Huart, Moulin, Nihoul, Schot, Maurice Servais, Taillard, Troclet et Verbert, p. 377.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi relatif à la sauvegarde des droits en matière de pensions de retraite et de survie en faveur de certains titu-laires de fonctions publiques.

Doc. — N° 268. Rapport complémentaire de M. Verbert.
 Ann. — Dépôt du rapport complémentaire par M. Verbert, p. 1152 (30 avril 1953).

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (21 mai 1953).

Les articles 1er à 3 sont adoptés sans discussion, p. 1279.

Vote (2 juin 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 144 voix contre 1 et 1 abstention, p. 1375.

S'est abstenu : M. Ancot.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Proposition de loi modifiant et complétant l'article 6 de la loi du 30 décembre 1950, relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Doc. — N° 296, Proposition de M. Delmotte.

m. — Dépôt de la proposition par M. Delmotte, p. 1257 (20 mai 1953). Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 1370 (2 juin 1953).

Proposition de loi améliorant la situation des personnes appar-tenant à la catégorie dite « petits rentiers de la Caisse de Retraite » en assimilant à l'effort de prévoyance exigé par les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré celui qui a été réalisé avant le 1<sup>er</sup> janvier 1926 ou continué depuis cette date en dehors du cadre de ces lois.

Doc. - Nº 310. Rapport de M. Gabriel.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 50 (18 janvier 1953). Dépôt du rapport par M. Gabriel, p. 1319 (27 mai 1953).

Discussion générale (14 juillet 1953).

Discours de MM. le président (fait des observations au sujet de l'intitulé de la proposition), pp. 1879 à 1880; Gabriel, rapp. (expose la portée de la proposition), p. 1880; Troclet

Pensions. — VIEILLESSE (suite)

(répond aux remarques qui ont été formulées, fait une comparaison entre les dispositions prévues à la proposition et celles du projet de loi en la matière, fait des observations au sujet de la date de référence de 1887), pp. 1880 à 1882; Van den Daele, m. t. p. s. (déclare que le subside spécial ne peut être mis à charge de l'Etat, estime qu'il est nécessaire de connaître les effets sortis par la loi du 20 décembre 1952), p. 1882; Moulin (esti re que les conditions de recevabilité imposées par la loi existante sont trop rigides), p. 1882, a discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (14 juillet 1953).

M. Troclet demande le vote par appel nominal. Observations de M. le président, p. 1883.

Vote (15 juillet 1953).

L'ensemble de la proposition de loi est rejeté par 79 voix contre 71, p. 1949.

Proposition de loi permettant aux travailleurs indépendants de se constituer un fonds de pension réservé.

Doc. - Nº 487. Proposition de M. Buisseret.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Buisseret, p. 2041 (17 juil-let 1953).

Pension alimentaire. — V. Droit civil.

Pensions de réparation. - V. Guerre : Prisonniers politiques.

Pensions de vieillesse. - V. Pensions.

Pensions spéciales. - V. Pensions.

Péréquation des pensions. - V. Pensions.

Personnel des parquets et greffes. — V. Administrations publiques : Mesures disciplinaires. V. aussi : Organisation judiciaire.

Personnel enseignant. — V. Enseignen ent. V. aussi : Administrations publiques : Sanctions disciplinaires.

Personnel judiciaire. - V. Organisation judiciaire.

Petite Propriété terrienne (Société nationale de la). — V. Habitations.

Pétitions. -- V. Chambres législatives : Sénat.

Petits rentiers. - V. Pensions : Vieillesse.

Plan Marshall. — V. Affaires étrangères : Coopération économique.

Plan Schuman. — V. Affaires étrangères.

Plantes. — Protection des plantes. — V. Affaires étrangères : Agriculture et horticulture.

Police des étrangers. — V. : Sûreté de l'Etat.

Police judiciaire (Officiers et agents de la). — V. Administrations publiques : Mesures disciplinaires.

Politique sociale. — V. Affaires étrangères : Travail.

Poursuites. - V. Chambres législatives : Sénat.

Président.

Ann. — M. Paul Struye est réélu président du Sénat, p. 5 (11 novembre 1952).

vembre 1952).

Il prononce son allocution et déclare que le Sénat est constitué et qu'il en sera donné connaissance à S. M. le Roi et à la Chambre des représentants, p. 7 (11 novembre 1952).

Propose le maintien en fonctions de la commission de la reconstruction, bien qu'il n'y ait plus de ministère qualifié tel, p. 12 (11 novembre 1952).

Propose, à la demande de la présidente de la commission de la santé publique, le renvoi de l'étude de certains crédits concernant les victimes civiles de la guerre à la commission de la reconstruction, p. 140 (27 novembre 1952).

Propose au Sénat de s'ajourner au 20 janvier 1952, p. 379 (23 décembre 1952).

Propose la constitution d'une commission spéciale chargée

Propose la constitution d'une commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public, p. 588 (10 février 1953).

## CATASTROPHES ET ACCIDENTS.

Ann. — Rend hommage aux victimes de la catastrophe minière de Zwartberg. M. Duvieusart, m. a. e. c. m., s'associe, au nom du gouvernement, à cet hommage, p. 100 (25 novem-bre 1952.)

## Président. - CATASTROPHES ET ACCIDENTS (suite)

Rend hommage aux victimes de la catastrophe minière de Frameries; M. Duvieusart, m. a. e. c. m., s'associe, au nom du gouvernement, à cet hommage, p. 120 (26 novembre 1952). Rend hommage aux victimes de la catastrophe minière de Wasmes; M. Van Houtte, p. m., s'associe, au nom du gouvernement, à cet hommage, pp. 384 et 385 (20 janvier 1953). Rend hommage aux victimes des inondations du 1er février 1953; M. Moyersoen, m. i., s'associe, au nom du gouvernement, à cet hommage, pp. 513 et 514 (3 février 1953).

Rend hommage aux victimes du naufrage du bâteau de pêche Z. 527-Léopold-Nera; M. Van Houtte, p. m., s'associe, au nom du gouvernement, à cet hommage, p. 628 (12 février 1953).

Rend hommage aux victimes de l'incendie d'un hangar de l'Otraco, à Léopoldville, p. 1422 (9 juin 1953).

Rend hommage aux victimes de la catastrophe d'aviation de Ekindi, p. 1819 (8 juillet 1953).

#### COMMUNICATIONS OFFICIELLES.

Donne lecture de la lettre par laquelle le grand-maréchal de la Cour annonce que S. M. le roi Léopold III a consenti au mariage de S. A. R. la princesse Joséphine-Charlotte de Belgique avec S. A. R. le grand-duc héritier Jean de Luxembourg; annonce qu'il demandera audience à S. M. le roi Léopold III et à S. M. le Roi pour lui exprimer les vœux que le Sénat forme pour le bonheur de la princesse et de son auguste fiancé; donne lecture du télégramme qu'il propose d'envoyer au président de la Chambre des députés du grand-duché de Luxembourg, p. 9 (11 novembre 1952).

Donne lecture du message de la Chambre des représentants qui fait connaître au Sénat qu'elle s'est constituée dans sa séance du 11 novembre 1952, p. 14 (12 novembre 1952).

#### DÉCÈS.

— Rend hommage à la mémoire de M. Fernand Demets, gouverneur honoraire de la province de Brabant et ancien sénateur, p. 6 (11 novembre 1952). Ann. .

Annonce le décès de M. Léonard Leclercq, ancien sénateur, p. 15 (12 novembre 1952).

Rend hommage à la mémoire de M. le sénateur Van Eyndonck; M. Segers, m. c., s'associe, au nom du gouvernement, à cet hommage, p. 536 (4 février 1953).

Ann. — Annonce la démission de M. le sénateur Cyrille Van Overbergh, p. 8 (11 novembre 1952).
 Annonce la démission de M. le sénateur P. De Groote, p. 9

(11 novembre 1952).

Annonce la démission de M. le sénateur Massonnet, p. 717 (24 février 1953).

Annonce la démission de M. le sénateur Broekx, p. 1267 (21 mai 1953).

m. — Forme, au nom de la Haute Assemblée, des vœux de prompt et complet rétablissement pour M. Lagae, m. j., p. 156 (2 décembre 1952).
Forme, au nom de la Haute Assemblée, des vœux de complet rétablissement pour M. De Taeye, m. s. p. f., p. 967 (25 mars 1953).

Annonce que la Chambre de commerce de Bruxelles fait hommage au Sénat d'un exemplaire de la brochure « Onze causeries sur la législation sociale », éditée par les soins de son comité de législation, p. 1496 (16 juin 1953).

## HOMMAGES.

Ann. — Rend hommage à M. Van Houtte, premier ministre, p. 263 (16 décembre 1952).

Rend hommage à M. le sénateur Ledoux, p. 385 (20 janvier 1953).

Rend hommage à Mme Vandervelde, membre du Sénat, p. 385 (20 janvier 1953).

Rend hommage à M. le sénateur Lagae, p. 449 (27 janvier 1953) et 493 (29 janvier 1953).

Rend hommage à M. le sénateur Van Eyndonck, p. 496 (21 jan-

Rend hommage à M. du Bus de Warnaffe, m. j., p. 812 (4 mars 1953) et 💉 847 (10 mars 1953).

# IMMUNITÉ PARLEMENTAIRE.

Ann. — Annonce que le Sénat doit se prononcer sur les conclusions de la commission de la justice tendant à la levée de l'immu-nité parlementaire de M. Edmond Leysen, en vue d'intenter les poursuites judiciaires du chef d'infraction du règlement de police en matière de roulage, p. 1026 (21 avril 1953).

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE 1952-1953.

## Président (suite)

## RELATIONS EXTÉRIEURES.

Ann. — Annonce qu'il a reçu la visite de M. Jonkman, président de la Première Chambre des Etats Généraux des Pays-Bas, p. 8 (11 novembre 1952).

Donne lecture des télégrammes par lesquels le président du Conseil de la République française et le ministre de la marine remercient le Sénat de Belgique pour les condoléances exprimées à l'occasion de la perte du sous-marin Sibylle, p. 8 (11 novembre 1952).

Onne lecture du télégramme par lequel le lord chancelier Simonds exprime au Sénat de Belgique sa gratitude pour les condoléances formulées à l'occasion de la catastrophe ferroviaire qui eut lieu près de Londres, p. 8 (11 novembre 1952).

Donne lecture du télégramme de félicitations qu'il propose au Sénat d'envoyer au général Eisenhower, à l'occasion de son élection à la présidence des Etats-Unis d'Amérique, p. 8 (11 novembre 1952).

Rend hommage à la mémoire de M. Chaïm Weizmann, président de l'État d'Israël; M. Van Houtte, p. m., s'associe à cet hommage au nom du gouvernement, p. 7 (11 novembre 1952).

bre 1952).

Annonce qu'il a reçu un télégramme du président de la Chambre des députés du grand-duché de Luxembourg le remerciant du message envoyé par le Sénat de Belgique à l'occasion des fiançailles du Prince héritier avec S. A. R. la princesse Joséphine-Charlotte et le priant de transmettre à Son Altesse Royale les vœux fervents du parlement et du peuple luxembourgeois, p. 30 (13 novembre 1952).

Donne lecture du télégramme reçu en réponse aux félicitations adressées au général Eisenhower, à l'occasion de son élection à la présidence des Etats-Unis d'Amérique, p. 140 (27 novembre 1952).

bre 1952).

Annonce qu'au nom du Sénat, il a prié S. Exc. M. Myron M. Cowen, ambassadeur des Etats-Unis, de transmettre au président Eisenhower, le renouvellement de ses félicitations et de ses vœux, p. 399 (21 janvier 1953).

Donne lecture d'une lettre reçue en remerciement des félicitations adressées par le Sénat eu président Eisenhower, à l'occasion de sa prestation de serment, p. 514 (3 février 1953).

Donne lecture d'un télégramme de solidarité reçu du sénateur italien Persico à l'occasion des inondations du 1et février 1953 (3 février 1953).

(3 février 1953).

italien Persico à l'occasion des inondations du 1° février 1953 (3 février 1953).

Donne lecture d'un télégramme de condoléances reçu du président de la Première Chambre des Pays-Bas à l'occasion des inondations du 1° février 1953, p. 536 (4 février 1953).

Donne lecture d'un télégramme de remerciements du lord chancelier de la Chambre des Lords de Grande-Bretagne, p. 536 (4 février 1953).

Donne lecture d'un télégramme de sympathie du président du groupe « Amitié France-Belgique » du Conseil de la République française, à l'occasion des inondations du 1° février 1953, p. 536 (4 février 1953).

Donne lecture de la réponse reçue de l'ambassadeur des Pays-Bas à la lettre du Sénat du 4 février 1953 à l'occasion des inondations du 1° février 1953, p. 716 (24 février 1953).

Rend hommage à la mémoire du maréchal Staline; M. van Zeeland, m. a. é., s'associe, au nom du gouvernement, à cet hommage, p. 841 (10 mars 1953).

Annonce qu'il a envoyé de concert avec le président de la Chambre des représentants, au président des Etats-Unis d'Amérique, un exemplaire de luxe des Annales parlementaires de la séance du 9 novembre 1944, au cours de laquelle les Chambres réunies ont reçu le commandant en chef des armées alliées, p. 864 (11 mars 1953).

Rend hommage à la mémoire de M. Gottwald, président de la République tchécoslovaque; M. Van Houtte, p. m., s'associe, au nom du gouvernement, à cet hommage, p. 887 (17 mars 1953).

au nom du gouvernement, à cet hommage, p. 887 (17 mars 1953).

Rend hommage à la mémoire de Sa Majesté la reine Mary de Grande-Bretagne; M. Janssen, m. f., s'associe, au nom du gouvernement, à cet hommage, pp. 962 et 963 (25 mars 1953).

Annonce que MM. Jonkman et Kortenhorst, respectivement président de la Première et de la Deuxième Chambre des Etats-Généraux des Pays-Bas, ont fait parvenir aux présidents des Chambres législatives belges un télégramme de félicitations à l'occasion du mariage de LL. AA. RR. le grand-duchéritier Jean de Luxembourg et de la grande-duchesse Joséphine-Charlotte. — Dit qu'il ne manquera pas de remercier, au nom des membres du Sénat, les présidents des Chambres des Etats-Généraux de leur geste de sympathie, p. 1025 (21 avril 1953).

Donne lecture du télégramme reçu du « Lord Chancellor of the House of Lords » en réponse aux condoléances formulées à l'occasion du décès de Sa Majesté la reine Mary de Grande-Bretagne, p. 1025 (21 avril 1953).

Communique la résolution, votée le 12 février dernier, par le Sénat et la Chambre des Représentants des Etats-Unis d'Amérique, pour exprimer au peuple belge leurs sentiments de sympathie à l'occasion des récentes inondations, p. 1096 (28 avril 1953).

## Président. - RELATIONS EXTÉRIEURES (suite)

Propose au Sénat d'envoyer au « Lord Chancellor of the House of Lords », un télégramme d'hommage à l'occasion du cou-ronnement de S. M. Elizabeth II d'Angleterre, p. 1375

Donne lecture du télégramme reçu du « Lord Chancellor of the House of Lords », en réponse à l'hommage rendu par lé Sénat à S. M. la reine Elizabeth II d'Angleterre, à l'occasion de son couronnement, p. 1422 (9 juin 1953).

de son couronnement, p. 1422 (9 juin 1953).

Donne lecture de la lettre reçue de LL. AA. RR. le grand-duc héritier et la grande-duchesse héritière du Luxembourg, en remerciement pour les sentiments exprimés à l'occasion de leur mariage, p. 1597 (24 juin 1953).

Rend hommage à une délégation de parlementaires britanniques, p. 1744 (2 juillet 1953).

Prisonniers de guerre. - V. Sécurité sociale : Cotisations.

Prisonniers politiques. — V. Guerre. V. aussi : Guerre : Résistance. V. aussi : Sécurité sociale : Cotisations.

Privilèges et hypothèques. - V. Droit civil.

Privilèges et immunités. — V. Affaires étrangères. V. aussi: Interpellations: Rolin.

Prix Nobel. — V. Arts, sciences et lettres.

Procédure civile.

SAISIE CONSERVATOIRE.

Proposition de loi étendant et réglementant la saisie conservatoire.

Doc. - Nº 132. Proposition de M. Verbaet.

— Dépôt de la proposition par M. Verbaet, p. 470 (27 janvier 1953).

Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 660 (17 février 1953).

Procédure de conciliation. - V. Impôts : Impôts directs.

Procédure pénale militaire. — V. Colonies.

Professions.

ORIENTATION ET SÉLECTION SCOLAIRES ET PROFESSIONNELLES.

Proposition de loi sur la protection du titre et de la profession relatifs à l'orientation et à la sélection scolaires et professionnelles.

— Prise en considération. — Renvoi en commission, p. 50 (18 novembre 1952).

- V. aussi : Commerce et industrie : Réglementation

du commerce.

Programme des examens universitaires. — V. Affaires étrangères: Enseignement.

Protection des œuvres littéraires et artistiques. — V. Arts, sciences et lettres.

Protection des plantes. — V. Affaires étrangères : Agriculture et horticulture.

Provinces.

FINANCES PROVINCIALES.

Proposition de loi tendant à revoir certains articles de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

- Nº 280. - Proposition de M. Allewaert.

n. — Dépôt de la proposition par M. Allewaert, p. 1212 (7 mai 1953).

Prise en considération. — Renvoi à la commission, p. 1261 (21 mai 1953).

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Doc. — N° 286. Proposition de M. Harmegnies.

N° 371. Rapport de M. Sledsens.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Harmegnies, p. 1216 (19 mai 1953).

Prise en considération. — Renvoi à la commission, p. 1261 (21 mai 1953).

Dépôt du rapport par M. Sledsens, p. 1553 (18 juin 1953).

Ajournement (30 juin 1953).

M. le président ayant proposé l'ajournement de la discussion, le Senat marque son accord, p. 1710.

Ajournement (1er juillet 1953). M. Harmegnies demande l'ajournement de la discussion.
M. le président déclare que le ministre de l'intérieur, étant retenu à la Chambre, la discussion est ajournée, p. 1716.

Provinces. - FINANCES PROVINCIALES (suite)

Ajournement (2 juillet 1953).

M. Harmegnies demande l'ajournement de la discussion. L'assemblée marque son accord, pp. 1731 à 1732.

Discussion générale (7 juillet 1953).

M. Harmegnies demande l'ajournement de la discussion.

L'assemblée marque son accord, pp. 1731 à 1732.

Discussion générale (7 juillet 1953).

Discours de MM. Harmegnies (concernant la nécessité d'apporter une solution urgente aux difficultés financières des communes, les charges découlant de la revalorisation des barèmes des fonctionnaires provinciaux et communaux, la majoration du Fonds des communes et du Fonds d'assistance, la fiscalité communale, pp. 1764 à 1766; Moyersoen, m. i. (concernant le problème de politique financière que pose la situation obérée des communes et les moyens de remédier à cette situation : l'adaptation de la politique communale à la situation existante, la modification des critères de répartition du Fonds des communes, la recherche de nouvelles ressources pour alimenter le Fonds spécial, la création de services intercommunaux, la diminution de certaines charges qui à l'avenir seront supportées par l'Etat, la majoration des fonds, la mobilité da Fonds d'assistance, la création du Fonds des grandes villes, la majoration du Fonds des provinces, l'extension du champ fiscal des communes leur permettant de faire face à des situations particulières), pp. 1766 à 1768; Duterne (déclare qu'il est nécessaire d'apporter une solution urgente au problème financier des communes et déclare que la fiscalité a déjà été paussée au maximum), p. 1768; Victor De Bruyne (concernant les causse de la situation financière des communes : les besoins nouveaux en matière sociale et en matière de voies de communes de des asse conjoncture, la création de nouveaux impôts communaux et la perception de centimes additionnels sur la taxe professionnelle à verser au Fonds des communes, la création d'un fonds distinct pour les quatre grandes villes, le groupement des petites communes), pp. 1768 à 1770; Nihoul (concernant la majoration du Fonds commune d'assistance publique et la motilité de ce Fonds, la situation financière des communes au fur et à mesure de l'augmentation du Fonds des communes au fur et à mesure de l'au

Discussion des articles. - Vote (9 juillet 1953).

L'article 1° de la proposition est rejeté par 81 voix contre 74 et 1 abstention, p. 1867.
S'est abstenu: M. Allewaert,
En conséquence, la proposition de loi vient à tomber.
oc. — N° 311. Rapports présentés par le ministre de l'intérieur en exécution des articles 20, alinéa 2, et 33, alinéa 2, de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948, concernant

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948, concernant les finances provinciales et communales.

Doc. — N° 327. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 404. Rapport de M. De Man.

N° 430. Amendement proposé par M. Harmegnies.

Ann. Projet transmis par la Chambre des représentants, p. 1400

(4 juin 1953).

Dépôt du rapport de M. De Man, p. 1710 (30 juin 1953).

Ajournement (7 juillet 1953).

M. Harmegnies demande l'ajournement de la discussion.
Observations de M. le président et de M. Moyersoen, m. i.; p. 1774.
L'assemblée marque son accord.

Discussion générale (8 juillet 1953).

Discussion générale (8 juillet 1953).

Discours de MM. Harmegnies (concernant l'incidence de la majoration des barèmes sur les budgets communaux, les crédits alloués aux grandes villes, le fonds spécial, la réforme de l'assistance publique, la majoration du Fonds des communes et la répartition entre les communes ayant fourni un effort fiscal suffisant), pp. 1801 et 1802; Moyersoen, m. i. (souligne l'amélioration apportée en faveur des communes par le présent projet, déclare que la majoration accordée est un maximum eu égard à la situation financière de l'Etat, fait des observations au sujet de la mobilité du Fonds d'assistance publique), p. 1802.

La discussion générale est close.

Provinces. - FINANCES PROVINCIALES (suite)

Discussion des articles (8 juillet 1953).

Art. 1er.

Intervention de MM. Harmegnies, Moyersoen, m. j. Le vote sur l'amendement de M. Harmegnies et sur l'article est réservé, p. 1803. Les articles 2 à 4 sont adoptés sans discussion, p. 1803.

Vote sur l'amendement de M. Harmegnies à l'article 1er (9 juillet 1953).

L'amendement de M. Harmegnies est rejeté par 82 voix contre 74, p. 1866.

Vote (9 juillet 1953). L'ensemble du projet de loi est adopté par 159 voix et 1 abstention, p. 1870.

S'est abstenu : M. Allewaert.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

FONDS DES PROVINCES.

Ann. — Transmission des rapports présentés respectivement par le conseil d'administration du Fonds des provinces et par le conseil d'administration du Fonds communal d'assistance publique et du Fonds des communes, p. 1321 (28 mai 1953).

Puissance paternelle. - V. Droit civil.

Recherche nucléaire. - V. Affaires étrangères : Arts, sciences et lettres.

Recours. — V. Armée : Juridictions militaires. V. aussi Impôts : Impôts directs.

Recouvrement de créances fiscales. - V. Affaires étrangères : Douanes et accises.

Recouvrement des impôts. - V. Impôts : Impôts directs.

Réfractaires. — V. Guerre : Résistance. V. aussi : Sécurité sociale : Cotisations.

Réfugiés. - V. Affaires étrangères.

Régie des télégraphes et des téléphones. - V. Communications.

Régie du travail pénitentiaire. — V. Organisation judiciaire.

Régime douanier et fiscal. - V. Affaires étrangères : Douanes et accises.

Régime linguistique de l'enseignement primaire et moyen. — V. Affaires étrangères : Enseignement.

Registre du commerce. — V. Droit commercial.

Règlement. — V. Chambres législatives : Sénat.

Réhabilitation. - V. Droit pénal.

Remise de dommages-intérêts. - V. Droit pénal : Sûreté de l'Etat. Rentes de chevrons de front. — V. Guerre.

Réserves charbonnières (Concessibilité des). — V. Commerce et industrie : Charbon.

Résidence (Taxe de). - V. Impôts : Impôts indirects.

Résistance. - V. Guerre.

Résistants civils. - V. aussi Sécurité sociale : Cotisations.

Retraite et survie. - V. Pensions : Vieillesse.

Revenus. - V. Impôts: Impôts directs.

Reviseurs comptables. — V. Commerce et industrie : Organisation de l'économie.

Reviseurs d'entreprises. - V. Commerce et industrie : Organisation de l'économie.

Revision de la Constitution. - V. Droit public.

Saisie conservatoire. — V. Procédure civile.

Secours et subsides.

INONDATIONS.

Proposition de loi tendant à appliquer la légistation sur la répa-ration des dommages de guerre aux dégats causés par la tempête du 1ºº février 1953.

Doc. — N° 152. Proposition de M. Goossens.
 Ann. — Dépôt de la proposition par M. Goossens, p. 553 (4 février 1953).

Secours et subsides. - INONDATIONS (suite)

Prise en considération. — Renvoi à la commission, p. 588 (10 février 1953).

Proposition de loi portant certaines dispositions exceptionnelles, en matière fiscale, en faveur des victimes des inondations. Doc. - Nº 155. Proposition de loi de M. Clynmans.

Ann. - Dépôt de la proposition par M. Clynmans, p. 585 (5 février 1953).

Prise en considération. — Renvoi à la commission, p. 588 (10 février 1953).

Projet de loi prévoyant des mesures en faveur des victimes des graves inondations de février 1953.

Doc. — Nº 165. Projet transmis par la Chambre des représentants. N° 166. Rapport de M. Clynmans.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 628 (12 février 1953).

Dépôt du rapport par M. Clynmans, p. 631 (12 février 1953). Discussion générale (12 février 1953).

Discussion générale (12 février 1953).

Discours de MM. Clynmans, rapp. (donne des précisions au sujet du rapport et du projet de loi, pp. 631 à 632; Devriendt (déclare que le crédit accordé par le gouvernement est insuffisant et espère qu'il sera augmenté), p. 632; Gillon (se déclare partisan de la répartition totale des dommages, remarque que les victimes de l'inondation ne peuvent faire oublier les victimes de la guerre), pp. 632 à 633; Harmegnies (déclare que le subside du gouvernement est insuffisant et que les sinistrés de l'intérieur du pays doivent être admis à la répartition des secours du fonds national), p. 633; Taillard (concernant l'insuffisance et la répartition des secours), pp. 633 à 634; Van Peteghem (concernant la réparation des digues), p. 634; Doutrepont (demande de renoncer à déduire de la déclaration aux impôts directs les sommes versées au Fonds national de secours aux sinistrés), p. 634; Craeybeckx (concernant le dédommagement immédiat), p. 634; comte d'Aspremon' Lynden (estime que, étant donné la complexité de la législa on en la matière, ce serait rendre un mauvais service aux sinistrés des inondations de les mettre sur le même pied que les victimes de la guerre, p. 635; Goossens (concernant l'insuffisance du subside gouvernemental, l'importance des dommages), p. 635; De Block (concernant les droits des sinistrés), pp. 635; De Block (concernant les droits des sinistrés), pp. 635; De Block (concernant les droits des sinistrés), pp. 635; De Block (concernant les droits des sinistrés), pp. 635; De Block (concernant les droits des sinistrés), pp. 635; De Block (concernant les droits des sinistrés), pp. 635; De Block (concernant les droits des sinistrés), pp. 635; De Block (concernant les droits des sinistrés), pp. 635; De Block (concernant les droits des sinistrés), pp. 635; De Block (concernant les droits des sinistrés), pp. 635; De Block (concernant les droits des sinistrés), pp. 635; De Block (concernant les droits des sinistrés), pp. 635; De Block (concernant les droits des sinistrés),

La discussion générale est close.

Discussion des articles (12 février 1953).

Les articles 1 à 6 sont adoptés sans discussion, pp. 636 à 637.

Vote (12 février 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 140 voix et 3 abstentions, p. 641.

Se sont abstenus : MM. Boulanger, Glineur, Taillard. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi relatif à l'octroi de crédits spéciaux destinés à contribuer à la restauration des dommages causés aux biens privés par les inondations du 1er février 1953.

Doc. \_\_. - Nº 206. Projet transmis par la Chambre des représen-

Nº 217. Rapport de M. Van Loenhout.

— Transmis par la Chambre des représentants, p. 887 (17 mars 1953). Ann. Dépôt du rapport par M. Van Loenhout, p. 928 (18 mars 1953).

Discussion générale (19 mars 1953).

Discussion generale (19 mars 1933).

Discours de MM. Van Loenhout, rapp. (souligne l'importance de l'intervention de l'Etat et fait des observations au sujet de la répartition des secours), p. 931; Goossens (concernant le dédommagement intégral des dégâts), pp. 931 et 932; Clynmans (observations concernant la compétence accordée à titre exceptionnel aux agents de l'administration de l'enregistrement et des domaines en matière de prêts et d'ouverture de crédits), p. 932; Wijn (concernant l'insuffisance des mesures prises à l'égard des sinistrés), p. 932; De Taeye, m. s. p. f. (donne des précisions quant à l'aide substantielle accordée aux sinistrés, fait des observations au sujet de l'indemnisation intégrale), pp. 933 à 934.

La discussion générale est close.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (19 mars 1953).

Les articles 1 à 5 sont adoptés sans discussion, p. 934. Vote (19 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 145 membres présents, p. 936. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

#### Secours et subsides. — INONDATIONS (suite)

Projet de loi portant des dispositions exceptionnelles et tempo-raires en faveur des personnes qui ont été éprouvées par les inondations de février 1953.

Nº 209. Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 214. Rapport de M. Clynmans.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 887
(17 mars 1953).
Dépôt du rapport par M. Clynmans, p. 906 (17 mars 1953).

Discussion générale (19 mars 1953).

Discours de M. Clynmans, rapp. (souligne les modifications apportées par le présent projet à certaines dispositions essentielles du Code civil), p. 930.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (19 mars 1953).

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans discussion, pp. 930 à 931 Vote (19 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 145 membres présents, p. 936. Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

# Secrets de fabrique. — V. Sûreté de l'Etat.

#### Sécurité sociale.

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Projet de loi portant modification de la loi du 30 décembre 1929 sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer, modifiée par la loi du 6 janvier 1943 et par l'arrêté-loi du 28 février 1947.

Doc. - Nº 144. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Nº 230. Rapport du comte de la Barre d'Erquelinnes.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants, p. 512 (3 février 1953).

Dépôt du rapport par le comte de la Barre d'Erquelinnes, p. 962 (25 mars 1953).

Dépôt du rapport par le comte de la Barre d'Erquelinnes, p. 962 (25 mars 1953).

Discussion générale (26 mars 1953).

Discours de MM. Neels (examine les dispositions du projet de loi et insiste pour que celui-ci soit adopté sans retard), pp. 984 à 985; De Block (souligne les lacunes que présente le projet), p. 985; Troclet (estime qu'il est souhaitable que la législation relative aux pêcheurs soit aussi conforme que possible à la législation générale et regrette que la commission du travail n'ait pas été consultée en la matière, demande qu'à l'avenir on mentionne, à titre indicatif, la commission à laquelle seront renvoyées les propositions), pp. 985 à 986; M. le président (déclare que, dorénavant, lors de la prise en considération d'une proposition de loi, une indication sera donnée au Sénat quant à la commission à laquelle la proposition sera renvoyée), p. 986; Schot (regrette que la discussion du projet ait lieu le lendemain de la distribution du rapport, appuie les observations formulées au cours du débat, fait des observations au sujet de l'amélioration et de la coordination des textes et du calcul de la prime à payer), p. 986; Segers, m. c. (répond aux observations formulées et précise la portée du projet, demande au Sénat d'approuver le projet sans retard), pp. 986 à 988 et 989; comte de la Barre d'Erquelinnes, rapp. (répond aux observations de M. Schot), p. 988; De Block (marque son étonnement au sujet de l'intervention de M. Schot, répond à ses arguments), pp. 988 à 989; Schot (observations), p. 989; Hoste (observations), p. 989. La discussion générale est close.

Discussion des articles (26 mars 1953).

Les articles 1 à 12 sont adoptés sans discussion, pp. 989 à

Art. 13.

L'amendement de M. De Winter est rejeté, p. 993.

Intervention de M. De Winter, p. 992, et Segers, m. c., pp. 992

L'article 13 est adopté, p. 993.

Les articles 14 à 27 sont adoptés sans discussion, pp. 993 à 995. Vote (26 mars 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 154 voix contre 3 et 2 abstentions, p. 1013.

Se sont abstenus : MM. Ancot et Dierckx.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

## COTISATIONS.

Proposition de loi tendant à régulariser, en matière d'application des lois d'assurance sociale, la situation des personnes reconnues bénéficiaires du statut des prisonniers politiques,

#### Sécurité sociale. — COTISATIONS (suite)

du statut des prisonniers de guerre, du statut des déportés pour le travail obligatoire et du statut des résistants civils et des réfractaires pour faits se rapportant à la guerre 1940-1945.

Doc. - Nº 488. Proposition de M. Cornez.

- Dépôt de la proposition par M. Cornez, p. 2041 (17 juil-Ann. let 1953)

DOCUMENTS.

Projet de loi modifiant la loi du 26 janvier 1951 relative à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale et abrogeant l'article 8, dernier alinéa, de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du traveil dents du travail.

Doc. - Nº 237. Projet transmis par la Chambre des représentants. Nº 282. Rapport de M. Uselding.

— Transmis par la Chambre des représentants, p. 1024 (21 avril 1953).

Dépôt du rapport par M. Uselding, p. 1212 (7 mai 1953). Pas de discussion générale.

Discussion des articles (21 mai 1953).

Les articles 1 à 5 sont adoptés sans discussion, p. 1264. Vote (21 mai 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 149 voix et 1 abstention, p. 1268. S'est abstenu : M. Van Loenhout.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

FONDS DE SÉCURITÉ D'EXISTENCE

Projet de loi concernant les fonds de sécurité d'existence.

Doc. — N° 318. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 412. Rapport de M. Neels.

N° 421. Amendements proposés par M. Troclet et consorts au texte présenté par la commission et amendement proposé par M. Custers et consorts.

Nº 439. Amendement proposé par M. Custers et consorts. Ann. — Dépôt du projet de loi par M. Van den Daele, m. t. p. s., p. 1384 (2 juin 1953).

Dépôt du rapport par M. Neels, p. 1727 (1er juillet 1953).

Discussion générale (2 juillet 1953).

Discussion générale (2 juillet 1953).

Discours de MM. Neels, rapp. (observations), p. 1755; Troclet (concernant : la scission du projet, le but du projet : remédier aux lacunes juridiques constatées, la personnalité juridique des Fonds de sécurité d'existence, le Fonds de sécurité d'existence élaboré pour les dockers d'Anvers), pp. 1755 et 1756; Houben (concernant : le respect des normes juridiques dans la législation sociale, la personnalité juridique des Fonds de sécurité d'existence, les arrêtés royaux portant modification aux Fonds de sécurité d'existence, les arrêtés royaux portant Fonds de sécurité d'existence, les arrêtés royaux ayant rendu obligatoires les décisions des comités paritaires), p. 1757. La discussion générale est close.

# Discussion des articles (2 juillet 1953).

Art. 1er.

Intervention de MM. Troclet, Moulin, Neels, Van den Daele, m. t. p. s., Houben, pp. 1757 à 1758.

Le premier amendement de M. Troclet est retiré.
Un second amendement de M. Troclet est modifié et adopté.
L'article 1er amendé est adopté, p. 1758.

Intervention de MM. Troclet, Custers, Van den Daele, m. t. p. s., Verbert, Neels et Houben, pp. 1758 à 1761.
L'amendement de M. Custers est réservé, p. 1761.
L'amendement de M. Troclet à l'article 2 est retiré; son amendement adopté à l'article 1'er est transféré à l'article 2 et constituera le troisième alinéa de l'article, p. 1761.

Art. 3.

Adopté, p. 1762.

Vote sur l'amendement réservé et sur l'article 2 (7 juillet 1953). Intervention de MM. Troclet, Van den Daele, m. t. p. s., et

L'amendement de M. Custers est adopté.

L'article 2 amendé est adopté, p. 1784.

L'article 2 amendé est remis aux voix et définitivement adopté. Vote (7 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 155 voix et 1 abstention, p. 1785.
S'est abstenu: M. Troclet.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Sécurité sociale (suite)

MALADIES PROFESSIONNELLES.

Projet de loi modifiant la loi du 24 juillet 1927 relative à la réparation des dommages causés par les maladies profes-sionnelles.

Doc. — N° 262: Rapport de M. Neels.
 Ann. — Dépôt du rapport par M. Neels, p. 1094 (23 avril 1953).
 Pas de discussion générale.

Discussion des articles (7 mai 1953).

Les articles 1 à 5 sont adoptés sans discussion, p. 1198. Vote (7 mai 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 153 membres présents, p. 1204.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représen-tants.

SÉCURITÉ SOCIALE DES TRAVAILLEURS.

Projet de loi portant modification de l'arrêté-loi du 28 décem-bre 1944 relatif à la sécurité sociale des travailleurs.

Doc. - Nº 111. Projet transmis par la Chambre des représen-

Nº 117. Rapport de M. Troclet.

Ann. — Transmis par la Chambre des représentants ,p. 353 (23 décembre 1952).

Dépôt du rapport par M. Troclet, p. 369 (23 décembre 1952).

Discussion générale (23 décembre 1952).

Discussion générale (23 décembre 1952).

Discours de MM. Kluyskens (s'étonne que l'on n'ait pas remarqué plus tôt l'erreur de procédure et que le gouvernement n'ait pas pris l'initiative de la réparer, critique la rédaction du texte et les pouvoirs trop étendus accordés au directeur général et au directeur général adjoint, souligne les lacunes que présente le projet de loi), pp. 369 à 370. 371, Troclet (répond aux observations de M. Kluyskens), pp. 370 371; Jespers (déclare que le projet a trait à la législation cociale et que comme tel il aurait dû être examiné par la commission du travail et de la prévoyance sociale et non pas par la commission de la justice), p. 371; Van den Daele m. t. p. s. (répond aux observations qui ont été formulées), p. 371.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (23 décembre 1952).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sars discussion, p. 371.

Vote (23 décembre 1952). L'ensemble du projet de loi est adopté par 128 voix contre 8 et 7 abstentions, p. 378.

Se sont abstenus: MM. Baur, Gillon, Hoste, Massonnet, Moreau de Melen, Warnant et Struye.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Sécurité sociale. - V., Aussi Affaires étrangères.

Sélection scolaire et professionnelle. - V. Professions.

Séquestres (Office des). - V. Finances.

Simplification des documents. - V. Sécurité sociale : Documents.

Sinistrés. — V. Guerre : Dommages de guerre. V. aussi Secours et subsides : Inondations.

Sociétés (Absorption et fusion). - V. Impôts : Impôts directs : Revenus.

Sociétés commerciales. — V. Droit commercial.

Société nationale de la petite propriété terrienne. - V. Habitations.

Soldes. — V. Commerce et industrie : Réglementation du commerce. — Ventes de soldes.

Sous-officiers. - V. Armée . Officiers.

Spécialités pharmaceutiques. - V. Art de guérir.

Statut. - V. Organisation judiciaire.

Statut de la résistance armée. — V. Guerre : Résistance.

Statut de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord. — V. Affaires étrangères : Pacte atlantique.

Statut des réfugiés. - V. Affaires étrangères : Réfugiés.

Subsides. — V. Cultes. V. aussi Secours et subsides.

Succession (Droits de). - V. Impôts indirects.

Sûreté de l'Etat.

INVENTIONS ET SECRETS DE FABRIQUE.

Projet de loi relatif à la divulgation et à la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat.

Doc. - Nº 447. Exposé des motifs et projet de loi.

Ann. — Dépôt du projet par MM. Duvieusart et le colonel De Greef, p. 1877 (9 juillet 1953).

POLICE DES ÉTRANGERS.

Projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers.

Doc. — N° 457. Exposé des motifs et projet de loi. N° 498. Rapport de M. Ronse.

Ann. — Dépôt du projet de loi par le vicomte du Bus de War-naffe, m. j., p. 1909 (14 juillet 1953).

Sûreté de l'Etat. - V. aussi Droit pénal.

Survie (Pensions de). - V. Pensions : Vieillesse.

Système de vente à la boule de neige. — V. Commerce et industrie : Concurrence déloyale.

Taxation des assurances-vie. - V. Impôts : Impôts directs. -Revenus.

Taxe de circulation. - V. Impôts : Impôts directs.

Taxe de résidence. - V. Impôts : Impôts indirects.

Taxe de séjour. - V. Impôts : Impôts indirects.

Taxe professionnelle. - V. Impô's : Impôts directs. - Revenus.

Taxe sur le chiffre d'affaires. - V. 'mpôts : Imports directs.

Taxes assimilées au timbre. - V. Impôts : Impôts indirects.

Territoires non métropolitains. - V. Affaires étrangères : Travail.

Titulaires de fonctions publiques (pension des). - V. Pensions : Vieillesse.

Tracteurs agricoles. - V. Impôts : Impôts directs : Taxe de circulation.

Traitements. - V. Droit public : Conseil d'Etat.

Transports. — V. Affaires étrangères : Communications. V. aussi : Colonies (Otraco). V. aussi : Communications.

Transports en commun. - V. Communications: Transports inter-

Transports intercommunaux. - V. Communications.

Travail.

CONTRAT D'EMPLOI.

Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat d'emploi en cas de grève.

Projet transmis par la Chambre des représentants.
 Renvoi en commission, p. 9 (11 novembre 1952).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 sur le contrat d'emploi.

Doc. - Nº 517. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 10 mars 1900 sur le contrat du travail.

Doc. - Nº 518. Projet transmis par la Chambre des représentants.

VACANCES.

Projet de loi interprétant et modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951.

Doc. — N° 334. Exposé des motifs et projet de loi.
 N° 413. Rapport de M. Houben.
 N° 417. Amendements proposés par M. Troclet et consorts au texte présenté par la commission.

Ann. — Dépôt du projet par M. Van den Daele, m. t. p. s., p. 1447

Depôt du rapport par M. Houben, p. 1727 (1er juillet 1953).

Discussion générale (2 juillet 1953).

Discours de MM. Troclet (déplore la présentation tardive du projet et souligne les lacunes qu'il présente), p. 1742; Van den Daele, m. t. p. s. (observations), p. 1743.

La discussion générale est close.

## Travail. - VACANCES (suite)

Discussion des articles (2 juillet 1953).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans discussion, p. 1743.

Art. 3

Intervention de MM. Houben, rapp., Troclet, Vermeylen, Verbert, Van den Daele, m. t. p. s., Segers, m. c., pp. 1743 à 1744 et 1750.

L'amendement modifié de M. Troclet est adopté. L'article 3 amendé est adopté, p. 1750.

Les articles 4 et 5 sont adoptés, pp. 1750 à 1751.

Art. 6.

Intervention de MM. Pontus, Troclet, Houben, Van den Daele, m. t. p. s., et Moulin, pp. 1751 à 1753. Un premier amendement de M. Troclet est adopté, Un second amendement de M. Troclet est réservé. L'article 6 est réservé, p. 1753.

Art. 7.

Intervention de MM. Van den Daele, m. t. p. s., et Houben. L'amendement de MM. Troclet et c. s. est adopté. L'article 7 amendé est adopté, p. 1753.

Les articles 8 à 14 sont adoptés, pp. 1753 et 1754. Observations de M. Troclet, p. 1754.

Vote sur l'amendement réservé et sur l'article 6. (7 juillet 1953).

L'amendement de M. Troclet est rejeté. L'article 6 est adopté, p. 1784.

Vote (7 juillet 1953).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 156 membres présents, p. 1785. M. Troclet justifie son vote.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Travail. - V. aussi : Affaires étrangères.

Travail (Conférence internationale du). - V. Gouvernement.

Travail (conflits). - V. Affaires étrangères : Travail.

Travail (Inspection du). - V. Affaires étrangères : Travail.

Travail pénitentiaire. — V. Organisation judiciaire: Régie du travail pénitentiaire.

## Travaux publics.

VOIRIE.

Proposition de loi modifiant la loi du 9 août 1948 portant modi-fication à la législation sur la voirie par terre.

Doc. — N° 110. Proposition de M. Van den Storme. N° 264. Rapport de M. Van Buggenhout.

Ann. — Dépôt de la proposition par M. Van den Storme, p. 349 (18 décembre 1952).

Prise en considération. — Renvoi à la commission, p. 385 (20 janvier 1953).

Dépôt du rapport par M. Van Buggenhout, p. 1112 (28 avril 1953).

Pas de discussion générale

Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (7 mai 1953).

L'article unique est adopté sans discussion, p. 1199.

Vote (7 mai 1953).

L'ensemble de la proposition de loi est adopté à l'unanimité des 153 membres présents, p. 1204. Le projet de loi sera transmis à la Chambre des représentants.

Tribunaux de police. - V. Organisation judiciaire.

Union européenne des Paiements. - V. Affaires étrangères.

Universités. - V. Enseignement : Enseignement supérieur.

Vacances. - V. Travail.

Vente à tempérament. — V. Commerce et industrie : Réglementation du commerce.

Vente au détail. — V. Commerce et industrie : Police du commerce. V. aussi : Commerce et inquetrie : Réglementation du commerce.

Ventes de soldes. - V. Commerce et industrie : Réglementation du

Ventes forcées. - V. Occupation allemande.

Victimes civiles. - V. Guerre.

Victimes des inondations. — V. Secours et subsides.

Vieillesse et décès prématuré. - V. Pensions.

Voirie. - V. Travaux publics.